

## A MOSCOU

M. Tchernenko a présenté  
un rapport ultra-conservateur  
devant le comité central

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 85 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 250 P. ; Lituanie, 0,350 Lt. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Roumanie, 240 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 rd.

Tarif des abonnements page 6

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 450572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## L'agitation au Chili

- Deux morts au cours des manifestations
- Arrestation du dirigeant de l'intersyndicale

### Quand partira-t-il ?

Quand partira-t-il ? La question se pose après la deuxième journée de « protestation nationale » des Chiliens. Quand partira-t-il, celui dont M. Claude Cheysson a dit récemment, avec une sincérité méritoire chez un ministre des relations extérieures, qu'il était une « malédiction » pour son pays et dont le nom est si tristement célèbre qu'il est passé dans le langage courant, l'expression « un Pinochet » désignant désormais un tyran galonné ?

A l'inverse du Brésil et de l'Argentine, où ce sont des « systèmes » militaires qui se sont installés au cours de ces dernières décennies, la dictature chilienne repose depuis dix ans sur un seul homme. Il a taillé une Constitution à sa mesure pour s'éterniser à la présidence, et il manifeste, à l'égard de ses rivaux et de ses opposants, la même brutalité et le même cynisme qui lui servent à trahir, puis à éliminer, Salvador Allende et la démocratie. Une telle personnalisation du pouvoir a des risques et aussi ses avantages dans le Chili d'aujourd'hui, où la grande majorité de la population, toutes classes confondues, aspire désormais au rétablissement des libertés.

Les risques sont évidents. L'homme s'accroche à son bâton de commandement et, plus colérique que jamais, menace tous ceux qui voudraient le lui arracher. Pendant que ses concitoyens tapaient sur des casse-roles dans plusieurs villes du pays, le chef de l'Etat, en tournée dans le Nord, affirmait qu'il était prêt à « durcir sa position à l'importe quel prix » et avertissait les dirigeants des partis politiques, toujours proscrits, qu'il ne tarderait pas à les « renvoyer à leurs affaires ».

En dix ans, le langage du général Pinochet n'a pas changé. Toute opposition interne est à ses yeux le fruit d'une « conspiration communiste ». Des attentats ont été commis à point nommé le 14 juin pour étayer les accusations de « violence » lancées contre l'extrême gauche. Il se dit toujours disposé à assumer son mandat jusqu'en 1989. Comme il est homme, malgré tout, à sentir le danger, il a multiplié les initiatives, ces dernières semaines, pour affirmer un régime bien légal et à relancé l'idée d'un mouvement civil et militaire destiné à l'appuyer. Il a fait des concessions salariales aux militaires et aux fonctionnaires. Et il a parcouru les provinces pour retrouver le contact avec le « Chili profond ».

Il ne faut donc pas compter sur lui pour changer, du moins sur le terrain de la politique, puisque sur celui de l'économie il a déjà pratiquement abandonné l'hyper-libéralisme qui a conduit les travailleurs à la misère et au chômage, et réduit de façon dramatique la capacité productive du pays. Il ne faut pas non plus attendre de lui qu'il quitte le pouvoir de son plein gré. Il risque même de faire payer cher à ses concitoyens le changement qu'ils jugent nécessaire. Mais son régime a aussi un avantage : comme il est seul depuis dix ans à avoir décidé de tout, l'armée peut lui faire porter à lui seul le poids de la faillite présente et, le jour venu, l'abandonner au sort que l'on peut imaginer.

Tel est le calcul de certains responsables de la droite démocratique et de la démocratie chrétienne. Personne ne peut prévoir quand, et à quel prix, on en vérifiera la justesse.

Deux morts, six blessés graves, plusieurs centaines de personnes arrêtées : tel est le bilan de la journée nationale de protestation du mardi 14 juin au Chili. La police a réprimé avec brutalité, dans les quartiers pauvres et à l'université de Santiago, une manifestation qui, comme celle du 11 mai, a été lancée par les syndicats pour obtenir le retour à la démocratie.

Le dirigeant de l'intersyndicale, appelée Commandement national des travailleurs, M. Rodolfo Seguel, qui dirige aussi la puissante Confédération des travailleurs du cuivre, a été arrêté. Il a été enlevé dans la nuit de mardi à mercredi à son domicile par des hommes armés de mitrailleurs, qui ont défilé sa porte.

### De notre envoyé spécial

Santiago. — Le scénario de la première journée nationale de protestation s'est répété le mardi 14 juin au Chili. Riches et pauvres, jeunes et moins jeunes, à des heures différentes et en des points différents du pays, ont manifesté clairement — comme ils l'avaient fait le 11 mai — leur opposition au régime du général Pinochet.

Selon les organisateurs, la protestation de mardi a été plus massive et de nature plus clairement politique que celle du 11 mai. Etudiants, ouvriers, et intellectuels, habitants des bidonvilles, classes moyennes et aisées sont unis désormais sur une même revendication : le retour à la démocratie. Le Commandement national des travailleurs — qui réunit l'ensemble des syndicats — a atteint son objectif : faire mieux que la première fois. Malheureusement, le sang a coulé : deux manifestants, de quatorze et vingt ans, ont été tués par balles, six personnes ont été grièvement blessées. Le nombre des personnes arrêtées s'élevait ce mercredi à cent soixante-quinze dans la capitale et à trois cent cinquante pour l'ensemble du pays.

Les premières heures de la matinée avaient été marquées par plusieurs attentats qui laissent mal augurer de ce qui allait suivre : dynamitage de la voie ferrée près de Rancagua, à 90 kilomètres de Santiago, des pylônes à haute tension de Concepcion ; autobus incendiés dans la capitale ; explosion d'une bombe au cercle des officiers de carabiniers de Vina del Mar ; clous d'acier répandus sur la chaussée immobilisant de nombreux véhicules. Le gouvernement s'est empressé, dans un communiqué, d'attribuer ces actes de violence « à la stratégie subversive du parti communiste ».

JACQUES DESPRÉS.  
(Lire la suite page 6.)

## Le pape en Pologne

Mise en garde des autorités  
contre des démonstrations politiques

Les autorités polonaises ont lancé mardi 14 juin une vigoureuse mise en garde contre d'éventuelles manifestations politiques pendant la visite du pape, attendu jeudi soir à Varsovie.

M. Walesa, qui n'a pas obtenu de son entreprise un congé qui lui permette de suivre le voyage, a l'intention de se rendre pendant le week-end à Czesochowa. Jean-Paul II sera au même moment dans ce sanctuaire marial. Cependant Mgr Dabrowski, secrétaire de la conférence épiscopale polonaise, qui vient de faire un séjour à Rome, a déclaré avant de repasser Varsovie qu'une rencontre du pape avec M. Walesa « n'était pas la chose la plus importante » à attendre du voyage.

### De notre correspondant

Varsovie. — A deux jours de l'arrivée jeudi 16 juin à 17 heures, du pape à Varsovie, les autorités polonaises ont affirmé, mardi soir, qu'elles étaient résolues à « contre-carrer fermement toute tentative de troubler l'ordre public » durant la visite pontificale. Parallèlement, les militants clandestins de Solidarité multiplient les appels à se rendre en masse aux cérémonies que célébrera Jean-Paul II et à affirmer, eux, leur « conviction » que sa venue renforcera la volonté de lutte de la population.

Lancé par le biais d'un communiqué du ministère de l'intérieur, l'avertissement des autorités est justifié par « des informations indiquant que des personnes et des groupes veulent utiliser la visite de Jean-Paul II à leurs fins propres, contraires à l'intérêt national (...) semer le désordre et, en conséquence, (...) abaisser le prestige international de la Pologne ».

« Toutes mesures nécessaires et indispensables pour assurer le calme et un digne déroulement de la visite (...) seront prises », poursuit le communiqué. Il ajoute que « le ministère de l'intérieur compte à cet égard sur la coopération convenue avec le service d'ordre de l'Eglise ».

Quelques heures plus tôt, le général Beim, commandant en chef de la milice, avait assuré au cours d'une conférence de presse que ce même service d'ordre (qui devrait mobiliser quelque dix mille hommes) « mettrait » aux forces de police toute personne se comportant de façon « indigne » au cours des rassemblements prévus par le pape.

Il y a quelques jours, il avait été annoncé que les autorités et l'Eglise s'étaient mises d'accord pour que soient confisquées les banderoles politiques qui seraient éventuelle-

## Le malaise de la police

M. Chirac demande une loi-programme  
et crée des « commissions de sécurité » à Paris

Dans l'entretien qu'il nous a accordé sur les questions de sécurité et de maintien de l'ordre, M. Jacques Chirac annonce que le R.P.R. va déposer, à la rentrée parlementaire d'octobre, une proposition de loi-programme pluriannuelle concernant les effectifs et les moyens matériels de la police nationale.

Le maire de Paris annonce aussi la mise en place, dans chaque arrondissement et au niveau de la capitale, de « commissions de sécurité », auxquelles il invite les responsables de la police à participer. Enfin M. Chirac, qui estime que le report de la manifestation de policiers est un acte de « sagesse », donne son sentiment sur le malaise de la police.

Après les récentes manifestations de policiers qu'il juge non comme un comportement « séditionnel », mais comme un avertissement sérieux, M. Chirac nous a précisé qu'il a l'intention de présenter à l'Assemblée nationale une proposition de loi-programme pluriannuelle concernant notamment le recrutement, les effectifs et les moyens d'action de la police nationale, comme il en existe une pour les forces armées et les équipements militaires. Il nous a indiqué que des contacts seraient pris à ce sujet entre le R.P.R. et l'U.D.F. afin que cette proposition soit commune à toute l'opposition. M. Chirac ajoute : « M. Mitterrand avait dans sa campagne électorale promis une telle loi-programme. Or je constate qu'après deux ans de pouvoir ce projet est retourné dans les oubliettes ».

M. Chirac a décidé aussi de passer à l'action sur le plan parisien. Il reconnaît que dans ce domaine ses moyens sont limités « puisque Paris est la seule ville de France où le maire n'exerce aucun pouvoir de maintien de l'ordre, ceux-ci étant dévolus au préfet de police. Il n'y a aucun policier municipal dépendant de la Ville de Paris alors qu'il y en a quelques-uns, par exemple à Lille, à Marseille ou à Nice ».

M. Chirac se propose donc de mettre en pratique l'idée qu'il avait lancée avant le premier tour des élections municipales et, ajoute-t-il, « que M. Gaston Defferre avait repris à son compte après le premier tour à Marseille », en créant dans chaque arrondissement de la capitale une « commission de sécurité » et, au niveau de Paris, une « commission municipale de sécurité ». « Ces commissions, nous explique M. Chirac, seront présidées par les maires d'arrondissement et comprendront les élus et les représentants des associations de quartiers intéressés, commerçants, locataires, personnes âgées, enfance, éducation. Les fonctionnaires en service dans l'arrondissement seront invités à y participer, commissaires de police, agents municipaux, fonctionnaires sociaux. Ces commissions pourront se saisir de tous les problèmes liés à la sécurité, qu'il s'agisse de l'éclairage public, de la circulation, de la prévention ou de l'itinéraire des randes de police. Elles traiteront également des problèmes de délinquance en général et plus spécialement de celui de la drogue. Elles établiront un inventaire et feront des propositions pour remédier aux défauts constatés. Leurs suggestions seront transmises à la commission centrale de sécurité qui siègera à l'hôtel de Ville pour traiter l'ensemble des problèmes au décret tel que au tel opération ponctuelle ».

M. Chirac ajoute : « On comprend que la collaboration avec la police nationale et notamment avec le préfet de police, qui devrait siéger à la commission centrale, est une condition nécessaire de la réussite ». C'est M. Robert Pandraud, directeur du cabinet de M. Chirac, ancien directeur général de la police nationale, qui, assisté d'un magistrat, mettra en œuvre cette réforme.

### Des commissariats municipaux ?

Le maire de Paris se défend de vouloir créer par ce biais des « maisons de sécurité » qui seraient des sortes de commissariats de police municipaux. Il insiste pour dire qu'à Paris la sécurité dépend uniquement de la police nationale. Jusqu'à présent, M. Chirac a cependant constitué dans la capitale un corps de vigiles pour les parcs, jardins et parkings, fort de cent vingt personnes, mais qui ne sont pas armés et n'ont aucun pouvoir de police.

ANDRÉ PASSERON.  
(Lire la suite page 2.)

## LA LUTTE CONTRE LA DROGUE

« La répression ne suffit pas », nous déclare M. Franck Perriez responsable de la mission contre la toxicomanie

(Lire page 12.)

## LE DÉBAT SUR LE IX<sup>e</sup> PLAN

A l'Assemblée nationale, majorité et opposition se rejoignent dans la critique

(Lire page 9 l'article de LAURENT ZECCHINI.)

## LA TÉLÉVISION PAR SATELLITE

Va-t-on remettre en cause le programme de T.D.F. ?

(Lire page 25 l'article d'ÉRIC RHODE.)

### Point de vue

#### LA FORCE NUCLÉAIRE FRANÇAISE

## Une nouvelle ligne Maginot

Il existe en France un tabou, un objet devant lequel les Français, si frondeurs, si querelleurs de nature, sont invités à s'incliner en silence et avec les marques d'un respect unanime, une divinité à laquelle sacrifices

par MICHEL PINTON (\*)

financiers et prouesses techniques sont constamment prodigués : il s'agit de notre force nucléaire stratégique.

Qu'on me pardonne ! Je prends le risque de porter une main sacrilège sur cette divinité. Je vais exposer ses mystères à la lumière crue d'une analyse rationnelle.

Expliquée en termes simples, la défense de notre pays, telle que la conçoivent nos gouvernements actuels, repose sur une pétition de principe : notre armement nucléaire stratégique a pour but non pas de gagner une guerre, mais de dissuader toute puissance étrangère d'envahir le territoire national. Si les Soviétiques prenaient un jour fantaisie d'approcher de nos frontières, ils se heurteraient d'abord à notre corps de bataille sur le territoire allemand. Certes, ils n'auraient pas trop de mal à le bousculer, même si nos alliés joignent leurs forces aux nôtres, mais les canons de nos chars évertués les agresseurs de notre volonté de résister.

Si cette sonnette d'alarme ne tintait pas assez fort aux oreilles soviétiques, le président de la République en emploierait une plus puissante : il enverrait sur les troupes ennemies approchantes quelques explosifs nucléaires transportés aujourd'hui par les fusées Pluton, demain par nos Hades. Soit dit en passant, vu l'état

actuel de nos techniques, nous massacrerions beaucoup moins de soldats soviétiques que de femmes et d'enfants allemands qui auraient le malheur d'être dans la carrela d'impact de nos fusées. Mais peisons. Si malgré tout l'armée soviétique persistait à ne pas entendre l'avertissement, si elle osait mettre le pied dans le sanctuaire, c'est-à-dire dans le territoire national, le président de la République, avec la bonne conscience de celui qui a délégué les sommations d'usage, déclencherait l'holocauste : l'arme suprême, la force nucléaire stratégique, entrerait en action. Nos puissantes fusées du plateau d'Albion, les missiles de nos sous-marins nucléaires, les bombes de nos Mirage-IV, volant comme l'éclair, porteraient l'incendie et la mort sur Moscou, Kiev et Leningrad.

### L'illusion

#### du « sanctuaire national »

Comme le dit Pierre Mauroy, avec une belle fermeté d'âme, la défense de la France repose sur cette « stratégie anti-cités » (terme abstrait qui veut dire extermination de la population des villes ennemies — c'est moi qui précise). Elle demeure la fondement implacable mais inéluctable de la dissuasion du faible au fort. Nos décisions visent essentiellement à maintenir et à développer la crédibilité de cette dissuasion.

(Lire la suite page 11.)

(\*) Secrétaire général de l'U.D.F.

**Le nouveau chemin des écoliers ?**

Pour un collège démocratique

Rapport Legrand

376 pages, 90 F

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**

vente en librairie

vente par correspondance : 124, rue Henri-Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex.

### AU JOUR LE JOUR

#### Prix

Voté par la pléiade aux amoureux de Paris au mois d'août : on annonce, pour le 26 août 1984, un grand prix de formule 1 dans le centre de la capitale.

Que les commanditaires de la formule 1 y trouvent avantage en publicité yrombissante, c'est clair. Que M. Chirac y soit favorable ne saurait surprendre : c'est un forçeur.

On va donc transformer les Champs-Élysées en autodrome, les chevaux de Marly en chevaux-vapeur, le Grand Palais en stand de ravitaillement et la Concorde en place des turbos-réacteurs.

On pourra toujours flâner sur le périphérique.

BRUNO FRAPPAT.



Le Monde

# idées

## Rendre la parole au peuple

par  
JEAN-MARIE LE PEN (\*)

A l'encontre du sentiment populaire, un certain nombre de bons esprits, et même de moins bons, se sont étonnés de ma présence et de celle du Front national dans la manifestation organisée à la mémoire des policiers assassinés.

Je m'étais étonné, moi, de l'absence des autres partis politiques dans ce qui aurait pu, ce qui aurait dû être une manifestation de consensus national en hommage au sacrifice et en condamnation du crime.

Le gouvernement a crié, comme à l'habitude, à la sédition et au fascisme, et un responsable syndical, pourtant non marxiste, a, lui, affirmé que ma présence avait desservi la police.

Je n'étais pas à servir la police ni les syndicats de police, non plus d'ailleurs qu'à les desservir. Il était simplement normal que le Front national, qui fait campagne depuis dix ans contre l'insécurité publique et contre le laxisme moral des différents gouvernements, soit présent au moment où était illustrée tragiquement la décadence de notre société.

### Une action civique

Cette manifestation en faveur de la sécurité dépassait largement le cadre syndical et même politique. Il s'agissait, en plein sens du terme, d'une action civique. Elle s'adressait au gouvernement actuel parce qu'il est « LE » gouvernement et parce que, s'il est vrai qu'il ne porte pas seul la responsabilité de l'insécurité, il est indéniable que sa politique l'a considérablement aggravée.

En effet, si l'on excepte la tardive loi « sécurité et liberté », votée à quelques mois de la fin d'août septennat qui avait commencé par la visite officielle du président de la République aux défunts d'une prison de Lyon, la dégradation des disciplines morales, sociales et pénales a été continue depuis plusieurs décennies, même si elle ne s'est publiquement révélée qu'en mai 1968.

La littérature, le cinéma, la télévision, la radio, l'enseignement, les Eglises elles-mêmes ont abandonné les normes les plus généralement et les plus anciennement admises. Au nom de la liberté ou du libéralisme, tout a été réputé contestable et a donc été contesté. Les valeurs les plus anciennes ont été délaissées, voire tournées en dérision. La poignée d'hommes qui les défendaient

comme le bien le plus précieux de l'humanité a été moquée ou taxée de fascisme et d'extrémisme.

Or il n'y a pas de loi sans sanction, et il n'y a pas non plus de loi sans morale. On comprend dès lors l'indignation qui frappe les magistrats de l'immobilier, les professeurs de scandales, les trigueurs d'élection devant la nécessité de punir les jeunes, délinquants puis criminels, moralement abandonnés par la famille, l'école et la société permissives.

Le fossé ne cesse de s'élargir entre l'intelligence d'ingénieurs, d'amorales et d'indolents à tous les dérangements, et le peuple demeure fondamentalement sain et qui souffre de ces désordres.

La pègre non seulement tue et vole, mais elle disserte et trouve des éditeurs et même des préfaciers. Il n'est pas un crime, pas une déviation qui ne trouve dans tel ou tel média des avocats chaleureux ou des prête-noms ardents.

La drogue, la pornographie, la pédophilie, l'avortement, le vol et même le meurtre ne sont plus considérés comme des fléaux sociaux. Comment s'étonner, alors, du malaise de la justice et de la police chargées d'assurer, au péril de la vie des magistrats et des policiers, le respect de textes balayés.

Ajoutons qu'à ce désarroi s'ajoutent les méfaits de la politisation syndicale de la fonction publique, dont la gauche porte, au premier chef, la responsabilité.

Il n'y a pas de fonction publique ni de service public sans esprit public. Il n'est pas possible d'obéir sans respect, et, trop souvent, l'Etat n'est pas respecté.

En outre, l'extension illimitée du service public lui a été le caractère de noblesse et d'ascèse qui doit être le sien. Sous le prétexte de démocratisation, on a abaissé ce qui, par nature même, ne peut être que d'élite. C'est pourquoi son champ d'application doit être restreint aux fonctions régaliennes de l'Etat : défense, justice, police, diplomatie, administration générale.

A l'ambition de servir s'est souvent substituée la quête des avantages.

(\*) Président du Front national.

tages liés au statut de fonctionnaire. La fonction publique est un sacerdoce qui exige une qualification morale et technique exceptionnelles. Celle-ci doit être garantie par un recrutement sévère, une discipline ferme, une rémunération digne.

La fonction publique n'est pas un métier comme les autres, même si les fonctionnaires sont citoyens. Au service de tous, ils ne doivent pas faire état de leurs opinions, ni se permettre d'interrompre le service public. Leur fonction doit être incompatible avec tout mandat politique. La syndicalisation des personnels d'autorité est elle-même un non-sens, et il est d'autres moyens d'assurer leur légitime protection sociale. Admettre le syndicalisme dans la police, c'était accepter les risques de démagogie et de surenchère. C'était créer les conditions de désunion d'un corps dont l'homogénéité est la condition nécessaire de l'efficacité.

Quelle que soit la couleur politique des dirigeants de la France, cette décomposition institutionnelle est redoutable. Elle attente à la dignité et à la nécessaire autorité de l'Etat. C'est d'abord celles-ci qu'il faut restaurer.

Au fond, et plus généralement, c'est la décadence de l'institution parlementaire qui a entraîné les citoyens, dont beaucoup ne sont pas représentés, à tenter de s'exprimer par la voie syndicale avec ses moyens limités et frustes : la grève ou la manifestation. Pour réduire la politisation des syndicats, il faut mettre la politique à sa place, c'est-à-dire dans les institutions politiques, qui doivent en revanche être évacuées par les fonctionnaires.

C'est à ce prix qu'on pourra rétablir l'indispensable séparation des pouvoirs démocratiques. Ceux-ci ne seront obéis, au-delà des textes, que s'ils bénéficient de la confiance de la majorité des citoyens. Quand il y a doute, il est urgent et nécessaire de rendre la parole au peuple. C'est pourquoi il faut, au plus tôt, que le président de la République annonce la dissolution de l'Assemblée nationale.

Après avoir fait reformer la loi électorale. Cela afin de permettre aux aspirations de s'exprimer et aux conflits de se résoudre au Parlement plutôt que dans la rue.

La représentation proportionnelle n'est sans doute pas une panacée, mais elle est aujourd'hui au commandement de la sagesse politique. Car ces problèmes sont politiques, d'abord politiques.

## Expliquer, expliquer encore...

par CLAUDE MICHEL (\*)

DES policiers défiant ouvertement les pouvoirs publics viennent de donner libre cours dans la rue à la haine antisémite contre le garde des sceaux, Robert Badinter. La mort en mission de deux de leurs collègues n'a été que le prétexte de ce déchaînement contre le gouvernement de la gauche. Déjà, les élections municipales avaient été l'occasion d'une campagne xénophobe rappelant les moments odieux, juste avant la guerre, des fascismes montants. Les responsables de l'opposition n'ont pas désavoué cette manifestation antisémite. Ils n'avaient pas non plus stigmatisé les distributions contre les immigrés ni réprouvé les déordres de la rue, récemment livrés aux mécontentements catégoriels.

Face à ces apprentis sorciers qui parlent néanmoins de liberté, l'arrivée soudaine de leurs homologues à Robert Badinter. Car, enfin, que reproche-t-on au ministre de la justice ? L'abrogation des textes et des juridictions d'exception, la suppression de la peine de mort ? La France n'a fait en cela que rétablir l'état de droit en conformité avec ses principes républicains et rejoindre le pays à la législation la plus avancée, en particulier ses partenaires européens. On ne peut établir de corrélation entre la peine de mort et la fréquence des crimes de sang, et nul ne conteste sérieusement que l'arsenal répressif soit actuellement suffisant. Or si la loi pénale, comme loi de défense sociale, dépasse la stricte nécessité, elle ne donne qu'une fausse impression de sécurité supplémentaire et empêche sur les libertés.

Lui reprocherait-on d'encourager le laxisme des juges ? Qu'il faudrait alors constater qu'il y a aujourd'hui plus de criminels condamnés qu'en 1981 et que les prisons regorgent de prévenus comme au bon vieux temps de M. Peyrefitte. Qui peut surtout nier que l'accroissement de la peine et moyenne de l'incarcération — celle dont trop souvent ont à souffrir nombre de nos concitoyens — constitue un phénomène général dans les pays développés, la France n'en étant nullement le lieu privilégié, puisque la R.F.A. et l'Italie en passent encore plus ? Le mérite de Robert Badinter a été de dire la vérité, c'est-à-dire que ni l'aggravation de la loi pénale ni, elle seule, la répression ne régleront par magie un tel problème de civilisation.

Pour combattre la délinquance, il faut s'attaquer à ses causes, s'efforcer à la prévention, sur le terrain, avec les concours des services publics de l'Etat et des municipalités, avec la participation des associations, des syndicats, des militants sociaux, de tous les professionnels concernés, avec l'appui de la population elle-même. La commission Bonnamy qui a pu faire sur cette déviation l'unité de tous les citoyens, les tendances a tracé la voie d'une action qui, pour réussir, doit être poursuivie avec constance. Il faut aussi lui consacrer délibérément les moyens nécessaires, financiers notamment. Convaincant mieux investir que dans les hommes eux-mêmes !

Mais la prévention ne produira ses effets bénéfiques que dans le temps. Dissuader les délinquants potentiels par un meilleur emploi des forces de police, réprimer les infractions commises, en recherchant dans la mesure du possible des sanctions multiples et variées, ont caractérisé l'action pénale entreprise. Tels sont les faits.

Les obstacles ne manquent pas à cette politique dont la mise en œuvre, une fois les textes votés et les orientations définies, s'ébauche à peine dans le pays. Les principaux corps concernés, la justice et la police, présentent de nombreux points de résistance, tantôt aux habitudes prises, aux rigidités hiérarchiques, aux mentalités. La coopération nécessaire des acteurs diversifiés de la vie sociale exige une prise de conscience qui ne peut être que progressive. Les moyens matériels et financiers font défaut. Il s'agit d'une œuvre ingrate et de longue haleine qui se heurte à de forts préjugés.

Nombreux sont les Français qui ont peur. Le monde dans lequel ils vivent est dur, mouvant, controversé. L'autre a peut-être menacé, surtout s'il est différent. Ces réactions profondes, pour utiles qu'elles soient, méritent d'être considérées avec compréhension et sérieux. Les nier ou les bafouer ne pourrait que les aggraver. Il faut alors expliquer, expliquer encore pour convaincre, faire en quelque sorte toucher du doigt les mesures de prévention et de dissuasion. Mais ceux qui exploitent ce sentiment d'insécurité pour camoufler sans vergogne une opération politique, ceux-là doivent être dépouillés de leur masque et combattus.

(\*) Ancien bâtonnier, ancien président du Syndicat des avocats de France.

## Les appareils de l'ombre

par MITHRA (\*)

UN nouvel organisme de recherche de renseignements a été vu le jour en France. A côté de la D.G.S.E., de la D.S.T., des renseignements généraux, de la sécurité militaire, le Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) s'est formé sans qu'aucun texte législatif ou réglementaire autorise la mise en place d'un système de renseignements, de fichiers, d'échange d'informations transfrontières.

En matière de police, le fait est toujours précédé du droit. Cette réalité est

toujours constitué une menace constante pour les libertés individuelles.

La justice doit-elle avoir des rapports directs avec les services secrets, par le biais des juges d'instruction et des parquets ? Certains pays, comme l'Italie, ont eu recours à une loi pour interdire ces rapports. Récemment, le dossier de l'attentat de la gare de Bologne a été redéveloppé au juge d'instruction au motif qu'il tra-

vaillait sur des informations directement fournies par les services secrets.

Les États-Unis, plus pragmatiques, ont institué un système-tampon à la police judiciaire qui met en forme sans renseignements. Le G.I.G.N. est une émanation de la gendarmerie. Il utilise la compétence judiciaire de celle-ci. Cela exige une coordination. Le dossier des trois Irlandais et ses apparentes nullités de procédures indiquent la faiblesse de ce système. Mais surtout la place hiérarchique prise par cet organisme dans la gendarmerie fait craindre que celle-ci n'entérine toutes les erreurs du G.I.G.N. La justice se trouve dès lors avec un outil dont elle ne peut plus guère être le censeur éventuel.

Quels est en effet l'étendue du contrôle d'un juge sur ces nouvelles méthodes policières ? Le domaine du contrôle repose sur la distinction de la police administrative et de la police judiciaire. L'utilisation de fichiers informatisés relève-t-elle de la police judiciaire ou administrative ? La complexité des affaires de terrorisme, leur interpellation remettant en cause l'application de ce principe juridique inventé pour préserver le domaine de l'Etat de celui du judiciaire. Cette remise en cause du principe montre la difficile confrontation du juge et de la raison d'Etat, illustrée par deux exemples récents.

Un juge d'instruction estime qu'un non-lieu doit être rendu dans l'assassinat d'un diplomate. Il renvoie le dossier au parquet. Le lendemain se produit un attentat. L'annonce du

non-lieu par la presse aurait réduit à néant la volonté affirmée du gouvernement de lutter contre le terrorisme. Le juge d'instruction reprend le dossier et le prolonge par une commission rogatoire internationale.

L'instruction d'un règlement de compte aboutit à l'identification du coupable. D'après les services secrets, l'arrestation entraînerait des attentats en France. Le juge d'instruction accepte d'attendre et ne fait procéder à aucune arrestation.

Ces deux exemples relèvent en fait de la maîtrise d'un juge conscient que la nature et le portée de ses actes ne sont jamais sans incidence sociale, politique, qu'entre l'œuvre de justice et la préservation de vies humaines le choix est fait. Mais on perçoit aussi les inquiétudes suscitées par cette prise en compte d'autres enjeux que ceux de la justice.

Quand M. Hamu, ministre de tutelle de la gendarmerie, déclare, en février, que les trois terroristes irlandais sont des personnages importants du terrorisme, contrairement à ce que la réalité du dossier de l'instruction laissait entrevoir, il met en lumière une utilisation de la justice. Les faits reprochés aux Irlandais sont peu importants, les documents et les armes saisis douteux ou de peu de conséquences. La justice n'est saisie que de cela. Il semble donc que la G.I.G.N. ait en sa possession des renseignements dressant un tableau plus noir des personnes arrêtées. On en conclut que la G.I.G.N. les a volontairement retirés du circuit terroriste par des insinuations mineures.

A propos des affaires Ben Barka, Curjel et Goldstein, le premier ministre avait donné l'ordre aux services de renseignement de laisser le libre accès aux juges d'instruction. La D.G.S.E. a d'abord refusé d'apporter sa collaboration. La D.S.T. a été très réticente. Cela montre l'épaisseur du mur séparant la justice et ces services de police. Le projet de décret sur le fichier anti-terroriste ne prévoit pas un libre accès des juges d'instruction. La balance est faussée. Les juges apparaissent comme définitivement tributaires des appareils policiers de l'ombre.

La commission de réforme du code pénal étudie la refonte des infractions à la sécurité de l'Etat. L'urgence serait plutôt dans la mise au pied d'un texte moralisant les relations de la justice avec les services secrets. La confiance du citoyen dans la justice, c'est aussi cela.

(\*) Pseudonyme d'un magistrat parisien.

## Un entretien avec M. Chirac

(Suite de la première page.)

« Ils sont seulement, indigne-t-il, un peu plus musclés que les anciens gardiens de square déboussaient afin de mieux garantir la tranquillité ».

Le président du R.P.R. assure en effet que les effectifs de la police sont actuellement « tout à fait suffisants ». Alors que M. Defferre avait rappelé dimanche 12 juin au Grand Jury R.T.L. le Monde que le gouvernement avait recruté neuf mille policiers, M. Chirac affirme qu'il en manque six mille cinq cents à Paris et demande donc pour la capitale « trois mille policiers supplémentaires chaque année pendant deux ou trois ans ».

### Pas d'appel à la rue

M. Chirac estime que le report au 20 juin du meeting organisé par plusieurs syndicats de policiers « n'est pas une capitulation ni une reculade mais une marque de sagesse car leurs organisateurs sont des gens responsables qui cherchent à faire connaître leurs sentiments profonds sans sortir des limites qui s'imposent, plus qu'à d'autres, à des policiers ».

Lorsqu'on rappelle à M. Chirac que le 3 juin des policiers ont poussé des cris séditions et demandé la démission de ministres, il répond que « ces cris étaient assurément inappropriés et de nature à nuire à l'harmonie, mais de là à considérer qu'ils constituent un acte de sédition il y a un pas immense qu'un pouvoir responsable n'a pas le droit de franchir. Il faut comprendre que lorsque des gens sont excédés il est inévitable qu'il y ait des excès dans leur langage ». Quant au rôle joué par le R.P.R. dans ces manifestations, M. Chirac répond : « Il n'y a dans les partis actuels de l'opposition aucune structure ni aucune volonté d'appel à la rue ».

M. Chirac ne cache pas que le R.P.R. possède une « section professionnelle » composée de policiers, ajoutant : « Il est tout à fait normal qu'il ait des policiers R.P.R. sociaux ou U.D.F. ». Le président du R.P.R. dément toute responsabilité de son parti dans l'aggravation ou même dans l'exploitation du malaise de la police. En revanche, il énumère toute une série de causes : « Le fort développement de la délinquance, la diminution des moyens d'action de la police, le laxisme judiciaire ». A ce propos il nous indique : « Lorsque M. Badinter dit que les prisons sont pleines, je réponds que cela n'est pas dû à une

fermeté particulière mais à la croissance considérable du nombre des délits constatés et poursuivis. J'ai voté la suppression de la peine de mort par conviction et non par mesure. Mais lorsque M. Badinter a proposé cette mesure, il s'était engagé à mettre en place une peine de substitution, ce qui n'a toujours pas été fait ».

### Hierarchies parallèles

M. Chirac, qui fut, sous le septennat de Georges Pompidou, ministre de l'Intérieur du gouvernement Messmer en 1974, estime que la création du poste de secrétaire d'Etat à la sécurité publique confié à M. Franceschi en 1982 est « une absurdité » car, selon lui, « la police est entièrement intégrée à la mission du ministre de l'Intérieur, et on ne peut avoir deux ministres s'occupant de la même chose. Il faudrait que le secrétaire d'Etat soit en réalité le directeur de cabinet du ministre. Les hiérarchies parallèles sont toujours porteuses de confusion. La police ne sait plus aujourd'hui qui la commande ni ce qu'elle doit faire. Le président de la République, le premier ministre, le ministre de l'Intérieur, le secrétaire d'Etat, le directeur général de la police nationale et, à Paris, le préfet de police, tous ces personnages donnent l'impression que chacun commande de son côté ».

Le président du R.P.R. poursuit : « Si l'on ajoute à cela l'autre hiérarchie politique qui s'est installée au travers de certains syndicats, dévoués de leur véritable fonction, et qui se disent eux-mêmes proches de la majorité en place, la confusion s'accroît encore, l'autorité ne peut plus s'exercer avec impartialité, et un grand corps de l'Etat se trouve déstabilisé ».

Enfin l'ancien premier ministre assure que la rivalité entre police et gendarmerie, qui a été « artificiellement et inutilement » créée, a aussi accru la méfiance des uns et des autres. A propos de l'affaire dite des Irlandais de Vincennes, M. Chirac ne veut pas, affirme-t-il, porter de jugement pour le moment. Cependant il ajoute : « Je connais trop l'esprit de discipline, la rigueur habituelle et le caractère exemplaire des officiers de gendarmerie pour, a priori, les soupçonner d'action illégale. On peut se demander si les officiers mis en cause n'ont pas été cédés à de bien particulières sollicitations ».

ANDRÉ PASSERON.

## Revue d'études Palestiniennes

### AU SOMMAIRE DU N° 8

#### Entretien avec

EMILE HABIBI

Palestiniens en Israël

SAMIR KASSIR

Israël, Etat confessionnel ?

La guerre du Liban et les médias français

MONA YONIS

L'invasion du Liban et la situation

sanitaire des Palestiniens

TARIF KHALIDI

Historiographie palestinienne : 1900-1948

Dossier

Où va Israël ?

C., Tendres et délicats

BOAS EVRON, Réponse à un juif nazi. Le cauchemar de G.

ISRAËL SHAHAK, Nazification

Rappel, au sommaire du N° 7

ENTRETIEN AVEC BASSAM AL-SHAKAA maire de Naplouse

ILAN HALEVI Des massacres démocratiques

JEAN-PAUL CHAGNOLLAUD Palestine : l'enjeu démographique

MARWAN BUREIRI L'Alliance atlantique et le Proche-Orient

CAMILLE MANSOUR L'avenir des relations israélo-américaines

MAHJOUR-OMAR Les gens et le siège

Le n° 40 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 120 F  
Etudiants (sur justificatif), 90 F  
Règlement au nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes  
Diffusion : les Editions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris



Le Monde

# étranger

EUROPE

Union soviétique

DEVANT LE COMITÉ CENTRAL

## M. Tchernenko a présenté un rapport ultra-conservateur

Moscou. — La session plénière du comité central du P.C. soviétique devait s'achever, ce mercredi 15 juin, ses travaux sur un discours de clôture prononcé par M. Andropov. L'attention se concentrait cependant sur les nominations — et éventuelles destitutions — auxquelles doit procéder le plénum pour donner un nouveau visage à la direction du parti. Les noms de MM. Dolgikh, Chevardnadze, voire Ligatchev — récemment nommé à la direction du département « organisation » du comité central après les succès qu'il avait remportés dans la région de Tatarstan — sont les plus souvent cités parmi les candidats à des promotions possibles. Tous sont considérés comme proches, depuis plus ou moins longtemps, des orientations prônées par M. Andropov.

Une majorité d'observateurs estime, en revanche, que les hommes les moins disposés à s'entourer sans réserve sous le bannière du nouveau secrétaire général — MM. Tchernenko et Tikhonov — seraient leur influence progressivement réduite au cours des prochains mois, à l'occasion notamment d'élections électorales prévues pour 1984, et des sessions à venir du comité central. C'est dans cette perspective que s'opérerait la redistribution de certains postes et que serait en particulier pourvu celui de président de la commission de contrôle du parti, laissé vacant par la mort, le 25 mai dernier, d'Arvid Felch.

Quant à l'appareil de l'Etat, il doit être complété et éventuellement remanié — sur proposition du comité central — par le Soviet suprême, dont la session commence jeudi matin. Les deux Chambres de cet organisme se réunissent d'abord de façon séparée, on prévoit que la désignation d'un nouveau chef de l'Etat (poste autrefois occupé par Leonid Brejnev) n'aura pas lieu avant l'après-midi du même jour, sinon vendredi. La politique étrangère doit également occuper une place importante lors de cette session, puisque, selon les meilleures sources, le Soviet suprême doit entendre une communication de M. Gromyko.

Quelles que soient les rumeurs qui courent sur son compte, M. Tchernenko a donné la preuve qu'il était toujours bien là et officiellement en charge du secteur de l'économie en donnant lecture mardi du rapport introduit à la session plénière du comité central. La lecture de ce long texte — qui occupe près de deux pages et demi de la Pravda — laisse perplexes. S'il reflète effectivement la pensée d'une direction contrôlée par M. Andropov, on est en droit de douter du souci de renouvellement qui anime ce dernier. Si, au contraire, il exprime des vues minoritaires il ne peut être qu'antagoniste — mais est-ce possible dans un système comme celui du P.C. soviétique ? — de graves confrontations.

Tout en payant tribut à des formules aujourd'hui à l'honneur sur le

De notre envoyé spécial

« réalisme », la « discipline » et l'« efficacité », le rapport de M. Tchernenko est en effet l'un des plus conservateurs qu'on ait entendus depuis quelque temps à Moscou. Une phrase en résumé assez bien l'exprime. Parlant du rôle des sciences sociales, dont il dit attendre plus de « recommandations pratiques », l'orateur lance une très sérieuse mise en garde lorsqu'il affirme qu'il « existe des vérités (marxistes-léninistes) qui ne sont pas sujettes à révision des problèmes qui ont été résolus de longue date et sont éternelles ». Tout en restant sur le terrain de la science, insiste-t-il, on ne saurait oublier les principes fondamentaux de la dialectique matérialiste.

Peut-être est-il significatif que le souvenir de Lénine ne soit pas évoqué, alors que le nom de M. Andropov est plusieurs fois cité — mais la filiation par rapport au brejnevisme est évidente à la fois par les références au XXV<sup>e</sup> congrès et par les thèmes, le vocabulaire et la structure même du discours.

Les passages relatifs à la politique internationale ne font que refléter la tension actuelle entre Moscou et Washington. Sur ce terrain, toutefois, on se croit revenu quelque temps en arrière lorsque l'orateur dénonce l'existence de « phénomènes négatifs » dans la jeunesse soviétique qui la rendent vulnérable, dit-il, aux entreprises de « notre ennemi ». Aussi bien n'hésite-t-il pas à réclamer « une contre-propagande offensive à grande échelle, non seulement sur la scène internationale mais aussi à l'intérieur du pays ».

Dans un ordre d'idées voisin, les critiques adressées aux moyens d'information, aux organismes scientifiques, rappellent étrangement — comme l'avait fait la Pravda la semaine dernière (le Monde du 14 juin) — la campagne de redressement lancée il y a plus de dix ans.

Plus généralement, on chercherait vainement dans ce texte l'expression d'une idée novatrice. La plus audacieuse, celle d'un « nouveau type de mentalité économique », figurait presque mot pour mot dans le rapport sur le onzième plan quinquennal présenté par M. Tikhonov — brejnevien s'il en fut — devant le XXVI<sup>e</sup> congrès au mois de février 1981. M. Tchernenko, qui se réfère d'ailleurs à la « continuité » de la politique du parti, n'hésite pas à se livrer à un brin de triomphalisme lorsqu'il se félicite du « renforcement des liens du P.C. avec la classe ouvrière, la paysannerie et l'intelligentsia ». Surtout peut-être, il ne paraît ouvrir aucune voie originale vers une « restructuration » du système lorsqu'il souligne avec force la nécessité d'une action plus intensive des organisations du parti sur toutes les collectivités comme sur les individus — y compris notamment les artistes.

Chant du cygne ? Testament politique d'un homme de l'ancienne école ? On ne trouve rien en tout cas dans le rapport de M. Tchernenko qui puisse répondre de près ou de loin à l'attente d'un renouveau. On attend avec d'autant plus d'intérêt le discours de M. Andropov.

ALAIN JACOB.

Pays-Bas

LA MUNICIPALITÉ D'AMSTERDAM ET LES DROGUÉS

## Une expérience... stupéfiante

De notre correspondant

Amsterdam. — La municipalité d'Amsterdam ainsi qu'une majorité de la Chambre des députés de la Haye se sont prononcées en faveur de la distribution gratuite d'héroïne aux milliers d'adeptes des « drogues dures » néerlandaises. Selon les partisans de cette expérience, les drogués seraient ainsi moins enclins à sombrer dans la criminalité pour se procurer les sommes considérables nécessaires à l'achat de leur dose quotidienne.

Le gouvernement s'oppose cependant à cette distribution gratuite, « hasardeuse » selon la ministre de la Santé. Il craint notamment que l'opération n'entraîne les drogués vers les pays européens vers Amsterdam, et que le volume du commerce de drogue dure dans la capitale aille en s'amplifiant. La municipalité d'Amsterdam, dominée par les socialistes, a cependant donné l'assurance que l'héroïne ne sera délivrée

gratuitement qu'à un quelconque mille deux cents drogués dont les noms figurent dans un dossier. La concertation avec le ministère de la Santé, qui doit financer cette expérience, continue.

Il s'agit de la dernière tentative d'Amsterdam pour se débarrasser du véritable fléau qu'est l'héroïne, qui a transformé un quartier près de la gare centrale en une zone où les Amsterdamois ne s'aventurent plus guère.

Ces dernières années, le service de santé distribuait déjà gratuitement du méthadone, drogue censée contribuer à la désintoxication des héroïmanes. Les résultats sont mitigés, à en croire les responsables, qui constatent qu'Amsterdam est devenue un des pôles d'attraction principaux des trafiquants d'héroïne.

RENÉ TER STEEGE.

Turquie

## La grande misère des Kurdes

Province de Mardin (sud-est de la Turquie). — Des hameaux misérables construits autour de puits sur des montagnes nues, au bord d'un interminable chemin caillouteux, le soleil, le vent brûlant et la poussière : tout semble ici réuni pour que l'homme soit écrasé. Il reste pourtant indétranchable dans ses convictions kurdes.

Une dizaine de cases plates, faites de boue séchée, construites les unes contre les autres, et offrant de l'extérieur l'aspect d'une citadelle en ruines occupe. Un petit cimetière, tombes de pierres parmi les pierres, à peine visibles. Les villages sont tous les mêmes dans cette partie difficilement accessible de la province de Mardin. A 900 kilomètres d'Ankara, et à une vingtaine de la route, les habitants sont coupés du monde, sans école, sans électricité, sans route, sans même un téléphone.

Les rapports avec l'administration étant inexistantes, les seuls contacts sont ceux que ces rudes paysans venus de loques, entourés d'une multitude d'enfants, possédant quelques poules et cinq ou six chèvres par famille, entretiennent avec l'« agha », le propriétaire terrien, kurde lui aussi, quand celui-ci vient les voir pour réaffirmer sa présence, mais qui ignore jusqu'au nom de « son » hameau. Tout, dans la campagne environnante — y compris plusieurs autres villages — appartient à l'« agha », son nom est bien là, sans que l'on n'ait rien. « Il offre quelque argent quand on marie sa fille. Il a aujourd'hui apporté des to-

Selon différentes informations diffusées par les milieux de l'émigration kurde en Europe occidentale, certaines opérations militaires turques dans le Kurdistan irakien se poursuivraient actuellement, bien qu'Ankara ait récemment affirmé que le « rattachement » opéré dans cette région avec l'accord de Bagdad (le Monde des 28 mai et 2 juin) s'était terminé sans effusion de sang.

L'envoyé spécial de l'A.F.P. a rapporté de sa visite au Kurdistan turc le témoignage qu'on lira ci-dessous.

Peu de femmes sont là, sauf de très âgées. Elles ont fait au lever du jour les kilomètres de cailloux qui les séparent de la plaine, pour travailler le champ de coton du maître, qui cultive surtout le blé et les lentilles. « Le coton, je n'en ai que 1800 hectares », dit-il. Allongées en rangs d'une vingtaine dans les champs de la plaine, saccadant les sillons au rythme imposé par les battements de mains d'un contremaître, les femmes travaillent de 6 heures du matin à environ 5 heures du soir pour 250 livres turques la journée (un peu plus de 8 F). Les enfants gagnent, eux, 150 livres. Quelques rares hommes, que l'on distingue se voient accorder 300 à 350 livres.

Quelques cailloux : des tombes d'enfants

L'« agha », lui, ne révèle rien de sa fortune, qu'il gère de la ville où il est installé. Mais certains affirment que ses bénéfices nets ont atteint,

l'an dernier, 70 millions de livres. On ne plait pas d'arbres au village. On ne construit pas de maisons. L'« agha » ne le veut pas. Il craint que la terre ne finisse ainsi par être concédée « à celui qui la travaille ». On vit donc comme avant. On côtoie les brèches des murs qui s'écroulent.

Le cimetière disparaît au milieu des rochers si un amas de pierres planté de bornes aux couleurs distinctives d'un chef du village ne signale la présence d'une tombe. Dispersées tout autour, la majorité des autres, délimitées par quelques cailloux, sont celles d'enfants. « Nous manquons de médicaments, explique un médecin kurde qui nous accompagne. Les enfants meurent victimes des serpents, et même si nous avons le moyen de les transporter en ville, nous n'avons ni les vaccins sérum antivenimeux. Nous n'avons d'ailleurs pas davantage de vaccins pour lutter contre la poliomyélite, le tétanos ou le rougeole, qui sont de véritables fléaux. On meurt aussi beaucoup de tuberculose. » Ce même médecin estime que le taux de mortalité infantile, dans ces villages isolés, atteint 350 pour mille dans certaines régions kurdes. Et il ajoute : « Mieux

veut qu'il en soit ainsi. » Les enfants survivants, couverts de querelles, hirsutes, non scolarisés, restent de tout façon analphabètes « comme 70 % des Kurdes » et « soumis au servage, si rien ne change... ».

Abrités par leur dénuement plus qu'indifférents, oubliés des autorités assurées d'avoir ramené l'ordre, les Kurdes ignorent de leur côté les lois. Le calme règne, il est vrai, mais dans ces montagnes chacun a gardé son arme. « Les katchnikovs ont seulement disparu du bord des routes. Ne croyez pas qu'un Kurde puisse être désarmé. Tout est dans la montagne », affirme-t-on ici. Quant à la langue kurde, « obligatoire » dans les rapports avec l'administration, elle ne peut être pratiquée dans ces villages, faute de scolarisation. « Dans les villes, ajoute-t-on, les contacts avec l'administration sont évités et réduits au minimum. » Le turc ne dépasse pas ici les murs des grandes villes et les portes des casernes ou des gendarmeries.

« Nous sommes kurdes et kurdes nous resterons, avec notre culture et notre langue, explique un de nos interlocuteurs. Nous avons pu assimiler jadis à l'est les idées iraniennes, au sud la langue et les mœurs arabes. Nous vivons aujourd'hui en harmonie avec les minorités chrétiennes jacobites de la région. Les Turcs, eux, ne nous comprennent jamais. »

J.-J. CAZEAUX (A.F.P.)

Le pape en Pologne

## Mise en garde des autorités contre des démonstrations politiques

(Suite de la première page.)

Puisqu'il serait pratiquement impossible de faire intervenir la milice durant les messes pontificales tant l'échec politique serait alors retentissant pour les autorités, il faut essayer d'empêcher par avance que quelques centaines de milliers de bras ne se lèvent un jour devant les télévisions du monde entier dans le « V » de la victoire. Il faut pour cela créer un sentiment d'insécurité chez ceux qui voudraient tenter de déclencher un mouvement de ce genre en convoquant tous les autres que l'Eglise est opposée à de telles initiatives.

Les militants de Solidarité, pour leur part, se sont gardés de lancer de tels mots d'ordre non seulement car les évêques s'y seraient sans doute opposés publiquement, mais surtout parce que ils veulent que la visite se déroule jusqu'à son terme et sans que la milice mette trop d'obstacles aux rassemblements populaires.

Il est en effet certain à leurs yeux que le pape, dans ses homélies, défendra, comme le dit une déclaration d'une des principales coordinations interentreprises de Varsovie, « les droits à s'associer en syndicats et à vivre dans la vérité et dans une société respectée comme sujet ». « Nous avons une confiance totale, cordiale et humaine en notre

pape », ajoutent les auteurs de cette déclaration en exprimant « leur immense joie à l'idée de la rencontre de la société polonaise avec le Saint-Père ».

Pour les syndicalistes, plus Jean-Paul II pourra se faire entendre des Polonais, mieux cela vaudra pour leur combat. Sa venue doit donc constituer une manifestation d'unité nationale beaucoup plus qu'une occasion sans lendemain de gestes spectaculaires, dont Solidarité ne veut en tout cas pas prendre l'initiative. Le seul mot d'ordre du syndicat est : le pape est notre hôte et non celui du pouvoir. Pour le prouver, Radio-Solidarité voulait diffuser, ce mercredi soir, des passages des discours prononcés lors de la rencontre au Vatican, le 15 janvier 1981, entre Jean-Paul II et M. Walesa. Ces extraits devaient être accompagnés d'une déclaration d'un des principaux dirigeants de la clandestinité, M. Bujak, dont le texte a été remis des mardi aux correspondants étrangers de crainte que l'émission ne soit totalement brouillée.

« Nous l'accueillons, y lit-on, sans avoir cessé le combat pour nos droits syndicaux, pour la libération des prisonniers, pour la dignité et les droits de la personne humaine. (...) C'est pourquoi nous l'accueillons dans la fierté, et donc, Père, sois fier de nous (...) Nous te remercions d'être venu parmi nous dans une telle situation. Tu renforces notre espoir d'être assez forts pour la longue marche que nous avons entreprise. Tu crées l'espoir que nous résisterons à la peur, au

découragement et au doute. (...) Cette conviction et cet espoir en nous-mêmes, nous les prenons de toi, comme les prennent tous ceux auxquels tu les apportes : tous ceux qui combattent pour leurs droits légitimes. » « C'est cela, ajoute M. Bujak dans un discret appel à ne pas décevoir la Pologne, qui a fait de toi, pour nous tous, le pape de l'espoir, et c'est cela qui nous range à tes côtés. »

M. Walesa, pour sa part, a fait savoir, mardi, que l'acte d'avoir obtenu le congé qu'il avait demandé à la direction des obédiences Lénine pour suivre l'ensemble de la visite, il comptait en tout cas participer, durant le week-end, à l'étape de Czestochowa. Interrogé sur les possibilités qui seraient laissées au président de l'ex-Solidarité de se déplacer, le commandant en chef de la milice a répondu qu'il ne serait pas « introduit de restrictions à la liberté de circulation des citoyens durant la visite du pape ».

Au cours de cette même conférence de presse consacrée à présenter aux envoyés spéciaux de la presse internationale les bienfaits de l'état de guerre, le ministre de la Justice a indiqué que le nombre de prisonniers politiques se monte à six cent cinquante-deux, dont deux cent deux ont déjà été condamnés. Il a d'autre part été confirmé que l'un des dirigeants du KOR, M. Jao Litynski, détenu depuis le 13 décembre 1981, s'était échappé à la faveur d'une permission de sortir accordée pour raisons familiales.

BERNARD GUETTA.

## Le programme de la visite

Durant sa visite, du 16 au 23 juin, Jean-Paul II se rendra successivement à Varsovie, au sanctuaire de Niepokalanow, à Czestochowa, Poznan, Katowice, Wrocław, au sanctuaire de la montagne Sainte-Anne, et à Cracovie.

Siège après son arrivée, le jeudi 16 à 17 heures à l'aéroport militaire de Varsovie, où il sera accueilli par les « plus hautes autorités de l'Etat » et les évêques, le pape se rendra dans la vieille ville pour célébrer la messe à la cathédrale Sainte-Jean.

Le lendemain, vendredi 17, il doit notamment rencontrer les autorités polonaises au palais présidentiel du Belvédère, où il pourra avoir un entretien particulier avec le général Jaruzelski et célébrer une messe au stade du X<sup>e</sup> Anniversaire.

Samedi 18 juin, après une brève étape au sanctuaire de Niepokalanow, il se rend à Czestochowa où il présidera à de nombreuses cérémonies jusqu'à dimanche soir, et, en particulier, samedi soir, à une rencontre avec la jeunesse.

Lundi 20, Jean-Paul II se rend dans la même journée à Poznan et à Katowice.

Mardi 21, il est à Wrocław puis au sanctuaire de la montagne Sainte-Anne. Mercredi 22, il arrive à Cracovie (où il célébrera notamment une messe à Nowa-Huta, la ville ouvrière construite autour des aciéries Lénine). Jean-Paul II repartira directement de Cracovie, le lendemain, à 16 h 30. Son emploi du temps pour cette tournée du jeudi 23 n'a toujours pas été communiqué.

## Ombre chinoise sur la scène internationale



Les coups de foudre de l'été au Seuil



## EUROPE

Italie

AVANT LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU 26 JUIN

## Une campagne sans passion, publicitaire plutôt que politique

Rome. - Sans enjeux fondamentaux, sans dramatisation, la campagne électorale italienne se déroule sans passion. L'ambition des partis d'augmenter leur électorat de quelques points, l'ambition particulière du P.S.I. de conquérir la présidence du conseil ne sont guère de nature à galvaniser les foules, qui attendent assez peu de changements concrets de la timide redistribution des cartes à laquelle donneront lieu les élections des 26 et 27 juin. Aucun des grands partis ne s'est lancé dans une croisade, et les programmes, assez peu différenciés les uns des autres, dressent le constat des difficultés plutôt qu'ils ne forment de grands projets.

Pour pallier cette pauvreté et les risques d'abstentionnisme, les partis jouent avec un cynisme sans fard sur l'ambition personnelle de l'électeur; l'idéologie et l'intérêt général sont relégués loin derrière les avantages individuels. Telle affiche, en Basilicate par exemple, appelle à voter démocrate-chrétien afin d'*'entrer par la porte'*; dans une société d'*'élites'* où la pesanteur bureaucratique fait du passe-droit une nécessité quotidienne (pour se faire soigner, avoir un logement, le téléphone ou un travail), le message est des plus clairs.

Mais, plus généralement, la politique se fait spectacle. C'est là sans doute le caractère le plus nouveau de cette campagne: la découverte des médias, et surtout des télévisions privées. Ces dernières ont été un moyen pour les partis de donner d'eux une image nouvelle, et surtout d'en finir avec un langage trop codé

De notre correspondant

le «*néo-centrisme*», (*l'alternance*, etc.), sans rapport avec les préoccupations réelles de l'électeur. «*Dériver, polémiquer, surprendre, mais surtout réussir à se vendre*», comme une bière ou un détergent: voici, selon l'hebdomadaire *Panorama*, l'ambition des politiciens dans cette campagne électorale. On offre à satiété des images à l'électeur-consummateur, dans la plus pure tradition publicitaire.

Le message politique est réduit à l'effet-surprise du slogan: des mains qui se lavent sous un robinet pour le parti républicain (pour dire qu'il n'est pas compromis dans des scandales), ou un placard dans les journaux qui demande au lecteur: «*Quel homme politique inviteriez-vous à dîner*», et qui donne la réponse: «*M. Spadolini*», président du P.R.I. et ancien président du Conseil. Le P.C.I. a choisi, lui, de dramatiser à la télévision: un élu menace de se jeter d'un pont en criant: «*Je veux une maison*». Une voix off accuse: «*La démocratie chrétienne a failli, votez P.C.I.*». La D.C., quant à elle, joue la continuité et la sécurité (elle est au pouvoir depuis près de quarante ans): qu'un enfant soit sur le point de tomber, qu'une éhémère s'éteigne ou que le lait déborde sur le feu, une main est toujours là, celle de la D.C. «*Le parfum de De Mita* (secrétaire général de la D.C.) reste celui de l'eau fraîche». M. De Mita, auquel des sondages ont appris qu'il se faisait mal comprendre du grand public, se veut pédagogue et bon en-

fant. Quant aux socialistes, c'est «*l'optimisme de la volonté*» que veut incarner le visage rond et souriant de M. Craxi: plus que tout autre dans sa campagne, le P.S.I. a choisi de jouer l'image du leader.

## La politique-spectacle

Les vingt-huit millions de spectateurs des chaînes privées assis devant leur poste aux plus fortes heures d'écoute devront ainsi, d'ici à la fin de la campagne, ingurgiter quelque cinquante-sept heures de politique-spectacle, auxquelles s'ajoutent les vingt-six heures de la RAI, soit un *non stop* électoral de trois jours et demi. Mais ce n'est pas tout: même les chaînes de télévision locales des villes moyennes sont envahies par les annonces des candidats aux élections administratives, qui auront lieu en même temps que les élections générales.

Pour les télévisions privées, c'est une grosse affaire car, semble-t-il, la politique-spectacle se vend aussi bien que Dallas: quatre millions de téléspectateurs pour M. Zanon (président du parti libéral) et cinq millions pour M. Longo (secrétaire général du parti social-démocrate), qui pourtant, quels que soient leurs mérites, ne sont pas des super-stars de la vie politique italienne.

Les prix sont fonction de l'impact: 20 millions de lires les trente secondes sur Canale 5 - l'une des chaînes privées les plus regardées, - 13 millions sur Rete-Quattro. Mais 25 à 35 millions de lires la demi-minute si l'on désire passer au beau milieu d'une grande série télévisée comme *Dynasty* ou *Dallas*.

Au total, les partis auront dépensé 31 milliards de lires pour leur campagne, dont 15 milliards sont destinés à la publicité télévisée. Seuls les néo-fascistes du M.S.I. misent toujours sur le meeting «*in piazza*». Annonçant, pour le parti direct avec l'électeur, chacun a eu son idée: M. Craxi fait du porte-à-porte dans les bars, où il passe deux heures par jour pour parler aux clients; M. Berlinguer fait les sorties d'usines, tandis que M. Longo (P.S.D.I.) traque les retraits et les petits propriétaires, la base électorale de son parti.

D'autres choisissent la provocation, comme M. Doria Petrelli, conseiller municipal de Pordenone (communiste), qui fait campagne entièrement nue pour protester contre les limitations du naturisme dans la région de Trieste. Il y a aussi les campagnes à l'américaine des candidats dépensiers: la plus *in* à Rome, est celle de M. Mario d'Urso, financier italien connu à Wall Street, qui se présente pour la D.C. et offre fêtes et cocktails dans une villa des Parioli (le Neilly romain). Les socialistes ne sont pas de reste: leur se produisant dans des cabarets, comme M. Claudio Lenzini à Bari. En bref, de la politique-spectacle jusqu'à saturation.

PHILIPPE PONS.

## La continuité d'une pensée

An cours de sa résidence forcée à Rome, après sa libération de Ponza, en 1937-38, Amendola, jouissant d'une certaine liberté d'action, mit en place discrètement une stratégie que ne favorisait pas l'Internationale communiste: celle du recrutement des jeunes militants et futurs dirigeants dans les rangs des intellectuels fascistes, prônant une opposition de gauche à l'extrême droite du parti fasciste. En même temps, Amendola prenait des contacts pour l'unité d'action avec les socialistes et les autres formations de gauche, quitte à être désavoué par la direction.

Ce livre de souvenirs fait donc ressortir la continuité d'une pensée et d'un comportement, la cohérence d'un homme. Mais Amendola passe vite sur tous les moments où il se rallia à la ligne dominante, quitte à condamner ses amis de la veille.

C'est un écrivain qui parle, avec tendresse et chaleur. Un homme qui s'exécute encore en retraçant son histoire d'amour avec Germaine, la petite Parisienne, compagne de sa vie. Mais pourquoi faut-il que *l'Ille* soit le seul de ses livres des dernières années publié en français?

Peut-on souhaiter que les choses n'en restent pas là? La connaissance de l'évolution du parti communiste italien est nulle en France. Il est scandaleux de refuser de traduire au moins le dernier tome de l'histoire du P.C.I. de Paolo Spriano, et il serait bien nécessaire de traduire les ouvrages de Giorgio Amendola, non pas seulement pour un hommage posthume, mais pour entendre l'un des principaux memorialistes, qui fut aussi un protagoniste. Il donne parfaitement à comprendre la continuité historique où se situent les options actuelles du P.C.I. et ses oscillations, comme les difficultés d'une «*voie nationale*».

JACQUES NOBÉCOURT.

\* Traduit de l'italien par Béatrice Propetto Marzi. Ed. Liana Levi-Sylvie Messinger, 244 pages, 69 F.

LU

«L'ILE», DE GIORGIO AMENDOLA

## La longue marche du P.C. italien

Le groupe dirigeant du parti communiste italien a eu, très longtemps, la particularité de conserver dans ses rangs des personnalités qui avaient vécu à peu près toute l'histoire du parti depuis sa fondation en 1922. Elles avaient connu la lutte illégale, la clandestinité, l'exil, la guerre d'Espagne parfois, la résistance, le pénitencier, puis la participation au gouvernement dans l'après-guerre avant de commencer la longue marche éternelle d'une opposition aspirant à entrer dans la majorité. Le renouvellement des hommes se faisait au compte-gouttes, et ce fut souvent la mort naturelle qui se chargea de le provoquer. A peu près tous étaient des intellectuels d'origine bourgeoise, nourris de la même culture que leurs contemporains leaders d'autres partis laïcs.

«*Nous étions tous frères quelque part*», dit justement l'un des personnages les plus typiques de ce groupe dirigeant, Giorgio Amendola, dans ce livre, *l'Ille*, qui n'est qu'un fragment de ses Mémoires. Il mourut l'an passé, laissant seul son ami-antagoniste, Giancarlo Pajetta, dernier représentant de cette génération, à la direction du P.C.I.

Amendola, avec sa stature de colosse, son regard acéré, le sarcasme toujours à la bouche, figurait pour l'extérieur les gardiens du temple. «*Faisant son autocritique sur le dos des autres*», comme disait son ami Pajetta, il se comportait devant les journalistes en défenseur rigoureux de la ligne.

Il avait toujours représenté la stratégie de l'union des gauches, face à celle du rapprochement avec la démocratie chrétienne. A l'automne 1964, après la mort de Togliatti, il était allé jusqu'à proposer la création d'un parti unique de la gauche, regroupant socialistes et communistes. Jusqu'à sa mort, même isolé dans le groupe dirigeant, il demeura fidèle à cette orientation. Et, ces dernières années, consacrées à écrire l'histoire du parti et ses propres souvenirs, il en fit l'axe d'une reconstruction qui amena à polémiquer avec les historiens de la génération suivante.

*L'Ille* fournit justement l'explication psychologique de la fidélité militante d'un homme qui abhorrait ce type d'explication. Fils du chef libéral Giovanni Amendola, massacré par les fascistes, il avait choisi le P.C. en 1925. Il consacra son existence à confirmer ce choix et, dans une certaine mesure, à le justifier aux yeux de ses camarades. Au sein du groupe

dirigeant illégal de Paris, Togliatti avait désigné comme l'élément responsable et avait commencé son éducation politique. An pénitencier de Ponza, ses compagnons militants ouvriers lui avaient appris rudement à «*se prolétarianiser*», et il s'y était plié, tout en protestant contre des mesures qui participaient de la brimade.

## La continuité d'une pensée

An cours de sa résidence forcée à Rome, après sa libération de Ponza, en 1937-38, Amendola, jouissant d'une certaine liberté d'action, mit en place discrètement une stratégie que ne favorisait pas l'Internationale communiste: celle du recrutement des jeunes militants et futurs dirigeants dans les rangs des intellectuels fascistes, prônant une opposition de gauche à l'extrême droite du parti fasciste. En même temps, Amendola prenait des contacts pour l'unité d'action avec les socialistes et les autres formations de gauche, quitte à être désavoué par la direction.

Ce livre de souvenirs fait donc ressortir la continuité d'une pensée et d'un comportement, la cohérence d'un homme. Mais Amendola passe vite sur tous les moments où il se rallia à la ligne dominante, quitte à condamner ses amis de la veille.

C'est un écrivain qui parle, avec tendresse et chaleur. Un homme qui s'exécute encore en retraçant son histoire d'amour avec Germaine, la petite Parisienne, compagne de sa vie. Mais pourquoi faut-il que *l'Ille* soit le seul de ses livres des dernières années publié en français?

Peut-on souhaiter que les choses n'en restent pas là? La connaissance de l'évolution du parti communiste italien est nulle en France. Il est scandaleux de refuser de traduire au moins le dernier tome de l'histoire du P.C.I. de Paolo Spriano, et il serait bien nécessaire de traduire les ouvrages de Giorgio Amendola, non pas seulement pour un hommage posthume, mais pour entendre l'un des principaux memorialistes, qui fut aussi un protagoniste. Il donne parfaitement à comprendre la continuité historique où se situent les options actuelles du P.C.I. et ses oscillations, comme les difficultés d'une «*voie nationale*».

JACQUES NOBÉCOURT.

\* Traduit de l'italien par Béatrice Propetto Marzi. Ed. Liana Levi-Sylvie Messinger, 244 pages, 69 F.

R.F.A.

## Les sociaux-démocrates tentent de codifier leurs rapports avec les pacifistes

De notre correspondant

Bonn. - Le présidium du S.P.D. vient de publier une série d'*'instructions'* concernant la coopération de ses militants avec le Mouvement de la paix, qui seront soumises le 27 juin à l'examen du comité central du parti social-démocrate. Selon ce texte, le S.P.D. ne regarde pas le pacifisme organisé comme un adversaire, mais comme un «*compagnon de route*» sur la voie du désarmement et de la détente. En même temps, ses instructions mettent en garde contre le recours à la violence, et démentent aux adversaires du réarmement américain en Allemagne le droit de se réclamer du «*droit à la résistance*». Ce droit est inscrit dans la Constitution, mais est réservé à la lutte contre les tentatives de dictature. Pour la même raison, l'appel à la grève générale contre l'implantation des Pershing-2 et des missiles de croisière est condamné.

Ainsi, le parti social-démocrate et la confédération syndicale D.G.B. sont-ils d'accord sur les grandes lignes. Leurs adhérents peuvent participer aux manifestations pacifistes prévues à la rentrée. Ils sont même encouragés à le faire. Ils peuvent à titre individuel pratiquer la résistance passive, voire la «*désobéissance*», voire la «*désobéissance*».

La conférence de Genève, tout en accordant la priorité au désarmement bilatéral et contrôlé. La motion sociale-démocrate, défendue à la tribune par M. Egon Bahr, se prononce, elle, pour un «*gel*» des armes à leur niveau actuel, et en appelle aux deux super-puissances pour conclure à Genève un accord ferme (et non une simple solution intermédiaire, comme l'envisage la motion du gouvernement) qui rende superflus l'*'armement de rattrapage*» («*Nachrüstung*») américain.

Le 1<sup>er</sup> septembre, de tradition «*Jour contre la guerre*» pour les syndicats, sera célébré cette fois plus massivement que d'ordinaire. Il donnera en 1983 le coup d'envoi à la campagne contre l'implantation des missiles qui connaîtra ses grandes heures en octobre. Nul ne doute que l'automne soit mouvementé. En attendant, gouvernement et opposition se livrent ce mercredi 15 juin à un duel oratoire au Bundestag, dépôt de motions à l'appui, sur les problèmes de sécurité.

La résolution proposée par la coalition au pouvoir soutient la double décision de l'OTAN, donc l'installation d'euromissiles en cas d'échec de

la conférence de Genève, tout en accordant la priorité au désarmement bilatéral et contrôlé. La motion sociale-démocrate, défendue à la tribune par M. Egon Bahr, se prononce, elle, pour un «*gel*» des armes à leur niveau actuel, et en appelle aux deux super-puissances pour conclure à Genève un accord ferme (et non une simple solution intermédiaire, comme l'envisage la motion du gouvernement) qui rende superflus l'*'armement de rattrapage*» («*Nachrüstung*») américain.

Le texte du S.P.D. réclame implicitement que le Bundestag soit consulté avant toute implantation, et qu'il s'engage par une vote avec appel nominal. A quoi le gouvernement répond que le Bundestag a déjà approuvé, en mai 1981, la double décision de l'OTAN, et qu'un nouveau vote ne pourrait qu'affaiblir la portée de l'ancien. On ne voit pas non plus quel intérêt aurait le S.P.D. à ce nouveau scrutin, à moins qu'il ait décidé de s'opposer carrément à un gouvernement américain - option qui doit faire l'objet d'un congrès spécial, sans doute au début de novembre.

ALAIN CLÉMENT.

## DIPLOMATIE

## Le président du Burundi en visite à Paris

Le président Bagaza du Burundi effectue, jeudi 16 et vendredi 17 juin, une «*visite officielle de travail*» en France au cours de laquelle il sera reçu par M. François Mitterrand et rencontrera MM. Chey-

son, ministre des relations extérieures, Nucci, ministre délégué au développement et à la coopération, et Heru, ministre de la défense. Paris est la troisième destination de Bagaza et son huitième client.

Le Burundi rêve d'être la Suisse de l'Afrique centrale et orientale. Et peut-être, à sa manière, y parviendra-t-il. Avec le vingtième de la superficie de la France, ses quatre millions d'habitants et une croissance démographique forte (2,7 %),

cette ancienne colonie allemande, puis belge, souffrant de l'enclavement - toujours largement francophone, - a déjà atteint un objectif enviable: l'autosuffisance alimentaire.

## M. PIERRE AUDEBERT EST NOMMÉ AMBASSADEUR A ADEN

Le *Journal officiel* de mercredi 15 juin a publié la nomination de M. Pierre Audebert comme ambassadeur à Aden (République démocratique populaire du Yémen) en remplacement de M. Charles Jeanteau.

[Né en 1922, diplômé de l'Ecole des langues orientales, M. Pierre Audebert a commencé sa carrière en Egypte et au Maroc avant d'être intégré en 1958 dans les cadres des affaires étrangères. Il a occupé plusieurs postes à l'administration centrale (affaires marocaines et tunisiennes, relations culturelles, Afrique du Nord et Levant). Il a également été en poste à Chicago (vice-consul), au Caire, à Tripoli, à Beyrouth et à Gènes (consul général). Il était depuis octobre 1981 à la disposition de l'Institut du monde arabe, à Paris.]

Le colonel Jean-Baptiste Bagaza, au pouvoir depuis 1976, a développé avec prudence un système politique fondé sur la parti unique UPRONA (Union pour le progrès national) mais qui laisse aux électeurs, par un système de jurys locaux, le choix des candidats. Il a, dans la limite de ses pouvoirs, introduit à l'Assemblée nationale une représentation féminine.

La même prudence s'exerce dans la gestion économique. Le Burundi, pays essentiellement agricole, où le café est toujours le culture principale (40 000 tonnes en 1982), développe progressivement les cultures vivrières, la riz notamment, en pleine et en montagne. Une série de barrages ont été construits ou sont en construction. Le réseau routier a été, avec l'aide internationale, très largement développé. Le nickel, dont le Burundi possède un gisement considérable, n'est pas exploité. La découverte de gisements de phosphate, en revanche, suscite de sérieux espoirs.

Sur le plan intérieur, la politique des «*villages*», qui doivent remplacer le système traditionnel des *endogènes* sur les «*collines*», si elle ne soutient pas, ou pas encore, les mêmes difficultés qu'en Tanzanie, avec la remembrement et le changement du mode de vie qu'il implique, rencontre de fortes résistances. De même, les lenteurs de la politique agricole: ce pays où l'élevage occupe une large place continue d'importer des produits laitiers.

Avec la France, le Burundi entretient des rapports sans nuages. Là aussi, la prudence et la réserve sont de règle. Paris a apporté une aide considérable au Burundi. La faculté de médecine, qui ouvre aujourd'hui le cursus complet des études, a été réalisée progressivement avec le concours de l'université française. M. Mitterrand, lors de son séjour à Bujumbura, en octobre 1982, a promis son concours pour la réalisation d'un réseau de télévision. Une base de rayonnement francophone en Afrique centrale et orientale? A condition qu'une indépendance sourcilieuse ne s'y sente pas grignotée.

J. PL.

(Publié)

**10<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE**  
ALARME 2000 vous offre  
**10 ANS DE GARANTIE GRATUITE**  
pièces et main d'œuvre.  
à partir de Juin 83



**week-ends, sorties, vacances, DÉPART TRANQUILLE ALARME 2000 contre le vol**

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficaces et immédiatement opérationnelles. Retournez ce bon à ALARME 2000, 8 rue Guén, 75016 PARIS ou téléphoner au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom .....  
Prénom .....  
rue .....  
n° ..... code postal .....  
Ville .....



**Triste anniversaire**

Le 14 juin 1970, Fiedorov et Mourjenko sont arrêtés pour avoir osé tenter de quitter l'URSS. Au procès de Leningrad, ils sont condamnés à 15 ans de camp. Après 4749 jours de survie à la torture, leur étreinte est relâchée. Ils ont pu échanger ce qui est la terreur totale: un lent et ignoble assassinat politique.

En ne restant pas silencieux vous pouvez les sauver. La presse en a déjà parlé des centaines. En informant, nous simplifions.

Pour les aider et manifester votre soutien, retenez cette annonce au Comité des XV-14, rue de l'Empire, 75116 Paris.

**COMITÉ DES XV-14**



السنة 1405 هـ

## Voyages d'Affaires à l'Etranger.

# 23500 Sociétés et assimilés (\*) ont déjà préféré la carte Diners "Société" Pourquoi?



- 1 Un réseau de plus de 550 000 établissements à travers le monde, spécialement constitué pour les besoins de l'homme d'affaires.
- 2 Une adaptation aux exigences de sécurité de chaque entreprise.
- 3 Un accommodement aux exigences de facturation et de contrôle de chaque entreprise : choix de la date de facturation, relevé individuel ou groupé, etc.
- 4 La possibilité d'émission de cartes à validité temporaire pour des missions ponctuelles.
- 5 L'obtention dans les délais les plus rapides : service 24 heures sur 24.

Télexez aux n<sup>os</sup> 630 225 - 630 665 - 630 666 - 660 952.

Ecrivez à Diners Club International 18, rue François-1<sup>er</sup> - 75380 Paris Cedex 08.

Téléphonez au (1) 723 78 05.

### Carte Diners "Société". Une carte française, un réseau mondial.

(\*) La réglementation des changes assimile au régime des Sociétés : - les syndicats professionnels (patronaux, de salariés, d'indépendants) - les syndicats nationaux et autres organisations professionnelles nationales - les chambres de commerce et d'industrie - les chambres d'agriculture - les chambres de métiers et les établissements publics à caractère industriel et commercial.



10/10/  
GROUPE S.A.N.G.E.  
104/U

# 3<sup>e</sup> SOLUTION MAÎTRISER LE SERVICE CLIENT

En trois ans, SMT-GOUPIL a bâti son succès sur une parfaite maîtrise du service client. Un investissement et des efforts qui portent aujourd'hui leurs fruits. Pour ses grands clients, SMT-GOUPIL offre un service personnalisé d'aide à l'implantation des politiques micro. La société a d'ailleurs conçu l'ensemble de sa gamme de produits et son catalogue de logiciels dans cette perspective ; elle demeure en permanence à l'écoute du client et collabore avec les sociétés de service et de conseil en informatique les plus dynamiques pour proposer un service complet.

SMT-GOUPIL offre les services du premier réseau professionnel français de diffusion et d'assistance technique dans les domaines de la micro-informatique et de la télématique. Avec plus de 220 revendeurs locaux coordonnés par 19 distributeurs régionaux, ce réseau couvre l'ensemble du territoire national et bénéficie de l'ensemble du programme de stages de formation organisés

par SMT. Dans le souci d'assurer la meilleure maintenance des matériels GOUPIL (en atelier ou sur site, dans des délais de 24 à 72 heures) et d'en définir précisément les conditions d'application, les distributeurs régionaux adhèrent à la charte GOUPIL-SERVICE par laquelle ils s'engagent à installer et/ou à maintenir tout système GOUPIL dans leur zone, qu'ils l'aient vendu ou non. Cette charte garantit à tout utilisateur une qualité de service et des tarifs de maintenance homogènes sur l'ensemble du territoire. Pour SMT, réussir sa croissance, c'est d'abord et avant tout écouter et satisfaire ses clients. 104 % en 1982. Mieux encore en 1983.

La Société a les atouts pour gagner. Innover, financer, maîtriser le service client. Trois solutions pour réussir une croissance et progresser sur les marchés internationaux. Trois clés du succès qui font de SMT-GOUPIL de la micro-informatique et votre constructeur privilégié.



**SMT. LE CONSTRUCTEUR DU GOUPIL 3.**  
direction des ventes, administrations et grandes entreprises

**Majorité**

**LARNIER (R.P.A.) : un**  
purement littéraire

**MARCAIS (P.C.) : un**  
incertitudes

06/01/83



## Majorité et opposition se rejoignent dans la critique

Le plan n'intéresse pas les Français. L'affirmation récurrente du postulat on du constat ? Des deux, sans doute. Les Français ont quelque raison de ne pas se sentir concernés par le plan, dans la mesure où, en France, « l'indépendance » dont parlait le général de Gaulle, n'a jamais été qu'un objectif — jamais atteint — c'est-à-dire un vain projet. D'ailleurs, il ne faut pas se tromper de système politique : le plan n'a de valeur réelle que lorsqu'il est l'expression de la volonté de la société et des aspirations qui se font jour dans la société. Or, ce n'est pas précisément pour ce type de société que se prononce la majorité des Français, une telle conception de la planification cadre mal avec l'objectif de la décentralisation préconisée par les socialistes. Il y aurait même une contradiction fondamentale à vouloir enfermer le dynamisme des acteurs économiques dans un carcan centralisateur tout en menant une politique tendant à décentraliser les responsabilités.

Une telle constatation, si elle ne résout rien, permet au moins de mieux cerner les limites de la planification « à la française ». Encore faut-il admettre qu'il n'y a pas de fatalité pour que ce type de planification poursuive inexorablement sa déchéance. La réforme de la planification, votée en juillet 1982 par le Parlement, a justement pour but d'inverser cette tendance. Les plans régionaux, les contrats de plan conclus entre l'État et les régions et qui comportent des engagements réciproques des deux parties, devraient, à terme, conférer une nouvelle ambition à la planification française. Mais, seuls, ils n'y suffiront pas. La réforme de la planification demeurera stérile s'il n'y a ni volonté ni cohérence politiques pour la sous-tendre. Sur ce point, M. Méhaignerie (U.D.F.) a parfaitement raison : le plan élaboré par un gouvernement de gauche ressemblera très exactement à ceux mis au point par les gouvernements de droite s'il n'est pas porté par la confiance des Français. Confiance dans le plan, c'est-à-dire confiance dans le gouvernement.

Le IX<sup>e</sup> Plan n'échappera pas à cette règle. Autant dire tout de suite que les prémices de la mise en œuvre de celui-ci ne sont pas de nature à provoquer les conditions de la création de cette confiance. « Le groupe communiste accentue son opposition à la rigueur, plusieurs composantes de la majorité prédisent l'échec du plan de redressement, certains responsables socialistes annoncent sans ménagement qu'ils préparent une politique de rechange. » Le constat — M. Méhaignerie en est l'auteur — peut paraître sévère, mais il se trouve

qu'il est parfaitement exact. La discussion du IX<sup>e</sup> Plan, qui a commencé mardi 14 juin à l'Assemblée nationale, le prouve de façon éloquent. Transparence mais systématiquement, M. Marchais a multiplié les exemples pour démontrer que les insuffisances et les lacunes du projet gouvernemental, la médiocrité de la concertation qui a présidé à son élaboration, le flou des objectifs, bref, ses « défauts », obèrent gravement les conditions de sa réussite. M. Goux, qui est président de la commission des finances, a choisi un registre différent quant à son emploi, mais le fond de son argumentation tend à prouver exactement la même chose. Son discours sur la méthode idéale pour faire œuvre planificatrice signifiait que la voie choisie par le gouvernement est exactement contraire à ce qu'il fallait faire. M. Mauroy a-t-il compris le « message » ?

Le premier ministre a-t-il écouté les propos du rapporteur du projet, M. Planchou (P.S.), pour qui le IX<sup>e</sup> Plan n'est pas suffisamment précis et cohérent pour servir avec efficacité de cadre de référence aux agents économiques ? Bien sûr, M. Mauroy sait que M. Planchou, comme M. Chevènement, appartient au C.E.R.E.S. et que, dès lors, la rigueur de ses critiques ne relève pas du hasard. Mais cela justifie-t-il cette assurance, cet

optimisme, qui fait dire au premier ministre que l'expression des « différences » au sein de la majorité est naturelle, alors même que les critiques de la majorité et de l'opposition se confondent.

Aussi, quand MM. Mauroy et Le Garrec assurent — sans rire — que c'est l'opposition qui a reproché l'absence d'objectifs quantifiés dans le projet de IX<sup>e</sup> Plan, on reste confondu devant une telle affirmation qui, si elle ne relève d'une tactique à la fois enfantine et désastreuse, serait aveuglement. L'absence d'objectifs quantifiés est la critique essentielle faite au projet. Elle a été émise avec la même vigueur, il y a plusieurs semaines, tant par les députés socialistes que par ceux de l'opposition.

Bien sûr, on sait déjà — MM. Joxe et Jospin l'ont annoncé mardi — qu'une « lettre rectificative » au projet gouvernemental permettra de prendre en compte certains des souhaits émis par la majorité. N'aurait-il pas été préférable, par la concertation préalable, de commencer par là. C'est donc une question de méthode. Elle est importante. Car l'impression qui demeure, à la lumière des débats parlementaires, est que le IX<sup>e</sup> Plan a été mal conçu, mal préparé et mal présenté.

LAURENT ZECCHINI.

L'Assemblée nationale a commencé le mardi 14 juin l'examen du projet de loi définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions de développement de la nation pour le IX<sup>e</sup> Plan (première loi de plan).

Après l'intervention du premier ministre (le mardi 15 juin), M. Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, souligne que « ceux qui, dans l'opposition, réclament aujourd'hui davantage d'objectifs quantifiés doivent se souvenir que la meilleure façon de ridiculiser le plan est de procéder comme lors du VII<sup>e</sup> Plan, c'est-à-dire de fixer des objectifs quantifiés non conditionnels, ne tenant pas compte des réalités internationales et nationales ».

M. Le Garrec note que les perspectives de croissance internationale ne peuvent être évaluées qu'avec « une marge d'erreur considérable ». Tout objectif macroéconomique dans le IX<sup>e</sup> Plan, ajoute-t-il, « ne peut être chiffré qu'en fonction de l'évolution des grandes économies chez nos voisins ». Le IX<sup>e</sup> Plan, continue-t-il, assure aux acteurs économiques « une stabilité des règles du jeu ».

M. Planchou (P.S., Paris), rapporteur de la commission des finances, constate qu'il n'y a aucune indication concernant le partage de la valeur ajoutée au profit des moyens propres des entreprises, ainsi que sur le partage des revenus des ménages au profit de l'épargne. Il estime que le projet ne place pas l'objectif de l'emploi au niveau d'exigence souhaitable. Il demande que, dans le cadre de la seconde loi de plan, une recherche méthodique des activités créatrices d'emplois et génératrices d'une moindre dépendance soit effectuée. Concernant « l'approfondissement nécessaire de la politique industrielle », le rapporteur estime que « la réflexion menée dans le cadre du rapport du IX<sup>e</sup> Plan n'est pas suffisante ».

Le projet, continue-t-il, est « extrêmement réservé » à propos du contenu et de la force normative des contrats de plan entre l'État et les groupes industriels. Parant de la politique monétaire et de la question des taux de change, M. Planchou

souligne que le texte « gagnerait en crédibilité en posant ces problèmes déterminants pour l'avenir de l'appareil productif ». En conclusion, le député socialiste déclare : « Le développement, tel qu'il est aujourd'hui présenté, n'est pas suffisamment précis et cohérent pour servir avec efficacité de cadre de référence aux agents économiques ».

M. Goux (P.S., Var), président de la commission des finances, déclare notamment : « Le Plan doit être quantifié. Au-delà des mots, l'expression des contraintes et des objectifs à moyen terme passe par quelques chiffres significatifs, compréhensibles pour tous et révélateurs d'une volonté politique ferme et permanente. C'est à cette condition que le Plan peut jouer son rôle de cadre de référence et de contrainte. Cette quantification doit se faire à la fois en termes physiques, c'est-à-dire en volume, et en termes financiers, c'est-à-dire en valeur. » Parant de la fixation d'un objectif limitant le poids des prélèvements obligatoires dans la richesse nationale, M. Goux s'ajoute : « Faut-il imposer, il sera impossible d'éviter chaque année, et sans réforme d'urgence, d'accroître un peu plus les cotisations sociales et d'enlever, au gré de la conjoncture, les acquis de la protection sociale. »

M. Pierrot (P.S., Vosges), rapporteur général de la commission des finances, explique qu'il est « plus délicat que jamais de définir des moyens pour atteindre les objectifs retenus, alors que l'on ne sait pas comment évolueront le volume du dollar et les cours des matières premières (...) ». Il estime, d'autre part, que dans le cadre de la fiscalité actuelle il est difficile de se procurer des ressources nouvelles. « Chaque gisement fiscal, assure-t-il, est convenablement exploité ; or, en période de rigueur, une réforme globale des impôts serait particulièrement inopportune. »

M. d'Aubert (U.D.F., Mayenne) défend une exception d'irrévocabilité (dont l'objet est de faire reconnaître que le texte est contraire à la Constitution) : le IX<sup>e</sup> Plan assure-t-il « est d'abord un laboratoire pour ceux qui voudraient y découvrir une stratégie claire et crédible ».

### M. BARNIER (R.P.R.) : un « exercice purement littéraire »

L'exception d'irrévocabilité ayant été repoussée, M. Barnier (R.P.R., Savoie) défend ensuite une question préalable (dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre). Le Plan est condamné à l'échec, assure-t-il, parce qu'il ne remplit pas les fonctions traditionnelles reconnues à la planification, à savoir : assurer la concertation entre les partenaires sociaux ; établir une projection économique et sociale ; programmer l'action des pouvoirs publics.

### M. MARCHAIS (P.C.) : « de graves incertitudes »

La question préalable est ensuite repoussée. M. Marchais (P.C., Val-de-Marne) explique en quoi la préparation d'un IX<sup>e</sup> Plan n'a pas jusqu'à présent « tenu toutes ses promesses » : « Dans le secteur public, indique-t-il, la concertation n'a pas touché à la gestion et aux orientations fondamentales que vont suivre ces groupes. De plus, l'étude et la discussion des projets élaborés par les régions sont restés insuffisants. Enfin, la question du financement a été abordée de façon excessivement centralisée. » M. Marchais note toutefois qu'il n'est pas trop tard pour corriger ces « défauts », par l'intermédiaire de la seconde loi de plan.

Le diagnostic des difficultés de l'économie française, poursuit-il, reste insuffisant. « Les moyens qu'il propose pour les surmonter risquent, de ce fait même, de manquer de l'efficacité indispensable. » Le plan, ajoute-t-il, « reste flou quant aux objectifs de créations d'emplois correspondants ». Les objectifs de production « ne sont pas, eux non plus, suffisamment précis ». La politique de « l'environnement de l'entreprise qui est proposée ne saurait par elle-même constituer la grande politique industrielle indispensable, conçue à partir des multiples projets des entreprises et des travailleurs, à partir des besoins régionaux ».

Le secrétaire général du P.C.F.

note que l'incertitude demeure quant à la « question cruciale » du pouvoir d'achat, et que les objectifs de croissance « restent fixés à un niveau insuffisant ». M. Marchais estime que ce sont « les règles de gestion mises en œuvre dans nos propres firmes qui créent largement la dépendance de la France ». Il indique ensuite : « Nous ne discernons

### M. JOSPIN (P.S.) : « L'effort de tous »

Parant, d'autre part, du rétablissement de nos équilibres extérieurs, M. Marchais insiste sur la nécessité de mener de pair une politique de relance de la croissance et une politique visant à rééquilibrer nos relations internationales et à établir de nouvelles coopérations. Il ajoute : « Et qu'on n'enlève pas, à ce propos, le faux débat du « protectionnisme » ! Personne ne songe à proposer que la France ferme ses frontières et se replie sur elle-même ! Mais refuser cette obscurité ne signifie pas qu'il faille renoncer à défendre, en prenant les décisions nécessaires, l'intérêt national. »

M. Jospin (P.S., Paris) souligne que quatre obligations s'imposent à la majorité « pour réussir » : « Assurer la renaissance de la planification ; planifier dans et contre la crise ; faire passer le plan dans les faits ; faire vivre le plan dans le pays. » Parant du déclin de la planification sous les septennats précédents, le premier secrétaire du parti socialiste souligne : « L'ardente obligation était devenue somnolente corvée. » Il explique ensuite : « Pousser très loin l'effort de planification, fixer des objectifs précis et quantifiés, établir des échéanciers, c'est sans doute rendre plus pressante l'obligation du plan. Mais c'est aussi courir le risque d'être cruellement dément par les faits, et donc de décredibiliser la planification. Pêcher par excès d'ambition

pas dans les dispositions proposées les mesures aptes à réduire les traverses à l'indépendance de la France dans ses choix de développement économique (...) Cette faiblesse des moyens prévus pour favoriser l'activité économique se double de graves incertitudes quant au volet social du projet qui nous est proposé. »

Après avoir souligné que le succès du plan exige « l'effort de tous », et affirmé notamment que la stratégie du IX<sup>e</sup> Plan « répond aux inquiétudes que suscite la dégradation de notre balance commerciale ».

Le premier secrétaire du P.S. déclare que le gouvernement doit veiller à l'exécution du plan, puis, insistant sur la liaison plan-budget, il souligne : « Nous devons admettre et faire admettre que la priorité donnée au cours du plan aux principaux éléments du surcroît vital de notre pays devra s'accompagner d'efforts plus limités dans les autres secteurs. La mise en œuvre des programmes prioritaires d'exécution impose de résister aux pressions catégorielles. »

### M. MÉHAIGNERIE (U.D.F.) : « Un catalogue d'intentions »

M. Méhaignerie (U.D.F., Ille-et-Vilaine) déclare notamment : « Votre diagnostic s'est amélioré, mais les remèdes restent inadéquats, en l'absence de choix véritable, rendus impossibles tant par l'existence des moyens — le taux de croissance sera nul et peut-être même négatif en 1983 et 1984 et, en tout cas, inférieur à celui de nos

partenaires — que par les contradictions insurmontables qui se sont fait jour à l'intérieur de la majorité. »

Après avoir affirmé qu'entre 1974 et 1981, quatre cent cinquante mille emplois ont été créés (par rapport à l'évolution du nombre d'actifs), alors qu'entre 1981 et 1983 le nombre de actifs a diminué de cent trente mille, M. Méhaignerie souligne : « Une loi d'objectifs ne peut être qu'un catalogue d'intentions si elle ne se réfère pas aux contraintes existantes (...) Comment la majorité retrouverait-elle la confiance de l'opinion alors qu'elle fait tout l'inverse de ce qu'elle avait promis, quand le groupe communiste accentue son opposition à la rigueur, quand plusieurs composantes de la majorité prédisent l'échec du plan de redressement, quand certains responsables socialistes annoncent sans ménagement qu'ils préparent une politique de rechange ? »

L. Z.

### Deux ou trois choses qu'il faudrait faire

Que faudrait-il au Plan pour qu'il soit mieux pris en considération ? Trois choses peut-être. D'abord y faire figurer des objectifs chiffrés. C'est ce qu'a suggéré — coupant en même temps l'herbe sous le pied à l'opposition — le rapporteur pour la commission des finances, M. Jean-Paul Planchou.

En portant des priorités du IX<sup>e</sup> Plan, il s'est ingénié à définir des ratios. Cela revient à rapporter les objectifs à des variables dont on ne peut prévoir exactement les fluctuations pour les cinq ans à venir.

Ainsi, par exemple, la croissance serait déterminée non pas en valeur absolue mais par rapport à celle de nos principaux partenaires. L'investissement productif devrait retrouver en 1988 son niveau de 1973 par rapport au produit intérieur brut, etc. Cadre de la sorte, le Plan servirait de référence à la nation.

M. Christian Goux, président de la commission des finances, donnait un autre exemple en affirmant que « la fixation d'un objectif limitant le poids des prélèvements obligatoires dans la richesse nationale serait à elle seule l'affirmation d'une stratégie ». Ce que ne contestait pas M. Michel Barnier au nom du R.P.R. : « Révenir à 40 % du produit intérieur brut en cinq ans, voilà qui serait un objectif raisonnable. » Mais, s'est-il empressé de faire remarquer, cela impliquerait de revoir la procédure budgétaire et le système de protection sociale. Un objectif en cache toujours un autre.

FRANÇOIS SIMON.

### La candidature de M. Bariani à un troisième mandat présidentiel divise le parti radical

Pour pouvoir briguer un troisième mandat de président du parti radical, M. Didier Bariani doit faire accepter une modification des statuts de son parti. Vendredi 10 juin, le comité exécutif du parti radical a longuement débattu de cette éventualité qui avait reçu, mercredi, l'appui de M. André Rossinot, secrétaire général, et de M. Yves Galland, vice-président (le Monde du 11 juin).

A la grande surprise de M. Bariani, sa proposition de réforme des statuts a rencontré une forte résistance. Si les membres du comité exécutif se sont prononcés en faveur d'un « toilettage » général des statuts, ils se sont montrés beaucoup plus réservés quant à la modification de l'article 18 relatif à la présidence du parti radical. Par un vote à bulletin secret, cinquante-sept d'entre eux se sont prononcés pour, mais quarante-cinq contre et trois bulletins nuls.

La discussion a été tendue. M. Bariani a dû affronter notamment la résistance des « historiques » du parti, tel M. Manuel Diaz, ancien maire de Millau (Aveyron), ou M. Brousse, qui fut secrétaire général des radicaux valaisiens en 1958. Se sont aussi opposés à M. Bariani quelques représentants de la base, qui réagissent contre un certain « parisianisme » de l'équipe dirigeante et tous ceux qui, à des titres divers, ont pu, un jour ou l'autre, se sentir « brulés » par M. Bariani ou lui reprocher ses dernières prises de position en faveur d'une « opposition totale » (le Monde des 29 et 30 mai).

Cette « affaire » de la réforme des statuts risque d'agiter le parti radical jusqu'à son congrès de l'automne. Les congressistes devront alors se prononcer pour ou contre.

Si cette réforme n'était pas adoptée à une majorité des deux tiers dès le premier jour du congrès, M. Bariani ne pourrait présenter le lendemain sa candidature à la présidence. Il a toutefois décidé d'entrer en campagne dès aujourd'hui et de se battre sur la ligne politique plus ferme qu'il a définie pour son parti.

Il souhaite dans cette campagne faire équipe avec M. André Rossinot. Ce dernier n'a pas encore donné sa réponse. Bien qu'il se soit prononcé en faveur de la réforme des statuts, il pourrait souhaiter garder une plus grande indépendance vis-à-vis de M. Bariani pour le moment venu, se présenter comme le candidat susceptible d'apaiser des conflits au sein du parti radical.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

● M. Bertrand Delanoë, porte-parole du parti socialiste, a déclaré, lundi 13 juin : « M. Chirac est un opportuniste. Il mérite d'être appelé Chirac l'Infidèle. Infidèle par rapport aux acquis du gaullisme de 1945, à l'Europe, à la défense européenne. »

● M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de la S.O.F.R.E.S. nous prie de préciser que le sondage réalisé par cet institut et publié dans le Monde du 11 juin a été réalisé « alors que les listes de candidats ne sont pas connues, et que ses résultats expriment plus des préférences partitiques que de véritables intentions de vote ».

**EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI**  
documentation dans engagement  
**COURS LE FÉAL**  
387 25 00  
30, rue des Dames Paris 17<sup>ème</sup>

**Votre BMW : Une affaire de cœur chez Zol**  
La passion ne se gausonne pas. Chez Zol Auto, la passion c'est la marque que nous représentons depuis plus de 20 ans : BMW. Alors, lorsqu'il s'agit d'accueillir nos clients, de parler des BMW, de les entretenir, de les régler ou de les préparer, nous en faisons un peu plus que d'autres. La passion c'est ça.



44 av. Ed. Vaillant 92100 Boulogne Tél. 609 91 43



# POLITIQUE

LA DERNIÈRE JOURNÉE DU VOYAGE DE M. MITTERRAND EN CORSE

## « Il n'y a pas de champ ouvert à la violence et à la révolte »

La visite du président de la République en Corse s'est achevée le mardi 14 juin en fin d'après-midi par un dépôt de gerbe au monument aux morts de la ville de Bastia. La seconde et dernière journée de ce voyage consacrée notamment à l'agriculture, deuxième ressource économique de l'île (M. Mitterrand a visité une station de l'INRA sur la côte orientale), puis à l'industrie, a été dominée par les déclarations du chef de l'Etat

sur la violence. En réponse à M. Jean Zaccarelli, député M.R.G. et maire de Bastia, M. François Mitterrand a indiqué que la violence « peut être considérée comme un épiphénomène ». « Non pas, a-t-il ajouté, ce qui la provoque, qui vient des profondeurs, mais son expression ». M. Mitterrand a poursuivi : « Il faut la considérer à sa mesure, ne pas la mésestimer, mais la soigner comme il convient

en cherchant à comprendre l'inspiration et l'âme corses. Mais il faut nous arrêter là, car il n'est pas possible d'accepter que cette violence se perpétue et s'étende. Je dois dire à tous qu'il n'y a pas de champ ouvert à la violence et à la révolte. La République sera sans complaisance et montrera à chacun où se trouve son devoir, qui passe par la préservation de la communauté nationale et l'affirmation de la personnalité corse. »

De notre envoyé spécial

Bastia. — Le voyage du chef de l'Etat en Corse ? Une promenade de santé, une kermesse populaire, répétée de ville en ville, sur des places fleuries ou le long de rues ensoleillées, un accueil enthousiaste, attentif, auquel M. François Mitterrand s'est montré sensible à chacune de ses étapes.

Les impressions sont toutes identiques : l'harmonie apparente entre le président de la République et la population corse aura été telle, d'Agaccio à Calvi, de Sartène à Corte, que les inquiétudes pesant sur ce voyage ont pu paraître déplacées. Les renforts de gendarmes et de C.R.S., la fébrilité du dispositif de sécurité, auront été inutiles.

L'île a offert, deux jours durant, l'image d'une région apaisée, optimiste, qui voulait épargner à son hôte les signes trop visibles de ses tourments. Le chef de l'Etat n'était d'ailleurs pas dupe de cette mise en scène parentésque. La violence influait la vie de la Corse avant sa venue, expliquait-il. Elle reprendrait sans doute après son départ.

Mais, par les effets cumulés du retour de l'été, d'une réelle curiosité insulaire pour la fonction et la personne du président de la République, et vraisemblablement aussi des difficultés actuelles du F.L.N.C., ce séjour aura ressemblé à un ciel sans nuages. A Bastia, par exemple, cette place forte du séparatisme, que les policiers avaient habilement quadrillée, à Bastia, que l'on attendait plus rétive, plus nerveuse, M. Mitterrand a remporté, au terme de son voyage, son plus net succès populaire.

Plus de dix mille personnes s'étaient massées sur la place Nicolas, vaste esplanade bordée de palmiers qui fait face à la mer. Des milliers de Bastiais réclamaient la main de M. Mitterrand, puis la foule se recueillait avec le chef de l'Etat pour le dépôt d'une gerbe et la revue de la Légion étrangère.

Le style de kermesse devait reprendre immédiatement après « Mitterrand, avec toi », scandait un groupe de lycéens. Avancant à pied dans les rues bordées de maisons de couleur ocre, le président de la République répondait par des sourires, visiblement ravi. Dans un coin du parcours, à quelques-uns, les militants de la C.C.N. (Consulte des comités nationalistes) réclamaient la « liberté » et la « décolonisation » de la Corse, mais leurs slogans fondaient sous les bravos.

Cette qualité d'accueil, un peu inattendue selon les services de sécurité, aurait mérité que le chef de l'Etat fasse là le grand discours qu'il avait réservé, la veille, à Ajaccio. Discrètement, les Bastiais indiquaient à M. Mitterrand qu'il aurait dû commencer son périple par eux.

Les heureuses surprises, du sud au nord de l'île, ont bien failli faire oublier que la Corse restait confrontée au problème de la violence. Alors que le cortège présidentiel s'abandonnait, mardi, aux ébarnes du site de Piana et à la moulture de l'été, le maire de Calvi, M. Xavier Colonna (apparenté M.R.G.), devait décider, dans la salle d'honneur de sa mairie, aux stores baissées, de rappeler le chef de l'Etat et ses hôtes aux réalités de l'heure. « Des groupuscules d'agitateurs qui emploient des méthodes fascistes », exposait toujours leurs griefs à coups de bombes.

Le chef de l'Etat n'avait jusqu'alors que très indirectement fait référence, dans ses allocutions, à la violence parce que personne ou presque ne lui en parlait. Il saisit l'occasion que lui offrait M. Colonna pour expliquer à la Corse que seule l'expression de la démocratie pouvait faire reculer les débordements armés de quelques-uns et qu'on ne devait pas attendre « la moindre complaisance » de la part de l'Etat. Le président de la République repartait cette analyse à Bastia, juste avant de quitter la Corse. Il était temps. Encore un peu et le drape de l'île était, de part et d'autre, passé sous silence.

Le chef de l'Etat, les élus et la population corses n'auraient pas été responsables de cet oubli. Les séparatistes, ces temps-ci, sont d'une étrange discrétion et la décision du F.L.N.C. de ne pas commettre d'actions pendant le voyage présidentiel ne relève pas d'une seule bienveillance des nationalistes à l'égard de M. Mitterrand. L'occasion de cette visite témoigne plus encore de l'errance politique et des difficultés internes de l'organisation

elandestine. Les « eagoullards », bien sûr, savaient qu'un très important dispositif de police judiciaire avait été mis en place par M. Robert Broussard, commissaire de la République, délégué pour la police, qui n'attendait, par des filatures rapprochées, qu'une tentative de « nuit bleue », pour procéder à des arrestations en flagrant délit. M. Mitterrand se doutait-il qu'il était aussi, dans une certaine mesure, pour les policiers, le « livre », idéal, l'appât rêvé ?

Troublé par l'échec populaire de ses récentes campagnes d'hostilité aux indépendantistes, affaibli par des arrestations nombreuses, le F.L.N.C. est conscient de voir son crédit politique effrité depuis quelques mois. Sur ce plan, il a préféré ne pas prendre le risque d'une confrontation lors de la visite du chef de l'Etat. M. Mitterrand avait à cœur de défendre l'idée d'un « statut particulier » et de relancer l'ani-

mation de l'assemblée régionale, actuellement en crise de vitalité, et les nationalistes, pourtant hostiles à ce projet d'autonomie appliquée, ont sans doute voulu éviter de la « dynamiser » par leurs critiques.

Toutefois, selon certains observateurs locaux, l'organisation clandestine et les mouvements « légaux », qui, comme la C.C.N., lui sont proches, doivent d'abord régler les comptes internes qui affaiblissent, à l'extérieur, leurs positions. Déjà victime d'une certaine « criminalisation », malmenée par les rackets de droit commun dont certains de ses membres se rendent coupables, le F.L.N.C. est plus encore soumis aux pressions de sa base pour déchaîner une violence tous azimuts, pour opter pour une ligne beaucoup plus radicale.

L'empressement mis par le F.L.N.C. à déléguer par avance toute responsabilité d'attentat contre le chef de l'Etat montre bien les craintes des milieux séparatistes

concernant les velléités d'actions issues de leurs propres rangs. Certains groupes de séparatistes clandestins seraient déjà à la limite de la rupture avec la direction politique du Front. D'eux seuls, en fait, pouvait venir le danger. Et certains, en Corse, estiment que le F.L.N.C. était ces derniers jours trop occupé à contrôler l'activité des plus jeunes et les militants, pour opposer à l'esprit d'un « statut particulier », une opposition politique active.

An lendemain de la visite du chef de l'Etat dans l'île, les adversaires du séparatisme corse se sentent donc confortés. Symboliquement, cette paix des armes, d'Agaccio à Bastia, pendant deux jours, a joué en faveur de M. Mitterrand, plus respecté en Corse qu'on ne l'imaginait, mais plus encore, par l'intermédiaire du président de la République, de l'idée d'une « Corse républicaine » ralliée, cette fois, soutenue, encouragée par un gouvernement de gauche.

PHILIPPE BOGGIO.

## LA POLÉMIQUE SUR LA FRAUDE ÉLECTORALE

### Le précédent de Calvi

Le tribunal administratif de Paris devait rendre, mercredi 15 juin, dans l'après-midi ses jugements relatifs aux recours en annulation dont il avait été saisi au lendemain du deuxième tour des élections municipales de mars dernier dans certaines communes de la petite couronne. Étaient particulièrement attendues les décisions concernant les municipalités communistes d'Antony (Hauts-de-Seine), Annay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), La Queue-en-Brie et Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), pour lesquelles le commissaire de la République avait demandé l'annulation des résultats et la suspension des élus. Pour la commune de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), il avait souhaité dans ses conclusions que fut proclamée élie la liste adverse.

A propos du différend juridique entre le ministre de l'Intérieur et l'opposition sur les décisions d'inversion des résultats de Villepinte et Limeil-Brévannes, prises par le tribunal administratif de Paris, les conseils de M. Perjal, maire de Limeil-Brévannes, MM. Louis Labadie et Philip Cohen, avocats à la cour d'appel de Paris, ont rendu publique une déclaration.

« Il est inacceptable, affirment-ils, que soit présentée comme exceptionnelle la décision du commissaire de la République du Val-de-Marne de ne pas procéder à l'installation immédiate des candidats de l'opposition proclamés élus par le tribunal administratif de Paris... Il s'agit de la stricte application de la loi, et de la jurisprudence constante du Conseil d'Etat concernant l'effet suspensif de l'appel. L'article L. 250 du code électoral, alinéa 2, dispose : « Les conseillers municipaux proclamés restent en fonction jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur les réclamations. » Ces dispositions sont valables tant pour les annulations d'opérations électorales que pour les « proclamations en lieu et place ». Cette disposition légale et cette jurisprudence ont été d'ailleurs de tout temps appliquées par l'administration française. Le dernier exemple comm date de la période où M. Giscard d'Estaing était président de la République : élections municipales de Calvi. » [Le Conseil d'Etat avait confirmé, en janvier 1982, la décision du tribunal administratif de Nice, prise en mai 1981, de proclamer élus treize conseillers de la liste déclarée battue à l'issue du scrutin.]

## A LIMEIL-BRÉVANNES :

### « Nous avons la conscience tranquille »

Bien plus que cette « tentative de revanche de la droite » qui ne le surprend pas vraiment, plus encore que ce « coup de force à l'égard du suffrage universel », ce qui choque au plus haut degré le docteur Guy Berjal, maire (P.C.) de Limeil-Brévannes, dans le Val-de-Marne, c'est la décision finale du tribunal administratif.

« J'estime, at tous les Brévannais partagent ma façon de penser, dit-il, qu'il est inadmissible, qu'une instance de justice puisse décider de donner aux uns, sans autre forme de procès, les voix recueillies par les autres, au soir du 6 mars, d'autant — dois-je le préciser ? — que les opérations de vote se sont accomplies dans la plus parfaite régularité... »

Sur son bureau, à l'hôtel de ville, on a posé, bien en évidence, son écharpe tricolore. D'une main dont il a peine à maîtriser l'émotion, il tapote la notification officielle du jugement émis par le tribunal. « Si je comprends bien, nous partageons donc avec Villepinte la... « privilège » d'être les deux communes de France désignées par un tribunal et non élues au suffrage universel ! »

Non, le docteur Berjal ne saurait admettre de telles entorses à la loi républicaine. « Nous sommes en place, dit-il, nous avons été élus régulièrement, et, soyons-en assurés, nous nous savons la conscience parfaitement tranquille. D'ailleurs, vendredi, comme prévu de longue date, le conseil municipal se réunira pour faire son travail. »

« Mais, poursuit, dit encore M. Bessière, il est absolument hors de question pour nous de prendre le maire de force... Nous avons fait confiance à la justice par le passé et nous continuons à lui faire confiance. Même s'il est

sainte ? N'oublions pas que le préfet, au soir du scrutin, a été en les proclamant le plus officiellement du monde les résultats de la consultation... »

Dans une déclaration, les organisations et les élus socialistes, communistes et radicaux de gauche de Limeil-Brévannes déclarent « la volonté des milieux réactionnaires de tout faire pour déstabiliser le gouvernement et la majorité de gauche, pour bloquer le changement ». Et de justifier également une manière de procéder « qui constitue un grave et dangereux précédent pour la vie démocratique du pays ».

Pour M. Gérard Bessière (R.P.R.), « la fraude est une chose inadmissible, puisque frauder en matière électorale ce n'est rien de moins que bafouer le suffrage universel, autant dire ne pas respecter le choix des électeurs ». M. Bessière estime d'autre part que la position de M. Gaston Defferre « est avant toute chose une décision purement et simplement politique, et, partant, inadmissible. » « Si le politique, dit-il, prend le dessus sur le judiciaire, on peut pour le moins parler d'arbitraire... »

Pour être sûrs du bien-fondé de leurs dires, M. Bessière et ses amis ont demandé son avis à M. Drago, professeur de droit et de sciences sociales. « Il a été montré formel, dit M. Bessière. Les conseillers proclamés élus par le tribunal, nous a-t-il indiqué, doivent immédiatement siéger, même si la partie adverse décide d'interjeter appel ! »

maintenant établi que le ministre de l'Intérieur est l'otage des communistes et que son attitude dans cette affaire est le prix qu'il doit payer à M. Fierman pour le ne soit quel service rendu... »

### « Qu'importe la couleur de la mairie... »

Les Brévannais, eux, semblent ne pas vouloir prendre trop nettement fait et cause pour l'une ou l'autre des parties qui s'affrontent. On évoque volontiers un précédent : en 1971, année qui allait voir pour la première fois la gauche s'emparer de la mairie, le scrutin final s'était soldé par un écart de cinquante-sept voix seulement, et il y avait déjà eu plainte de la part des perdus. « Fédérer un examen d'as chiffrés, fait observer un commerçant, c'était se condamner soi-même, puisque ce sont les plaignants qui contrôlaient alors les opérations ! Rien d'étonnant qu'il aient été déboutés... »

Pour d'autres, « magouilles, combines, tripotages » sont « monnaie courante » dans la petite ville (16 600 habitants), dont on reconnaît généralement que les coups d'ont bien géré et qu'ils n'ont rien à se reprocher de ce côté-là. « Du bon travail », donc, pour reprendre le titre du dernier éditorial de M. le maire dans le bulletin municipal, Limeil-Brévannes ma ville, daté de juin ? « Certainement », nous diront la plupart des Brévannais interrogés, beaucoup plus soucieux, semble-t-il, d'améliorations dans leur vie de tous les jours que de la couleur de la mairie.

Comme le disait cette dame âgée, « peu m'importe, monsieur, que le maire soit rouge, blanc ou vert, pourvu qu'il fasse ce qu'attend de lui la population... » J.-M. DURAND-SOUFLAND.

## LE SÉNAT REJETTE LA LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE

### Croire... ou ne pas croire

M. Herry y croit : la loi de programmation militaire traduit « une promesse intangible du gouvernement ». La majorité sénatoriale n'y croit pas : les moyens manquent ou plutôt manqueront à la réalisation des objectifs.

La défense ne doit pas devenir un enjeu de luttes politiciennes, a plaidé le ministre. Il n'a pas convalu... même si certains de ses adversaires comme M. Poudougon, expliquant le vote de ses collègues ennuies, ne se résignent pas facilement à repousser des crédits à la défense.

La satisfaction enregistrée dans les rangs U.D.F. et R.P.R. de voir l'Union soviétique désignée comme « adversaire » n'a pas suffi à lever le scepticisme. L'inquiétude dépasse le strict cadre du devenir des années : pour la période 1984-1988, pour toucher aux prévisions économiques : l'inflation, amorce l'opposition, observe la réalisation des objectifs définis. Forts de cette certitude, les sénateurs dans leur majorité se sont refusés à faire « un acte de foi », selon l'expression de M. Lecanuet.

A. CH.

Le Sénat examine, mardi 14 juin, le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988. M. Herry, ministre de la défense, reprend quasiment sans le modifier le discours qu'il avait prononcé devant les députés (le Monde du 21 mai).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, M. Gentou (ratt. adm. à l'U.C.D.P., Cher) insiste plus particulièrement sur la réduction des effectifs et la réorganisation de l'armée de terre. Sur le premier point, le rapporteur critique la méthode retenue de diminution des crédits en pourcentage égal, armée par armée, qui ne tient pas compte des facteurs propres à chaque armée. « La marine, observe-t-il, est de ce fait plus pénalisée que les autres, car, d'ores et déjà, elle fonctionnait avec un déficit reconnu en devant faire face à des missions en augmentation constante. »

Pour la réorganisation de l'armée de terre, la cinquième en trente-cinq ans — « Quelle entreprise aurait pu prendre un tel risque ? » interroge-t-il, — M. Gentou indique : « Le découplage et l'articulation des nouveaux échelons ainsi créés risquent d'amener à une « sanctuarisation » un peu caricaturale du territoire national, sans la souplesse et l'absolue liberté de décision, en période de crise, qui sont la base du système actuel. »

Répondant à l'orateur sur ce point, M. Herry indique que les intérêts vitaux de la France sont « bien sûr l'Europe, mais aussi, éventuellement, un autre lieu du monde où ses intérêts seraient en jeu ». Après avoir souligné que lorsque Cuba était équipée de fusées soviétiques, le général de Gaulle avait considéré que Cuba faisait partie « des intérêts vitaux de la France », le ministre de la défense note que ces intérêts peuvent donc évoluer « selon les moments ».

Constatant l'écart entre les moyens et les objectifs définis par le projet, la commission estime qu'elle ne peut en recommander l'adoption. M. Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères et de la défense, cite les trois conditions sur lesquelles, selon lui, repose la sécurité de la France : « Notre capacité propre de défense nationale, objet de la loi de programmation ; la cohésion politique de la Communauté européenne en attendant une politique commune de défense ; l'alliance atlantique conçue comme une solidarité assise sur deux piliers, égaux en droit et en jour en moyens militaires, c'est-à-dire l'Europe unie et les États-Unis d'Amérique. »

Après s'être félicité que l'adversaire soit « clairement désigné », — « les forces du pacte de Varsovie », — il reconnaît la volonté affichée par le gouvernement de garder la priorité aux forces nucléaires et de moderniser les forces conventionnelles, mais, dit-il, « je ne puis faire cet acte de foi », affirme-t-il, avant de conclure en soulignant les « carences », les « imprécisions », le « brouillard », l'« impréparation » du projet.

Après que M. d'Arlières (R.I., Sarthe) a précisé qu'il accorde « le bénéfice du doute » en s'abstenant, M. Boucheny (P.C., Paris) dénonce les « procès d'intention » que fait « la droite avec l'espoir de rattracher la France au char de l'OTAN ». Il rappelle que son parti reproche au gouvernement de désigner l'Union soviétique comme adversaire potentiel, justifiant ainsi l'abandon de ses collègues sur l'article premier du texte. Et il souhaite que soient renforcées les capacités industrielles françaises de production de matériels.

M. Bourges (R.P.R., Ille-et-Vilaine) voit deux conséquences à la non-poursuite par le gouvernement de l'effort entrepris dans le passé : le « saupoudrage » — « on fait de tout un peu », lance-t-il, — et l'« étallement », incompatible selon lui avec la capacité opérationnelle des armées.

Pour M. Pontillon (P.S., Hauts-de-Seine), « ce projet évoque une étope vers l'armée de l'an 2000, et il serait nécessaire d'établir une planification à long terme, voire une maquette de l'évolution de notre outil de défense. Le projet gagnerait à être complété dans ce sens en ce qui concerne les forces conventionnelles », précise-t-il.

Répondant aux orateurs, M. Herry assure que la loi de programmation « traduit une promesse intangible du gouvernement ». Les reproches dont elle est la cible marquent, considère-t-il, « l'embarras de ceux qui, d'accord avec le fond, s'efforcent de chercher quelque loi gouvernementale ». Les critiques plus sévères reprises sur le FAR (force d'action rapide), il souligne que son intervention « ou moment de la montée d'une crise » aura valeur d'avertissement, et qu'en cas de déclenchement d'un conflit cette FAR complètera le dispositif militaire et en renforcera la cohérence.

Après que M. Desours Desacres (R.I., Calvados) a indiqué qu'il votera le projet, les trois autres du projet sont rejetés (les sénateurs communistes s'abstenant sur le premier).

ANNE CHAUSSEBOURG.

## CHINE 21150 F

Circuits 23 jours en pension complète  
3 et 31 Août - 5 Septembre

### DELTA VOYAGES

Paris 75005 - 94, rue des Ecoles - Tél. : 634.21.17

Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne  
INSTITUT D'ADMINISTRATION  
DES ENTREPRISES  
47, rue des Berges 75140 PARIS Cedex 15

## DIPLOMES NATIONAUX DE 3<sup>e</sup> CYCLE

DEVELOPPEMENT DE LA FONCTION PERSONNELLE

D.E.S.S. FONCTION FINANCE

SYSTEMES D'INFORMATION

FORMULE «classique»

FORMATION PERMANENTE «journées bloquées»

Trois jours consécutifs par mois sur deux années dans le cadre de la formation continue sans interruption de la vie professionnelle.

Renseignements : M.C. SCAGLIA 554.40.10 N. BLONDIN 557.62.52

Renseignements : F. LOTRINI (R) 554.57.24 p 308 T. CHABLAT (I) 554.57.24 p 334 M.C. SCAGLIA 554.40.10 P. BORGES - B. FLOCH 557.28.41

Test d'entrée et entretiens : courant octobre 83

Début des cours : Novembre 83 (III) Janvier 84 (I) (II)

M \_\_\_\_\_ Fonction \_\_\_\_\_

Entreprise \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Souhaite recevoir une documentation ☐ ☐ ☐ sans engagement.

01524 101524



# PROCHE-ORIENT

Liban

## Le Parlement a approuvé par 64 voix contre 2 et 4 abstentions l'accord avec Israël

De notre correspondant

Beyrouth. - Dans le sillage du président de la République, M. Aminé Gemayel, du gouvernement, et notamment de son chef, M. Chafic Wazzan, le Parlement vient d'affirmer avec netteté sa volonté d'indépendance nationale. En approuvant mardi l'accord libano-israélien du 17 mai par 64 voix contre 2 et 4 abstentions (vingt et un députés, pour la plupart originaires des régions contrôlées par la Syrie, étaient absents) l'Assemblée nationale a donné au pouvoir exécutif l'aval nécessaire pour aller de l'avant malgré l'hostilité de la Syrie à l'accord et l'ambiguïté de la position de la grande majorité des pays arabes. Sur les soixante-quatre députés qui ont voté en faveur de l'accord, quarante sont chrétiens (sur un total de cinquante) et vingt-quatre musulmans (sur quarante et un). Les deux votes négatifs proviennent d'un député musulman et d'un chrétien.

L'islam politique libanais continue donc d'assumer sa part de responsabilité dans la conclusion d'un accord avec Israël. Principale personnalité avec le premier ministre de l'islam sunnite, M. Saïd Salam a été particulièrement explicite dans son intervention à la Chambre : « Cet accord, a-t-il dit, bénéficie de l'appui de la majorité écrasante des Libanais et surtout, parmi eux, des musulmans. (...) Des voix se sont élevées pour nous reprocher de ne pas avoir préalablement consulté les Arabes. Cela n'est pas vrai. Tous les Arabes ont été consultés. »

### PUBLICATION JUDICIAIRE

Extrait du dispositif d'un jugement définitif du 26 octobre 1982 du Tribunal de Grande Instance de Paris, entre la société commerciale Franco Asiatique « SOCOFRASIA » S.A., dont le siège social est à Villejuif (Val-de-Marne), 6, rue Roger Monnet, et la société LAO ASIA, S.A.R.L., dont le siège social est à Paris-15<sup>e</sup>, 18, bd Gerbaldi.

Dit qu'en faisant usage pour la commercialisation de ses produits d'étiquettes reproduisant la marque complexe déposée par la société SOCOFRASIA (marque comportant la représentation d'une crevette accompagnée de la dénomination « sauce de poissons, marque « Crevette »), la société LAO ASIA a commis des actes de contrefaçon ; Interdit à la société LAO ASIA de continuer à utiliser ces étiquettes, sous astreinte de 200 F par infraction constatée ;

Condammne la société LAO ASIA à payer à la société SOCOFRASIA la somme de 50 000 F à titre de dommages-intérêts ;

Ordonne la publication du dispositif du présent jugement dans 3 journaux ou revues au choix de la société SOCOFRASIA et aux frais de la société LAO ASIA, sans que ceux-ci puissent excéder la somme globale de 15 000 F ;

La condamne à payer à la société SOCOFRASIA la somme de CINQ MILLE FRANCS en application de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile. Condamne la société LAO ASIA aux dépens.

Pour extraits conformes, M<sup>re</sup> Henri Coste, Avocat à la Cour.

Mais le sort du Liban ne dépend que de ses fils. Il suffit pour nous conforter dans cette opinion de voir où se sont les Palestiniens pour avoir longtemps traité avec les Arabes. (...) La Syrie et les quelques Arabes qui nous détiennent le droit d'accepter cet accord sont tous dans l'erreur. »

Le président Gemayel et son gouvernement vont maintenant tâcher d'utiliser au mieux le calendrier. La cérémonie d'échange des instruments de ratification de l'accord avec Israël (et les Etats-Unis) peut, en effet, être hâtée ou retardée au gré des événements, la Constitution n'imposant pas de délai après le vote parlementaire.

Reste, bien entendu, le problème majeur de l'application de l'accord. Malgré des indices d'assouplissement que l'on croit déceler à Damas - il est question d'une prochaine visite du ministre syrien des affaires étrangères, M. Khaddam, à Washington - il y a lieu de craindre que l'on baigne à ce sujet dans l'illusion et le quiproquo. L'« assouplissement » syrien est, en effet, inféré d'une petite phrase de M. Draper, qui a participé à la négociation libano-israélienne et vient d'évoquer la possibilité d'un retrait partiel israélien du Golan en contrepartie d'un retrait syrien du Liban (Le Monde du 15 juin). Une telle perspective semble pour le moins étonnante.

LUCIEN GEORGE.

### En dépit des objections suisses

## LA CONFÉRENCE DE L'ONU SUR LA PALESTINE SE RÉUNIRA À GENÈVE

New-York (Nations unies) (A.F.P.). - La conférence des Nations unies sur la Palestine se tiendra au siège de l'ONU à Genève du 16 au 27 août prochain, a décidé mardi 14 juin le comité préparatoire, passant outre aux réserves du gouvernement suisse (Le Monde du 15 juin).

Cette décision met fin à plusieurs mois d'incertitude. La conférence devait initialement avoir lieu au siège de l'UNESCO à Paris, mais le gouvernement français a fait de multiples démarches pour la faire déplacer dans une autre capitale, en avançant des raisons psychologiques et desécurité.

Il ne serait toutefois pas impossible que la conférence soit reportée d'une ou deux semaines afin d'en faciliter l'organisation. Les dates coïncident en effet avec la saison touristique en Suisse, et les hôtels de Genève affichent complet pour août.

Le président du comité préparatoire, M. Arre (Sénégal), a souligné mardi que la conférence ne serait pas celle de la « confrontation », mais de la « concertation ». « Le plus important, a-t-il dit, est de trouver une solution globale, juste et durable de la question palestinienne, aussi bien pour les Palestiniens que pour les Israéliens. »

De son côté, M. Terzi, observateur de l'O.L.P. à l'ONU, a déclaré avoir reçu des assurances de M. Cheysson sur la participation de la France à la conférence.

## Jérusalem vent discuter avec Washington d'un repli partiel de son armée

(De notre correspondant.)

Jérusalem. - L'idée de repli partiel de l'armée israélienne du Liban continue de faire son chemin à Jérusalem, et le gouvernement de M. Begin souhaite entamer des discussions « concertées » à ce sujet avec les dirigeants américains, pour l'instant réticents. C'est la raison pour laquelle M. David Kimche, directeur général du ministère des affaires étrangères et principal négociateur israélien de l'accord conclu le mois dernier entre Jérusalem et Beyrouth, est parti mardi soir pour Washington. Dix jours plus tôt le vice-ministre des affaires étrangères, M. Yehouda Ben Meïr, au cours d'un séjour aux Etats-Unis, avait déjà commencé à entretenir des membres du gouvernement américain de ce projet qui est de plus en plus sérieusement envisagé par l'état-major à Tel-Aviv.

Faisant valoir qu'actuellement il ne se passe presque pas de jour sans que des soldats israéliens soient victimes d'attentats ou d'embuscades au Liban, cinq membres du cabinet de M. Begin ont demandé dimanche lors du conseil des ministres, que ce retrait limité soit mis à l'ordre du jour d'une prochaine réunion du gouvernement et qu'entre temps, le ministre de la défense fasse connaître ses plans à ce propos. Ils insistent pour qu'Israël prenne au plus tôt une « initiative » et font remarquer qu'on ne peut pas laisser plus longtemps aux Syriens la possibilité de refuser tout règlement.

Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a refusé les propositions du parti travailliste à ce sujet, mais il n'en est pas moins favorable au principe d'un « redéploiement ». Il s'agit surtout pour les troupes israéliennes d'évacuer la zone qu'elles occupent au sud de Beyrouth, ainsi que la région du Chouf, deux secteurs où le « maintien de l'ordre » est particulièrement difficile.

M. Arens a toutefois indiqué qu'il n'était pas question de prendre une décision multilatérale, comme le veulent les travaillistes. Le ministre de la défense entend obtenir l'agrément de Washington et de Beyrouth. Il a déclaré à plusieurs reprises ces derniers jours : il veut être certain que le vide laissé par l'armée israélienne ne sera pas comblé par les Syriens ou les fedayin, mais par l'armée libanaise et la force multinationale. Cela suppose l'accord des gouvernements américain et libanais. Leur manque d'enthousiasme se conçoit, car, pour les Américains, cela signifierait un renforcement de la force multinationale, et donc, vraisemblablement, de leur contingent. Le gouvernement libanais devrait, pour sa part, envoyer dans le Chouf une armée nationale qui ne semble pas être encore en mesure de s'interposer entre les obédiences et druzes. D'autre part, les dirigeants américains estiment qu'un retrait israélien serait « prématuré » car il pourrait être interprété comme l'annulation de l'accord israélo-libanais et, donc, comme une « victoire » des Syriens et des Soviétiques. Washington estime qu'il y a encore quelque espoir de parvenir à un arrangement avec Damas et que la présence israélienne sur les lignes actuelles est un moyen de pression sur la Syrie.

FRANCIS CORNU.

# AMÉRIQUES

L'AGITATION AU CHILI

## Deux morts au cours des manifestations



(Suite de la première page.)

Le reste de la journée s'est déroulé conformément aux instructions abondamment diffusées par le Commandement national des travailleurs. Les écoles sont restées à moitié vides. Les transports en commun, les commerces, n'ont fonctionné qu'au ralenti. Les travailleurs ont manifesté dans leurs entreprises, les étudiants dans les universités.

Les incidents les plus sérieux de l'après-midi se sont produits sur le campus Macul, à l'est de Santiago, où environ mille cinq cents étudiants ont tenu tête pendant plusieurs heures aux carabiniers. Tandis que certains d'entre eux, très jeunes pour la plupart, dressaient des barricades, d'autres criaient : « Le peuple uni jamais ne sera vaincu ! », et « A bas le fasciste Pinochet ! ». A chaque de leurs charges, les pacos (les carabiniers) étaient accueillis par des jets de pierre qui les obligeaient

à reculer. Ce n'est qu'en fin d'après-midi, après avoir littéralement arrosé la zone de grenades lacrymogènes, que les forces de l'ordre parvinrent à contrôler la situation.

Dans les quartiers résidentiels de Providencia, de Las Condes et jusqu'aux abords de l'école militaire, un impressionnant tintamarre de coups de klaxon et de bruits de casseroles a rompu le silence à partir de 20 heures. Des fenêtres de leurs appartements, des vitres baissées de leurs voitures, sur les trottoirs ou au milieu de la chaussée, hommes, femmes et enfants se sont mis à taper sur des objets métalliques les plus divers.

Des femmes en manteau de fourrure klaxonnaient au rythme de « Elle va finir, elle va finir, la dictature militaire », ou « Il va tomber, il va tomber » (le dictateur)... Les carabiniers ont dû à plusieurs

reprises disperser à coups de grenades lacrymogènes des groupes de jeunes manifestants qui déployaient des banderoles réclamant le retour à la démocratie.

C'est dans les poblaciones (les bidonvilles) qu'on redoutait le plus des affrontements sanglants, surtout dans ceux de la Victoria, de Joaquín et de la Cisterna, victimes d'une brutale répression quelques jours après la manifestation du 11 mai. De violentes bagarres ont effectivement éclaté la nuit venue dans ces quartiers pauvres ainsi que dans d'autres poblaciones. Et il y a eu des barricades en flammes, des jets de projectiles, des grenades lacrymogènes et aussi des coups de feu. Les embals n'ont redoublé d'intensité aux premières heures de mercredi, deux manifestants succombant à leurs blessures à San Miguel, dans le sud de Santiago, et à Renca, au nord de la capitale.

Le Chili compte donc deux nouveaux martyrs dans sa lutte pour la reconquête de la démocratie. La liste, malheureusement, risque de s'allonger. Le général Pinochet, qui avait préféré s'éloigner de la capitale « pour ne pas entendre le bruit des casseroles », a déclaré à Copiapo à l'issue de la première étape d'une tournée dans le nord du pays : « Si les manifestations de protestation continuent, le gouvernement durcira sa position, quel qu'en soit le prix. »

JACQUES DESPRES.

## Des médecins continuent de superviser les tortures

Un avocat et un médecin de la Fédération internationale des droits de l'homme, de retour d'une mission au Chili, ont déclaré au cours d'une conférence de presse, le mardi 14 juin à Paris, que des médecins continuaient de participer aux séances de tortures sur des prisonniers politiques.

Ce fait a été confirmé pour la première fois par le président du conseil de l'ordre des médecins chiliens, le docteur Juan Luis Gonzalez. Le médecin de la Fédération, le docteur Patrick Laburthe, a déclaré : « Le docteur Gonzalez m'a dit que des médecins supervisaient les séances de tortures dans les locaux du C.N.I (Centre national d'information) et qu'il cherchait à les retrouver pour les radier de l'ordre. »

Selon les témoignages recueillis par le docteur Laburthe, les personnes arrêtées sont « examinées, les yeux bandés, par les médecins, pour savoir si elles supporteront telle ou telle torture. Elles sont examinées de nouveau après la torture afin de déterminer le nombre de jours qu'il leur faudra pour récupérer et pour que les traces disparaissent. »

Le médecin a affirmé avoir constaté de nombreuses « séquelles psychologiques » chez les torturés qu'il a rencontrés, notamment des « névroses d'angoisse » et des tendances au suicide.

Maître Christian Rostoker, vingt-huit ans, du barreau de Paris, a enquêté pour sa part sur l'ampleur des rafles policières à Santiago et à Valparaíso.

Selon lui, près de neuf mille personnes ont été arrêtées au cours de trois grandes rafles l'année dernière. En outre, près de mille sept cents personnes ont été arrêtées à titre individuel ou au cours de manifestations. Rien qu'à Santiago, neuf cents personnes ont été arrêtées et six seulement ont été présentées à la justice pour des faits relevant de la lutte contre le terrorisme.

L'avocat a également indiqué que certaines tortures pratiquées après le coup d'Etat du 11 septembre 1973 avaient fait leur réapparition. Selon des médecins dont M. Rostoker a reçu le témoignage, des femmes ont subi des services sexuels avec des chiens. D'autre part, les policiers patrouilleraient avec du matériel portatif de torture dans leurs voitures. Enfin, selon l'avocat, les prisons seraient surpeuplées, des cellules de 8 mètres carrés abritant de huit à onze prisonniers.

## Argentine MANDAT D'ARRÊT CONTRE L'AMIRAL MASSERA

Buenos-Aires (A.F.P.). - Le juge fédéral Oscar Salvi a ordonné, lundi 13 juin, l'arrestation de l'amiral Emilio Massera, ancien commandant en chef de la marine et l'un des trois membres de la junte militaire qui a repris le pouvoir en mars 1976.

Cette décision judiciaire a été prise pour « entraver au déroulement de l'enquête » sur le meurtre, en 1977, d'un industriel de Buenos-Aires, Fernando Bronca, qui, selon la famille de la victime, « n'est jamais revenu d'une promenade en mer avec l'amiral Massera ».

L'amiral est accusé d'avoir ordonné plusieurs enlèvements et meurtres pendant les années de répression. La justice veut l'obliger à témoigner dans l'assassinat de l'industriel.

L'ancien commandant en chef de la marine est actuellement au Brésil où il attend que sa situation « se clarifie ». Il revient d'un voyage en Espagne où il a tenté de convaincre l'ancienne présidente Isabel Peron d'appuyer sa candidature à l'élection présidentielle de cette année.

REJETTE LA LOI  
INFORMATION MILITAIRE

ne pas croire

Le projet de loi relatif à l'information militaire a été rejeté par l'Assemblée nationale. La majorité parlementaire a voté contre la loi.

Le projet de loi relatif à l'information militaire a été rejeté par l'Assemblée nationale. La majorité parlementaire a voté contre la loi.

Le projet de loi relatif à l'information militaire a été rejeté par l'Assemblée nationale. La majorité parlementaire a voté contre la loi.

Le projet de loi relatif à l'information militaire a été rejeté par l'Assemblée nationale. La majorité parlementaire a voté contre la loi.

Le projet de loi relatif à l'information militaire a été rejeté par l'Assemblée nationale. La majorité parlementaire a voté contre la loi.

Le projet de loi relatif à l'information militaire a été rejeté par l'Assemblée nationale. La majorité parlementaire a voté contre la loi.

Le projet de loi relatif à l'information militaire a été rejeté par l'Assemblée nationale. La majorité parlementaire a voté contre la loi.

Le projet de loi relatif à l'information militaire a été rejeté par l'Assemblée nationale. La majorité parlementaire a voté contre la loi.

Le projet de loi relatif à l'information militaire a été rejeté par l'Assemblée nationale. La majorité parlementaire a voté contre la loi.

Le projet de loi relatif à l'information militaire a été rejeté par l'Assemblée nationale. La majorité parlementaire a voté contre la loi.

Le projet de loi relatif à l'information militaire a été rejeté par l'Assemblée nationale. La majorité parlementaire a voté contre la loi.

Le projet de loi relatif à l'information militaire a été rejeté par l'Assemblée nationale. La majorité parlementaire a voté contre la loi.

E 21150 F

VOYAGES

VOYAGES

VOYAGES

VOYAGES

VOYAGES

VOYAGES

VOYAGES

VOYAGES

VOYAGES

VOYAGES

VOYAGES

VOYAGES

**THE FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO) Rome, Italy**

**Agricultural Credit and Marketing Officer**

Responsible for: FAO's work programme related to the promotion of efficient agricultural credit programmes and their linkage to marketing, through advice and training, and support of agricultural insurance.

Essential qualifications: University degree in agricultural economics, with specialized studies in agricultural credit, banking and marketing, and ten year's professional experience in agricultural credit and banking, including training, with very good knowledge of developing countries.

Working knowledge of English, French or Spanish.

Base salary: US \$ 30,700 to 35,000 p.a., without dependents.

Period: Fixed-term, three years.

Duty station: Rome, Italy.

Please send detailed Curriculum Vitae or FAO Personnel History Form to: Central Recruitment Personnel Division FAO Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome, Italy

in all cases quoting: VA No. 522-AGS, before 21 July 1983

**MICRO - EXPO**  
du 12 au 18 juin 1983  
38 bd Bix - Neuilly II

**LE QDP 300\***

TRAVAILLE SUR DISQUE  
AUSSI VITE QU'EN MÉMOIRE

Divisez le temps d'accès par plus de 100 fois.

Encore plus vite qu'avec un disque dur, grâce au CACHE-MEMORY

*Gain de temps = Gain d'argent*

**MICROGESTION**

\*Licence  
QUASAR DATA PRODUCTS  
• Systèmes monopostes et multipostes  
CP/M - TURBODOS  
• Systèmes 16/32 bits UNIX

5 rue Humbolt 75015 PARIS  
Tél.: 261.68.01  
Documentation sur simple appel.

**TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU**

GRAND CHOIX DE MEUBLES LITS 1 ou 2 places à partir de 100 000 F

**CAPELOU**

37, Avenue de la REPUBLIQUE  
75011 PARIS - Métro Parmentier  
TEL.: 357.46.35

**Le Monde**

Servies des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

**ABONNEMENTS**

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS	1 874 F	2 711 F	3 548 F	4 385 F
ÉTRANGER (par mandat)	1 874 F	2 711 F	3 548 F	4 385 F

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 847 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



## ASIE

### Chine

#### DANS LES FAMILLES AYANT DEUX ENFANTS

#### L'un des parents pourrait être contraint de se faire stériliser

De notre correspondant

Pékin. — La Chine durcit très nettement sa politique de contrôle des naissances. L'obligation, pour l'un des parents ayant deux enfants ou plus, de se faire stériliser s'instaura méthodiquement. Jusqu'à maintenant, il n'avait été question officielle que d'« encourager » les intéressés à accepter cette intervention.

Ces derniers jours encore, M. Zhou Boping, vice-président de la commission d'Etat du planning familial, affirmait que l'idée d'obliger à une stérilisation ou à un avortement « n'existait pas et n'existerait jamais ».

Les faits, mais aussi les propos de certains responsables, tendent à montrer le contraire. M. Zhou Ziyang, chef du gouvernement, en a donné implicitement confirmation lorsqu'il a déclaré, le 6 juin, lors de l'ouverture de la session de l'Assemblée nationale, qu'il fallait éviter la naissance d'un troisième enfant « par tous les moyens ».

Il apparaît que le principe d'une stérilisation obligatoire de l'un des parents ayant au moins deux enfants a été établi il y a déjà plusieurs mois par la commission, avec l'accord du comité central du parti et du gouvernement. Tout porte à croire que cette décision a été prise par les dirigeants chinois devant le chiffre décevant du taux de croissance de la population pour 1982, qui est d'environ 14,5 % à celui de 1981, lors qu'on l'espérait très sensiblement inférieur.

Il était connu que des stérilisations et des avortements forcés étaient pratiqués en certaines régions. Mais, jusqu'à présent, les autorités n'avaient pas eu l'air de vouloir imposer ces méthodes. La diffusion, le 14 mai, par une radio locale, d'un entretien avec un vice-gouverneur de la province de Guangdong, M. Wang Ping-shan, révélait pourtant l'existence d'un tel texte. Dans un autre entretien donné au Nanfang Ribao de Canton (publié le 15 mai), M. Wang déclare que, conformément à « la politique définie récemment par la commission d'Etat du planning familial en accord avec le comité central du parti et le gouvernement, les règles suivantes seront désormais appliquées dans la province de Guangdong : toute femme en âge de procréer qui a déjà un enfant devra se faire stériliser ; chez les couples ayant deux enfants ou plus, l'un des parents devra se faire stériliser. Des mesures correctives devront être prises pour les femmes qui ont des grossesses non planifiées ». Soucieux sans doute de ne laisser planer aucune ambiguïté sur ce dernier point, M. Wang a précisé que des femmes « étant prises de remède à leur situation irrégulière par un avortement ».

S'agit-il d'une mesure destinée uniquement à une province où le taux de croissance de la population (19,45 %) est parmi les plus élevés du pays ? Il semble bien que non, puisque l'un des porte-parole de la commission, M. Shen Guoxiang, nous a confirmé, lundi 6 juin, que dans l'ensemble de la Chine les couples ayant déjà deux enfants sont incités, « par un travail de persuasion », à se faire stériliser.

ANITA RIND.

SC. PO. Entrée en A.P.

Juillet - Août

ANGLAIS

24 devoirs - 551-39-81

OLIVIER FRANC JAZZ

QUINTET

5, rue Thiers, 92100 Boulogne-la-Peche

TÉLÉPHONE : 604-35-44

### Inde

#### LA MORT DE G. D. BIRLA

#### Un empire économique de 1 milliard de dollars

De notre correspondant

New-Delhi. — Avec la mort, le 11 juin dernier, de Ghanashyam Das Birla, terrassé par une crise cardiaque à l'âge de quatre-vingt-neuf ans dans une rue de Londres, disparaît le doyen des grandes familles industrielles de l'Inde. En un peu plus d'un demi-siècle, G. D. Birla s'est fait l'architecte d'un empire présent dans tous les secteurs de l'économie, agriculture, services, industrie et presse, employant quelque quatre cent mille personnes. L'année dernière, le chiffre d'affaires du groupe franchissait la barre du milliard de dollars.

Né le 5 avril 1894 à Pilani, dans l'actuel Etat du Rajasthan, G. D. Birla était le troisième fils d'un industriel prospère. A douze ans, « G. D. » commençait à travailler dans l'entreprise familiale à Bombay. A seize ans, il fonde sa première société. En 1919, avec ses trois frères, il crée la Birla Brothers Private Limited, embryon du futur empire. Les frères se signalent par leur refus de continuer à subir la dépendance économique coloniale britannique. Durant les années 30 et 40, G. D. est un proche compagnon de Gandhi, dont il devient l'ambassadeur itinérant. C'est d'ailleurs dans les jardins de sa résidence à Delhi que le Mahatma sera assassiné le 3 janvier 1948.

G. D. Birla était partisan d'une industrialisation accélérée de l'Inde fondée sur la libre entreprise et facilitée par un protectionnisme douanier renforcé. Capitaliste, il refusait pourtant les élites idéologiques et fut ainsi le premier industriel à investir au Kerala lorsque celui-ci devint le premier Etat à gouvernement communiste du pays. Il était aussi un hindou profondément dévot. Ses

condes, attendues ce mercredi 15 juin à Bombay, iront, dans les jours prochains, se mêler aux eaux sacrées à la source du Gange, pour suivre le fleuve jusqu'à Calcutta, ville qui était devenue le centre de son empire. L'Inde se souviendra d'un « titan de l'industrie », patriote et philanthrope, qui laisse son nom à de nombreux établissements d'enseignement à travers le pays.

(Interim.)

## AFRIQUE

### République Sud-Africaine

#### Deux extrémistes de droite sont condamnés à quinze ans de prison

De notre correspondant

Johannesburg. — Reconnus coupables lundi de « conspiration terroriste » (le Monde du 15 juin), deux anciens policiers blancs, membres d'une organisation d'extrême droite, MM. Jacob Viljoen et Hendrick Jacobs, ont été condamnés, mardi 14 juin, à quinze ans de prison ferme. Refusant aux deux hommes la possibilité de faire appel, le juge a déclaré : « J'ai devant moi deux citoyens sud-africains pourvus du droit de vote pour faire aboutir leurs idéaux politiques. Vous avez refusé cette possibilité démocratique et vous vous préparez à recourir à la violence. J'échouerais dans ma mission d'égard de la société si je n'imposais pas une sévère sentence ».

Les deux condamnés n'avaient encore pu rien entreprendre, mais la justice sud-africaine ne plaisante plus avec les apprentis sorciers d'extrême droite. C'est même la première fois qu'une sentence imposée à des Blancs jugés coupables de terrorisme est comparable à celles qui s'abattent périodiquement sur des militants noirs responsables d'actes similaires.

Les deux Afrikaners avaient déclaré de « résister au nouvel ordre politique promu par le traître Pieter Botha, chef du gouvernement, et sa clique de ministres ».

En accord avec les idées défendues par la Résistance afrikaner, groupuscule néo-nazi qu'ils ont abandonné la veille du procès, « de manière à ne pas embarrasser le

mouvement », les deux anciens policiers, entre-temps devenus mineurs, stockèrent des armes et des explosifs avec, pour objectif, de prendre le pouvoir par la force au cas où le gouvernement « capitulerait ». « C'est-à-dire poursuivrait ses « réformes » de l'apartheid. L'assassinat de M. Pieter Botha fut envisagé, tandis qu'étaient préparés ceux de l'évêque noir anglican Desmond Tutu et du docteur met Allan Boesak, président du Conseil mondial des Eglises réformées, deux dirigeants de la lutte anti-apartheid. Parmi les cibles envisagées figuraient également les membres du Conseil du président, principal organe du limide échange ment préconisé par le premier ministre, ainsi que les hôtels multinationaux, et, surtout, Sun City, le « Nid du Diable », lieu de plaisir situé dans le Bantoustan du Bopulswana, où des milliers de Sud-Africains blancs vont, chaque week-end, s'offrir à prix d'or des satisfactions interdites chez eux.

PATRICE CLAUDE.

### Algérie

#### ARRESTATION D'UN HOMME D'AFFAIRES ALGÉRIEN POUR ESPIONNAGE

Alger. (A.F.P.) — Un ressortissant algérien résidant à Nice vient d'être arrêté en Algérie et inculpé d'espionnage, a annoncé l'agence Algérie Presse Service (A.P.S.). M. Tahami Louahia, cinquante-huit ans, est inculpé d'« intelligence avec plusieurs services de renseignements étrangers, atteinte à la sécurité de l'Etat, corruption et espionnage économique ».

Selon l'agence, il était chargé de réunir « des informations confidentielles » sur l'économie algérienne, qu'il vendait ensuite à « des sociétés commerciales étrangères », ce qui lui a permis, de constituer une véritable fortune, notamment des sociétés sur la Côte d'Azur.

Il aurait avoué aux services algériens de sécurité, qu'il avait travaillé après 1945 pour les services de renseignements français, pour le compte desquels il aurait « espionné en Algérie, en France et en Suisse les dirigeants des partis nationalistes algériens de l'époque ».



CAPEL met l'homme fort à son aise

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
74, boulevard de Sébastopol Paris 3  
26, boulevard Malesherbes Paris 8  
Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

### VIOLENTS INCIDENTS AU CACHEMIRE

Le couvre-feu a été imposé pour vingt-quatre heures et la police a reçu l'ordre de tirer à vue sur les fauteurs de trouble à Srinagar, capitale du Cachemire, à la suite des violents incidents qui ont fait mardi 14 juin plus de 700 blessés, nous câble notre correspondant.

Ces affrontements ont commencé quand des partisans du parti national de la conférence (N.C.P.), qui avait remporté les élections régionales du 5 juin dernier, ont envahi des quartiers de la ville qui avaient voté en faveur du Congrès de Mme Gandhi. Cette dernière avait échoué dans sa tentative de prendre le contrôle de l'Etat, dont elle est originaire. Un porte-parole de la police a qualifié la situation de « très tendue ». Des maisons et des boutiques ont été incendiées.

### Afghanistan

● L'ambassadeur d'Afghanistan à Paris a dénoncé les « contre-vérités propagées par le Dr Philippe Augoyard » lors de sa conférence de presse du dimanche 12 juin (le Monde du 14 juin). Elle a accusé « ceux qui ont empêché dès son arrivée de prendre contact avec la presse », d'avoir craint « qu'il ne montre quelques velléités de spontanéité ». M. Augoyard a tenu un double langage, ajoute l'ambassade. Rien, même la lâcheté, ne peut justifier un tel comportement.



CAPEL se met en quatre pour les doublemètres

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
74, boulevard de Sébastopol Paris 3  
26, boulevard Malesherbes Paris 8  
Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



### Promotions Des prix sur des prix

- Grandisack Monopole 69,80
- Lanson Brut Black 71,00
- Whisky Amour 12 ans 63,80
- Whisky J. and B 62,80
- Bourbon X.L. 6 ans 66,00
- St-Emilion Amour de l'Est 1979 23,80
- Beaujolais Villages 81 18,00
- Cahors « Chateau » 1979 19,80

Magasin principal :  
103, rue de Turenne. Tél. : 277.59.27  
Vignettes distribution :  
Furme des Halles 8 - 13 - 15  
Versailles - 4 temps  
Nouveaux : entrepôt vins - bistrot 2 vins  
restauration froide 65, rue Lafayette 9

## Copies Couleurs

sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle

ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12e 347.21.32

## Séjour en Suisse, n'en faites pas une question d'argent.

Vous voulez aller en Suisse ? Rien ne vous retient avec la formule « Suisse à la Carte ».

Cela commence par le plaisir de voter sur Swissair jusqu'à Genève. Et vous le savez, en matière d'accueil et de service, la réputation de Swissair n'est plus à faire ; à l'arrivée vous disposez d'un choix de 3 voitures de location. Vous êtes libre d'aller en Suisse au gré de votre fantaisie. De lacs en lacs, de cols en vallées fleuries, respirez l'air pur et le calme.

Si vous préférez le train en 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> classe, la formule « Suisse à la carte » vous permet des trajets illimités. Vous faites étape où vous voulez car vous disposez d'un forfait de 6 nuits d'hôtel avec un petit déjeuner parmi les établissements sélectionnés. Le retour est prévu sur Swissair.

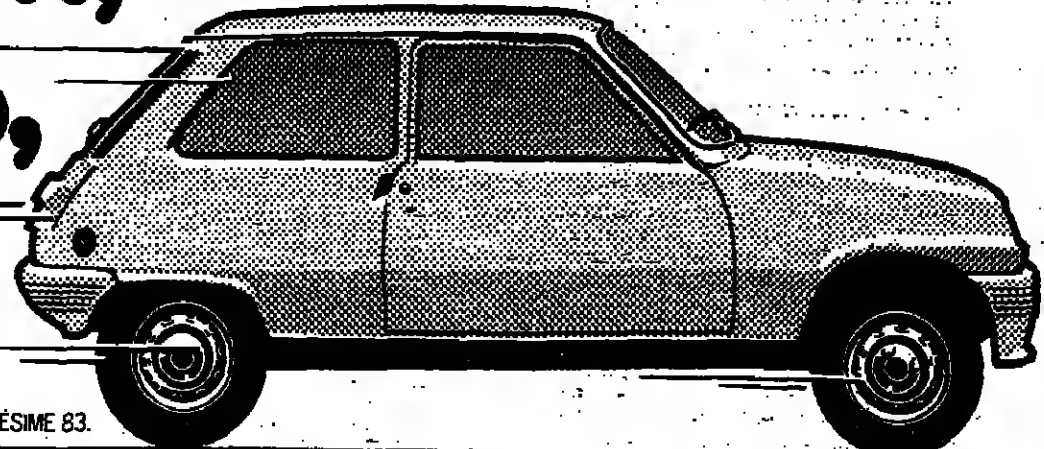
Vous voulez vraiment que l'on parle argent ? Eh bien cette semaine est envisageable à partir de 2.428 FF dont 655 FF (par personne en chambre double) imputés sur le carnet de change.

Pour plus de renseignements, adressez-vous à votre agence de voyages.



swissair

J'ai eu du piston,  
je suis à la page 5,  
moi la Renault 5.



RENAULT présente elf MODELE PRESENTÉ : RENAULT 5. PRIX CLÉS EN MAIN AU 10.02.83 : 32.900 F. MILLÉSIME 83.

السيارة 5



## POLITIQUE

# Une nouvelle ligne Maginot

(Suite de la première page.)

J'ose à peine m'attarder sur la valeur éthique et morale d'une telle stratégie, puisque nos gouvernants, qui, comme chacun sait, sont des humanistes à la fibre particulièrement sensible, ne semblent pas éprouver le plus petit remords de conscience devant l'horreur des actes qu'ils se déclarent prêts à accomplir. On me permettra d'observer, malgré tout, que le fait de prendre en otage les femmes et les enfants de l'ennemi est précisément l'infamie qui a marqué les guerres aux périodes les plus sombres de l'histoire humaine. Nos contemporains sont persuadés que ces temps de barbarie sont loin derrière eux. Il faudra réviser quelques-unes de nos idées les mieux établies sur l'époque des lumières socialistes, dans laquelle, paraît-il, nous avons la bonheur de vivre.

Léçons de côté la morale. Je me bornerai à étudier si, à défaut d'être juste, la stratégie officielle de la France est efficace ; autrement dit, si la force nucléaire stratégique assure, contre la menace soviétique, la garantie totale que la doctrine officielle lui accorde. J'indique sans plus attendre que ma réponse est non.

Au cœur de mes doutes, il y a cette notion mystérieuse de « sanctuaire national ». Écoutons Pierre Mauroy, grand-prêtre du sanctuaire : « Le but de notre frappe (nucléaire) est, vous le savez, de sanctuariser le territoire national » ; dit-il avec l'air assuré de l'homme qui en sait long. On imagine, en l'entendant, une France anéantie, vaguant paisiblement à ses occupations sous la protection de ses fusées immobiles mais prêtes à bondir, au moment même où l'ouragan de la guerre dévaste les villes et les champs de nos malheureux voisins. Image rassurante ! Mais image totalement fautive.

La guerre future, selon Pierre Mauroy, ce sont des divisions blindées soviétiques franchissant en force le rideau de fer et repoussant devant

elles les troupes de l'OTAN. Il semble imaginer une ligne de combats large de quelques kilomètres et se déplaçant au gré des offensives et contre-offensives, comme pendant la seconde guerre mondiale. La stratégie officielle consiste à maintenir cette ligne au large des frontières de la France. Sa tactique, c'est de tirer sur toute concentration de troupes ennemies dès lors que, rompent les lignes de l'OTAN, elle menacerait notre territoire. Plus précisément, nous dit-il, « ce tir indiquera à l'agresseur que, s'il maintient sa pression, le conflit ne peut que changer de dimension ; il annonce l'imminence des représailles (anti-cités) en cas de persistance de l'attaque ». Bref, il compte que les Soviétiques, intimidés par nos fronnements de sourcil, détourneront ailleurs leurs coups.

### Les deux principes du système soviétique

L'annul de cette conception d'une guerre européenne, c'est qu'elle ne correspond plus aux réalités de notre temps.

Le système militaire soviétique en Europe de l'Est repose sur deux principes simples : d'une part, il est déployé de façon à être à l'abri des armes nucléaires que l'OTAN a installées en Europe occidentale. Jusqu'en 1976, ces armes avaient une portée pratique d'environ 30 kilomètres : les Soviétiques pouvaient donc amasser leurs divisions d'assaut en Allemagne orientale. L'installation des fusées LANCE, d'une portée de quelques 130 kilomètres, a contraint les Soviétiques à un vaste réajustement en arrière. Leur dispositif de combat est aujourd'hui dispersé en Pologne et jusqu'en Russie occidentale. C'est-à-dire à nouveau hors de la portée des armes nucléaires de l'alliance atlantique.

D'autre part, ce système militaire, entièrement tourné vers l'offensive, a

pour objet de paralyser d'un coup la défense adverse. L'assaut soviétique ne se bornerait pas à un franchissement brutal du rideau de fer. Il s'accompagnerait d'attaques en profondeur visant à neutraliser les centres nerveux de l'arrière, et à se saisir des armes nucléaires occidentales avant que leurs servants puissent les mettre en batterie.

Ainsi, à l'abri de nos coups, en Russie Blanche et en Pologne, « des divisions de manœuvres » soviétiques sont prêtes à bondir bien au-delà du rideau de fer ; des hélicoptères d'attaque, des hélicoptères anti-hélicoptères, accompagnent les blindés et l'artillerie qui ont pour mission de fonder jusqu'aux rives de l'Atlantique et d'y paralyser toute résistance. Il y a plus redoutable encore : des fusées que nous ne pouvons ni détruire ni même contraindre à préparer le terrain à cet assaut. En quelques minutes, en quelques heures au plus, les armes de la France auraient été brisées. Il ne restera guère entre nos mains que notre force nucléaire stratégique. La France n'aura plus d'armée avant même que le peuple français ait pleine conscience de l'agression et l'ait profondément éprouvée dans sa chair.

A ce moment tragique, que pourrait faire le gouvernement français ? Les erraments officiels veulent qu'il lance la semence prévue, en envoyant un Pluton sur l'armée adverse. Mais où ? Sur lequel de ces bataillons ennemis disséminés dans la population en France, en Allemagne à l'ouest ? Admettons un instant que la semence soit faite dans les formes prévues et comprise comme telle par les Soviétiques. Il deviendra possible, toujours selon les errements officiels, de déclencher la foudre sur les grandes villes de Russie. Mais pour sauver quoi ? Le « sanctuaire » cher à Pierre Mauroy sera déjà violé, notre armée désorganisée et en partie détruite.

Où François Mitterrand trouverait-il l'inhumaine énergie nécessaire à une telle extrémité ? Elles ne manqueraient pas — et jusqu'au sein du gouvernement — les voix plus ou moins autorisées qui conseilleraient, qui exhorteraient la reddition, ou au moins la négociation avec l'envahisseur. Et l'opinion publique elle-même, que l'on sera bien obligé d'informer, ne fût-ce que pour lui demander de se cacher sous terre, cette opinion stupéfaite, terrifiée, croit-on qu'elle ne fera pas pression sur ses gouvernants ? En 1971, en 1940, l'opinion française a appuyé ceux qui demandaient des négociations dès lors qu'elle a vu la bataille perdue et nos armées professionnelles détruites. Comment croire qu'elle n'agira pas de la même façon ? Elle le fera même avec une violence d'autant plus désespérée qu'elle saura que le recours à l'arme nucléaire stratégique implique la certitude des représailles sur le même registre, c'est-à-dire, la mort de millions de Français.

### Un suicide collectif

Le plus étonnant de la doctrine officielle reste encore à dire. Tout est fondé, on l'a vu, sur l'emploi de l'arme nucléaire stratégique. Or cette guerre que le gouvernement est décidé à provoquer, il est incapable de la soutenir. Utiliser des armes thermonucléaires sur des villes adverses, c'est nous exposer à ce que l'ennemi utilise les mêmes armes contre nos propres villes. La moindre des précautions serait de prémunir notre population contre cette extermination massive en exigeant, par exemple, que chaque habitation soit dotée d'un abri souterrain qui protège ceux qui y vivent, des effets de souffle, de chaleur et de radiation de l'explosion nucléaire attendue. C'est l'effort auquel se contraindrait un petit pays comme la Suisse, que l'arme nucléaire soviétique ne menace pour-

tant guère. Eh bien non ! « Ce serait inutilement coûteux », nous dit taxativement Pierre Mauroy. En vertu de quel raisonnement de raisonnement ? Mystère. Le premier ministre se borne à affirmer : « Notre politique de protection de la population (il devrait dire d'absence de protection), non seulement ne contredit pas notre concept de dissuasion, mais au contraire renforce sa crédibilité. » On se demande comment. Si l'on comprend bien, le gouvernement se propose de conduire le peuple français au suicide collectif, et il pense que les Soviétiques, témoins de cette héroïque abnégation, en seront intimidés. On jugera à sa valeur cette curieuse analyse psychologique de l'adversaire.

Voilà, dans son étonnante faiblesse, la doctrine officielle de défense de la France. Il reste à se demander comment on en est arrivé là.

Pourquoi ces faillies béantes dans la doctrine officielle ? Pourquoi cette stratégie, qui se veut incontournable et impérative, apparaît-elle si facile à contourner ? L'explication tient en peu de mots : le pouvoir socialiste ne s'est jamais donné la peine de réfléchir à la situation militaire européenne telle qu'elle est. Trois ans avant de prendre le pouvoir, François Mitterrand en était à l'idée de jeter à la ferraille toute arme nucléaire nationale. Aujourd'hui, il adore sans mesure ce qu'il voulait brûler. Faute d'une stratégie sérieusement méditée et adaptée aux véritables menaces actuelles, il s'est hâtivement drapé dans quelques concepts hérités de l'époque du général de Gaulle. Ces concepts sont aujourd'hui dépassés par l'évolution des techniques de guerre ; mais peu importe aux socialistes. N'en saisissant plus l'esprit, ils n'en sont que plus attachés à la lettre. C'est pourquoi, on voit Pierre Mauroy s'éprendre de formules désormais vides de sens comme « le pouvoir égalisateur de l'arme » ou « la défense du fai-

ble au fort ». Tout ce verbiage n'est que gaulisme momifié et caricaturé.

Durant son septennat, Valéry Giscard d'Estaing avait amorcé une modification de la sacro-sainte doctrine, amorcée qui tenait compte des réalités. Ce changement eût pu paraître timide et ambigu. Aujourd'hui, il n'en reste rien. La seule réalité qui demeure, c'est que les socialistes s'approprient à placer la France derrière l'illusoire sécurité d'une nouvelle ligne Maginot qui s'appelle la force nucléaire stratégique. Si la guerre doit un jour éclater, je prédis que cette ligne sera tournée comme sa devancière et que la France, stupéfaite, sera entraînée dans un abîme.

C'est bien en vain, sans doute, que l'histoire universelle et le témoignage de la dernière guerre mondiale montrent qu'il n'y a jamais eu, qu'il ne peut y avoir de stratégie qui vaille hors de cela qui consiste à affronter l'armée adverse et à la détruire. Nos dirigeants ne veulent pas de cette inévitable confrontation. Donc, ils le perdent. Ils parlent de « dissuader » tout ennemi de nous attaquer ; comme si, en l'état actuel du rapport des forces, cela était possible ! C'est nous qui serons dissuadés de nous battre.

C'est ainsi que l'idée de la stratégie nucléaire anti-cités aboutit à une attitude de renoncement qui s'exprime ainsi : « débarassons-nous de tout effort de réflexion sur notre défense, débarassons la jeunesse de l'obligation de défendre la patrie, installons-nous dans la course aux avantages sociaux, et si la menace approche, nos fusées thermonucléaires écraseront les populations ennemies. Ce mélange de barbarie et de faiblesse d'âme est la tentation trouble que l'on voit apparaître derrière les martiales déclarations de Pierre Mauroy. L'histoire a montré à quelles servitudes cela conduit.

MICHEL PINTON.



## VICTOR, ou comment se faire un prénom dans le monde des affaires.

La recette du succès. Que faut-il de nos jours pour connaître la réussite ?

Tout d'abord, savoir parler plusieurs langues, posséder une mémoire infatigable, gigantesque, être capable de s'adapter à la vitesse de l'éclair, être et rester accessible 24 heures sur 24, avoir l'esprit pratique et le garder et, par-dessus tout, rester simple, ne pas être trop cher.

C'est certainement pour cela que Victor est le micro-ordinateur 16 bits numéro un en Europe.

De tous les micro-ordinateurs 16 bits, Victor est le plus accessible, il peut même vous parler si vous le désirez. Pourtant, Victor est une bête de travail, il sait faire la synthèse des besoins d'une entreprise.

Il s'intègre avec facilité à tout environnement. Où qu'il soit, Victor est partout chez lui.

Premier d'une génération d'ordinateurs très évolués, pouvant prendre en charge les tâches réservées jusqu'à présent aux ordinateurs de plus grosses dimensions, Victor démontre que la voie du succès est aussi celle de la simplicité.

Si vous souhaitez mieux connaître les voies de la réussite en micro-informatique, écrivez à Victor en renvoyant le bon à l'adresse ci-dessous.

**VICTOR** L'ordinateur que l'on appelle par son prénom.

VICTOR TECHNOLOGIES, 28, RUE JEAN-JAURES, 92800 PUTEAUX, (1) 776 44 60.

LM. \_\_\_\_\_

NOM \_\_\_\_\_ SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_ FONCTION \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_ TÉL. \_\_\_\_\_ APPLICATION \_\_\_\_\_



## LE RÔLE DE LA MISSION PERMANENTE DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE

## Les armes du combat

Est-ce la fin d'une politique du coup par coup ? Depuis plus de douze ans, les pouvoirs publics s'essouffent à courir après un phénomène qu'ils ne peuvent atteindre ni juguler. La drogue prend de l'ampleur et déborde les actions toujours trop tardives des gouvernements. Les causes sociales évidentes de la toxicomanie ont trop longtemps fait hésiter les politiques comme s'il s'agissait d'une maladie inavouable ou, pis encore, si elle portait en elle la critique radicale de leur projet de société.

Sans l'insistance des Etats-Unis, M. Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, aurait-il si rapidement mis en œuvre des moyens nécessaires pour démanteler en 1971 la french connection ? Sans la pression des hommes de terrain, sans les mises en garde répétées du docteur Claude Olivenstein, on attendrait peut-être encore une initiative d'en haut pour détourner les toxicomanes des hôpitaux

psychiatriques où on avait pris l'habitude de les enfermer.

Le rapport de Mme Monique Pelletier sur l'état de la toxicomanie en France, excellent de l'avis de beaucoup, n'a pas non plus, à l'époque, incité les autorités à prendre les devants. Il a fallu attendre que le mal s'aggrave encore dans des proportions prévisibles, mais imprévues, pour qu'on nomme des « Monsieur drogue », attendre que les chiffres montent en flèche - 5 surdoses en 1970, 164 en 1982 ; 3 503 interpellations en 1970, 22 145 en 1982 - pour qu'on se décide, enfin, à se plus seulement colmater les brèches.

Depuis le 10 mai, une Mission permanente de lutte contre la toxicomanie et un comité interministériel ont été mis en place. Plusieurs mesures ont été prises. On a créé notamment, pour 1984, 350 emplois de policiers, mis en place la formation

des médecins généralistes, amorcé un large programme d'information. Mais M. François Colcombet, premier président de la Mission, n'avait obtenu ni moyens ni pouvoirs suffisants pour mener un combat efficace et cohérent. Son successeur, M. Franck Perrier, après la déclaration, le 13 avril, du président de la République - « on va se ficher », avait-il alors promis, - et l'attribution de nouveaux crédits, devrait avoir une plus grande liberté d'action.

Les compétences de M. Perrier, dont sous-pressions ci-dessous la première interview, seront plus étendues. Il « dirigera, coordonnera et impulsera tous les aspects de la lutte contre la toxicomanie » et sera, de plus, tenu informé par les différents ministères de leurs projets concernant la drogue. L'utilisation des crédits ministériels pour les actions de prévention, de réinsertion et de formation seront aussi soumis à son avis.

D'autre part, M. Perrier sera aidé dans sa tâche par plusieurs spécialistes qui se réuniront fréquemment. Les travaux de cet « état-major » seront examinés par le comité interministériel qui en tiendra compte dans ses décisions. La Mission, dont le budget s'élève à environ 3 millions de francs, s'installera dans de nouveaux locaux à Paris et emploiera vingt-quatre personnes en permanence. Il faut espérer que cette stratégie - on passe pour la première fois du tir d'arrière-garde à une attaque de front - suffira pour arrêter, au moins, la montée du péril mise en évidence par les statistiques. Car, au cours du premier trimestre de 1983, on a déjà saisi deux fois plus de cocaïne et vingt fois plus d'héroïne que pendant la même période de l'année précédente.

C. C.

## UN ENTRETIEN AVEC M. FRANCK PERRIER

## « La répression doit être exemplaire mais on ne doit pas se limiter à elle »

« Vous venez du ministère de l'Intérieur, vous connaissez donc le dossier de la drogue sous son angle répressif. Est-ce pour vous le seul aspect à privilégier ? »

« On a trop tendance à coller un peu vite une étiquette sur le dos des gens. Nul n'ignore le rôle important joué par le ministère de l'Intérieur dans le domaine de la prévention, avec des méthodes originales qui bouleversent peut-être quelques habitudes. Personnellement, cette tâche de prévention me passionne. En me nommant, on a pu penser qu'un membre du corps préfectoral pourrait être « un homme de terrain », privilégiant l'action sur la réflexion, et ayant une approche horizontale et synthétique de la marche des administrations. »

« Oui, la répression doit être exemplaire, comme l'exige la loi, pour les gros trafiquants, et c'est bien le sens des orientations actuelles. Mais se limiter à elle, ce serait se mettre au voile sur les yeux et risquer de ne rien régler. Il faut aussi privilégier tout ce qui peut permettre de soigner et de réinsérer les toxicomanes. Pour les drogués comme pour tous les hommes, je ne crois pas qu'il existe de fatalité ! »

« De quels moyens disposez-vous ? »

« La déclaration du président de la République, puis les communications en conseil des ministres de MM. Bérégovoy et Franceschi auront été pour la mission rapidement suivies d'effets. Ces moyens décidés ou qui se mettent actuellement en place s'articulent autour de quelques axes essentiels : »

« D'abord, la disposition d'une mission plus étoffée, avec des locaux et des moyens propres, faisant appel à une équipe pluridisciplinaire. Ensuite, une compétence de direction, de coordination et d'impulsion étendue à tous les aspects de la lutte contre la toxicomanie et concrétisée par un « droit de suite » sur les projets et les crédits des différents ministères. Enfin, l'adjonction d'un « état-major » composé de spécialistes, qui se réunira au moins une fois par semaine et constituera une force permanente d'orientation de la lutte contre la toxicomanie. »

« La drogue peut être utilisée par le pouvoir comme un ennemi de l'extérieur qui fait oublier d'autres problèmes plus graves, »

comme le chômage. Elle peut être aussi considérée comme un fait de société sur lequel aucun pouvoir politique n'a de prise. Quel est votre point de vue ? »

« Je conçois difficilement qu'un pouvoir politique puisse considérer la drogue comme un dérivatif. Cette attitude serait quelque peu suicidaire, voire inopérante : l'opinion n'a encore qu'une idée floue du phénomène qui reste toujours « tabou ». Mais à partir du moment où une part importante de la jeunesse est en situation de vulnérabilité, il s'agit bien d'un phénomène de société. Au demeurant, il n'y a pas que la société : l'individu, la rencontre avec le produit, ont aussi leur importance. Il n'y a, dès lors, pas de solution miracle à un problème qui met en jeu des éléments extrêmement divers. »

« Par contre, pour ce qui concerne l'aspect social, le rôle de l'Etat est déterminant : dans le monopole de la contrainte, dans la définition de la politique des soins et de l'action sociale, dans la recherche, plus profondément dans la réflexion à mener sur le type de société que nous voulons construire et sur les valeurs que nous voulons promouvoir. »

## Subventions et... résultats

« On a pensé, il y a quelques années, devant la gravité et la complexité du phénomène de la drogue, que des expériences de toutes sortes et de toutes natures pouvaient être soutenues et financées. Qu'en est-il aujourd'hui ? »

« La réponse me semble parfaitement claire. Dans ce domaine et quel qu'en soit l'intérêt, l'initiative et l'innovation n'ouvrent en aucun cas un droit automatique à des subventions. C'est un problème de responsabilité au regard de l'intérêt public - lequel suppose une évaluation des résultats - et de respect du contribuable. »

« Même si d'un milieu ou d'une région à l'autre les expériences ne sont pas transposables, celles que nous soutenons s'inscrivent dans le cadre des principes qui guident une société démocratique, dans laquelle les notions de respect de la dignité

humaine et d'attachement aux libertés sont primordiales. »

« En s'ajoutant un « groupe opérationnel » composé de spécialistes et d'hommes d'expérience, la mission sera mieux à même de garantir la fiabilité des projets, de sélectionner les meilleures expériences, de donner ainsi plus de cohérence à la lutte contre la toxicomanie. »

« Pensez-vous qu'il soit rationnel d'interdire le haschisch, « drogue dure », et de considérer l'alcool, qui entraîne une dépendance, comme une simple habitude de société ? »

« En ce domaine du cannabis, la loi du 31 décembre 1970 a posé des principes qu'il convient pour le moment de respecter. La permissivité de nos sociétés à l'égard de l'alcool comme du tabac n'est pas une raison pour tolérer l'usage de nouvelles drogues. Notre problème est bien d'empêcher que les drogues ou le développement de nouvelles habitudes de société. Nous risquerions d'en payer encore plus cher les ravages. »

« Vous parlez de l'alcool, mais que penser de l'emploi abusif de médicaments détournés de leur usage thérapeutique ? Certains toxicomanes n'ont-ils pas d'ailleurs tendance à mélanger drogues « douces » et « dures », peu soucieux, pour obtenir l'effet maximum, d'établir une distinction des produits ? »

« Si la toxicomanie est l'affaire de tous, la mission ne peut rien résoudre à elle seule. »

« La mission peut quand même contribuer à résoudre beaucoup de choses, ne serait-ce que dans le domaine de la cohérence des actions des différents ministères. Elle doit constituer également une sorte de laboratoire d'idées multiples et concrètes à faire germer et à mettre en œuvre. A elle de travailler avec pragmatisme, animée par le souci constant d'obtenir des résultats, comme cela le lui est demandé. »

« Mais, parce que la drogue est un problème de société, elle est également l'affaire de tous. Pour réussir, l'action de l'Etat doit être relayée par celle des citoyens, à chaque niveau d'exercice des responsabilités, dans une mobilisation de toutes les énergies. Je pense en particulier au rôle décisif qui doit être joué par les parents, les éducateurs et les enseignants, les responsables du secteur associatif, sans oublier bien entendu le corps médical et les policiers. L'action des médias est également prépondérante. L'effort de tous doit marquer une étape vers une nouvelle solidarité, dont le dialogue avec la jeunesse constitue pour moi le maître-mot. »

« Pour vous, qu'est-ce qu'un toxicomane ? »

« Question difficile ! Avant tout un être humain, un être humain conduit à nier de l'aspersion sa liberté à cause d'un désordre dans sa capacité naturelle d'aimer. »

Propos recueillis par CHRISTIAN COLOMBANI.

## Point de vue

## Offre et demande

par le docteur  
JEAN BERGERET (\*)

La désignation d'un nouveau directeur de la Mission permanente de lutte contre la toxicomanie a été accueillie par une partie de l'opinion publique dans des conditions qui peuvent sembler assez inquiétantes.

La personne et le passé du nouveau directeur de la Mission ne sont, bien sûr, nullement en cause. On ne peut, en effet, considérer que comme un heureux présage la possibilité ainsi donnée d'engager un dialogue qui sera probablement très ouvert avec un homme jeune, dynamique et situé en dehors des débats trop spécifiques qui ont pu être utilisés parfois pour justifier certains moments d'hésitation ou d'inaction.

En revanche, on peut éprouver un sentiment d'inquiétude en considérant qu'une partie de l'opinion publique s'est montrée très heureuse et très soulagée de saluer dans la personne de M. Franck Perrier un juriste, d'une part, et, d'autre part, quelqu'un qui serait avant tout un spécialiste de la répression, délégué en quelque sorte par M. Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, auprès de M. Pierre Bérégovoy pour mettre en place une politique plus énergiquement répressive.

Sans aucun doute la répression n'est-elle pas la préoccupation première de M. Bérégovoy. Sans aucun doute M. Franck Perrier tient-il, lui-même, à préciser que son action ne saurait être réduite à la seule répression et sans doute tiendra-t-il aussi à interroger ceux qui s'occupent depuis longtemps de la prévention. Mais il est évident que le grand public n'est pas très sensibilisé aux problèmes qui concernent la prévention. Il se montre même d'autant moins réceptif à ce propos qu'il se sent confusément impliqué dans cet abord des choses ; on est plus rassuré et moins coupable quand on réclame davantage de répression que lorsqu'on se penche sur les causes du mal.

Tous ceux qui s'occupent de toxicomanie ne peuvent que se réjouir d'une action efficace sur le trafic. Cela doit être clairement exprimé ; et l'excellent travail effectué par le commissaire Jacques Franquet, parallèlement à l'action de la douane ou de la gendarmerie, ne peut être que très payant à court et à moyen terme. Mais les policiers chargés de la répression du trafic reconnaissent eux-mêmes que la seule action répressive risque de rassurer à trop bon compte et pour un temps trop bref une opinion publique inquiète, et parfois hypocrite.

Autant il est légitime de chercher à réduire l'offre de produits toxiques (de tous les produits toxiques, il faut le noter aussi) proposés à nos jeunes contemporains par des adultes (qui ne sont pas tous des « trafiquants »), autant il semble essentiel, pour tous ceux qui travaillent au contact des drogués, de s'intéresser

« sans que soit porté remède pour autant au degré de dépressivité des jeunes de notre temps ; nous aurons alors automatiquement affaire à beaucoup plus de suicides, beaucoup plus de violence, beaucoup plus de désordres de toutes natures, individuels ou collectifs. »

Autrement dit, si on a raison de chercher à mieux gérer la répression, si on a raison aussi de chercher à intensifier les moyens mis à la disposition de ceux qui accueillent et soignent avec tant de difficultés des toxicomanes, la seule préoccupation vraiment nouvelle et vraiment profonde à envisager, la seule « révolution » à attendre dans la réflexion en matière de lutte contre les toxicomanes (et non pas contre les toxicomanes) ne peut concerner que le développement d'une authentique prévention, ce dont on parle encore si peu.

On ne peut, en effet, cesser de clamer deux évidences : 1) Si notre société (c'est-à-dire nous tous) préparait dans des conditions meilleures notre jeunesse à ses projets de vie, nous sécréterions moins de sujets « à hauts risques », c'est-à-dire moins de « droguables » ; 2) Supposons que par une opération de répression magique nous parvenions à arrêter tout trafic, mais (\*) Professeur à l'université de Lyon-II, directeur du Centre national de documentation sur les toxicomanes.

(Publié)  
UNIVERSITÉ DE PARIS I (Panthéon - Sorbonne)  
LE CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE  
organise à l'intention des salariés un Diplôme d'Etudes Supérieures  
d'Etude et Prévention des Risques Professionnels Objectif : Former des ingénieurs et techniciens supérieurs chargés des conditions de travail dans l'entreprise privée ou l'administration.  
Début de la formation : Octobre 1983 à raison d'une semaine par mois sur 11 mois.  
Renseignements : Centre d'Education Permanente 14 rue Cujas - 75005 Paris Tél. : 329-75-23 329-12-13 poste 33.17.

Choisissez la qualité!  
La Suisse, naturellement...

Changez-vous les idées, sans toucher à votre carnet de change, par exemple:

Lausanne - Escapade de fin de semaine. Deux nuits en chambre double avec bain/douche et demi-pension. Une carte de libre parcours d'une journée sur les transports publics, une excursion en bateau, une documentation sur la ville, un carnet de bons gratuits et avec réductions.

477 Francs français par personne

Bâle - Deux nuits en chambre double avec bain/douche et petit déjeuner. Libre utilisation des transports publics de la ville. Entrée gratuite dans les 27 musées, prix réduits pour les entrées au Zoo, aux théâtres, etc.

360 Francs français par personne

Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou de l'Office national suisse du tourisme (ONST), Porte de la Suisse, 11bis, rue Scribe, 75009 Paris, Tél. 01 74 24 45 45.

Tout un choix d'offres dans notre brochure « La Suisse à moins de 2000 Francs français ».

Nom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_

Etre  
ou ne pas être  
à 23 ans

voir page 29

COUPON DE REPRISE  
pour acheter encore moins cher  
les dernières nouveautés à nos  
prix alignés

Présentez  
cette annonce  
avec  
votre ancien  
matériel,  
la meilleure  
estimation  
vous sera  
réservée.

PHOTO-CINE DU  
Cirque

9-9 bis, bd des Filles du Calvaire  
(entre Bastille et République)  
75003 PARIS - 887.66.58

LE SPECIALISTE  
DE LA REPRISE



MINOLTA X700  
avec obj-Rokkor  
1,7/50 mm

2300 F

...et votre reprise  
viendra encore en déduction

L'ANGLAIS  
PAR LA  
CONVERSATION  
en 3 - 6 - 12 mois  
et stages intensifs

NI AUDIO-VISUEL, NI LABORATOIRE  
• horaires flexibles ou fixes  
• professeurs bilingues qualifiés  
• formation continue

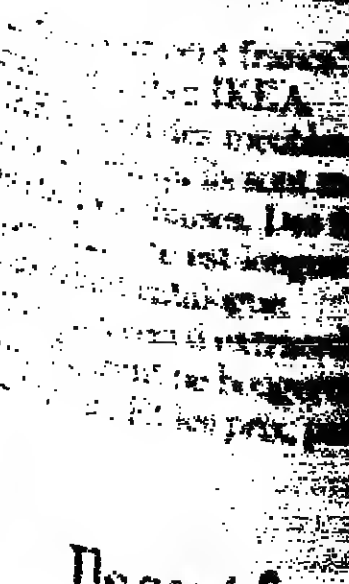
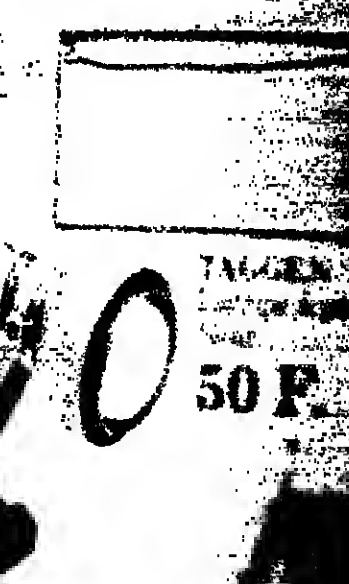
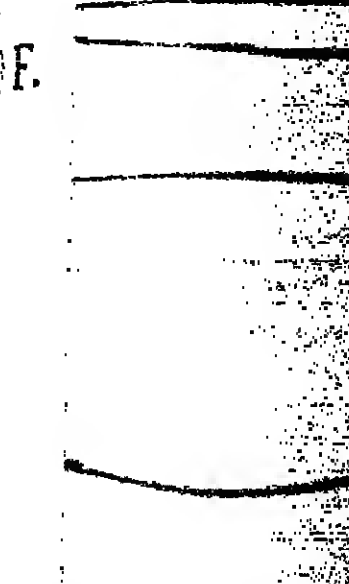
bon pour  
une leçon-test  
gratuite

256.04.56/57  
MAURICE WHITE - Ecole d'Anglais  
37, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

assurez votre réussite

afexico 1520

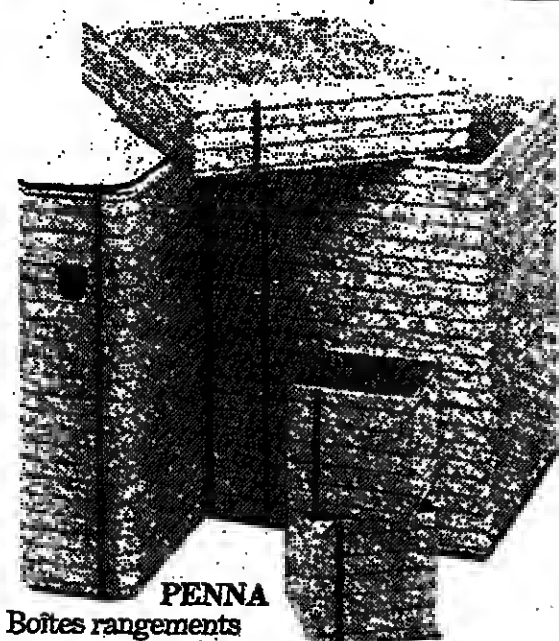
l'as



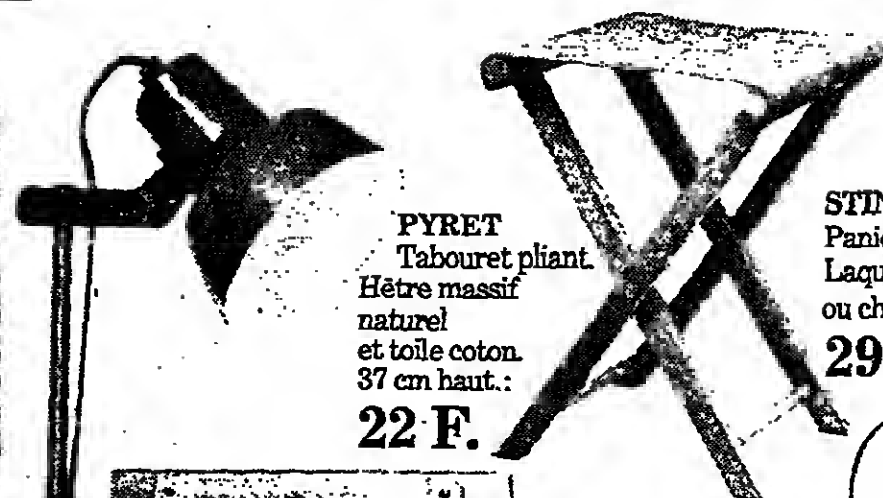
Ils sont fous



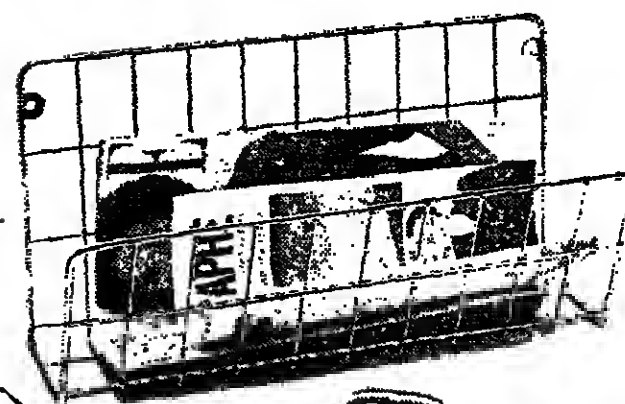
# T'as pas 100 balles?



**PENNA**  
Boîtes rangements  
documents, lettres...  
à partir de  
**7,50 F.**



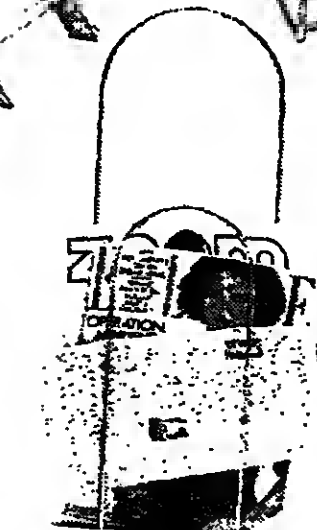
**PYRET**  
Tabouret pliant.  
Hêtre massif  
naturel  
et toile coton.  
37 cm haut.:  
**22 F.**



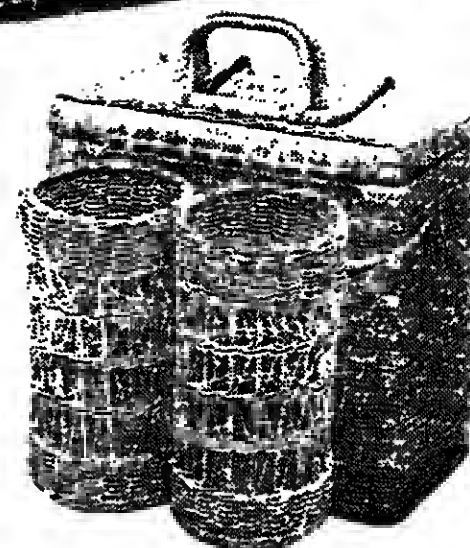
**STING**  
Panier mural.  
Laqué rouge  
ou chromé.  
**29 F.**



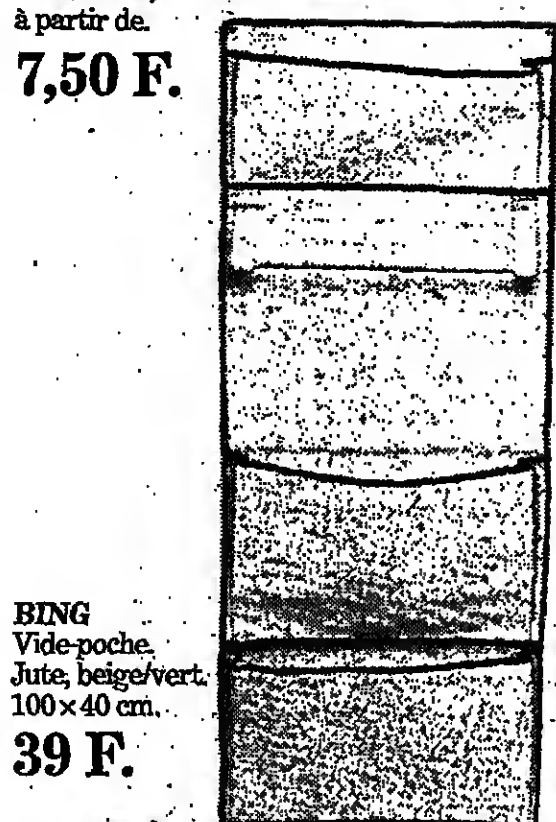
**URBAN - Tréteaux.**  
Pin non traité.  
68 h x 70 l.  
La pièce: **39 F.**



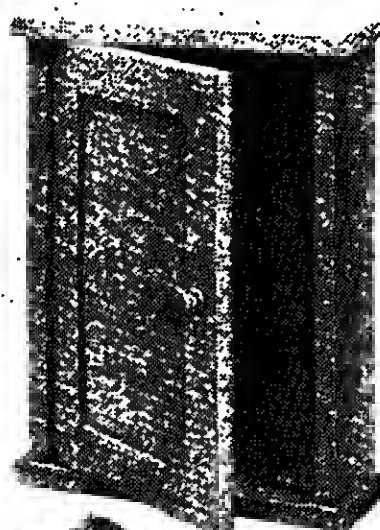
**STING - Trombone mural.**  
Laqué rouge ou chromé.  
**24 F.**



**CORBEILLE A PIQUE-NIQUE**  
Osier naturel. **74 F.**



**BING**  
Vide-poche.  
Jute, beige/vert.  
100x40 cm.  
**39 F.**



**TAGGEN**  
Lampe à pince.  
Noir.  
**50 F.**

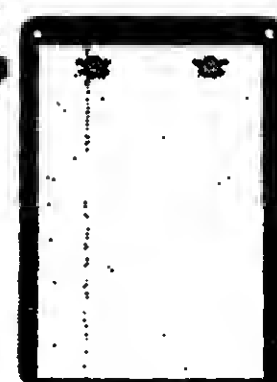


**PENNA**  
Trombone  
laqué rouge.  
Les 3: **13 F.**

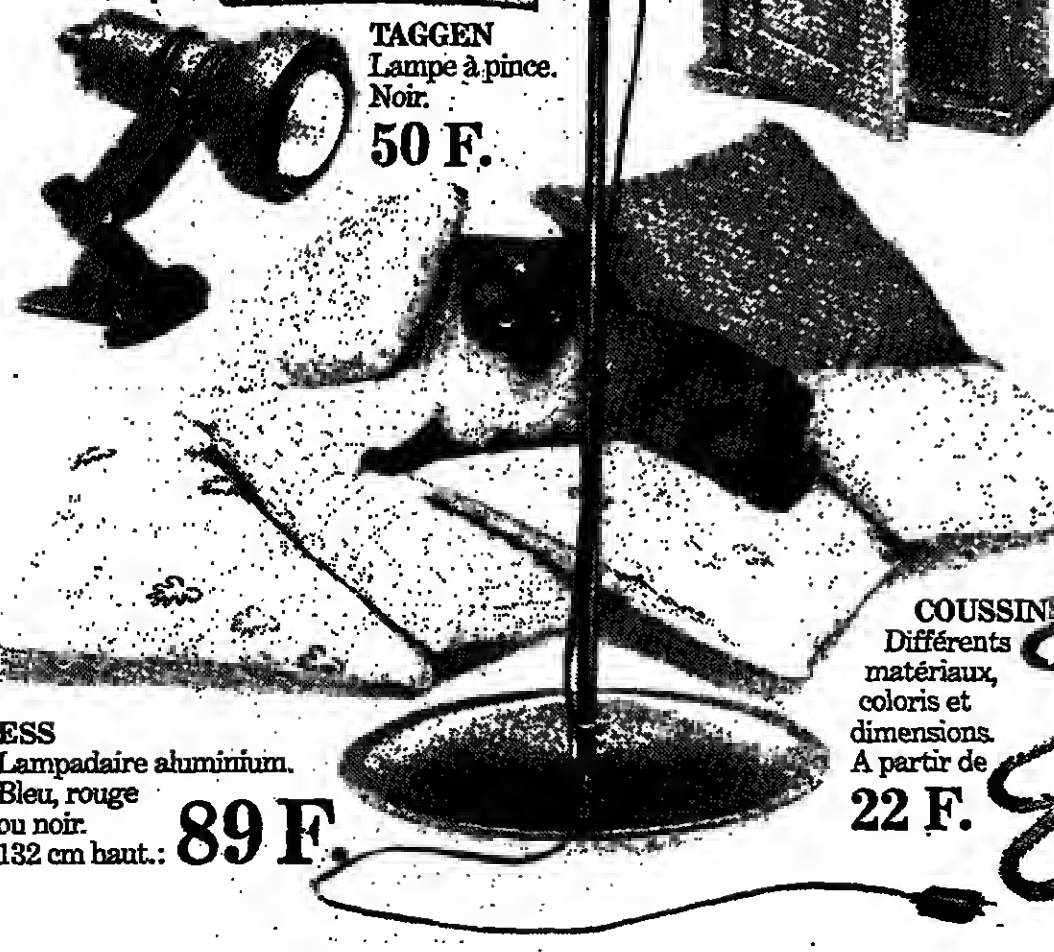


**SAIMA**  
Chaise pliante  
bois massif.  
Laqué vert.  
**65 F.**

**55 F.**  
**PAVO - Armoire à clés.**  
Pin massif non traité.



**PENNA - Bloc-notes.**  
Différents coloris.  
**7,50 F.**



**ESS**  
Lampadaire aluminium.  
Bleu, rouge  
ou noir.  
132 cm haut.: **89 F.**

**COUSSINS**  
Différents  
matériaux,  
coloris et  
dimensions.  
A partir de  
**22 F.**



**BAGIS**  
Cintres. Différents  
coloris.  
Les 3: **12 F.**

On n'a plus rien pour cent francs? Celui qui a dit ça n'est jamais venu chez IKEA.

Bien sûr, IKEA vend des meubles. Démontés (et c'est un peu pour cela qu'ils sont moins chers). Des tables. Des lits. Des chaises. Des fauteuils. Des bibliothèques... La liste est longue. Elle prend même tout un abondant catalogue.

Un catalogue qui a ceci d'extraordinaire que tous les prix qui y figurent ne bougeront pas d'un centime pendant un an. Et les prix, parlons-en!

Comment IKEA arrive-t-il à les faire aussi bas, pour des articles dont la qualité et l'esthétique sont reconnues? C'est une question de méthode.

IKEA conçoit tout. Et IKEA fait fabriquer. Selon des normes rigoureuses. Et en très grandes quantités. En venant chez IKEA, vous verrez ce qu'on peut avoir avec un simple billet de 100 francs, et souvent moins. Et par la même occasion, faites donc un tour du côté des meubles d'été.

En voyant les tables et les chaises de jardin, les parasols, ou ces confortables fauteuils qui vous tendent les bras, vous ne repartirez certainement pas les mains vides.

Rien de ce qui concerne la maison et le jardin ne nous est étranger. Il est inutile d'aller bien loin pour s'en rendre compte: IKEA est tout près de chez vous. Et son parking est gratuit. Nous avons tout pour plaire, non?



Ils sont fous ces Suédois.

PARIS. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2  
Tél.: 832.92.95. Ouvert lun. au mer. 11h - 20h - jeu. et ven. 11h - 22h - sam. 9h - 20h (A 5 min. de la Porte de Pantin).  
LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND-VIRE.  
VAULX-EN-VELIN.  
Tél.: 879.23.26. Ouvert lun. au ven. 11h - 20h - sam. 9h - 20h.

la qualité  
naturellement...

7 Francs français

0 Francs français



## Le complexe de la défense

\_\_\_\_\_

---

Désormais, c'est M<sup>e</sup> Monique Pelletier, avocat au barreau de Paris, ancien ministre et collègue de M. Papon, qui assure auprès de lui le rôle de conseiller en communication. M<sup>e</sup> Pelletier a rejoint M<sup>e</sup> François Sarda et Jean Rozier pour défendre le préfet gaulliste qui fut ministre sous M. Giscard d'Estaing. Ce n'est pas la moins vaillante. Devant la cour d'appel de Paris, mercredi 8 et lundi 13 juin, elle a rede-

**POLICE**

## M. Bernard Deleplace est réélu secrétaire général de la Fédération autonome

1990

EDWY PI ENFI

---

# ÉDUCATION

8, rue de Berri - 75008 Paris

# LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANCAIS

pour devenir

**assistant-réalisateur**  
**script-girl**  
**monteur-monteuse**

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année.)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.85.94  
Documentation M sur demande

Enfin officiellement installé (4-6, passage Louis-Philippe, 75011 Paris), et pour l'instant doté d'importants moyens, le CLEMI peut être l'instrument d'un progrès pédagogique. Il s'agit en effet d'un

**Se perfectionner... ou apprendre  
la langue est possible  
en suivant**

**LES COURS D'ANGLAIS  
DE LA BBC**

cours avec explications en français

Documentation gratuite :  
EDITIONS DISQUES BBGM



15.50

# SCIENCES

## L'Oilatron : des neutrinos pour trouver du pétrole

C'est une belle histoire que raconte la revue américaine *Science* dans son numéro du 10 juin. Une histoire dont les auteurs apparaissent très sérieux : on relève parmi eux un prix Nobel de physique, le constructeur du plus grand accélérateur américain, l'inventeur d'un détecteur de particules mondialement utilisé... L'histoire : construire « un accélérateur sous-marin, mobile, d'une circonférence de 160 kilomètres [...] pour étudier notre planète » ; en particulier pour détecter les gisements d'hydrocarbures ou de minéraux intéressants.

L'idée est de faire traverser la Terre par des faisceaux de neutrinos de haute énergie créés par un gigantesque accélérateur - plus grand que ceux qui existent, mais techniquement réalisable. En étudiant soit l'atténuation du faisceau, soit les ondes sonores engendrées par les interactions, des neutrinos et de la matière, on pourrait, semble-t-il, obtenir d'incalculables informations.

M. A.

### AU MUSÉUM

## Les soixante-quinze ans du diplodocus

Le 16 juin 1908 - il y a exactement soixante-quinze ans - le président de la République Armand Fallières recevait, au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, le montage d'un squelette de diplodocus offert au peuple français par Andrew Carnegie, le « roi » américain de l'acier. Depuis lors, le diplodocus est l'une des grandes attractions de la galerie de paléontologie du Muséum.

Le montage du Muséum est, en fait, composite puisque, ses trois cents os proviennent de quatre individus différents au moins, trouvés au début du siècle, les uns dans le Colorado, les autres dans le Wyoming. Des vertèbres de la queue sont intéressantes pour la paléopathologie : en deux endroits, deux corps vertébraux sont soudés, sans doute à la suite d'une ostéomyélite, affection microbienne de l'os.

Y. R.

\* Galerie de paléontologie du Muséum, Jardin des plantes, 2, rue Buffon. Ouverte de 13 h 30 à 17 heures, tous les jours sauf le mardi, et le dimanche de 10 heures à 17 heures. Entrée 12 francs.

## LE SIXIÈME VOL D'ARIANE

### Après deux échecs, le lanceur européen a besoin d'une série de succès

C'est le jeudi 16 juin, entre 13 h 59 et 15 h 28 (heure française) qu'un lanceur Ariane doit être mis à feu pour la sixième fois, au centre spatial guyanais de Kourou. Objectif : envoyer vers l'orbite géostationnaire le satellite de communications européen

Le vol du 16 juin intervient plus de neuf mois après l'échec du précédent. Après un bon fonctionnement des deux premiers étages, un allumage correct du troisième, une panne s'était produite dans la turbo-pompe qui alimentait le moteur du troisième étage. Le lanceur et les deux satellites qu'il transportait n'atteignirent pas la vitesse de satellisation et retombèrent au large des côtes africaines.

La nature précise de la panne a donné lieu à controverse : défaut de lubrification, ou jeu et traitement défectueux de surface des engrenages ? Il a été décidé à l'ensemble de ces inconvénients et une nouvelle procédure d'essai a été définie. Les derniers essais ont eu lieu fin mai et ont donné toute satisfaction. En particulier, un moteur de troisième étage a fonctionné pendant 900 secondes, alors que le durée normale est de 570 secondes. D'autre part, le long délai entre le cinquième et le sixième tir a été mis à profit pour renforcer les contrôles sur des organes critiques, par exemple, le guidage par inertie.

Toutes ces opérations ne garantissent pas que le prochain tir sera une réussite. Il peut toujours se produire une panne inattendue. Certains organes peuvent avoir vieilli - le lanceur qui va être mis à feu aurait dû, si Ariane n'avait pas connu deux échecs, être utilisé il y a plus d'un an. Mais les spécialistes qui ont, le 31 mai, fait une dernière revue d'opérabilité du lanceur ont estimé que celui-ci était bon pour le service.

Les personnels de l'Agence spatiale européenne (ESA) qui, le 26 mai dernier, ont assisté au lancement du satellite d'astronomie Exosat par une fusée américaine ont été impressionnés par la sérénité des responsables du tir. On peut douter qu'il en soit de même jeudi à Kourou, et la présence attendue de M. Laurent Fabius, ministre de l'in-

dustrie et de la recherche, ne détendra pas spécialement l'atmosphère dans les minutes qui précéderont le lancement.

Pourtant, c'est bien à des « tirs de routine » qu'il faudra parvenir, et M. Frédéric d'Allest, directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES), a indiqué avec raison que « ce n'est pas d'un succès qu'Ariane a besoin, mais d'une série de succès ». Raisonnablement que partagent entièrement les dirigeants de l'organisation Intelsat de communications par satellite, puisque les trois prochains tirs doivent permettre la mise en orbite de trois satellites appartenant à cette organisa-

ECS-1 et un satellite Amsat construit par une association allemande de radio-amateurs. C'est aussi l'occasion de tester le système Sylde, qui permet à Ariane de placer deux satellites sur des orbites légèrement différentes.

Les déboires passés d'Ariane - déboires relatifs aux deux échecs au cours des cinq premiers tirs ne représentent pas un vice rédhibitoire - n'ont pas eu jusqu'à présent de conséquences sur l'état des commandes fermes (24 satellites) et des réservations (15 satellites) enregistrées par la société Arianespace, qui aura la responsabilité des lancements après le neuvième tir. Les chiffres sont les mêmes qu'en septembre dernier, à la veille de l'échec.

Il est vrai que les clients d'Arianespace, pour les tirs de l'an pro-

chain, n'ont guère la possibilité de s'en remettre à d'autres lanceurs, sauf à accepter un important surcoût. Mais pour les années 1986 et suivantes, des sociétés privées américaines se préparent à entrer en lice et à proposer des lanceurs Delta, Atlas-Centaur, Titan à des prix dont on ne sait rien pour l'instant. En théorie, le coût de ces lanceurs anciens devrait être supérieur à celui d'Ariane, mais tout dépend des conditions que la NASA fera aux sociétés privées pour l'utilisation de ses équipements. Or, c'est dans les mois prochains que plusieurs utilisateurs de satellites - le plus souvent américains - devront choisir à quel lanceur ils feront confiance. - M.A.

## Un satellite pour l'Europe

Le satellite ECS-1 est le premier exemplaire d'une série de satellites de télécommunications réalisés par l'Agence spatiale européenne (ESA) pour le compte de l'organisation Eutelsat, dont sont membres les organismes de P.T.T. de vingt pays d'Europe. Le satellite a été construit par un consortium de firmes européennes dont le chef de file est British Aerospace ; il est assemblé à Toulouse, dans les ateliers de Matra. Quatre autres exemplaires sont en construction ou en commande, et un second lancement est programmé pour le printemps 1984.

Le programme ECS, décidé en 1977, a succédé à un programme expérimental qui conduisit, le 12 mai 1978, au lancement du satellite OTS (1). Celui-ci est toujours en orbite géostationnaire et fonctionne convenablement. ECS-1 en est une version améliorée qui, pendant sept ans, doit relayer des communications téléphoniques entre pays d'Europe et

d'Afrique du Nord. Des émissions de télévision pourront aussi être transmises.

Le satellite pèse 1 043 kilogrammes (805 en orbite géostationnaire, après fonctionnement du moteur d'apogée). Il a une forme grossièrement cubique, avec des dimensions supérieures à 2 mètres - mais l'envergure atteindra 13,8 mètres après déploiement des panneaux de photovoltaïque qui fourniront au satellite, sa vie durant, une puissance supérieure à 800 watts pour alimenter ses douze répéteurs.

Cinq antennes équipent le satellite : une pour la réception, une identique pour l'émission, trois antennes à faisceau plus étroit pour émettre vers les zones d'Europe où le trafic est le plus dense. ECS-1 doit être stabilisé en orbite géostationnaire, au-dessus de l'équateur, par 10° de longitude est.

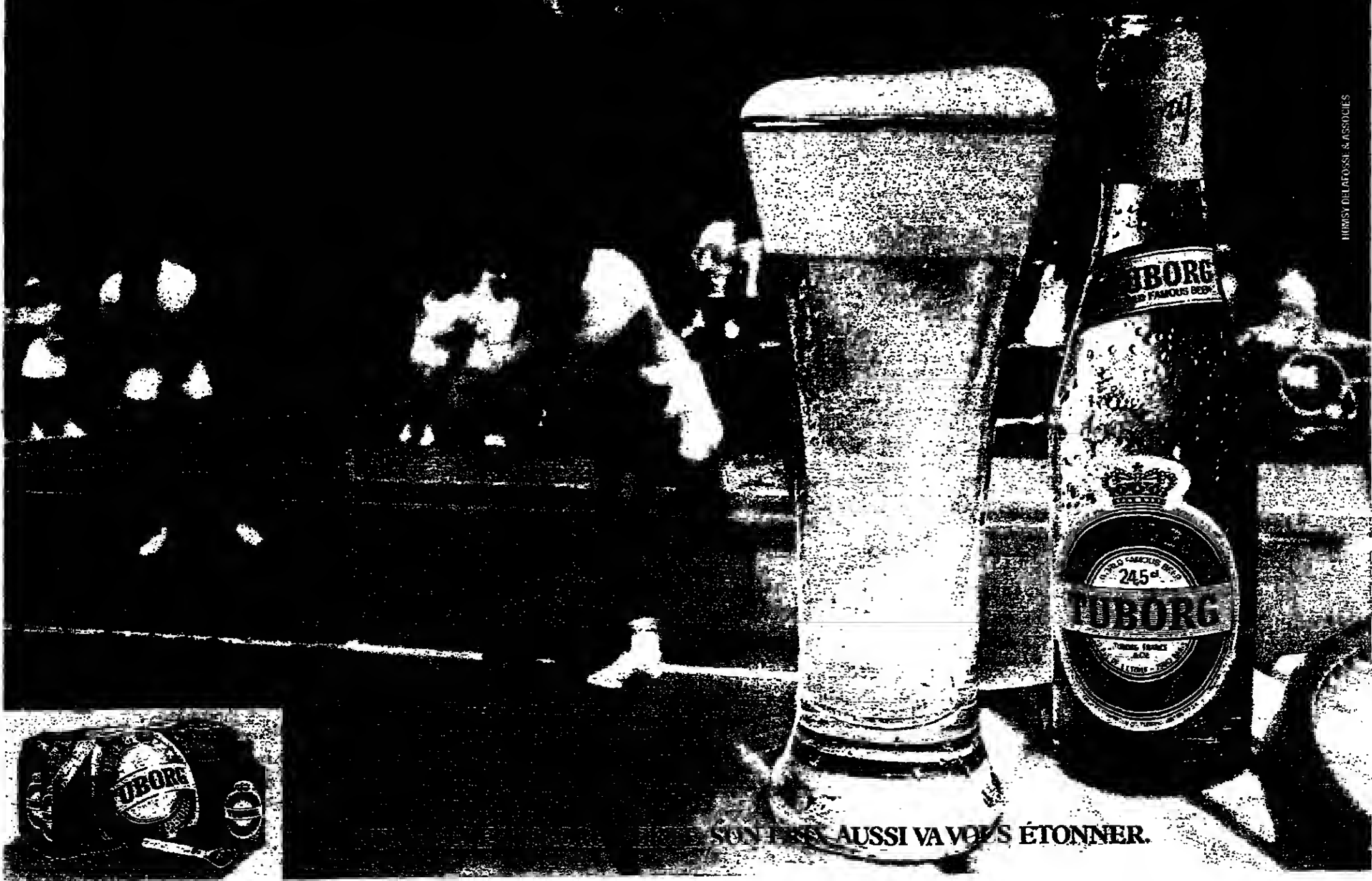
Dans le lanceur, ECS-1 sera posé sur la structure Sylde, une

sorte de vase en aluminium et fibre de carbone, qui porte un satellite et en contient un second, ici un satellite plus petit, Amsat (2), destiné aux liaisons entre radio-amateurs. La mise en orbite comportera donc trois phases : d'abord ECS-1 se séparera du Sylde ; puis ce dernier se détachera du lanceur ; enfin, il s'ouvrira et libérera Amsat.

Le test de ce processus de mise en orbite de plusieurs satellites, essentiel pour les futures missions, était prévu lors du vol précédent, mais la panne du troisième étage d'Ariane n'a pas permis son exécution.

(1) Un premier satellite OTS aurait dû être mis en orbite en septembre 1977, mais le lanceur américain Delta qui le transportait explosa en vol.  
(2) Ce satellite prendra le nom d'Oscar et le numéro 10 si sa mise en orbite est réussie. Les satellites destinés aux radio-amateurs portent, en effet, le nom d'Oscar, et, à ce jour, ils sont au nombre de neuf.

# TUBORG VERTE. COMPAREZ-LA AVEC VOTRE BIÈRE PRÉFÉRÉE.



SON TIR, AUSSI VA VOUS ÉTONNER.



# MÉDECINE

## LA PRÉVENTION DU SIDA EN FRANCE

### Une sélection des donneurs de sang va être mise en place

La prévention du syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) (1) ou « syndrome des homosexuels » va notamment prendre la forme d'une sélection des donneurs de sang

Comment prévenir une maladie dont on ne connaît pas la cause ? Tel est le problème insoluble auquel sont aujourd'hui confrontés les responsables de la santé publique des différents pays où le SIDA est diagnostiqué (2) : un problème d'autant plus aigu que le SIDA est à l'origine, dans de nombreux endroits, d'une véritable psychose. Le fait est amplement démontré aux Etats-Unis, où le nombre des victimes double tous les six mois (mille cinq cents cas environ de SIDA y ont été dépistés en moins de deux ans). Plus qu'aux Etats-Unis, la panique est due aux caractéristiques épidémiologiques de la maladie (contamination par voie vénérienne ou intraveineuse, facteurs géographiques ou raciaux).

Début 1983 aux Etats-Unis, on pensait avoir accumulé suffisamment de preuves pour avancer que le SIDA pouvait être transmis par les transfusions de sang ou par ses dérivés. En France, le rapport présenté par le docteur B. Habibi, le 9 juin, à la commission consultative de transfusion sanguine (3) fait le point sur cette question. Il indique notamment qu'une enquête portant sur quatre mille hémophiles américains a révélé que trente-sept d'entre eux présentaient une affection « ressemblant au SIDA ».

De plus, trois cas de SIDA ont été enregistrés en Espagne concernant des malades hémophiles traités par des produits dérivés du sang. A San-Francisco, un nourrisson multitransfusé à la naissance est décédé vers l'âge de deux ans d'un SIDA. L'enquête a montré ensuite que l'un des dix-neuf donneurs des unités de sang utilisées était décédé, dix-sept mois après le don, d'un SIDA. Enfin, une observation française de SIDA post-transfusionnel a été récemment publiée et une dizaine de cas américains non confirmés sont évoqués. Toujours en France, une enquête préliminaire réalisée auprès de plus de 2 300 malades hémophiles a mis en évidence six cas « suspects » mais aucun cas de SIDA dans sa forme complète.

qui sera organisée à l'échelon de chaque établissement de transfusion sanguine à partir d'instructions du secrétariat d'Etat à la santé. A court terme, les donneurs de sang

En dépit de désaccords importants sur les mesures à prendre, les autorités américaines formulaient, fin mars, diverses recommandations concernant la sélection des donneurs de sang.

#### Une liste de précautions

Il y a quelques jours, le Conseil de l'Europe se penchait sur cette question. Depuis, une procédure est engagée pour harmoniser à l'échelon européen la collecte des données et un dispositif de prévention. En France, le secrétariat d'Etat à la santé vient de faire connaître les différentes dispositions qu'il prenait dans ce domaine (le Monde daté 13-15 juin).

Reste à savoir comment, dans le détail, la sélection des donneurs va être organisée. Des instructions ministérielles vont très prochainement être adressées à l'ensemble des éta-

blissements de transfusion sanguine. Elles porteront sur l'information qui devra être délivrée aux donneurs de sang et à leurs associations. On cherchera - de diverses manières selon les conditions locales - à identifier les sujets à risques. Entrent dans cette catégorie les homosexuels ou les hommes bisexuels ayant des partenaires multiples, les utilisateurs de drogue injectable par voie veineuse, les personnes originaires d'Afrique et d'Afrique équatoriale ainsi que les partenaires sexuels (femmes ou hommes) des personnes appartenant à ces catégories. Le sang donné par ces personnes ne pourra qu'être réservé à la préparation de certains dérivés sanguins, c'est-à-dire qu'il ne devra pas être utilisé lors de transfusions.

Le don sera contre-indiqué si les donneurs présentent des signes suspects (fièvre, fièvre prolongée ou amaigrissement important et inex-

pliqué, sueurs nocturnes abondantes, ganglions généralisés). Dans ces cas, l'équipe médicale du centre de transfusion incitera le donneur à se faire suivre par une équipe spécialisée.

Parallèlement, un message sera diffusé auprès de l'ensemble des donneurs (soit actuellement près de deux millions et demi de personnes) faisant le point sur la question et engageant les personnes à risque à se faire connaître aux médecins des centres de transfusion. D'autre part, le secrétariat d'Etat a demandé aux directions départementales de l'action sanitaire et sociale une note d'information en donnant le détail des précautions qui doivent être prises par le personnel hospitalier quand il est amené à soigner des malades atteints du SIDA.

Enfin, on n'interdira pas les importations de dérivés sanguins antihémophiliques en provenance des Etats-Unis. Pour sa part, l'Association française des hémophiles avait déjà estimé le 5 juin que « les importations ne seraient éven- tuellement ni sensiblement réduites sans conséquences graves ».

JEAN-YVES NAU.

#### Santé et vie privée

Maladie nouvelle et mystérieuse, le SIDA représente-t-il, aujourd'hui, une menace sérieuse pour la santé publique qu'il faille, pour des raisons médicales et scientifiques, enquêter sur la vie privée des donneurs de sang ? Telle est en substance la difficile question posée, compte tenu de l'inconnue actuelle sur l'origine de l'affection et de l'absence de méthodes biologiques de dépistage.

Les recommandations des pouvoirs publics français, établies en liaison avec les commissions consultatives compétentes, sont fondées sur le volontariat. De plus l'autonomie sera laissée aux directeurs des centres de transfusion sanguine, qui pourront adapter les modalités pratiques de la sélection des donneurs supposés à risques « en fonction des conditions locales ». Comment les donneurs, dans leur ensemble, acceptent-

ils une telle enquête ? A l'échelon local, les responsables ne vont-ils pas craindre de choquer par des questions par trop intimes ceux qui, généralement, offrent une partie d'eux-mêmes et font, par là même, vivre les centres de transfusion ? En d'autres termes, les modalités du dispositif ne vont-elles pas à l'encontre de son efficacité ?

Pour leur part, les homosexuels, principale catégorie concernée, ont déjà répondu : il y a quelques jours, le Comité d'urgence anti répression homosexuelle (CUARH) dénonçait « l'inefficacité médicale de la mesure appliquée par le Centre national de transfusion sanguine qui consiste à demander aux donneurs de sang s'ils ont eu des relations avec de multiples homosexuels. Cette mesure, estime le CUARH, tend à réintroduire la vieille idée raciste de la contagion des homosexuels ». - J.-Y.N.

# CARNET

## Naissances

M. et M<sup>me</sup> Jacques DESUCHÉ, ont la joie d'annoncer la naissance de leurs petits-fils

Guillaume,

à Bayeux, le 30 novembre 1982, au foyer de leurs enfants Martine et Philippe Le Goffe ;

et

Florent,

à Auray, le 8 juin 1983, au foyer de leurs enfants Claire et Jacques Bigel, 85000 La Roche-sur-Yon, 15, rue des Billeries, 14400 Bayeux, Avenue du Général-De-Gaulle, 56330 Pluvigner.

Cristina et Stéphane GOMPERTZ ont la joie d'annoncer la naissance de

Armand

le 20 mai 1983.

25, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 Paris.

M<sup>me</sup> Henri ROUSSY a la joie de participer au bonheur de ses petits-enfants Frédéric et Ghislène Roussy avec la venue au monde de son neuvième arrière-petit-enfant.

Christophe, le 7 juin 1983, au 16 bis, rue de Neuilly, 94120 Fontenay-sous-Bois.

## Décès

M<sup>me</sup> Nelly Barret, Danièle, Philippe, Elisabeth Barret, ont l'extrême douleur de faire part du décès de leur époux et père,

Gervais BARRET, ancien conseiller général de La Rivière-Saint-Louis, maire adjoint de Saint-Louis,

survenu le 8 juin 1983 à Saint-Gilles (La Réunion).

L'Herminette, 97434 Saint-Gilles-les-Bains, La Réunion.

Les membres du Laboratoire de physique des solides (associé au C.N.R.S.) de l'université de Paris-Sud, à Orsay,

ont la douleur de faire part du décès de

André BLANDIN, professeur à l'université de Paris-Sud,

survenu le 12 juin 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 16 juin 1983, à 14 h 15, en l'église Saint-Denis, 32, place de la République, à Arcueil (94).

Le Laboratoire de spectroscopie moléculaire, Les Laboratoires d'enseignement de la physique (premier cycle) de l'université Pierre-et-Marie-Curie, ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Louise

GRENIER-BESSON, maître de conférences adjoint à l'université Pierre-et-Marie-Curie,

survenu à Paris le 11 juin 1983. La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Etienne-du-Mont, Paris-6, le jeudi 16 juin, à 8 h 30.

## Remerciements

M<sup>me</sup> Hélène Aurès et sa famille, dans l'impossibilité de répondre à tous les témoignages de sympathie qui leur ont été exprimés lors du décès du colonel Henry AURÈS, prient tous ceux qui se sont associés à leur chagrin de trouver ici leurs très sincères remerciements.

## Anniversaires

Pour le deuxième anniversaire de la mort de

Robert ROUX,

que ceux qui l'ont connu et aimé et qu'il a aimés pensent à lui.

## Services religieux

La Famille adoptive française invite à participer ou à s'unir par la pensée ou la prière à un service religieux qui sera célébré le lundi 20 juin 1983, à 12 heures, en la nouvelle église Saint-Honoré d'Eylès, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris.

à la mémoire de

M. et M<sup>me</sup> Dominique CRETIN, fondateurs de la Famille adoptive française en 1945.

Ils ont, avec abnégation et générosité, consacré leur vie entière à l'adoption, permettant à l'œuvre qu'ils ont créée de réussir à ce jour l'adoption de plus de trois mille cinq cents enfants.

Leur rôle fut essentiel pour la reconnaissance et le développement de l'adoption en France.

## Messes anniversaires

Ceux qui ont gardé de lui un souvenir vivant sont invités à s'unir par la pensée ou par la prière à la messe qui sera célébrée pour

Jean SAINT-FARE GARNOT,

le 17 juin, à 18 heures, à Saint-Jacques des Hauts-Pas, en ce vingtième anniversaire de sa mort.

# 1580 F DUBLIN.

ALLER-RETOUR.



A partir du 15 Juin, vous pourrez rejoindre Dublin tous les jours en Boeing 737 au départ de Paris-Charles de Gaulle, Aéroport 2, l'Aéroport Express, en Classe Affaires ou en Classe Economique. En Classe Economique,

vous pourrez bénéficier du tarif Air France-Vacances\* à 1580 F aller-retour sur les vols des mardi-mercredi et jeudi. Vous pourrez également réserver dès l'achat de votre billet une chambre d'hôtel.

Exemple : séjour d'une semaine en hôtel + petit déjeuner : 1610 F dont 1150 F en devises. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou des agences Air France sur les autres tarifs spéciaux.

\*Vente et transport soumis à des conditions particulières. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou votre agence Air France.

# AIR FRANCE-VACANCES

01 50 15 50



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### Hommage à Balanchine

JUSQU'AU 13 juillet prochain, le ballet de l'Opéra affiche un *Hommage à Balanchine* et honore la mémoire du grand chorégraphe qui se trouva le diriger au lendemain de la guerre. Le programme, judicieusement choisi, est constitué d'Agon et du Capriccio de Stravinski, des chefs-d'œuvre de la danse pour la danse, auxquels le *File prodigue*, de Prokofiev, servi comme plat de résistance dans les décors et les costumes de Rousault, apporte le contraste théâtral du ballet « arts déco » que crée Diaghilev à la fin de ses jours.

La dernière visite de George Balanchine avec sa troupe - au Théâtre des Champs-Élysées - remonte à septembre 1980. Les Parisiens n'ont pas oublié le rigueur avec lequel le New York City Ballet interprétait les épurées géométriques, réputées « indéchiffrables », de Stravinski. Le maître chorégraphe était là, dans la coulisse, à battre la mesure en claquant des doigts, et les danseuses qui n'avaient pas tendu le pied ou levé la jambe au cadence sortaient de scène le mine longue. La mine longue comme le reste, car c'est « fille de Balanchine » sont si irrésistiblement hautes perchées, avec des bustes si plats, que leur compas démesuré semble partir directement de la taille.

L'hommage de l'Opéra à Balanchine n'est pas nouveau, puisqu'il a été déjà offert à deux reprises : Patrick Dupond, comme Serge Lifar, l'inoubliable créateur du rôle à son âge, incarne la joie de danser et... de vivre ; Sylvie Clavier, sous le titre, est bien la courtisane aux yeux stridents qui est enchantée par J.-K. Hysterman ; Wilfrid Romot et Eric Vu-Au, les deux faux frères du *Prodiges*, sont aussi bons comédiens que danseurs ; enfin, les gnomes qui progressent à croutillons préfigurent d'une manière hallucinante les fantômes que Kurt Joos, en 1933, fera s'agiter autour de sa Table verte.

Je me demande pourtant si Balanchine eût approuvé la manière dont sont interprétés Agon et le Capriccio. Dans le style dépoli ou suffoqué de simples maillots académiques et un seul rideau de fond, point n'est besoin d'une débouche de sourires, de saluts et d'acclamations au public. Or les danseuses de l'Opéra, gentiment pigeonnées pour la plupart et rondes de ligne, en « rajoutant », provoquant des applaudissements qui rompent les rythmes déjà suffisamment synopés.

Je ne parle pas des étoiles, qui réussissent dans des défilés d'acrobatie mirabolantes. Je veux parler de ces jeunes gens que je voyais il n'y a pas si longtemps travailler à la barre comme « rats » dans les classes de l'école de danse.

Qui a parlé de style à ces sujets super-entraînés mais pas tous tellement bien placés ? Qui les a informés de l'académisme balanchinien ? Qui leur a appris les vertus de la « propreté » et de la sobriété expressive ?

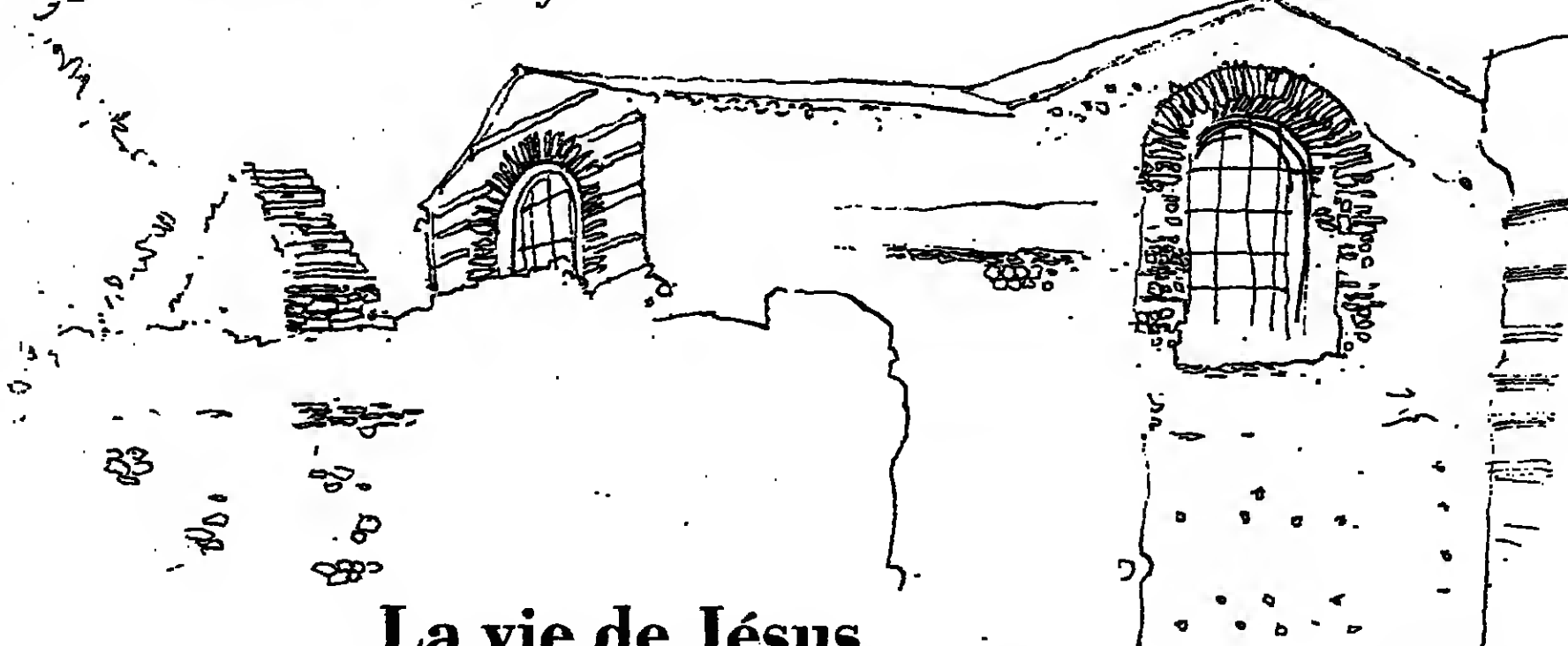
C'est la tâche d'enseignement qui attend Rudolf Nouriev quand il prendra ses fonctions directrices à l'Opéra, en septembre prochain. Mais pourra-t-il l'exercer ?

Déjà l'on apprend que l'équipe de la garde descendante serait habillée, à l'issue du concours du corps de ballet, le 29 juin, et par je ne sais quel privilège exorbitant, à signer des contrats nommant de nouveaux solistes (deux premiers danseurs, deux premières danseuses, dit-on).

A l'heure des économies, imposer des premiers danseurs dont les qualités artistiques ne répondront pas forcément au goût du successeur désigné, ce ne serait pas mal, tout de même, comme flèche du Parthé.

OLIVIER MERLIN.

### « Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc », de Péguy aux Thermes de Cluny



### La vie de Jésus racontée par sa mère

quelque chose de spirituel, presque de religieux, dans l'accord des lignes des voûtes et des baies, des couleurs et de la lumière.

Rêver dans ce lieu superbe, le soir, voici déjà une raison de se rendre aux Thermes de Cluny entendre le texte de Péguy.

Ce *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc* sera une autre bonne surprise, pour ceux qui ne le connaissent pas. Une œuvre d'un esprit et d'une écriture tout à fait originaux.

L'histoire même de Jeanne d'Arc, de sa chevauchée et de sa mission, n'est pas ici le propos. Dans un pré, à Domrémy, en été, Jeanne, âgée de treize ans, file la laine en compagnie de son amie Hauviette, qui a dix ans. Elles attendent une religieuse de Nancy, à qui Jeanne a demandé

de venir : cette religieuse de l'ordre des clarisses est une invention de Péguy, elle a vingt-cinq ans, il l'appelle Madame Gervaise.

Péguy imagine qu'une habitante de Domrémy, cette Madame Gervaise, avait reçu la visite de Colette de Corbie, la future sainte Colette, qui, dans ces années du quinzième siècle, a remis un peu d'ordre, et d'énergie à la tâche, dans certains couvents qui se laissaient aller. Colette de Corbie avait elle-même été touchée par l'enseignement des franciscains. Par son personnage de Madame Gervaise, Charles Péguy se réfère donc à ces moines de l'ordre de Saint-François qui, à plusieurs reprises, recourent l'itinéraire de Jeanne d'Arc sans que ces échanges entre Jeanne et les franciscains aient été, jusqu'ici, bien éclaircis.

Marie raconte comment Jésus « avait été un bon fils, un enfant bien sage, un enfant comme tous les parents voudraient en avoir », et comme il avait été aussi « un bon camarade de jeux, un bon camarade d'école », et elle dit comment tout avait changé « le jour où il avait commencé sa mission ». A partir de ce jour, « jamais un garçon n'a tant fait pleurer sa mère », dit-elle, et elle raconte toutes les alarmes, toutes les déceptions, depuis le soir où « il n'était pas rentré », sans prévenir, il avait douze ans, « elle eut peur de l'avoir perdu », et elle l'avait retrouvé au milieu des docteurs, jusqu'au soir où « il avait été arrêté au jardin des Oliviers, qui était un lieu de promenade pour les gens du dimanche ».

Ce *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc* n'est pas du théâtre, il est pratiquement injouable, d'une part parce que son interprétation complète durerait six ou sept heures, sans action aucune, d'autre part parce qu'il serait impossible de faire dire par deux petites filles de dix et treize ans un poème aussi « difficile » et long.

La Comédie-Française et le metteur en scène Jean-Paul Lucet ont pris le parti de choisir quelques pages de ce poème, et de les confier à des comédiennes adultes, Catherine Salviat, Nathalie Bécue et dans le rôle de Madame Gervaise, Françoise Seigner. L'acoustique de la grande salle des thermes romains n'est pas bonne, peut-être à cause de

l'élévation des voûtes ou de la présence des conduits d'eau dans les murs : les consonnes du texte sont étouffées, égarées, et les voyelles au contraire sont accrues et surtout se mélangent les unes aux autres, par une répercussion d'échos. Il faut beaucoup d'efforts pour bien entendre ce que disent ces trois excellentes actrices. Mais le texte de Péguy est si fort, et l'architecture des thermes, dans la nuit et les projecteurs, est d'une poésie si intense que cette soirée reste d'un intérêt hors du commun.

Le spectacle est précédé d'une annonce faite au micro, comme si nous étions dits une phrase liminaire du poème : « A toutes celles et à tous ceux qui seront morts de leur mort humaine pour l'établissement de la République socialiste universelle. » Cette phrase, très « péguysienne », est néanmoins surprenante en la circonstance. Elle n'a jamais figuré en tête du *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*, mais en exergue d'un autre livre sur Jeanne d'Arc que Péguy publia quinze ans auparavant. Le metteur en scène a donné, là, un petit coup de pouce pas normal.

MICHEL COURNOT.

\* Thermes de Cluny, 21 h, en alternance avec des concerts.

### Orgueil et résistance

Le *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*, c'est un dialogue très serré, très riche, entre Madame Gervaise et la petite Jeanne, qui a essentiellement pour propos le problème de la résistance à l'oppression, ou de la complicité, de la lâcheté. Jeanne, une enfant, s'indigne de ce que personne, à Domrémy, et autour, ne s'oppose fermement à l'oppression des Bourguignons, alliés de l'occupant anglais. Madame Gervaise fait remarquer à Jeanne qu'elle méprise donc son père, sa mère et ses frères, qui ne sont pas « résistants », et qu'elle vit dans le mensonge puisqu'elle leur fait ce mépris.

Puis Jeanne déclare que, de la même manière, les contemporains de Jésus ne l'ont pas soutenu contre l'occupant romain et ses alliés, et qu'elle, Jeanne, n'aurait pas laissé faire cela, n'aurait pas laissé arrêter

et martyriser Jésus. Madame Gervaise ne peut reprocher à Jeanne qu'un excès d'orgueil.

D'autre part, ce poème de Péguy est en grande partie constitué par un grand monologue de Madame Gervaise, qui est la vie de Jésus-Christ racontée par sa mère, par Marie, laquelle a un point de vue assez différent de celui des Évangélistes. Et c'est un texte magnifique, un admirable témoignage de l'amour maternel.

### LIVRES DE RAYMOND DEPARDON ET DE FRÉDÉRIC MITTERRAND

### Célébration des deuils

DEUX livres tristes, à la fois tristes et dans une dénonciation du texte et de l'image, célèbrent un deuil. Raymond Depardon et Frédéric Mitterrand partent de la perte d'un ami - l'un le décès accidentel, l'autre l'abandon - pour construire, en forme de fable ou de rêverie, une fiction qui la fasse réapparaître. L'oubli et le souvenir, comme deux chevaliers fantômes, bataillent sur l'écran du paysage exotique : le désert américain, la Somalie.

La fiction se fait toute seule, sur une base de reportage mêlé de sentimentalité. Chez Mitterrand (*Lettres d'amour en Somalie*), les bribes d'un journal intime se mêlent à des notes économiques ou historiques : chez Depardon (*Le Désert américain*), il n'y a qu'une subjectivité essouffée qui force à travers un paysage et croise des ombres. Pourtant, des informations extérieures viennent cogner dans cette cage de résonance : « Ici ont eu lieu les premières essais atomiques », plus loin « une navette spatiale s'est découverte une vallée disparue dans le Haut-Nil ».

ici « il y a deux millions de chômeurs », à la télévision « Reagan annonce un renforcement du programme d'armement nucléaire ». Je suis encore en vie, semble dire Depardon, puisque je photographie, puisque j'écris, et cet ami serait-il vraiment mort, ne pourrions-nous pas revenir en arrière (comme Superman, faire tourner la Terre à l'envers), ne puis-je pas me réveiller ?

Depardon a l'art des décalages : son désert est neigeux, les Indiens n'y sont plus ni, presque plus, les cow-boys, et la mort s'y révèle à retardement, elle n'a pas eu lieu le jour de son annonce, mais le cœur le certifie beaucoup plus loin, là où il n'y a ni tempêtes, ni registres, ni fleurs, ni poignées de terre, peut-être des vautours, mais ils sont cachés. Depardon n'est jamais exactement là où il est : une gare devient une église, un « fast-food » un cimetière, un champ de luzerne réapparaît dans un champ de charbons de supermarché. De même, Mitterrand se souvient d'une chambre d'hôtel à Moscou quand ses yeux se perdent dans un Gange durassien.

Ces deux livres, l'un qui semble venir trop tôt, l'autre trop tard, sont un tout petit peu « hors de ». Le film de Mitterrand avait beaucoup plus de chaleur et d'émotion que le ciné-roman joliment fabriqué, la voix qui tenait le film d'un bout à l'autre à disparu. Depardon rêvait depuis longtemps de « quelque chose » sur le désert (film ? photos ?), et ce nouveau livre semble l'avoir dépassé, comme un bolide qui traverse le malheur en ligne droite et qui efface en même temps le vrai projet. Si l'on repense à ses deux premiers photo-romans, *Notes et Correspondance new-yorkaise*, on a l'impression que cette fois Depardon s'est livré, non sans sincérité, à un remake de lui-même.

HERVÉ GUIBERT.

\* *Le Désert américain*, de Raymond Depardon Éditions de l'Étoile, (texte de Serge Toubiana), 75 F.

\* *Lettres d'amour en Somalie*, de Frédéric Mitterrand (photos de Diane Delahaye), Éditions du Regard, 100 F.

### DERNIERES DE LA SAISON

Théâtre du Soleil  
**Les Shakespeare**  
Richard II - La nuit des Rois

« LA NUIT DES ROIS » : jeudi 16, vendredi 17, samedi 18 juin, à 18 h 30 ; dimanche 19 juin, à 15 h 30 ; samedi 9 juillet, à 18 h 30 et dimanche 10 juillet, à 15 h 30. RICHARD II : mercredi 15 juin, à 18 h 30 et dimanche 3 juillet, à 18 h 30.

Réservation immédiate







de la Butte

# Images

## de la Butte

Il le peint avec un naïf sentiment de quiétude, destinant la succession des fenêtres, toujours fermées, des magasins dont il reproduit patiemment les enseignes : boulangerie, vins-liqueurs. Au mieux de lui-même, il retient par la poésie qui se dégage de ses rues blanches cassées d'ocre, de bleu, de vert, mais surtout par la naïve hardiesse des perspectives montantes et descendantes, diagonales ou courbes, arrêtées au loin par ces maisons qui finalement brisent les parallèles et ferment l'espace. Il n'a pas encore trente ans et déjà Utrillo a donné le meilleur de lui-même. Ses expositions connaissent le succès. Diaghilev lui commande décors et costumes d'un bal-

let, *Barabau*. Il recevra par la suite la Légion d'honneur des mains d'Edouard Herriot. A la quarantaine, il est de plus en plus malade. Il boit sans désespérer. On le soigne en l'envoyant de cure en cure puis, quand il est atteint de délirium tremens, d'asile en asile. La vérité est qu'avec la dégradation du corps et de l'esprit, la cohérence de son petit univers vibrant qui tient de l'impressionnisme de Sisley commence à se défaire, la subtilité de sa couleur à se diluer. Sa mère le soigne et surveille son travail. Il doit produire pour satisfaire la demande des marchands. Mais sa main le lâche, le trait, qu'il avait si peu, le fuit.

### La fuite au Vésinet

Le graphisme noir que Suzanne Valadon maîtrise si bien, elle le recommande à son fils : il cloisonne les formes qui n'étaient chez lui que légères transitions d'une couleur délavée, et par conséquent il contiendra davantage les tons. A la cinquantaine passée, Utrillo quitte sa mère qui le domine et le guide, chaque la porte en partant avec Lucie Valère, ancienne actrice de théâtre, veuve d'un magistrat ruiné par la crise des années 30 et peintre du dimanche. Une fois épousée, Lucie Valère impose la respectabilité. Fini le vagabondage en pantoufles dans les rues de Montmartre. Le peintre habitera une villa au Vésinet, il aura un bon zailleur et une voiture à chauffeur. Sa vie est dans la banlieue bourgeoise, désormais réplée par la production utile, à partir de cartes postales et de photos, le cerveau lassé par les traitements des asiles, se languissant des bistrot de la Butte où il payait le café avec un petit dessin. C'est le moment où entre en scène le nouveau marchand qui assurera l'exclusivité de son labeur, Paul Pétrides. Mais le charme est

rompu. Utrillo a perdu sa naïve blancheur, le frémissement pictural de vieilles rues montmartroises. C'est un peintre qui ne fantasmeait pas. Il peignait, simple et direct, la fuite des rues où rien ne va, la nudité des façades où rien ne se passe, sinon le petit drame, à peine visible, mais par des âmes sensibles seulement, de la ligne des vieux murs d'artisans, perception d'autant plus attendrissante que la netteté industrielle a déjà pris le pouvoir dans les villes.

JACQUES MICHEL

Peintures de Maurice Utrillo, au musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann.

Le Centenaire de Maurice Utrillo, souvenirs de Suzanne Valadon et André Utrillo, au musée de Montmartre, 12, rue Curiet.

Maurice Utrillo, sa vie, son œuvre, présenté par Jean Fabris. Documents et reproductions noir et blanc, 200 pages. Edité par Frédéric Birt.

Utrillo, par Jeanine Warnod, éditions Flammarion, 95 pages, reproductions noir et blanc, 60 F.

### Du souk au mausolée

WILLIAM KLEIN n'est pas un artiste fini, et il le dit : à cinquante ans passés, il fait suivre l'ensemble de son travail, qui démarre dans les années 50, de l'étiquette « à suivre ». Après la peinture, après dans l'atelier de Fernand Léger, il y a eu l'architecture ; après les photos abstraites, il y a eu le reportage ; après New-York, il y a eu Rome, après Moscou, Tokyo ; après la photo tout court, il y a eu le cinéma. Entre-temps, il y a eu la publicité, le typo, le B.D., et aucune ou aucun n'a vraiment voulu céder sa place à l'autre. Touche-à-tout génial, inséparablement endiablé, William Klein n'a jamais fini de mélanger les genres, de bricoler, de s'amuser, de traverser son siècle comme un bain de foule. Plus boteur que Robert Frank, il a institué la braguette, le « direct » comme mode de relation photographique, et une dinguerie qui se soucie peu de la belle photo. Aux antipodes des instantanés parfaits privilégiés par Cartier-Bresson, il n'a fait que tailler des instants communs, surchargés, discordants.

La rétrospective de William Klein au Centre Georges-Pompidou tient de l'événement de souk, de gare de province, d'église, de supermarché. Une cinquantaine d'écrans débitent en permanence, dans l'obscurité et sur de la musique pop alternée avec des sifflets de train, des coups de feu et des gongs chinois, des photos, des travellings sur des planches-contracts (bonne idée : le trait rouge annonce l'arrêt des images), des bandes-annonces de films et des rushes publicitaires. On vient là piocher du son et de l'image ; on se transvase d'une salle à l'autre, et on s'assied par terre, certains viennent voler un roupillon, d'autres faire leurs prières. Le hasard a voulu que sur cette polyphonie, ou polychromie, s'élève, d'une salle voisine, la voix de Léon Zitrone qui commente le lancement d'une fusée. William Klein doit adorer son sens de l'humour a déjà fait légende.

A l'inverse de cela, comme si l'un rachetait l'autre, ou niquait l'autre, un livre un peu rigide et érigé, comme on en faisait dans les années 60 alors que William Klein faisait des livres de maintenant, semble le caveau miniature de la rétrospective. A la fin des années 70, les galeries américaines avaient voulu essayer le faiseur de randon en exposant et vendant à prix d'or ses *videoprints*. Il avait interdit la publication de deux livres, trouvant l'impression trop sale. C'est étrange comme quelqu'un qui a toujours glissé, comme un surfleur, sur la lame de la modernité, se contente maintenant d'un livre bien imprimé, mais de petit maître.

William Klein, au Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 27 juin. Un livre catalogue aux éditions Herscher, 138 F.

### Poseuses d'hier et d'aujourd'hui

LES femmes sont le point de mire de l'œuvre de Larigue : il les aime, il les vise, mère, nounou, cousines, mais aussi belles inconnues chapeautées, passantes, coureuses, cocottes amantouffées des bords de mer et des champs de courses, actrices. Matrones : Bibi est adorable, mais on aime aussi beaucoup Renée, Coco, Rose et, bien sûr, Florette. Larigue exerce un art subtil de l'instant, de l'objet, des premiers et arrière-plans. Chaque image est gaie, construite, touchante de beauté.

Un autre dragueur de la photographie, Claude Nori, propose dans un livre dévergondé (*Il me semble vous avoir rencontrée quelque part*) ses plus charmantes conquêtes — ou fascinos. Les extravagantes et les garçonnades de Larigue ont été poussées par des nénettes internationales. Lolitas auto-troppeuses, loucheuses, taquines, exubérantes ou languissantes, toujours à cheval sur la virginité, ragazes en Mobylette ou Japonaises consentantes. Il y a là, comme dans toute collection, un peu de maniaquerie et beaucoup d'enjouement.

Femmes de mes antreforts et de maintenant, de Jacques-Henri Larigue. Grand Palais des Champs-Élysées, avenue Winston-Churchill, Paris-8. Jusqu'au 30 août.

Il me semble vous avoir rencontrée quelque part, de Claude Nori, aux éditions Contrejour, 150 F.

### Le valet de cœur

Il y a des clichés complètement évidents, inévitables : si dans une rue apparemment vide, deux estafettes noires, devant une palissade de métal rainurée, déchargent des statues de plâtre blanc, Vénus, David ou Odalisques, aucun photographe qui se respecte, qui passe là, et qui n'a pas oublié son appareil, ne résiste à cette photo. Le cadre peut bien varier de quelques centimètres, l'effet est choppé et on dirait que le photographe, parce qu'il est passé par là, croit que la cliché, qui serait de n'importe qui, du hasard, se rallie à son âme, pour dire un très gros mot. Pascal Dolemioux n'échappe pas aux tentations.

Il y a d'autres images, aussi évidentes sans doute, mais pratiquement invisibles à tout mortel, sur le moment, sauf à celui qui les choisit en les fabriquant : elles ne pourraient exister que dans un seul œil, ce sont des lubies, des touques, et à cette évidence d'un seul doit aussi se rattacher un doute, une incertitude — celle que l'image en vaille la peine, — et un désir formidable — qu'elle n'appartienne qu'à

soi. Prenez les photos les plus simples, et aussi les plus mystérieuses, que Pascal Dolemioux expose actuellement à la Bibliothèque nationale : il n'y a presque rien à voir, mais quel courage a été le sien, de nous la donner à voir. Un cardigan un peu seul pendu dans la timbre de lumière d'une fenêtre sans ombre, un taclel qui se jette à l'eau. Ces images improbables sont les plus émouvantes, elles appartiennent à tout le monde, elles ne sont qu'à lui.

Pascal Dolemioux suit encore d'autres chemins : des veines mouvementées ou cocasses, et une façon d'inverser les situations, de décaler une infinie tristesse dans un carnaval, de la monstruosité dans la gaieté, de l'épouvante dans la religiosité. Il bloque un seul personnage dans son cadre, pris en flagrant délit de moralité (la jeune fille ennuagée qui caresse sa botte), de folie douce (le pépé qui dévale son toboggan, le bébé-cool qui joue de la flûte, la jeune cheftaine qui se trompe de côté pour photographier le Mont-Saint-Michel), ou de désarroi (l'homme en baret qui a reposé ses deux valises devant un ne sait quel épatement). A ces moments-là le talent de Pascal Dolemioux devient un lieu commun : qu'est-ce donc, sinon du cœur et du culot ?

Pascal Dolemioux, à la galerie de photographie de la Bibliothèque nationale, 4, rue de Louvois, 75002 Paris. Jusqu'au 2 juillet.

### Le zoo d'Alain Fleischer

Le monde nouveau et éternel d'Alain Fleischer est celui du cinéma, du zoo, du théâtre érotique. Des rochers de bobines encadrent la scène centrale d'un miroir où se reflète le corps de l'actrice. Elle a les lèvres trop rouges, et des nappes de sang ou de ténacité sont le porteur d'un poile son ventre, où se creusent ses reins. Toutes sortes d'animaux miniatures la menacent : des ours bruns, des tapis rouges, des bouquetins et des rhinocéros. Des étuis à cigares Roméo et Juliette sont les pythons de l'autel où brûle le feu. L'enfance et les feux font un peu penser à Bernard Faucon et les grands tirages couleurs luisants à Tom Drahos : voilà de bonnes compagnies.

Au sous-sol du Studio 666, une installation de chambre noire projette des fragments de corps reflétés par des écus de miroirs poussés sur un bassin par un bris-glace. Le moteur du bateau, qui s'appelle Mexico, est parfois un peu parasite.

6, rue du Maître-Albert, Paris-8. Jusqu'au 9 juillet.

H. G.

La raison du succès, l'exposition Jean-Philippe Charbonnier est prolongée, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 28 août.

JAMAIS UN FILM FRANÇAIS N'AVAIT SUSCITÉ UN TEL ENGOUEMENT

# INDISPUTABLEMENT LE SUCCÈS DE L'ANNÉE

## L'ÉTÉ MEURTRIER

6<sup>ème</sup> SEMAINE

SABELLE ADJANI / ALAIN SOUCHON / un film de JEAN BECKER  
L'ÉTÉ MEURTRIER Scénario et dialogues de SEBASTIEN JARRISOT  
JEAN GAVEN FRANCIS CUCUIT MANUEL GELIN ROGER CARL MICHEL GALLARD  
Musique de Georges Delerue  
Production de la Société des Artistes Français  
Distribution de la Société des Artistes Français

ALBERTO SORDI / MONICA VITTI

# JE SAIS QUE TU SAIS...

ALBERTO SORDI  
SABELLA DE BERNARDI - SIMONE AGOSTI - CASSIO MARIANO - NICOLA FONTANA  
MUSIQUE DE GEORGES DELERUE  
PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS

- ... Une comédie vivace, pleine de rebondissement... Un estucieux divertissement.  
Claudia Baignères - LE FIGARO
- Un film qui se laisse déguster comme une bonne pizza sicilienne quand le pâte est bonne.  
Claude Petit-Castelli - 7 A PARIS
- Le pas de deux Vitti-Sordi est sans doute ce qu'on peut contempler de plus parfait dans l'éternel ballet de la crise du couple.  
Pierre Billard - LE POINT
- On n'a pas souvent l'occasion de voir un cinéma de cette qualité là.  
Henry Chapier - SOIR 3

**groupe vocal de France**

FETE (FAITES) DE LA MUSIQUE

Direction MICHEL TRANCHANT

BANQUART MARCLAND - SCESI DENIS - COSMA\* (\* créations mondiales)

EGLISE ST LOUIS-EN-L'ISLE 19 rue St Louis en l'Isle Paris 4

MARDI 21 JUIN 1983 - 20H30

ENTREE LIBRE

**La sonate de Belzébuth**

jusqu'au 26 juin à 22 H au THEATRE DE L'ESCAUD D'OR

**LE T.E.M. JOUE :**

- « LES SOLDATS » de Lenz du 7 au 24 juin - Salle Berlioz 8-8 rue M. Berlioz - Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux
- « LYSISTRATA » d'Aristophane du 15 juin au 2 juillet dans l'usine Eimco 88 av. Wilson - A Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux

Rens. : 858-65-33

**groupe vocal de France**

FETE (FAITES) DE LA MUSIQUE

Direction MICHEL TRANCHANT

BANQUART MARCLAND - SCESI DENIS - COSMA\* (\* créations mondiales)

EGLISE ST LOUIS-EN-L'ISLE 19 rue St Louis en l'Isle Paris 4

MARDI 21 JUIN 1983 - 20H30

ENTREE LIBRE

**La sonate de Belzébuth**

jusqu'au 26 juin à 22 H au THEATRE DE L'ESCAUD D'OR

**LE T.E.M. JOUE :**

- « LES SOLDATS » de Lenz du 7 au 24 juin - Salle Berlioz 8-8 rue M. Berlioz - Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux
- « LYSISTRATA » d'Aristophane du 15 juin au 2 juillet dans l'usine Eimco 88 av. Wilson - A Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux

Rens. : 858-65-33

ALBERTO SORDI / MONICA VITTI

# JE SAIS QUE TU SAIS...

ALBERTO SORDI  
SABELLA DE BERNARDI - SIMONE AGOSTI - CASSIO MARIANO - NICOLA FONTANA  
MUSIQUE DE GEORGES DELERUE  
PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS

- ... Une comédie vivace, pleine de rebondissement... Un estucieux divertissement.  
Claudia Baignères - LE FIGARO
- Un film qui se laisse déguster comme une bonne pizza sicilienne quand le pâte est bonne.  
Claude Petit-Castelli - 7 A PARIS
- Le pas de deux Vitti-Sordi est sans doute ce qu'on peut contempler de plus parfait dans l'éternel ballet de la crise du couple.  
Pierre Billard - LE POINT
- On n'a pas souvent l'occasion de voir un cinéma de cette qualité là.  
Henry Chapier - SOIR 3

**groupe vocal de France**

FETE (FAITES) DE LA MUSIQUE

Direction MICHEL TRANCHANT

BANQUART MARCLAND - SCESI DENIS - COSMA\* (\* créations mondiales)

EGLISE ST LOUIS-EN-L'ISLE 19 rue St Louis en l'Isle Paris 4

MARDI 21 JUIN 1983 - 20H30

ENTREE LIBRE

**La sonate de Belzébuth**

jusqu'au 26 juin à 22 H au THEATRE DE L'ESCAUD D'OR

**LE T.E.M. JOUE :**

- « LES SOLDATS » de Lenz du 7 au 24 juin - Salle Berlioz 8-8 rue M. Berlioz - Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux
- « LYSISTRATA » d'Aristophane du 15 juin au 2 juillet dans l'usine Eimco 88 av. Wilson - A Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux

Rens. : 858-65-33

ALBERTO SORDI / MONICA VITTI

# JE SAIS QUE TU SAIS...

ALBERTO SORDI  
SABELLA DE BERNARDI - SIMONE AGOSTI - CASSIO MARIANO - NICOLA FONTANA  
MUSIQUE DE GEORGES DELERUE  
PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS

- ... Une comédie vivace, pleine de rebondissement... Un estucieux divertissement.  
Claudia Baignères - LE FIGARO
- Un film qui se laisse déguster comme une bonne pizza sicilienne quand le pâte est bonne.  
Claude Petit-Castelli - 7 A PARIS
- Le pas de deux Vitti-Sordi est sans doute ce qu'on peut contempler de plus parfait dans l'éternel ballet de la crise du couple.  
Pierre Billard - LE POINT
- On n'a pas souvent l'occasion de voir un cinéma de cette qualité là.  
Henry Chapier - SOIR 3

**groupe vocal de France**

FETE (FAITES) DE LA MUSIQUE

Direction MICHEL TRANCHANT

BANQUART MARCLAND - SCESI DENIS - COSMA\* (\* créations mondiales)

EGLISE ST LOUIS-EN-L'ISLE 19 rue St Louis en l'Isle Paris 4

MARDI 21 JUIN 1983 - 20H30

ENTREE LIBRE

**La sonate de Belzébuth**

jusqu'au 26 juin à 22 H au THEATRE DE L'ESCAUD D'OR

**LE T.E.M. JOUE :**

- « LES SOLDATS » de Lenz du 7 au 24 juin - Salle Berlioz 8-8 rue M. Berlioz - Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux
- « LYSISTRATA » d'Aristophane du 15 juin au 2 juillet dans l'usine Eimco 88 av. Wilson - A Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux

Rens. : 858-65-33

ALBERTO SORDI / MONICA VITTI

# JE SAIS QUE TU SAIS...

ALBERTO SORDI  
SABELLA DE BERNARDI - SIMONE AGOSTI - CASSIO MARIANO - NICOLA FONTANA  
MUSIQUE DE GEORGES DELERUE  
PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS

- ... Une comédie vivace, pleine de rebondissement... Un estucieux divertissement.  
Claudia Baignères - LE FIGARO
- Un film qui se laisse déguster comme une bonne pizza sicilienne quand le pâte est bonne.  
Claude Petit-Castelli - 7 A PARIS
- Le pas de deux Vitti-Sordi est sans doute ce qu'on peut contempler de plus parfait dans l'éternel ballet de la crise du couple.  
Pierre Billard - LE POINT
- On n'a pas souvent l'occasion de voir un cinéma de cette qualité là.  
Henry Chapier - SOIR 3

**groupe vocal de France**

FETE (FAITES) DE LA MUSIQUE

Direction MICHEL TRANCHANT

BANQUART MARCLAND - SCESI DENIS - COSMA\* (\* créations mondiales)

EGLISE ST LOUIS-EN-L'ISLE 19 rue St Louis en l'Isle Paris 4

MARDI 21 JUIN 1983 - 20H30

ENTREE LIBRE

**La sonate de Belzébuth**

jusqu'au 26 juin à 22 H au THEATRE DE L'ESCAUD D'OR

**LE T.E.M. JOUE :**

- « LES SOLDATS » de Lenz du 7 au 24 juin - Salle Berlioz 8-8 rue M. Berlioz - Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux
- « LYSISTRATA » d'Aristophane du 15 juin au 2 juillet dans l'usine Eimco 88 av. Wilson - A Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux

Rens. : 858-65-33

ALBERTO SORDI / MONICA VITTI

# JE SAIS QUE TU SAIS...

ALBERTO SORDI  
SABELLA DE BERNARDI - SIMONE AGOSTI - CASSIO MARIANO - NICOLA FONTANA  
MUSIQUE DE GEORGES DELERUE  
PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS

- ... Une comédie vivace, pleine de rebondissement... Un estucieux divertissement.  
Claudia Baignères - LE FIGARO
- Un film qui se laisse déguster comme une bonne pizza sicilienne quand le pâte est bonne.  
Claude Petit-Castelli - 7 A PARIS
- Le pas de deux Vitti-Sordi est sans doute ce qu'on peut contempler de plus parfait dans l'éternel ballet de la crise du couple.  
Pierre Billard - LE POINT
- On n'a pas souvent l'occasion de voir un cinéma de cette qualité là.  
Henry Chapier - SOIR 3

**groupe vocal de France**

FETE (FAITES) DE LA MUSIQUE

Direction MICHEL TRANCHANT

BANQUART MARCLAND - SCESI DENIS - COSMA\* (\* créations mondiales)

EGLISE ST LOUIS-EN-L'ISLE 19 rue St Louis en l'Isle Paris 4

MARDI 21 JUIN 1983 - 20H30

ENTREE LIBRE

**La sonate de Belzébuth**

jusqu'au 26 juin à 22 H au THEATRE DE L'ESCAUD D'OR

**LE T.E.M. JOUE :**

- « LES SOLDATS » de Lenz du 7 au 24 juin - Salle Berlioz 8-8 rue M. Berlioz - Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux
- « LYSISTRATA » d'Aristophane du 15 juin au 2 juillet dans l'usine Eimco 88 av. Wilson - A Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux

Rens. : 858-65-33

ALBERTO SORDI / MONICA VITTI

# JE SAIS QUE TU SAIS...

ALBERTO SORDI  
SABELLA DE BERNARDI - SIMONE AGOSTI - CASSIO MARIANO - NICOLA FONTANA  
MUSIQUE DE GEORGES DELERUE  
PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS

- ... Une comédie vivace, pleine de rebondissement... Un estucieux divertissement.  
Claudia Baignères - LE FIGARO
- Un film qui se laisse déguster comme une bonne pizza sicilienne quand le pâte est bonne.  
Claude Petit-Castelli - 7 A PARIS
- Le pas de deux Vitti-Sordi est sans doute ce qu'on peut contempler de plus parfait dans l'éternel ballet de la crise du couple.  
Pierre Billard - LE POINT
- On n'a pas souvent l'occasion de voir un cinéma de cette qualité là.  
Henry Chapier - SOIR 3

**groupe vocal de France**

FETE (FAITES) DE LA MUSIQUE

Direction MICHEL TRANCHANT

BANQUART MARCLAND - SCESI DENIS - COSMA\* (\* créations mondiales)

EGLISE ST LOUIS-EN-L'ISLE 19 rue St Louis en l'Isle Paris 4

MARDI 21 JUIN 1983 - 20H30

ENTREE LIBRE

**La sonate de Belzébuth**

jusqu'au 26 juin à 22 H au THEATRE DE L'ESCAUD D'OR

**LE T.E.M. JOUE :**

- « LES SOLDATS » de Lenz du 7 au 24 juin - Salle Berlioz 8-8 rue M. Berlioz - Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux
- « LYSISTRATA » d'Aristophane du 15 juin au 2 juillet dans l'usine Eimco 88 av. Wilson - A Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux

Rens. : 858-65-33

ALBERTO SORDI / MONICA VITTI

# JE SAIS QUE TU SAIS...

ALBERTO SORDI  
SABELLA DE BERNARDI - SIMONE AGOSTI - CASSIO MARIANO - NICOLA FONTANA  
MUSIQUE DE GEORGES DELERUE  
PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS

- ... Une comédie vivace, pleine de rebondissement... Un estucieux divertissement.  
Claudia Baignères - LE FIGARO
- Un film qui se laisse déguster comme une bonne pizza sicilienne quand le pâte est bonne.  
Claude Petit-Castelli - 7 A PARIS
- Le pas de deux Vitti-Sordi est sans doute ce qu'on peut contempler de plus parfait dans l'éternel ballet de la crise du couple.  
Pierre Billard - LE POINT
- On n'a pas souvent l'occasion de voir un cinéma de cette qualité là.  
Henry Chapier - SOIR 3

**groupe vocal de France**

FETE (FAITES) DE LA MUSIQUE

Direction MICHEL TRANCHANT

BANQUART MARCLAND - SCESI DENIS - COSMA\* (\* créations mondiales)

EGLISE ST LOUIS-EN-L'ISLE 19 rue St Louis en l'Isle Paris 4

MARDI 21 JUIN 1983 - 20H30

ENTREE LIBRE

**La sonate de Belzébuth**

jusqu'au 26 juin à 22 H au THEATRE DE L'ESCAUD D'OR

**LE T.E.M. JOUE :**

- « LES SOLDATS » de Lenz du 7 au 24 juin - Salle Berlioz 8-8 rue M. Berlioz - Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux
- « LYSISTRATA » d'Aristophane du 15 juin au 2 juillet dans l'usine Eimco 88 av. Wilson - A Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux

Rens. : 858-65-33

ALBERTO SORDI / MONICA VITTI

# JE SAIS QUE TU SAIS...

ALBERTO SORDI  
SABELLA DE BERNARDI - SIMONE AGOSTI - CASSIO MARIANO - NICOLA FONTANA  
MUSIQUE DE GEORGES DELERUE  
PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS

- ... Une comédie vivace, pleine de rebondissement... Un estucieux divertissement.  
Claudia Baignères - LE FIGARO
- Un film qui se laisse déguster comme une bonne pizza sicilienne quand le pâte est bonne.  
Claude Petit-Castelli - 7 A PARIS
- Le pas de deux Vitti-Sordi est sans doute ce qu'on peut contempler de plus parfait dans l'éternel ballet de la crise du couple.  
Pierre Billard - LE POINT
- On n'a pas souvent l'occasion de voir un cinéma de cette qualité là.  
Henry Chapier - SOIR 3

**groupe vocal de France**

FETE (FAITES) DE LA MUSIQUE

Direction MICHEL TRANCHANT

BANQUART MARCLAND - SCESI DENIS - COSMA\* (\* créations mondiales)

EGLISE ST LOUIS-EN-L'ISLE 19 rue St Louis en l'Isle Paris 4

MARDI 21 JUIN 1983 - 20H30

ENTREE LIBRE

**La sonate de Belzébuth**

jusqu'au 26 juin à 22 H au THEATRE DE L'ESCAUD D'OR

**LE T.E.M. JOUE :**

- « LES SOLDATS » de Lenz du 7 au 24 juin - Salle Berlioz 8-8 rue M. Berlioz - Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux
- « LYSISTRATA » d'Aristophane du 15 juin au 2 juillet dans l'usine Eimco 88 av. Wilson - A Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux

Rens. : 858-65-33

ALBERTO SORDI / MONICA VITTI

# JE SAIS QUE TU SAIS...

ALBERTO SORDI  
SABELLA DE BERNARDI - SIMONE AGOSTI - CASSIO MARIANO - NICOLA FONTANA  
MUSIQUE DE GEORGES DELERUE  
PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS

- ... Une comédie vivace, pleine de rebondissement... Un estucieux divertissement.  
Claudia Baignères - LE FIGARO
- Un film qui se laisse déguster comme une bonne pizza sicilienne quand le pâte est bonne.  
Claude Petit-Castelli - 7 A PARIS
- Le pas de deux Vitti-Sordi est sans doute ce qu'on peut contempler de plus parfait dans l'éternel ballet de la crise du couple.  
Pierre Billard - LE POINT
- On n'a pas souvent l'occasion de voir un cinéma de cette qualité là.  
Henry Chapier - SOIR 3

**groupe vocal de France**

FETE (FAITES) DE LA MUSIQUE

Direction MICHEL TRANCHANT

BANQUART MARCLAND - SCESI DENIS - COSMA\* (\* créations mondiales)

EGLISE ST LOUIS-EN-L'ISLE 19 rue St Louis en l'Isle Paris 4

MARDI 21 JUIN 1983 - 20H30

ENTREE LIBRE

**La sonate de Belzébuth**

jusqu'au 26 juin à 22 H au THEATRE DE L'ESCAUD D'OR

**LE T.E.M. JOUE :**

- « LES SOLDATS » de Lenz du 7 au 24 juin - Salle Berlioz 8-8 rue M. Berlioz - Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux
- « LYSISTRATA » d'Aristophane du 15 juin au 2 juillet dans l'usine Eimco 88 av. Wilson - A Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux

Rens. : 858-65-33

ALBERTO SORDI / MONICA VITTI

# JE SAIS QUE TU SAIS...

ALBERTO SORDI  
SABELLA DE BERNARDI - SIMONE AGOSTI - CASSIO MARIANO - NICOLA FONTANA  
MUSIQUE DE GEORGES DELERUE  
PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS

- ... Une comédie vivace, pleine de rebondissement... Un estucieux divertissement.  
Claudia Baignères - LE FIGARO
- Un film qui se laisse déguster comme une bonne pizza sicilienne quand le pâte est bonne.  
Claude Petit-Castelli - 7 A PARIS
- Le pas de deux Vitti-Sordi est sans doute ce qu'on peut contempler de plus parfait dans l'éternel ballet de la crise du couple.  
Pierre Billard - LE POINT
- On n'a pas souvent l'occasion de voir un cinéma de cette qualité là.  
Henry Chapier - SOIR 3

**groupe vocal de France**

FETE (FAITES) DE LA MUSIQUE

Direction MICHEL TRANCHANT

BANQUART MARCLAND - SCESI DENIS - COSMA\* (\* créations mondiales)

EGLISE ST LOUIS-EN-L'ISLE 19 rue St Louis en l'Isle Paris 4

MARDI 21 JUIN 1983 - 20H30

ENTREE LIBRE

**La sonate de Belzébuth**

jusqu'au 26 juin à 22 H au THEATRE DE L'ESCAUD D'OR

**LE T.E.M. JOUE :**

- « LES SOLDATS » de Lenz du 7 au 24 juin - Salle Berlioz 8-8 rue M. Berlioz - Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux
- « LYSISTRATA » d'Aristophane du 15 juin au 2 juillet dans l'usine Eimco 88 av. Wilson - A Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux

Rens. : 858-65-33

ALBERTO SORDI / MONICA VITTI

# JE SAIS QUE TU SAIS...

ALBERTO SORDI  
SABELLA DE BERNARDI - SIMONE AGOSTI - CASSIO MARIANO - NICOLA FONTANA  
MUSIQUE DE GEORGES DELERUE  
PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS

- ... Une comédie vivace, pleine de rebondissement... Un estucieux divertissement.  
Claudia Baignères - LE FIGARO
- Un film qui se laisse déguster comme une bonne pizza sicilienne quand le pâte est bonne.  
Claude Petit-Castelli - 7 A PARIS
- Le pas de deux Vitti-Sordi est sans doute ce qu'on peut contempler de plus parfait dans l'éternel ballet de la crise du couple.  
Pierre Billard - LE POINT
- On n'a pas souvent l'occasion de voir un cinéma de cette qualité là.  
Henry Chapier - SOIR 3

**groupe vocal de France**

FETE (FAITES) DE LA MUSIQUE

Direction MICHEL TRANCHANT

BANQUART MARCLAND - SCESI DENIS - COSMA\* (\* créations mondiales)

EGLISE ST LOUIS-EN-L'ISLE 19 rue St Louis en l'Isle Paris 4

MARDI 21 JUIN 1983 - 20H30

ENTREE LIBRE

**La sonate de Belzébuth**

jusqu'au 26 juin à 22 H au THEATRE DE L'ESCAUD D'OR

**LE T.E.M. JOUE :**

- « LES SOLDATS » de Lenz du 7 au 24 juin - Salle Berlioz 8-8 rue M. Berlioz - Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux
- « LYSISTRATA » d'Aristophane du 15 juin au 2 juillet dans l'usine Eimco 88 av. Wilson - A Montreuil Métro : Croix-de-Chavaux

Rens. : 858-65-33

ALBERTO SORDI / MONICA VITTI

# JE SAIS QUE TU SAIS...

ALBERTO SORDI  
SABELLA DE BERNARDI - SIMONE AGOSTI - CASSIO MARIANO - NICOLA FONTANA  
MUSIQUE DE GEORGES DELERUE  
PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS

- ... Une comédie vivace, pleine de rebondissement... Un estucieux divertissement.  
Claudia Baignères - LE FIGARO
- Un film qui se laisse déguster comme une bonne pizza sicilienne quand le pâte est bonne.  
Claude Petit-Castelli - 7 A PARIS
- Le pas de deux Vitti-Sordi est sans doute ce qu'on peut contempler de plus parfait dans l'éternel ballet de la crise du couple.  
Pierre Billard - LE POINT
- On n'a pas souvent l'occasion de voir un cinéma de cette qualité là.  
Henry Chapier - SOIR 3

**groupe vocal de France**

FETE (FAITES) DE LA MUSIQUE

Direction MICHEL TRANCHANT

BANQUART MARCLAND - SCESI DENIS - COSMA\* (\* créations mondiales)

EGLISE ST LOUIS-EN-L'ISLE 19 rue St Louis en l'Isle Paris 4

MARDI 21 JUIN 1983 - 20H30

ENTREE LIBRE

**La sonate de Belzébuth**

jusqu'au 26 juin à 22 H au THEATRE DE L'ESCAUD D'OR

**LE T.E.M. JOUE :**

- « LES SOLDATS » de







الجمعة 15

ONDE DES ARTS

# ET DES SPECTACLES

\*\*\* LE MONDE - Jeudi 16 juin 1983 - Page 21

## EXPOSITIONS

### Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-1233). Informations téléphoniques : 277-1112.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animations gratuites, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; samedi, à 11 h, entrée du musée (circulaire) ; lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

**BONOUK MONSIEUR MANET.** Jusqu'au 12 septembre.

**WILLIAM KLEIN.** Jusqu'au 2 juillet.

**AU CARREFOUR DES CULTURES LATINES :** Radio-Latin. Carrefour des régions. Jusqu'au 3 juillet.

**TOUS LES JOURS LA DANSE.** Photographies de Mirella. Jusqu'au 15 août.

**HOMMAGE A FRANÇOIS DUFRÈNE 1938-1982.** Petit foyer. Jusqu'au 20 juin.

**DESSINS D'EXPRESSION FIGURATIVE.** 12 septembre.

**PLAIN VIDE.** Evénement. Atelier des enfants. Sauf mardi et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 juin.

**DE LA CREATION A LA LECTURE.** L'après-midi. Bibliothèque des enfants, place. Jusqu'au 27 juin.

**CCI.**

**EUREKA 83.** Un atelier d'innovation française. Jusqu'au 27 juin.

**AU TEMPS DE L'ESPACE.** Jusqu'au 17 septembre.

**EN COORDINATION.** Environnement quotidien et libre. Jusqu'au 27 juin.

**R.P.I.**

**LE BRÉSIL DES BRÉSILIENS.** Jusqu'au 19 septembre.

**Musées**

**MANET, 1832-1883.** - Grand Palais, entrée avenue Winston Churchill (261-5410). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F ; le samedi : 12 F (gratuite le 27 juin). Jusqu'au 1<sup>er</sup> août.

**LA PEINTURE NAPOLÉONNE.** - Grand Palais, entrée avenue Winston Churchill. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F ; le samedi : 12 F (gratuite le 27 juin). Jusqu'au 1<sup>er</sup> août.

**DAMIAN-RAYNAUD.** Les symboles de l'homme. L'habitation de l'homme. Grand Palais, entrée avenue Winston Churchill. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F ; le samedi : 12 F (gratuite le 27 juin). Jusqu'au 1<sup>er</sup> août.

**HOMMAGE A REYNOLD ARNOULD.** 1918-1986. Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée : 11 F. Jusqu'au 27 juin.

**REGARD SUR BRESSURE ET SON CANTON.** Grand Palais, espace 404 (voir ci-dessus). Entrée libre. Jusqu'au 30 août.

**L'ART ET LE SPORT.** Grand Palais, entrée avenue Winston Churchill. Tous les jours, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 19 juin.

**LE SALON DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES BEAUX-ARTS.** - Hommage à Charles Camus, 1903-1981. Grand Palais, entrée avenue Winston Churchill. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F ; le samedi : 12 F (gratuite le 27 juin). Jusqu'au 1<sup>er</sup> août.

**PASTELS DES XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIÈCLES.** - Des collections du Petit Palais. Petit Palais (voir ci-dessus). Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 31 juillet.

**UTRILLO.** Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (563-39-94). Sauf mardi, de 11 h à 17 h. Entrée : 10 F ; le samedi : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 19 juin.

**MURILLO DANS LES MUSÉES FRANÇAIS.** De 17 juin au 24 octobre. - L'AQUARÈNE EN FRANCE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. Du 17 juin au 19 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Janvier (260-39-22). Sauf mardi, de 9 h à 17 h ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 19 septembre.

**GEORGES ROUAULT.** Dans les collections permanentes du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 19 septembre.

**JEAN-PIERRE CHARBONNIER.** 200 photographies : 1944-1982. Jusqu'au 28 août. - WERFEDDO LAM, jusqu'au 19 juin. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

**LES MYTHES DES NOLIPES.** La mode, les enfants, les adolescents 1883-2003. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 décembre.

**PRESENTATION TEMPORAIRE D'OEUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES.** Espace : un voyage sur l'épave au large des Hébrides. - La peinture française au XIX<sup>e</sup> siècle. - La nature morte et l'objet de Delacroix à Picasso. - Le futurisme en Italie. - Le futurisme d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 19 septembre.

**LAFRADE ET BOURDELLE.** 1900-1980. Musée Bourdelle, 1, rue Antoine-Bourdelle (548-67-27). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 19 septembre.

**A LA BELLE ENSEIGNE.** Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 19 octobre.

**GUS BOFA** et les illustrateurs de l'art moderne. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (556-61-00). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 septembre.

**DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE AU BOIS DE VINCENT.** Promenade historique dans le deuxième arrondissement. Jusqu'au 19 juin. **HENRI LÉON-MANN (1814-1882).** Portraits et décors de l'histoire du 4<sup>e</sup> arrondissement. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (702-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Entrée : 9 F, gratuite le dimanche.

**CARRÈGE.** Musée de la Mémorie, 11, quai de Crail (329-12-48). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 juillet.

**PASCAL DOLEMEUX.** Prix Nécree 1983. Galerie de photographie de la B.N., 4, rue Lavigne. Sauf dim., de 12 h à 18 h. Jusqu'au 2 juillet.

**CHINE : LES PRESQUES DU DESEXT DE GORE.** La route de la soie. Musée d'histoire naturelle, 4, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 juillet.

**CHARLES DE GAULLE.** 1972. Au 8<sup>e</sup> de l'Épée. Musée de l'Ordre de la Libération, 51 bis, bd du Laiton-Maubourg (531-52-53). De 10 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 18 juin.

**ART ET SANTÉ A L'ASSISTANCE PUBLIQUE.** Hôtel de la Miramion, 47, quai de la Tourneville (633-01-40). Sauf lundi et mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 12 juillet.

**LA POSTE ET L'AVIATION.** Musée de la poste, 34, boulevard de Valenciennes (320-15-30). Sauf dim. (et jours fériés), de 10 h à 17 h. De 17 h à 19 h. Entrée : 10 F ; le samedi : 5 F (gratuite le dimanche).

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**MAKAR KURT, KUTASY, MARK CIE** internationale des arts, 18, rue de l'Hôtel-de-Ville (276-71-72). De 13 h à 19 h. Du 17 au 28 juin.

**DIX ILLUSTRATEURS POLONAIS DE LIVRES D'ENFANTS.** - Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (225-10-57). Jusqu'au 19 juillet.

**KAY VON BAUDISSIM.** Un monde fantastique et imaginaire. Espace A.G.F., 87, rue de Richelieu (244-13-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 15 juillet.

**Galeries**

**LUMIÈRES SUR LA PEINTURE.** XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles. Galerie Schmitt, 396, rue Saint-Hippolyte (260-36-36). Jusqu'au 16 juillet.

**L'AVANT-GARDE AU FÉMININ.** Musées, Saint-Pierre-Bourg, Paris, 1907-1930. Chaudron, Vieux arts et sculptures, 1903-1983. Artcurial, 9, avenue Mauguin (256-32-90). Jusqu'au 31 juillet.

**SCULPTURES ET DESSINS :** Bouquet, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**PEINTURES RÉCENTES DES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**LES ÉCRIS ACCOMPLIS.** Œuvres d'Art, Bouquet, Bouquet, 34, rue de Valenciennes (556-61-00). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 23 juin.

**ANDRE HAMBURG** à New York. Wally Findlay Galleries, 2 avenue Magon (225-70-74). Jusqu'à fin juin.

**MELIOM.** Peintures récentes, 1902-1983. Galerie Kari-Finkler, 25, rue de Touraine (325-16-73). Jusqu'au 25 juin.

**HELMAN.** Galerie Heyraud-Bresson, 56, rue de l'Université (222-58-09). Jusqu'au 2 juillet.

**KOMET.** Galerie J. Brancos, 23-25, rue Guénégaud (326-85-21). Jusqu'au 9 juillet.

**GEORGES KOSKAS.** Galerie Raph, 12, rue Pavée (887-80-36). Jusqu'au 15 octobre (fermé en juillet et en août).

**PIERRE LE CACHÉ.** Galerie Peinture fraîche, 29, rue de Bourgogne. Jusqu'au 2 juillet.

**ISADORE LEVY.** Peintures récentes. Galerie Daril, 22, rue de Beaune (261-20-63). Jusqu'au 2 juillet.

**BAUDOUIN LUQUET.** Quelques instantanés transparents. Galerie 30, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 29 juin.

**MACCHERONI.** Œuvres récentes. Galerie Regards, 40, rue de l'Université (261-10-22). Jusqu'au 25 juin.

**MASUDA.** Le Haut-Pavé, 3, quai de Montebello (354-56-79). Jusqu'au 30 juin.

**GREGORY MASUROVSKY.** Esquisses et dessins. Galerie de l'Épave, 33, rue Henri-Boncompagni (554-71-44). Jusqu'au 9 juillet.

**JOAN MIRO.** Œuvres récentes. Sculptures et gouaches. Galerie A. Macgill, 46, rue de la Bas (222-12-59). Jusqu'au 9 juillet.

**MARFAING.** Galerie Ariel, 140, boulevard Haussmann (562-13-09). Jusqu'au 30 juin.

**PAUL-ÉMILE PAJOT (1873-1929).** Portraits de femmes. Galerie Moline, 16, rue de la Messine (562-25-04). Jusqu'au 24 juin.

**POUL PEDERSEN.** Tableaux 1901-1983. Galerie Charley Chevalier, 27, rue de la Ferrière (508-58-63). Jusqu'au 9 juillet.

**TOM PHILLIPS.** Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 8 septembre.

**JEAN-MAXIME RELANGE.** 20 ans de peinture. Espace Du, 81, rue Saint-Maur (708-19-34). Jusqu'au 25 juin.

**YVON TAVEL.** 1904-1964. Peintures, dessins. La Poche, 11, rue Guénégaud (354-89-03). Jusqu'au 16 juillet.

**DAVID RYAN.** Ritratti. Galerie Gilles-Loup-Salomon, 24, rue Bonaparte (278-17-11). Jusqu'au 13 juillet.

**SANDORF.** Galerie Iy Brachot, 35, rue Guénégaud (278-24-99). Jusqu'au 9 juillet.

**SAURA.** Dora Maar d'après Dora Maar. Galerie Studier, 51, rue de Seine (326-91-10). Jusqu'au 9 juillet.

**YVON TAVEL.** L'Œil de l'homme. Espace Du, 81, rue Saint-Maur (708-19-34). Jusqu'au 25 juin.

**TAL-COAT.** En champs affrontés. Galerie L. G. G. 46, rue de l'Université (266-59-57). Jusqu'au 23 juillet.

**PATRICK TOSANI.** Galerie Durand-Dessert, 3, rue de la Harpe (277-63-09). Jusqu'au 9 juillet.

**DANIEL TREMBLAY.** Galerie F. Cadot, 77, rue de Valenciennes (278-10-36). Jusqu'au 9 juillet.

**XAVIER.** Œuvres récentes et dessins. Galerie L. G. G. 46, rue de l'Université (266-59-57). Jusqu'au 23 juillet.

**VELICOVIC.** Peintures 1900-1983. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (278-10-36). Jusqu'au 9 juillet.

**VELICOVIC.** Peintures 1900-1983. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (278-10-36). Jusqu'au 9 juillet.

**VELICOVIC.** Peintures 1900-1983. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (278-10-36). Jusqu'au 9 juillet.

**VELICOVIC.** Peintures 1900-1983. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (278-10-36). Jusqu'au 9 juillet.

**VELICOVIC.** Peintures 1900-1983. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (278-10-36). Jusqu'au 9 juillet.

**VELICOVIC.** Peintures 1900-1983. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (278-10-36). Jusqu'au 9 juillet.

**VELICOVIC.** Peintures 1900-1983. Galerie de France, 52, rue de la Verrière (278-



# THÉÂTRE, MUSIQUE & DANSE DANS LA VILLE

MAIRIE DE PARIS  
SAMEDI 18 et DIMANCHE 19 JUIN, de 14 heures à minuit  
PONT-NEUF et PLACE DAUPHINE  
**LES FÊTES DU PONT-NEUF**  
50 SPECTACLES GRATUITS  
Renseignements : 277-92-26

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

METRO-GULFYN-MAYHEM présente une production de M. ELROY en film de PETER WEIR

MEL GIBSON SIGOURNEY WEAVER

## L'ANNEE DE TOUS LES DANGERS

Sélection officielle  
FESTIVAL DE CANNES  
1983



"THE YEAR OF LIVING DANGEROUSLY"  
BILL KERR - MICHAEL MURPHY - LINDA HUNT - NOEL FERRIER  
Montage de MAURICE JARRE - Scénario de DAVID WILLIAMSON - PETER WEIR G. KOCH - Adapté de C.J. KOCH  
Produit par JAMES MCELROY - Réalisé par PETER WEIR  
© 1983 M.C.M. distribué par Centre International Cinéma

PARIS 1983 SEPTEMBRE OCTOBRE  
La Ville de Paris présente le  
XXI<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS  
du 20 septembre au 29 octobre 1983

20<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS-CHÂTELET  
du 20 septembre au 2 octobre à 20 h 30  
matinées samedis et dimanches à 14 h 30  
(relâche lundi 26)  
**HOMMAGE A  
GEORGE BALANCHINE  
NEW YORK CITY BALLET**  
du 3 au 9 octobre à 20 h 30  
matinée dimanche 9 octobre à 14 h 30  
**NEDERLANDS DANS THEATER  
GIRI KYLIAN**

Situation et prix des places

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS-CHÂTELET	THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Orchestra et Chœur 1 <sup>er</sup> balcon	Orchestra 1 <sup>er</sup> balcon
Orchestra et Chœur 2 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 2 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 3 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 3 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 4 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 4 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 5 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 5 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 6 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 6 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 7 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 7 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 8 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 8 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 9 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 9 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 10 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 10 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 11 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 11 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 12 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 12 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 13 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 13 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 14 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 14 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 15 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 15 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 16 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 16 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 17 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 17 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 18 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 18 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 19 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 19 <sup>e</sup> balcon
Orchestra et Chœur 20 <sup>e</sup> balcon	Orchestra 20 <sup>e</sup> balcon

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
du 10 au 14 octobre à 20 h 30  
**THE JOYCE TRISLER  
DANSCOMPANY**  
du 19 au 22 octobre à 20 h 30  
**BALLET DU NORD**  
du 24 au 29 octobre à 20 h 30  
**LES BALLETES JAZZ  
DE MONTREAL**

Situation et prix des places

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES	THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS-CHÂTELET
Orchestra 1 <sup>er</sup> balcon	Orchestra et Chœur 1 <sup>er</sup> balcon
Orchestra 2 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 2 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 3 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 3 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 4 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 4 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 5 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 5 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 6 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 6 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 7 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 7 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 8 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 8 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 9 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 9 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 10 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 10 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 11 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 11 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 12 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 12 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 13 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 13 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 14 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 14 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 15 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 15 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 16 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 16 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 17 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 17 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 18 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 18 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 19 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 19 <sup>e</sup> balcon
Orchestra 20 <sup>e</sup> balcon	Orchestra et Chœur 20 <sup>e</sup> balcon

## THEATRE

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

POLYPHONIX 5 - Bastille (357-42-14), 18 heures, (15 au 17).  
MAURICE BAQUET - Espace Galté (327-13-54), 20 h 30 (15).  
LYSISTRATA - Montreuil, Ten (maison Elmo) (858-63-33), 21 heures (15).  
DARLING - DARLING - Déjeuné (887-97-34), 21 heures (15).

### Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50), Le 15 à 19 h 30 : Soirée Balanchine ; le 16 à 19 h 30 : Luis Miller.  
SALLE FAVART (296-06-11), Le 21 à 18 heures : Conférence A. Talouf.  
COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20), Le 15 à 14 h 30 : Andromaque ; les 15, 17 à 20 h 30 : Les Enfants ; les 16, 20 à 20 h 30 : Le Médecin volant / Amphitryon ; les 18, 21 à 20 h 30 : le 19 à 14 h 30 et 20 h 30 : Intermèzes.  
CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer (Dim) : les 15, 16, 17, 18, 21 à 18 h 30 : Alceste le botaniste ; le 20 à 20 h 30 : Rendez-vous de poésie avec Kasia Stancowicz ; Grand Théâtre (Lun) : les 15, 17, 18, 21 à 21 h 30 : le 19 à 15 h : le Prince travesti ; Concert : le 16 à 20 h 30 : musique vivante non-stop percussions ; Théâtre Gémier : le 21 à 20 h 30 : Récital J. Brahms par G. Parmentier.  
ODEON (325-70-32), relâche.  
PETIT ODEON (325-70-32) (Lun), les 15, 16, 17, 18, 19, 21 à 18 h 30 : Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu.  
TEP (797-96-06), relâche.  
Petit TEP, le 15 à 14 h 30 : La Belle au bois dormant ; à 20 h 30 : Zazou ; le 16 à 10 h : Poupée ; à 20 h 30 : Musique, mécanique et autres diableries.  
BEAUBOURG (277-12-33) (mar.), - Débats : le 15 à 19 h : Ch. Mauriac ; 21 h : Tout ange est tenté ; le 16 à 18 h 30 : Fanzines et compagnie ; l'autre presse ; à 19 h : soirée latino-américaine ; le 17 à 19 h : D. Grenier à 21 h : Revue parée ; le 20 à 18 h 30 : Manet, l'art contemporain et la citation ; à 19 h : « Mnémos », une veille d'été ; Cinéma vidéo : les 15, 16, 17, 18, 19, 20 à 13 h : Pickle Family Circus ; à 14 h : introduction à la musique contemporaine n° 3 : Répétition et différence ; à 19 h : Pissim living ; les 15, 16, 17, 18, 19 à 15 h : Bonjour Monsieur Manet ; les 15, 16, 17, 18, 19 à 18 h : Hollis Frampton ; collection du N.N.A.M. ; Théâtre : le 20 à 14 h 30 : Les oeuvres de Mides.  
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-43), Concert à 18 h 30 ; l'Orchestra de Strasbourg Gabor Gyro.

MAISON DES CULTURES DU MONDE 100 544 4142

**JAPON 83**

18-19-21 JUIN  
**HAYACHINE KAGURA-S**  
THEATRE RITUEL  
3 PROGRAMMES

THEATRE DE L'ALLIANCE  
101 BD RASPAIL 6<sup>e</sup> TEL 544 72 30

**CENTRES CULTURELS ETRANGERS**

**CENTRE CULTUREL SUÉDOIS**  
11 rue Payenne-3<sup>e</sup>

**UNE COLLECTION ROYALE**  
Verrerie d'art, céramiques, dessins et reliures de la collection du roi Gustave VI Adolphe

**ALEXANDER CLEMENS WETTERLING**  
(1796-1858)  
Dessins à la plume  
Vues de Paris  
des environs (1827)

**JOSSUA 15 JUILLET**  
Lundi-venredi, 12-18 h  
Samedi-dimanche, 14-18 h

**SUMMER IN THE CITY**  
à l'AMERICAN CENTER  
261, bd Raspail, 75014 PARIS  
Tél. : 633-67-28

Session intensive  
du 4 au 16 juillet  
ET/OU  
du 18 au 29 juillet

**COURS D'AMERICAIN**  
2 ou 4 heures par jour  
sur 2 ou 4 semaines

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) (Lun), les 15, 16, 17, 18, 21 à 20 h 30 ; le 19 à 14 h 30 : Ballet du grand théâtre de Genève.  
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34) (dim, lun), les 15, 16, 17, 21 à 21 h : le 18 à 16 h et 21 h : les Oiseaux.

### Les autres salles

ANTOINE (208-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30, dim, 15 h 30 : Coup de soleil.  
ARTISTIC ATHEVAINS (355-27-10) (D. soir, L.), 20 h 30, dim, 17 h : le Doulx échantillon du breizh ; Prélude à K. Massfield.  
ATELIER (606-49-24) (D. soir, L.) 21 h, dim, 15 h : le Neveu de Rameau.  
ATHENÉE (742-67-27) (S. soir, D., L.), 20 h, sam, 6 h : Kios.  
CARRÉ FOUR DE L'ESPRIT (633-48-65) mer., jeu., ven., 20 h 30 : Zed Zed Zed.  
CARTELOCHERIE, Théâtre du Soleil (374-24-08) les 16, 17, 18, à 18 h 30 : le 19, à 15 h 30 : La Nuit des Rois ; le 15 à 18 h 30 : Richard II. - Eglise de bois (808-39-74) (D. soir, L.), 20 h 30, dim, 16 h : Parité et 21 h : Les Paravents ; Agnès (374-99-41) (D. soir, L.), 20 h 30, dim, 17 h 30 : le Débutant.  
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52) (D. soir, L.), 20 h 30 : Roulez Rock ! l'heure du thé.  
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIERE (508-09-46) (Mer., D.), 20 h 30 : Lit vers Lethé.  
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie (D., L.), 20 h 30 : Dialogue de l'air - Roulez (D., L.), 20 h 30 : la Musica. - Grand Théâtre (D., L., Mar.), 20 h 30 : Roméo et Juliette.  
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41) (Mer., D. soir), 21 h, dim, 15 h 30 : Revenez dormir à l'Élysée.  
COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24) (D., L.), 20 h 45, sam, 19 h 45 et 22 h : Pauvre France.  
COMEDIE DE PARIS (281-00-11) (D., L.), 20 h 30 : Si Guilty m'était chanté (dernière le 18).  
DAUNOU (261-69-14) (Mer., D.), 21 h : Un campé-48.  
DÉCHARGEURS (236-00-02) (D.), 20 h 30 : Mourir à Colone.  
ÉDOUARD-VII (742-57-49) (D. soir, L.), 21 h, dim, 15 h : Joyeux Piqués.  
ELDORADO (286-45-42) (D. soir, L.), 20 h 30, sam, et dim, 15 h 30 : Théâtre de Boulevard.  
ESCALIER D'OR (523-51-10) (D. soir, Mar.) 20 h 30, dim, 17 h : Abraham et Samuel ; (D. soir, L.) 22 h, dim, 14 h 30 : Soirée de théâtre.  
ESPACE-MARAI (271-10-19) (D., L.), 20 h 30 : le Mariage de Figaro ; dim, 17 h 30, lun, 20 h 30 : la Mouette.  
FONTAINE (574-74-40) 20 h 30 : S. Joly (dernière le 18).  
GAITE-MONTMARTRE (322-16-18) les 15, 16, à 20 h 30 : Des jours et des nuits.  
GALERIE 55 (326-63-51) (D., L.) 21 h : Play it again, Sam.  
HUCHETTE (326-38-99) (D.) 19 h 30 : la Cantatrice châtive ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres ; 22 h 30 : les Atours de Noël.  
JARDIN D'HIVER (255-74-40) 21 h, sam, 16 h : Théâtre d'ombres.  
LA BRUYERE (574-76-99) (D. soir, L.), 21 h, dim, 15 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.  
LUCERNAIRE (544-57-34) L. (D.), 18 h 30 : Stella Memoria ; 20 h 30 : les Mystères du Confessionnal ; 22 h : Jeu-memo. - IL (D.) 20 h 30 : Mijoc - Petite salle (D.), 22 h 15 : Permis de séjour.  
MADELINE (265-07-89) (D. soir, L.), 20 h 45, D., 15 h : le Plaisir berlines.  
MARAI (278-50-27) (D.), 20 h 30 : le Plaisir berlines.  
MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74) (D.), 21 h : la Surprise.  
MICHEL (265-35-02) (D., L.), 21 h 15, sam, 15 h 15 et 21 h 30, dim, 15 h 30 : On dira un lit.  
MONTMARTRE (320-89-90) (D. soir, L.), 21 h, dim, 15 h : R. Devos - Petit Montmartre (D. soir, L.), 21 h 15, dim, 16 h : l'Anarchiste.  
NOUVEAUTÉS (770-52-76) (J., D. soir) 20 h 30, sam, 21 h, dim, 15 h : l'Entourloupe.  
PALAIS DES GLACES (607-49-93), les 15, 16, 17, 18, à 21 h : le 19, à 17 h : Opéra-Loulou ; le 21, à 21 h : Folies d'opérettes.  
PLAISANCE (320-00-06) (D., L.) 20 h 30 : Le Musée noir de Valla Angel.  
POCHE (548-92-97) (D.) 21 h : Vora.  
POTINIERE (261-44-16) (D. soir) 20 h 45, dim, 15 h 30 : le signor Pagotto.  
SAINT-GEORGES (878-63-47) 20 h 45 : Six heures au plus tard (dernière le 18).  
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) (D. soir, L.), 20 h 45, dim, 15 h 30 : le Fantôme à bascule.  
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79) L. Lun, mar., 20 h 30, ven., sam, 22 h, dim, 15 h : l'Écume des jours. - IL (D., L.) 20 h 30 : Huis clos ; mer., jeu., 22 h, sam, dim, 15 h : Fin de partie.  
TEMPLEIERS (272-94-56) (D., L.), à 20 h 30 : Robinson Crusoe.  
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02) (D.), 20 h 15 : les Babes qu'on a ; 22 h : Nous en fait en nous dit de fait.  
THÉÂTRE DU LYS (327-88-61) (D. soir, L.), 20 h 30, dim, 15 h : La Montre-Plais.  
THÉÂTRE NOIR (346-91-93) (L.) 20 h 30 : l'Écume des jours ; 22 h : Nous en fait en nous dit de fait.  
THÉÂTRE 18 (588-16-30) (D. soir, L., Mar.), 20 h 30, dim, 15 h : le Piège de Médée.  
THÉÂTRE 18 (226-47-47) (D. soir, L.), 20 h, dim, 16 h : Vous avez du blé : Aller simple.  
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55) (D. soir, L.), 20 h 30, dim, 17 h : l'Opéra du qu'on.  
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80) - Grande salle : voir Danse. - Petite salle (D.) 20 h 30 : Joséphine, la cantatrice.  
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48) (D.) 21 h : J. Charby : Pour de l'argent.  
TRISTAN-BERNARD (520-08-40) (D. soir, L.) 21 h, dim, 15 h et 18 h 30 : les Dix Petits Nègres.  
UNION (770-90-94) (D. soir, L.) 20 h 30, dim, 17 h 30 : Vol ou-dessus d'un nid de coucou (en anglais).

### Les cafés-théâtres

ATHLETIC (624-03-83) (D., L., Mar.) 21 h : Un caniche sur la banquette.  
AU BEC FIN (296-29-35) (D.) 19 h : Gertrude morte cet après-midi ; 20 h 30 : Tobi-Bahut ; 22 h : le Prédant.  
BEAUBOURGEOIS (272-08-51) (D.) 19 h 30 : Touchez pas au fric.  
BLANCS-MANTEAUX (887-15-94) (D.) L. 20 h 15 : Areth = MC2 ; 21 h 30 : les Dames louches ; 22 h 30 : les Sacré Montreuil. - IL 20 h 15 : les Cade ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grands ? ; 22 h 30 + sam, 24 h : Version originale.  
CARRÉ D'EDGAR (322-11-02) (D.) L. 20 h 15 + sam, 22 h 30 : Tasse, voilà deux bouillies ; 21 h 30 : Mangesons d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. - IL 20 h 15 : Les blagueurs sont fatigués ; 22 h : Vous en avez une bombe dans le bœuf du gamin. - III 21 h 30 : le Chronomètre châtive.  
L'ÉCURIE (542-71-16) (D., L., Ma.) 20 h 30 : J.P. Réginal ; 22 h : Histoire de diabolisme.  
LE FANAL (233-91-17) (D.) 20 h : Attendez la fanfare ; 21 h 15 : l'Amant.  
LA GACEURE (367-62-45) (D., L.) 20 h 30 : Co d'est pas d'gave une femme ; 22 h : Paroles d'hommes.  
LES LUCIOLES (526-51-64) (L.) 19 h 45 : Oy, Mithelley, mon fils ; 21 h 15 : Une chanson, c'est quel déjà ; 22 h 15 : M. Chavaler.  
PATACHON (606-90-20) (D., L., Ma.) 20 h 30 : Un affreux dans la tête ; 22 h : D. Louy ; 23 h : F. Fancé, N. Poli : Hommage à E. Piaf.  
LE PETIT CASINO (278-36-50) (L.) 21 h : Guide des conventions 1919 ; 22 h 30 : Princes pour l'annuaire.  
POINT-VIRGULE (278-67-03) (D.) 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h : Casanova tubiste ; 22 h 30 : l'Argent de Dieu.  
SENIER DES HALLES (236-37-27) (D., L.) 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h : Vous descendez à la prison.  
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) (D., L.) 22 h : M. Sergeant.  
LA TANIÈRE (337-74-39) le 19, à 19 h 30 : A. Delille.  
LE TENTAMARRE (887-33-82) (D., L.) 20 h 15 + sam, 24 h : Phélie ; 21 h 30 : Apocalypse N° 1 ; sam, 16 h : la Timbale.  
THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-07-48) (D.) 20 h 30 : Globble up stories ; 21 h 30 : Les halles ont des bêtises (dernière le 18) ; 22 h 30 : Rondelette et Julo.  
VIEILLE GRILLE (707-60-93) (D., L.) 20 h 30 : M. Moscau.

### En région parisienne

AUVERS-SUR-ORSE, Église Notre-Dame, le 18 à 21 h : J. Linton.  
BOUR-LE-REINE, CAEL (663-76-96), le 17 à 21 h : Musique vocale et instrumentale des dix-septième et dix-huitième siècles.  
BOULOGNE-BILLANCOURT, T.B.R. (603-60-44), le 15 à 20 h 30 : Cl. Lemer.  
CHAMPIGNY, C.C. Océanophilie (881-11-01), le 21 à 16 h : Fête de la musique.

sique, jardin communal, le 21 à 21 h : Ensemble 262m (Miersau, Bayle).

CHATELAIN-MALABRY, Église Sainte-Basile, le 16 à 20 h 30 : J. Esqueret, E. Balmas, G. Causse, A. Mennier, K. Atanasov (Spahr, Coldridge, Taylor...)  
COURBOVOIE, Maison pour tous (333-63-52), le 18 à 21 h : Intérieur nuit.  
CRETEIL, M.L.C. Mont-Méry (377-50-60), le 18 à 21 h : Cabaret Jazz, Salle Cocteau, le 17 à 20 h 30 : Gala de l'École nationale de musique.  
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30), le 15 à 21 h 45 : Le Quasi à soi ; le 17 à 20 h : la Malheureuse indifférence ; le 18 à 21 h 45 : l'Intruse ; le 21 à 20 h : l'Épave du dos.  
IVRY, Théâtre (670-15-71), le 17 à 20 h 30 : Musique dans la ville.  
MALAKOFF, Th. 71 (655-43-45), le 15 à 21 h : Couleurs du temps.  
MARLY, Maison Jean-Vier (958-74-87), le 18 à 21 h : Barouf à Chigaglia.  
MASSY, sous chapiteaux, le 18 à 20 h : B. Lavitier.  
MONTREUIL, TEM (858-45-33), L. (D. soir, L.), 21 h, Dim, 17 h : les Salades ; C.C. Jean-Loup (287-50-08), le 17 à 20 h 30 : J. Querier.  
NANTERRE, Th. des Amateurs (721-18-81), (D. soir, J.), 20 h 30, Mer., 19 h 30, Dim, 17 h : les Paravents ; IL (D. soir, J.), 21 h, Mer., 20 h, Dim, 16 h 30 : Combat de nègre et de chiens ; Th. par le Bas (775-91-64), Jeu., Ven., Sam, 20 h, Dim, 15 h : les Couds.  
ROUILLON, Abbaye (035-40-18), le 19 à 17 h 30 : Ensemble Organum de Paris, dir. M. Pares.  
SAINT-DENIS, Festival (243-00-59), Relâche, le 15 à 20 h 30 : Chœur de l'Opéra de Paris, dir. A. Lombard (Verdi) ; le 20 à 20 h 30 : Orchestre national de Lille, Chœurs de Düsseldorf, dir. J.-C. Casadesu (Mozart) ; Th. Gérard-Philipe, le 16 à 20 h 30 : R. Branson (Verdi, Tosti, Donizetti) ; le 17 à 20 h 30 : la Grande Écurie et la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgouère (Rameau) ; les 16, 17 à 9 h 30 et 14 h 15 : Fugue en mineur (E).  
SAINT-OUEN-L'AUMONNE, Salle des fêtes, le 17 à 20 h 30 : Michaelis et Vale.  
SAINT-SULPICE - DE - FAVIERES, Église (083-36-51), le 19 à 21 h : le Déballé de Paris.  
VERSAILLES, XV<sup>e</sup> Festival (950-36-22), Opéra-Royal, le 15 à 21 h : G. Janowitz (Brahms, Schubert) ; Périslyle du Grand-Tyran, les 17, 18 à 21 h 30 : Andromaque ; Choeurs de l'Église, le 16 à 21 h : Ensemble vocal G. George (Jouquin des Prés, Gesualdo, Brahms) ; Quartier Saint-Louis, le 19 à 21 h : l'Année fabuleuse.  
LE VESINET, CAL (576-32-75), le 20 à 21 h : Orchestre du Conservatoire municipal de musique.  
VINCENTES, Th. Daniel-Sorano (374-73-74), les 15, 16, 17, 18 à 21 h, le 19 à 18 h : Il flotte dans l'air des milliers de paroles.  
YERRES, Église Saint-Henri (948-38-06), le 18 à 20 h 30 : Concert annuel de créations.

### Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-55), 21 h, dim, 15 h 30 : François, j'ai mal à tout ça.

278 88 88

**FESTIVAL DE LA ROCHELLE**

Musique / Théâtre / Danse / Arts plastiques

23 juin - 9 juillet  
Renseignements : La Rochelle (46) 41-03-35

**SECTION CINÉMA**

28 juin - 6 juillet  
Direction artistique : J.-Loup Passek

- Hommages à Robert Aldrich, Michel Deville, Krzysztof Zanussi, Zivojin Pavlovic, Shyam Benegal, Pupi Avati et Xie Tiel.
- Une étape française dans la carrière de : Victor Trivas, Max Ophüls, Robert Siodmak, Billy Wilder, Kurt Bernhardt, Fritz Lang.
- Le monde tel qu'il est : des films inédits de Yougoslavie, U.R.S.S., Tunisie, Turquie, Inde, Japon, Pologne, Grèce et Hongrie.

Renseignements presse Paris : Florence Bory ■ 296-23-44











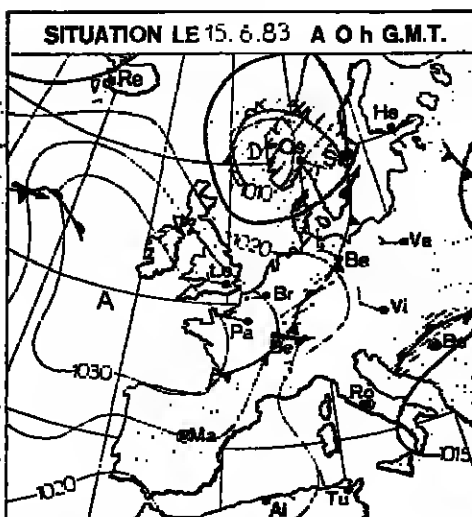




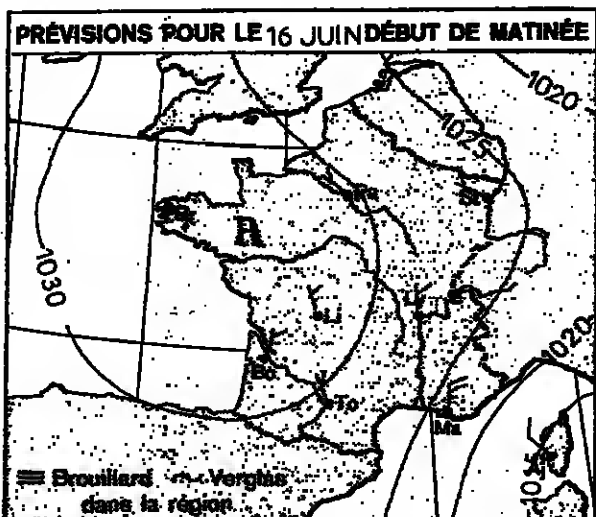


# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 15.6.83 A 0h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 16 JUIN DÉBUT DE MATINÉE

Évolution probable du temps en France entre le mercredi 15 juin à 0 heure et le jeudi 16 juin à minuit.

Une cellule anticyclonique va gagner le pays progressivement. Toutefois, l'air humide d'un front chaud voisin de l'Irlande jeudi s'écoulera au nord de cette cellule, apportant ainsi une détérioration du temps par le nord-ouest.

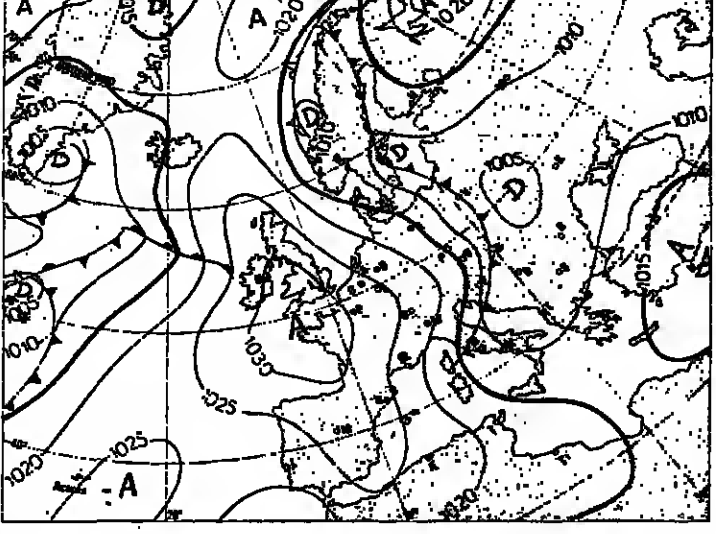
Jeudi, le ciel deviendra ainsi de plus en plus nuageux au cours de la journée sur les régions proches de la Manche avec arrivée de petites pluies la nuit suivante. Ailleurs, le temps sera généralement bien ensoleillé mais frais avec du vent de secteur nord. Le mistral soufflant encore en début de journée s'atténuera ensuite. Les nuages de la Manche gagneront le soir les régions s'étendant des Pays de Loire à l'ouest du Bassin parisien.

Les températures seront sans changement significatif. Ainsi, les températures minimales seront de 7 à 11°C sur la moitié nord, 15 à 18°C sur les régions méditerranéennes et la Corse, 9 à 13°C sur les autres régions. Quant aux températures maximales, elles atteindront 15 à 18°C au nord de la Loire, 20 à 25°C au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 15 juin, à 8 heures, de 1 029,6 millibars, soit 772,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 juin; le second le minimum dans la nuit du 14 au 15 juin).

Ajaccio, 27 et 15 degrés; Biarritz, 20 et 15; Bordeaux, 22 et 11; Bourges, 20 et 7; Brest, 16 et 8; Caen, 17 et 8; Cherbourg, 14 et 10; Clermont-Ferrand, 21 et 11; Dijon, 21 et 10; Gre-



PRÉVISIONS POUR LE 16 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)

noie, 22 et 11; Lille, 19 et 10; Lyon, 22 et 10; Marseille-Marignane, 26 et 17; Nancy, 21 et 9; Nantes, 22 et 8; Nice-Côte d'Azur, 26 et 20; Paris-Le Bourget, 20 et 9; Pau, 22 et 14; Perpignan, 26 et 18; Rennes, 18 et 7; Strasbourg, 22 et 11; Tours, 22 et 6; Toulouse, 23 et 13; Pointe-à-Pitre 29 et 25.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 26 et 13 degrés; Amsterdam, 16 et 8; Athènes, 24 et 18; Berlin, 19 et 10; Bonn, 20 et 4; Bruxelles, 18 et 11;

Le Caire, 39 et 24; Les Canaries, 32 et 24; Copenhague, 20 et 9; Dakar, 28 et 23; Djibouti, 22 et 17; Genève, 22 et 10; Jérusalem, 32 et 17; Lisbonne, 36 et 22; Londres, 19 et 7; Luxembourg, 18 et 7; Madrid, 32 et 14; Moscou, 23 et 13; Nairobi, 26 et 13; New-York, 32 et 22; Palma-de-Majorque, 29 et 14; Rome, 27 et 16; Stockholm, 23 et 14; Tenez, 31 et 18; Tunis, 26 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PRESSE

### Journée nationale d'action des ouvriers du Livre C.G.T.

La Fédération française des travailleurs du Livre (F.F.T.L.-C.G.T.) a décidé de lancer, mercredi 22 juin, une journée nationale d'action comportant notamment un rassemblement à Paris, et un appel à un arrêt de travail dans les secteurs presse et librairie.

Le bureau de la F.F.T.L.-C.G.T. estime en effet que « les problèmes de la mise en place d'un statut pour une presse libre, pluraliste, démocratique, les questions de la relance des industries graphiques, de leur développement et de leur modernisation, du retour de travaux pour le rétablissement de la balance commerciale des imprimés » n'ont pas reçu, à ce jour, « les réponses satisfaisantes ». La Fédération des travailleurs des industries papeteries participera à cette journée d'action.

L'agence américaine Associated Press vient d'inaugurer ses nouveaux bureaux à Londres, installés près de Fleet Street. A cette occasion, les responsables d'A.P. ont annoncé la prochaine participation de l'agence à la banque de données World Reporter, créée au début de cette année par la B.B.C. et Data-Solve. La propre banque de données d'Associated Press, qui contiendra toutes les dépêches A.P. d'un mois deux années, sera incluse dans le service World Reporter.

## EDUCATION

### COURS DE PALÉOGRAPHIE AUX ARCHIVES NATIONALES.

Les cours d'initiation (mercredi de 18 h à 19 h ou samedi de 11 h à 12 h) et de perfectionnement (mardi de 18 h à 19 h ou samedi de 9 h à 10 h) ont lieu à la lecture et à la compréhension des documents anciens organisés par les Archives nationales à l'intention des chercheurs amateurs reprendront en 1983-1984. Les inscriptions, limitées, seront reçues tous les jours de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h à partir du 1<sup>er</sup> juin, sur présentation personnelle à la Boutique des archives (60, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3<sup>e</sup>).

## SPORTS

### VOILE

### La lutte catamarans-trimarans

Le catamaran Transat-Tag-Québec du Canadien Mike Birch et du Français Loïc Peyron est arrivé à Lorient, mercredi 15 juin, à 4 h 18. Il se classe cinquième de la deuxième Transat en double avec trente heures quarante minutes de retard sur le voilier vainqueur, Charente-Maritime, des Français Pierre Folleant et Jean-François Fomtaine.

### De notre envoyé spécial

Lorient. - Tombés avec les honneurs. C'est ce qu'on pourrait dire des trois trimarans qui ont mené la course de la deuxième à l'avant-dernière journée. Meccurillo d'abord. Le Suisse Pierre Fehlm et Jean-Yves Terlain avaient opté pour une route très au nord, proche de l'orthogonie. Ils ont dû relâcher aux Bermudes pour changer leur état et leur dérive endommagée par un choc avec une baleine. Britany-Ferries ensuite. Privés d'électricité depuis le départ, Daniel Gilard et Halvard Mabire ont appris leur performance en virant à la bouée des Bermudes. Les deux hommes avaient pourtant déjà cassé neuf drisses de grand-voile et de géniois.

Pour changer les poulies de tête de mât, à l'origine de cette casse, Mabire avait passé près de onze heures suspendu à 22 mètres par un vent de 25 nœuds. Troisième à l'arrivée à Lorient, ils n'ont concédé que trois heures douze minutes. William-Sauria, enfin. Confrontés au gigantisme de leur trimaran de 27 mètres, Eugène Riguidel et Jean-François Le Menec ont été soumis pendant trois semaines à des travaux de galeries. Faute de pouvoir effectuer toutes les manœuvres en temps voulu, une casse importante était inévitable. La dernière, celle d'une drisse de grand-voile, a fait passer les Bretons à côté d'un triomphe mérité.

Si les performances de ces trois équipages de trimarans ont provoqué l'admiration, c'est le potentiel des meilleurs catamarans qui a fait la plus forte impression. Celui de Charente-Maritime, bien sûr, vainqueur après une course presque sans histoire. Un seul spinnaker endommagé ! Mais la stupeur est plus venue du comportement de Jet-Service, de Patrick Morvan et Jean Le Cam.

Ce trimaran de 20 mètres, aux coques effilées comme des lames de rasoir, avait pris un départ canon avant d'être démonté vers La Corogne (Espagne) pour canaliser une chute de ride. Repartis en vingt-huitième position, après une escale inférieure à quatre heures mais plus d'un jour de perte de temps réel, les deux jeunes navigateurs ont tiré le

meilleur profit d'une brise arrière sur une route sud pour revenir en deuxième place aux Bermudes. Hélas ! une collision avec une baleine coupait à nouveau leur élan. Avec un safran hors d'usage et une voie d'eau, en partie comatée, mais les obligeant à écopier jusqu'à l'arrivée, Morvan et Le Cam étaient contraints de rester au sud pour éviter les dépressions. Leur troisième place, à deux heures cinquante-cinq minutes, est, dans ces conditions, riche de promesses.

Avec de tels leviers des mers, la moyenne des premiers de la Transat Lorient-Les Bermudes-Lorient est passée de 6,4 nœuds en 1979 à plus de 10,70 nœuds cette année. Mais ce gain de vitesse s'est effectué au détriment de la fiabilité des multicoques et de la sécurité des navigateurs.

Dix bateaux hors course après la première journée de navigation : seize abandonnés enregistrés au bout d'une semaine ; le manque de préparation de certains, les exigences de la course en double qui, incite les navigateurs à solliciter en permanence leur bateau au maximum, ne sauraient expliquer à eux seuls ces défaits et ces avaries en série.

Les délais trop brefs de conception et de construction des bateaux, l'insure primauté des matériaux nouveaux sur les multicoques, surtout sur les catamarans - cinq abandonnés sur neuf engagés - ou, par manque de gîte, les grèments sont soumis à des efforts accrus et difficiles à prévoir, amènent, d'ores et déjà, quelques-uns des meilleurs architectes français à s'interroger et à encourager le retour à plus de sagesse et de classicisme. Pour un Pajot ou un Birch, qui ont fait leurs preuves et disposent d'importants budgets de leurs commanditaires, combien de skippeurs peuvent prendre le risque de voir leur bateau cassé dès sa première course ? Sans compter qu'une belle tempête pourrait provoquer un jour, dans cette flottille, une catastrophe dont cette forme de voile-spectacle aurait du mal à se relever.

GÉRARD ALBOUY.

## MODE

### Le style en herbe

Au moment où les pouvoirs publics s'intéressent à la création d'un centre de la mode, on a pu voir une synthèse des activités de différentes écoles de style et de modélisme qui ont pris part au concours Bouscass des jeunes stylistes, réservé aux moins de vingt-cinq ans.



ELISABETH PAIRE : modèle gagnant du concours Bouscass en robe de coton imprimée en batik indonésien sur fond bleu nuit contrastant avec le bleu uni, en lin et polyester.

Parmi les écoles en lice, on notait le cours d'été, l'école supérieure des arts appliqués Duperré, Emod-Guerre-Lavigne, Fleuri-Delaporte, l'école de la Chambre syndicale de la couture parisienne ayant déclaré forfait à cause d'une manifestation identique commanditée par une association japonaise à Osaka.

Cinquante dossiers ont été retenus par Bouscass, les participants au concours puisant dans

la belle et éclectique collection de tissus d'été 1984 pour créer, au choix, un ou deux modèles d'homme, femme ou enfant. Par manque d'imaginaire ou par conformisme, le plupart se sont livrés à des exercices de style peu convaincants, le dénominateur commun se révélant être l'influence du Japonais Kenzo.

Les deux prix de 15 000 F ont été attribués à Sandra Boucass, ancienne élève des Arts appliqués, et à Elisabeth Peire, en troisième année à Emod; Sonia Miquel, Arts appliqués, a obtenu 5 000 F pour la qualité technique de ses réalisations.

A la veille du défilé des écoles de la chambre syndicale de la couture parisienne, l'atmosphère est appliquée, euphorique des mannequins à pied de bois, que l'on habille en tenue de plage ou de crêpeuse, les tissus étant offerts ou dénichés au marché Saint-Pierre, rendez-vous montmartrois des femmes fûtées.

Le diplôme en poche, ces jeunes créateurs peuvent entrer dans les maisons de couture ou de prêt-à-porter, ainsi que dans les bureaux de style.

Enfin il existe une expression artistique de la mode, celle qui choisit Gisèle Gornex, ancienne élève de la chambre syndicale et d'Emod. D'origine brésilienne, née au Bénin, elle a créé une technique de « tissus sculptés » en relief, qu'elle utilise aussi bien pour des robes de mariées qu'en splendides coussins lamés, vendus par Duo Boutique (Palais des congrès).

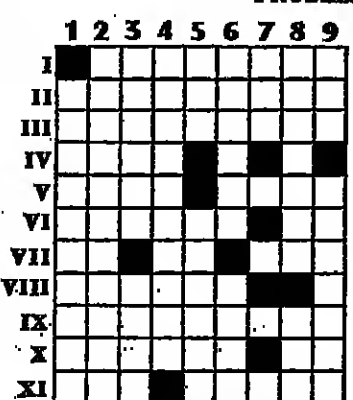
Les dossiers d'inscription dans une école de style se déposent avant le 31 mars, pour la rentrée de l'année. A titre d'exemple, les frais annuels de scolarité de la chambre syndicale s'élevaient à 17790 F T.T.C. pour les Français, et à 21940 F pour les étrangers.

### NATHALIE MONT-SERVAN.

\* Adresses : Cours Berçot, 28, rue Léopold-Bellan (2<sup>e</sup>); Ecole supérieure des arts appliqués Duperré, 11, rue Dupetit-Thouars (3<sup>e</sup>); Emod-Guerre-Lavigne, 16, boulevard Montmartre (2<sup>e</sup>); Fleuri-Delaporte, 1 bis, impasse de l'Asrolabe (15<sup>e</sup>); école de la chambre syndicale de la couture parisienne, 45, rue Saint-Roch (1<sup>er</sup>).

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3472



### HORIZONTALEMENT

1. Explosion qui ne provient pas de bombes. - II. Ne demande qu'à s'exprimer lorsqu'elle se met à table. - III. Réserve d'essences. - IV. Port du Maroc. - V. Suffice de ce qui peut être. Tout bien considéré, ne méritent pas notre considération. - VI. Morceau de flûte. Canonisé en Normandie. - VII. Gêne la bonne marche ou la favorise. Donne à choisir. De quoi prendre l'air ou être enfermé. - VIII. Héberge un drôle d'oiseau. - IX. Faces cachées de beaucoup d'étoiles. - X. Nous tient la jambe lorsqu'on veut monter. Note. - XI. Trouve après de « line » une profonde aspiration. Nous fait souvent marcher pour le plaisir.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 15 juin :

### DES DÉCRETS

• Modifiant le code de la construction et de l'habitation en ce qui concerne l'épargne-logement. • Portant modification de la composition des conseils supérieurs de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air pour l'année 1983.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982)

Imprimerie : du « Monde » 1, rue de la Harpe PARIS-IV

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire de journaux et publications, n° 57417.

ISSN 0395-3037

### PARIS EN VISITES

#### VENDEMI 17 JUNE

• Collections du cabinet des médailles et antiques, 14 h 45, vestibule 58, rue Richelieu (Caisse nationale des monuments historiques). • L'île de la Cité, 15 heures, métro Cité (Connaissance d'ici et d'ailleurs). • Le Marais, 20 h 30, pont Marie, (Ludico-Visites).

### CONFÉRENCES

14 heures, 84, rue de Grenelle. « Une nouvelle révolution industrielle : armes à énergie dirigée et ére du plasma ». (Fondation pour l'énergie de fusion).

### Le Monde

droits des travailleurs

LES NOUVEAUX

DRS DES

TRAVAILLEURS

N° SPÉCIAL JUIN 1983

16 PAGES, 10 F

### D'un sport à l'autre

CANOE-KAYAK. - La première journée des championnats du monde de canoë-kayak en eaux vives, qui ont lieu du 14 au 20 juin à Merano (Italie), a consacré deux victoires françaises en descente de rivière : Gil Zak s'est imposé en canoë monoplace et l'équipage Hervé Madhne-France-Lesport a gagné en canoë biface, devant Philippe Thiel et Christian Bichat.

FOOTBALL. - Après deux saisons en seconde division, Nîmes rejoindra la saison prochaine avec les vingt meilleurs clubs français grâce à trois buts de Nygaard, Van Gool et Goussier, les Gardais se sont imposés le 14 juin au F.C. Tours, auteurs

d'un but par Da Fonseca, en match de barrage retour. Au match aller, les deux équipes avaient obtenu un résultat nul (1-1).

TENNIS. - Le tirage au sort des Internationaux de Grande-Bretagne qui doivent commencer le 20 juin à Wimbledon n'est pas défavorable aux joueurs français engagés : Henri Leconte et Guy Forget seront opposés à des qualifiés, Christophe Roger-Vasselin rencontrera le Suédois Stephan Edberg, vainqueur du tournoi junior de Roland-Garros, et Loïc Courteau aura pour adversaire un autre Suédois, Magnus Tide-

## AUTOMOBILE

### DU COTÉ DES GRANDES ROUTIÈRES

### Peugeot 505 turbo à injection : bon appétit !

En attendant la sortie future d'une gamme de 505 dont la motorisation sera revue, Peugeot vient de lancer sur le marché une turbo injection à essence, réponse de la marque à ceux qui doutaient qu'une firme française fût encore en mesure de fabriquer, hors Renault avec ses turbos, une voiture vendue au public et capable d'atteindre performances et qualités de berlines surpuissantes.

Les marques allemandes comme BMW ou Mercedes. Mais Peugeot offre sa 505 turbo essence à moins de 100 000 F et ce n'est pas la moindre de ses qualités. 0 à 100 kilomètres-heure en 8,8 secondes, le kilomètre départ arrêté en moins de 30 secondes, voilà des chiffres tout à fait honorables pour une 11 CV somme toute discrète et infert sans option, ce qui est suffisamment rare pour être noté.

Le moteur est le quatre cylindres de 2,155 litres dont la puissance - injection Bosch L. Jectronic et turbo-compresseur Garrett aidant - monte à plus de 150 ch (1). Bloc en fonte, culasse en alliage léger, un arbre à cames en tête assurant la distribution et l'allumage est de type transitoire. Quatre roues indépendantes, quatre freins à disques dont deux ventilés à l'avant, une boîte de vitesses à cinq rapports sans surmutilée, un pont arrière à glissement limité, cette berline, dont le

carrosserie a été retouchée pour abaisser le CX (0,37), est digne de la confiance qu'on place en elle les ingénieurs de Peugeot.

Hélas ! bien que le réservoir de carburant ait été porté de 56 litres (commun à toutes les 505) à 63 litres, il ne faut pas escompter faire beaucoup plus de 280 kilomètres en vitesse soutenue sans se rendre au plus vite à une pompe. C'est le seul défaut - mais de taille, quel opprobre ! - relevé sur cette voiture puissante, bien finie, d'un niveau sonore peu élevé et, comparé à ses concurrentes, d'un prix raisonnable.

On se doute qu'un tel véhicule réclame une consommation supérieure à la moyenne. Encore fallait-il trouver l'astuce pour lui offrir le réservoir qui convenait. Il est à croire que le synthétiseur de parole amoncera, quand vous prendrez cette belle voiture en main, plus souvent : Attention. Niveau de carburant insuffisant. « Veuillez attacher votre ceinture ».

Plus de 200 kilomètres-heure. Certes, mais il vaut mieux avoir dans son coffre quelques réserves avant de partir.

C.L.

(1) Donné pour 150 ch, le groupe des voitures d'essais mises à notre disposition dépassait ces performances.



155 من الاموال

# fête des pères

## Tour Eiffel et nœuds papillon

UN morceau authentique (avec certificat) de la tour Eiffel récemment allégée de certaines volutes, 800 francs au tabac des Temps, rotonde des Mirrors, au centre commercial des Quatre-Temps, à la Défense.

Votre signe de l'horoscope chinois, accompagné d'un livret de M<sup>me</sup> Soleil qui en explique le sens, à choisir en bricolage d'argent ou de vermeil. A partir de 230 francs dans les drogueries Publicis Etoile, Martignon, Saint-Germain ainsi qu'au Printemps et aux Galeries Lafayette.

La table de ping-pong rouge de Donny, normalement inutilisable aux intempéries, à présent en tubes d'aluminium noir, équipée de roues, utilisable à l'entraînement à motifs répétés, 2500 francs environ dans les magasins de sports.

Jacques Doreux de Tant qu'il y aura des hommes arrive toujours à livrer les nœuds papillon de toutes les couleurs, unis ou à pois, que viennent chercher ici ses jeunes clients sportifs et leurs pères, 23, rue du Cherche-Midi.

Chez Christian Dior, les nouveaux boutons de manchettes canon de fusil sont ornés d'un motif de cachemire, en émail, 480 francs. Le nœud papillon est à 150 francs et les bretelles bicolors à 190 francs, 30, avenue Montaigne et 12, rue Boissy-d'Angles.

Larvin propose deux mille motifs différents de cravates de soie, de 195 à 280 francs et des chaussettes en fil d'Ecosse en dix coloris, à partir de 65 francs, 15, rue du Faubourg-Saint-Honoré et 2, rue Cambon.

Yvonne réajuste les couleurs de ses cravates de tricot de soie à 250 francs. Les canifs et les porte-craie flottants seront utiles aux plaisanciers, 295 et 340 francs, 24, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

## L'Esprit et le Vin

APRÈS les biotons à dégustation, L'Esprit et le Vin, une sobre et élégante boutique, est dédiée aux œnologues, à l'ombre de Saint-Augustin, 65, boulevard Malesherbes. Créée par Bernard Damien, elle rassemble tout ce qui entoure les bonnes bouteilles, des accessoires au dernier livre. Parmi les inédits, la carafe « canard » à décarter reprend la forme d'une bouteille dans son panier-verseau en orfèvrerie et émail brillant, 940 F.

La célèbre tire-bouchon américain Screw-Pull est désormais télescopique, 90 F. La pince à bouchon de champagne est à 132 F. La pince-bouchon à mettre en collier sur la carafe à décarter est à 100 F. Il y a même un passe-couloir pour descendre à la cave, tube de verre sur socle d'émail, à 281 F. De nombreuses carafes à goulots, larges et ventrues, séduisent les œnologues, à partir de 98,50 F, tandis que les verres à dégustation I.N.A.O. commencent à 32 F en verre cristallin. Enfin, une « bibliothèque » à bouteilles s'accro-

che au mur avec des targettes pour les verres.

Désormais, les viticulteurs bordelais étendent à certains négociants parisiens leur coutume de vendre en « primeur » leur vin nouveau, réservé jusqu'alors aux maisons locales. Philippe Brunon, président d'Hédard, vient de sortir une liste de vins « châteaux », où les vins qu'on achète aujourd'hui vont vieillir doucement jusqu'à la livraison au printemps de 1985. Il n'est pas rare qu'entre la boutique et la bouteille les vins prennent une plus-value atteignant jusqu'à 50 %. Il s'agit donc d'un cadeau-investissement appréciable, d'autant que les prix (par caisse de douze bouteilles) des bois ou cartons d'origine vont de 312 F à 1.104 F, 2 bis, passage de la Madeleine.

Lucien Legrand, 1, rue de la Banque, vend aussi en primeur des crus bourgeois de Bordeaux 1982, à prendre chez lui au cours de l'automne 1984, entre 25 et 40 F la bouteille. Egalement par caisse de douze.

## Au parfum

LES produits de toilette pour hommes sont achetés, aujourd'hui, à plus de 60 % par les femmes, notamment à l'occasion de la Fête des pères.

En avant-première, Edène, de Balmain, en vente à l'automne, se caractérise par les accents virils de ses notes de tête, données par le lantana (baume odoriférant d'Afrique) renforcé de touches d'armoise, de tagetes et de sauge. Avec Marcel Bur pour homme, le tailleur du faubourg Saint-Honoré prévoit une diffusion importante, dans les parfums entre autres. Il s'agit d'une aromatique alliant la bergamote à l'asragol, sur fond chypré et boisé. Sa présentation sobre et épurée, en deux tons de vert, suggère un tissu retourné dans une liasse d'échantillons.

Les parfumeurs emballent un atomiseur d'eau de toilette avec une pochette chez Pierre Cardin ou Cacharel, trois ceintures en toile à boucle amovible chez Jacques Bogart. Ver-

laine de Gillette comprend une eau de toilette et un après-rasage, tout comme Man de Mennen. Les prix oscillent entre 45 et 150 francs en moyenne.

La primeur de la mini-trousse de soins du sportif revient à Hermès qui, dans un format de paquet de cigarettes, rassemble cinq produits de plein air : un bâton protecteur pour les lèvres, une crème et un gel destinés au visage, un « après-effort » apaisant, à compléter par un bain de détente. A 80 francs, un excellent rapport qualité-prix qui empêche en outre le nez de peler au soleil.

Les gammes se multiplient chez les couturiers, notamment chez Givenchy et Guy Laroche, tandis que Chanel ajoute une friction tonique à Anteus, Yves Saint-Laurent un shampooing intégral (cheveux et corps) à Kouras et Roger et Gallet un talc à L'Homme.

Enfin, les fervents d'Eau Sauvage de Christian Dior, de Vetiver de Guerlain, Lanvin ou Carven retrouveront ces merveilleuses classiques que sont les « eaux » de Patou, de Nino Cerruti ou de Caron, d'autant que les flacons cités ici se complètent tous de savons très abordables.

## Les instruments à écrire

L'ACCORD Cartier-Ferrari se traduit par une gamme de stylos à plume Formula à profil sportif, en acier clair ou foncé, bagué de rouge, au capuchon gravé du célèbre petit cheval, à partir de 370 F.

Des montres à quartz rondes, dans le même esprit, s'habillent d'un cadran de couleur, à lunette or, en neuf variantes, à partir de 2 500 F.

Pour répondre à la vogue du mont Blanc, stylo à plume de diplomates et d'écrivains, dont la société récemment reprise par le groupe Dunhill est en expansion, Waterman lance « le Man 100 », aux proportions géométriques, à plume en or 18 carats, habillé de laque noir et or, existant aussi en feutre, à 200 F et à 175 F à la boutique Waterman, 5, rue Denis-Poisson, qui se charge aussi de l'après-vente.

Cartier multiplie les guillochages différents pour ses stylos, feutre et plume, ovales, en acier et or, argent massif ou plaqué.

Dunhill ajoute à sa gamme Gemline en laque noire ou cuir de tigre un autre stylo à plume plaqué argent, un coffret de quatre mini-billes plaquées argent, destinés aux joueurs de bridge.

S.T. Dupont diversifie ses productions à Faverges, en Savoie, où sont fabriqués ses stylos à plume de six grosseurs différentes et ses feutres convertibles en stylo à bille, à partir de 950 F en plaqué argent pour les stylos, de 560 F pour les billes.

Vient de sortir ici un réveil de poche format briquet à quartz, aux heures visibles la nuit, 84, faubourg Saint-Honoré.

La bille flottante à plume de Parker permet deux mille mètres de caractères tout en marquant jusqu'à cinq doubles, la pointe traçante étant alimentée par l'encre. Ce roller plume à bille existe en noir mat, plusieurs variantes d'acier, ainsi qu'en or, argent ou laque ; de 105 F à 390 F selon l'habillage, chez les papetiers.

CHEZ  
*Meyronwitz*  
LES LUNETTES  
muf  
de  
Cartier  
MEYRONWITZ OPTICIEN  
L'AUTRE FAÇON DE VOIR  
L'AUTRE FAÇON D'OFFRIR  
5 RUE DE CASTIGLIONE  
75001 PARIS TEL. 261.40.67

PAGE RÉALISÉE  
PAR NATHALIE MONT-SERVAN

## Cadeaux Lancel : mille façons de dire "Papa, je t'aime"



**LANCEL**  
La grande maison des cadeaux  
Magasins Lancel : PARIS • Opéra • Rond-Point des Champs-Élysées  
• 26 rue Vernet / 127 Champs-Élysées  
• 43 rue de Rennes • Palais des Congrès  
• PARLY 2 • VILLIERS 2 • CRETEIL-SOULY  
• AJACCIO • CLERMONT-FERRAND • LYON • NICE  
• ST-ETIENNE • STRASBOURG

FÊTE DES PÈRES



La journée des petits pères, le carnaval des cochons-craquelés, la fantasia des réveils à 5 heures, les frissons de la classe aux échecs... Pour les Pères New-Look, c'est la fête des jeux. Avec une Brother EP-20, l'ai traversé sur le vif cette grande aventure moderne. Croyez-moi, ça vaut la traversée de la forêt amazonienne en solo!

# J'AI ECRIT "PAPA, CA VA ETRE TA FÊTE!" SANS LACHER NOEMIE



Extra-plat (4,5 cm), ultra-léger (2,3 kg) et toute petite (32 cm x 22,5 cm) la nouvelle machine à écrire Brother EP-20, c'est l'électronique de pointe au bout de vos doigts. Les performances de son clavier miniature égales à celles de machines à écrire les plus sophistiquées : tabulation, correction à l'affichage avant impression sur 16 caractères, fonction calculatrice, clavier de symboles scientifiques. Et le tout, en silence : sa matrice thermique imprime avec une mini-cassette ruban.

**brother EP20**

ou directement, sans bruit de frappe ni de moteur. Difficile de résister au charme de cette petite merveille (surtout pour 1680 francs\*). Difficile de ne pas l'importer partout avec soi dans sa jolie sacoche\*\* : elle fonctionne à pile ou sur secteur. En vente chez Brother : 1, rue Etienne-Marcel Paris 1<sup>er</sup> et chez tous les revendeurs Brother.

**L'ECRITURE ELECTRONIQUE PASSE-PARTOUT**







46941015A

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

\*\*\* LE MONDE - Jeudi 16 juin 1983 - Page 29

# Je ne m'appelle pas Citizen Kane...

A 23 ans, j'appartiens à la galaxie de Gutemberg et Mac Luhan. Dans ce monde de la communication transformé par les nouvelles technologies, le marché des médias connaît malgré certaines limites, une expansion pleine de promesses.

Face à cette évolution, les groupes de presse, de radio, de cinéma affinent leurs stratégies. Elles doivent toujours allier audace et savoir-faire pour réussir.

Formé à ces réalités à l'Institut Supérieur de Gestion, parlant couramment l'Anglais et l'Italien, créateur d'une radio libre, organisateur d'un certain nombre de concerts et de séminaires, riche de l'expérience acquise comme président du Bureau des Elèves, animé par l'esprit de compétition d'un équipier de France 3, je suis libre.

Je m'appelle Grégoire Sentilhes,  
20 rue de Vergennes 78000 Versailles. Tél: (3) 950.07.69.

## CADRE COMMERCIAL REC

23 ans, expérience grand public et produits industriels. Recherche poste de Direction Commerciale ou Marketing - de 150.000 F par an et l'attente.

Envoyer sous le n° 40334 M

REC-PRÉPARE

55 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 25 ans, Ecole Supérieure de Gestion, (niveau DES) ch. poste assistant commercial de gestion - Tél: 950-17-28 après 16 heures.

Envoyer sous le n° 266.688 M

REC-PRÉPARE

55 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

EDHIC - 45 ans - cadre administratif - Excellente référence expérience France et Afrique - Organisation, ordonnancement, travail, recrutement, achats, anglais, espagnol, allemand. Connaissance micro-informatique. Logiciel économique après 2 ans. Absolument ouverte situation. EXPATRIER. ECR. DUROY. 01 87. 1760. Alençon 01.

GESTIONNAIRE INTERNET

H. relation, éducation, créativité, quadrilingue + mission comm. sur 3 continents + Mark. + Finance L.C.G. peut se créer un profit pour vous.

Env. n° 1479 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES.

J.H. 25 ans, libre de suite, DES gestion financière, début faire carrière dans entreprise dynamique. Etude des propositions. Tél.: 347-50-69.

H. 30, lettres esp., angl., cours exp. tourisme + enseign. disp. de suite, étude des propositions. Paris. Téléphone 325-94-51.

## PREPARE-INFO-SANQUE

H. 40 ans, 12 a. journaliste, éditorial, et fin. 47 ans exp. bancaire. Oligo. sup. de banque (ITB). BP (2e A) rech. poste à rem. Ec. des prop. Env. n° 1473 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHANDRONNIER télé. 30 ans, rech. emploi E-B-L-Yves. Teyssier, gîte ventilation, soudure mag. BSA, SOA. Tél.: (37) 25-78-47.

INGÉNIEUR + L.A.E.

Adaptabilité - disponibilité 37 a. angl., allem., milieu T.P. Informations, contrôles, missions. Recherche opportunités France et O.M. libre très rapidement.

Envoyer sous le n° 040867 M

REC-PRÉPARE

55 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DOCT. ES SCIENCES

Ingénieur généraliste, 36 ans, 15 ans exp. en recherche et développement. Le niveau académique (Ingénieur) et privé (autonome). Pas de l'administration. Possède contacts humains, techniques, économiques. Logiciel économique après 2 ans. Absolument ouverte situation. EXPATRIER. ECR. DUROY. 01 87. 1760. Alençon 01.

DIRECTION TECHNIQUE

Etude toutes propositions. Env. n° 8.401 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre homme, 13 ans EXP. TOUTES ACTIV. TOURISME, angl., esp., alle. Maître. Lettres. Etude des prop. Paris. Téléphone: 325-94-51.

F. 46 ans, 16 ans respons. culturel, chercheur, poste programmation ou rel. publ. structure culturelle de créat. ou de diffusion. Ré. parisienne. Env. sous le n° 040.610 M

REC-PRÉPARE

55 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jaune allemande, bachelière cherche place de travail sérieuse dans une famille. Offres à M. KLIN, 5206 Neuchâten.

## Jeune femme 27 ans

DOCT. ES SC. ÉCONOMIQUES. Analyse sociale. Cherche un poste de CHARGÉ D'ÉTUDES

Paris ou région parisienne

Expérience de l'étude dans les domaines suivants: analyse de secteurs industriels, ingénierie, transferts de technologie, introduction du changement technologique, développement social.

Env. n° 1434 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE

TECHNICO-COMMERC.

17 ans expérience dans la vente avec négociations hautes valeurs.

OFFRE:

• esprit planifier

• sens organisation

• vendeur né

• bonne présentation

• imagination idée

• adaptation rapide

RECHERCHE:

• poste dans industrie

• chimie

• électronique

• informatique

• métallurgie

• organisation

Env. n° 1481 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jaune fille, 19 ans, étudiante, double bachelier, préparant un B.T., cherche empl. pour juillet. Mont. papier où montage film au photo-composition.

Env. n° 8508 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 25 a. 5 a. expérience distrib. stage APPA dépt. comm. B.T., cherche empl. pour juillet. Mont. papier où montage film au photo-composition.

Env. n° 8508 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Tél. 344-25-19, après 20 h.

## capitales propositions commerciales

MARCHAND DE BIENS RECHERCHE CAPITALAUX POUR ACQUÉRIR IMMOBILISER TOUTES LES ÉTUDES 271-32-32

STÉ DE REPRÉSENTATION

doublée et introduite dans le SUD-EST ASIATIQUE (Thaïlande) étudie toutes propositions de représentation à la commission.

Faire offre n° 485 à GUETAL.

31, rue de Brest.

68291 LYON CEDEX 02.

formation professionnelle

FORMATION

Vous êtes demandeur d'emploi

Vous êtes entre 40 et 50 ans

CHÉZ VOTRE EMPLOI

POURQUOI PAS ?

EXPLIQUEZ VOTRE IDÉE

AVEC L'ACEREP.

pour participer au prochain stage gratuit et rémunéré

DÉBUT 20 JUIN À CRETEIL

Tél. d'urgence au 339-88-33

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe).

Demandez une documentation sur notre revue spécialisée

MIGRATIONS (LMI)

3, rue Meyson

75429 PARIS CEDEX 06

## automobiles ventes

de 5 à 7 CV.

SPLENIDE GOLF CABRIOLET 1975

40 à 110 CV. à aménager. Crédit poss. 205-20-93.

plus de 16 CV.

Vend cabriolet-Mercedes 280 S.L. 56, moteur et capote

neufs + hard-top.

984-22-84/984-55-62.

Part. vend coupé Volvo P 1800

2+2 rouge, excellent état mécanique et carrosserie.

28.000 F. Tél.: 574-41-15.

divers

CONCESSIONNAIRE

ROVER JAGUAR

GOLF DIESEL 4 portes

1972. 40.000 F.

MERCEDES 280 E avec radio et T.O. 1978. 60.000 F.

BMW 728i avec options.

1978. 82.000 F.

JAGUAR 4.2 Jameson.

1980. 59.000 F.

JAGUAR 5.3 80. 53.000 F.

RANGE ROVER, 4 portes avec options, 1983, 4.000 km.

non immatriculée. Remise 15 %.

NOVEX 2000 S. 83, non immatriculée, 10.000 km. Remise 15 %.

Tél. (6) 422-31-88.

deux-roues

Buick 1970, 1100 cc, 125 cc, pour ententeur-collecteur + moteur et pièces nombreuses, 10-15 h. jeudi, vendredi.

boxe - parking

METRO GAMBETTA

PARK COUVERTS, BOXES

Tél. MIL 352-09-37 et samedi

## L'immobilier

appartements vente

### 1<sup>er</sup> arrdt

#### FORUM

ZONE MÉTROPOLITAINE

SEUL IMMOBILIER RENOVÉ

STUDIO, 2 ou 3 P.

TOUT CONFORT, aménagé

EXCEPTIONNEL

A partir: 170.000 F

Sol: jeudi, vendredi 11/16 h

1, RUE DU CYGNE

4<sup>e</sup> arrdt

#### QUAI AUX FLEURS

ÉTONNANT DUPLEX 85 m²

SUPERBE SALON, 1 CHAMBRE

Belle vue, 296-58-68.

AU CŒUR DU MARAIS

dans GRAND HOTEL PARTIC.

TOUTES SURFACES

à rénover. Tél.: 238-83-82.

BLANCS-MANTEAUX

Imm. XVII<sup>e</sup>, toutes pièces

DUPLEX 115 m². 272-40-15.

5<sup>e</sup> arrdt

#### LUXEMBOURG

p. de l.

215.000 F. T. 325-97-15.

6<sup>e</sup> arrdt

#### LUXEMBOURG 6 pièces

Terrasse, vue, 354-42-70.

170 m², duplex double, asc.

MONTMARTRE

7<sup>e</sup> étage, imm. moderne

VERTEMENT

JARDIN SUSPENDU 220 m²

+ terrasse 35 m² de pl.-pied

sur 8. SEJOUR 80 m² + 3 ch.

2 bains, cave, 2.500.000 F.

SERGE KAYSER, 329-80-60.

7<sup>e</sup> arrdt

#### SEVRES-BABYLONE

aménagement sur jardin, duplex

indépendant de 120 m² dans

immeuble de standing.

GARBI 587-22-88.

CHAMP DE MARS

Studio imm. stand, p. de taille

480.000 F. 81. FRANCION

S.A.R.L. 575-73-94.

8<sup>e</sup> arrdt

#### Métro LIÈGE

Dans bel immeuble 4 p. 72 m²

occupé par personnel. Adm.

Renseignements: 260-30-15.

9<sup>e</sup> arrdt

#### PRÈS MONCEAU

90 m² 8<sup>e</sup> étage, ascenseur, sur

soir, clair, 500.000 F.

calme. Tél.: 500-78-85.

9<sup>e</sup> arrdt

#### MÉTRO CADET

BEAU 4 P., 95 m²

4<sup>e</sup>, asc., clair, impecc.

560.000 F.

N.J.H. 836-05-09.

10<sup>e</sup> arrdt

#### R. DU PRÉST-MARTIN

2 P., entrée, asc., w.c. et

10<sup>e</sup> ét. Rde-ch. à rénover

possib. duplex. 834-13-16.

11<sup>e</sup> arrdt

#### ATELIER 120 m²

DUPLEX ORIGINAL, très poss.

confort, 1er F. 48.000 F.

7/75 box ind. 48.000 F.

OBERKAMPF. Je vends 3<sup>e</sup> ét.

grand apt 2 p. confort 55 m²

270.000 F. 507-70-06.

AV. RÉPUBLIQUE

Pptale vend dans immeuble

ancien, pierre de T., 5 p., cul-

sine, 150 m². 567-33-47.

M. VOLTARE

Océan bon imm. 4 p. et cour.

Sans vis-à-vis, beau 2 pièces.

Ref. n° 1, de l'az. 218.000 F.

SIMRA 355-08-40.

### 15<sup>e</sup> arrdt

#### Revaissant pied-à-terre 35 m²

ras-de-chaussée + jardin privé

de 31 m². Pts: 450.000 F.

Tél.: 783-88-88; 548-54-89.

TOUR DE MARS 22<sup>e</sup> étage, 14 p.

3 ch., le 13-8, 14-17 h, 6

p. Dr-Henry, 104 65 droite

16<sup>e</sup> arrdt

#### VERSAILLÉS

175<sup>e</sup> VERSAILLÉS, 142 m² habit.

avec 3 ch. + 3 ch. + 3 ch. + 3 ch.

ingén. ingén. très belle cuisine

cont. 105 m². 207-15-15.

Pa 850.000 F. T. 577-88-88.

Village Suisse, beau 3 pièces

avec balcon, calme et soleil

cave, parking, 78 m².

1.200.000 F. Tél. 354-08-61.

CONVENTION imm. récent

500 m² + 100 m² jardin.

CABINET RAVIER 577-95-14.

16<sup>e</sup> arrdt

#### QUAI LOUIS-BLÉRIOT

120 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.

140 m², édifié, 2 ch. + 3 ch.







Le Monde

# économie

SOCIAL

## LE NOMBRE DES DEMANDEURS D'EMPLOI A AUGMENTÉ EN MAI

### Le début d'une inversion de tendance

Après six mois de baisse, les chiffres du chômage à la fin mai, publiés le 14 juin par le ministère chargé de l'emploi, marquent, sans doute, le

Il faut remonter à la fin novembre 1982 pour retrouver un niveau équivalent, en données corrigées, qui s'établissait à la fin mai à 2 029 000 demandeurs d'emploi contre 2 004 100 à la fin avril. De mai 1982 à la fin avril, le nombre des chômeurs a progressé de 1,6 % en données corrigées, comme en données brutes ; on recensait en effet en données brutes 1 913 000 demandeurs d'emploi à la fin mai, soit une diminution de 1,9 % par rapport à la fin avril.

Le point d'équilibre révélé par les résultats de ces derniers mois était donc bien fragile. Tout laisse à penser, au regard de certains indicateurs inquiétants, que l'évolution sera moins favorable pour l'emploi dans les mois à venir, ce qui risque d'accroître la prévision de l'INSEE de 200 000 chômeurs de plus en un an à la fin 1983.

Déjà, les dépôts d'offres d'emploi, qui ne cessent de fléchir depuis le début de l'année, enregistrent un nouveau recul avec 45 900 au mois de mai, en diminution de 12,7 % par rapport à avril et de 23,1 % par rapport à mai 1982, en données corrigées.

Ce mouvement s'accompagne, parallèlement, d'une baisse des

début d'une inversion de tendance avec une augmentation de 1,3 %, en données corrigées, par rapport à la fin avril.

travail ne viennent pas encore en puissance (22 ont été signés au mois de mai et 108 l'ont été en cumulé) et ils auront, de toute façon, peu d'effet sur la réduction du chômage.

Quant aux plans-jeunes 16 à 18 ans, ou 18 à 25 ans, ils connaissent des sorts différents. Des jeunes demandeurs d'emploi ne vont pas tarder à quitter les stages et donc venir gonfler la rubrique chômeurs. Et le plan 18-25 ans est de création trop récente pour que des adaptations qui ne sont pas toutes fixées, telles la formation en alternance — pour que l'on puisse escompter des effets rapides.

Or, traditionnellement, le chômage progresse à l'été et plus encore à l'automne, avec l'arrivée sur le marché du travail des jeunes parvenus à la fin de leur scolarité.

Dans ces conditions, on peut imaginer que les chiffres du chômage à la fin mai, s'ils limitent encore la dégradation, révéleront une inflexion de tendance qui ne peut que s'accroître. A moins que les diverses modifications à intervenir — avec des adaptations qui ne sont pas toutes fixées, telles la formation en alternance — pour que l'on puisse escompter des effets rapides.

ALAIN LEBEAUD.

## La Cour des comptes dénonce les abus du système d'assurance-chômage

La Cour des comptes a récemment remis à M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, ses conclusions sur l'actuel système d'assurance-chômage. Cette analyse très critique a été faite à la demande du ministre et sort à la veille des prochaines négociations concernant la réforme de l'assurance-chômage. L'enquête de la Cour, menée en 1982 dans une dizaine de régions, est antérieure aux mesures transitoires

adoptées par le gouvernement en novembre 1982 pour améliorer le système.

Comme il est de règle, les conclusions de la Cour ont été transmises à l'UNEDIC et, par son intermédiaire, aux partenaires sociaux qui le gèrent, qui doivent faire connaître leurs positions, les ministères représentant l'administration ayant déjà fait connaître les leurs. La Cour doit publier son rapport final dans les prochains jours.

Les experts de la Cour des comptes soulignent d'emblée l'évolution du système d'assurance-chômage, qui en fait aujourd'hui un enjeu considérable. Plus de deux millions de personnes sont inscrites au chômage, soit quatre fois plus qu'il y a huit ans. Les dépenses du système sont croissantes, tant pour l'indemnisation (une augmentation de 33,7 % par an de 1974 à 1982) que pour l'incitation à la création d'entreprises, l'action sur le marché du travail ou la formation professionnelle. De l'ordre de 1 % du PIB en 1974, ces dépenses en représentent en 1982 près de 3 %. Dans ce coût, le poids de l'indemnisation proprement dite progresse très vite : il était évalué à un quart du total en 1974, et il arrive maintenant aux deux tiers en 1982. La participation de l'Etat, elle aussi, s'est nettement accrue, atteignant jusqu'à 43 % des dépenses totales d'indemnisation en 1982, au lieu d'un tiers initialement prévu par le règlement. Il est temps de songer à faire des économies et pour cela de modifier le système autant que faire se peut.

Celui-ci se caractérise, notent les experts de la Cour, par un « cadre réglementaire largement inadéquat ». Certes, le décret du 24 novembre 1982 tend à limiter les charges du système : il lie la durée d'indemnisation à la longueur de la période d'activité antérieure ; le salaire de référence pour le calcul de l'allocation n'est pas le dernier perçu, mais une moyenne sur les six mois anté-

rieurs, etc. « Cependant, des anomalies subsistent dans la réglementation de l'assurance-chômage ».

La réglementation laisse la porte ouverte au laxisme à l'égard de gens qui ont volontairement démissionné et s'ont pas perdu leur emploi, à l'égard aussi des déclarations de revenus anormalement élevées, des contrats de complaisance entre employeur et demandeur pour justifier l'existence du statut salarial ouvrant les droits, enfin, à l'égard des arrangements familiaux, du travail clandestin, etc. La Cour cite de très nombreux exemples d'abus. Ainsi, dans le Gers, quatre frères deviennent alternativement patrons et employés, chacun employant les autres puis déposant son bilan. Tous reçoivent alors des indemnités de chômage, l'un d'eux eux pouvant alors remonter l'entreprise, qui réembauche les membres de la famille, etc.

Pour les experts de la Cour des comptes qui citent d'autres cas aussi flagrants, l'administration devrait se doter de moyens juridiques pour mettre en échec de telles fraudes.

### Manque de rigueur

Sur les aides complémentaires au revenu de remplacement versé par les ASSEDIC — le volume en est croissant, — la Cour des comptes note une absence de rigueur et d'efficacité. Qu'il s'agisse de secours individuels, d'aide à la création d'entreprise, ou d'indemnité de for-

mation, là encore de sérieux abus sont constatés : « Certains stages sont organisés dans le seul but de procurer à ceux qui les suivent la rémunération la plus élevée possible ».

Ces anomalies sont cependant pour la plupart connues. Mais le caractère contestable des modalités de gestion des ASSEDIC est nettement moins souvent évoqué. En matière de recouvrement des cotisations, les restes à recouvrer comptabilisés ne représentent en effet que 20 à 30 % du montant réel des créances. De plus, trop souvent aux yeux des experts, les ASSEDIC recourent à des procédures d'urgence, l'estimation trop coûteuse. Autre critique : les dépenses de fonctionnement des organismes d'assurance-chômage, prélevées sur les ressources, sont insuffisamment surveillées elles aussi. « Il n'est pas admissible, lit-on dans le préambule de la Cour des comptes, que les moyens affectés à la solidarité envers les travailleurs privés d'emploi soient réduits par une insuffisante maîtrise des coûts de gestion ». D'ailleurs, si on suit les conclusions de la Cour des comptes, l'UNEDIC et les ASSEDIC sont devenues, comme les caisses de Sécurité sociale, des organismes privés chargés de la gestion d'un service public. Elle doivent à ce titre pouvoir bénéficier des mêmes prérogatives, notamment en matière de recouvrement, et être soumises aux mêmes tutelles administratives et financières.

C'est dans le contrôle des demandeurs que les lacunes les plus graves sont constatées. Non seulement le dispositif réglementaire et administratif s'a été que tardivement — en 1979 — mis en place, mais « de nombreuses fautes apparaissent à tous les stades ». Certes la circulaire du 6 octobre 1982 répond à ce besoin de contrôle. Mais, faute de moyens dans l'application, elle risque d'être sans grande suite. La Cour des comptes cite plusieurs exemples locaux particulièrement préoccupants. Des chiffres sont avancés : sur 214 000 contrôles en 1981, 3,5 % des cas ont fait l'objet de sanctions. Selon la Cour des comptes, pour améliorer le contrôle, la coordination entre les diverses institutions intervenantes, l'Agence nationale pour l'emploi, les ASSEDIC, la direction départementale du travail doit être nettement renforcée. Pourtant, concluent les experts de la Cour des comptes, un contrôle efficace n'est pas une fin en soi.

DAMÈLE ROUARD.

CONJONCTURE

## Les conséquences pour la France de la hausse du dollar

### Les mauvais coûts

Les économistes de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) analysent ci-dessous les conséquences pour l'économie française d'un dollar cher. L'OFCE, qui est dirigé par M. Jean-Marcel Jeanneney, a été créé en 1981 par une convention passée entre l'Etat et la Fondation nationale des sciences politiques. Il concrétise la volonté affichée depuis plusieurs années par les pouvoirs publics de susciter une certaine concurrence à l'INSEE dans le domaine de la conjoncture et des études économiques.

Le dollar renoue avec les pires tensions de l'été 1981 et de l'automne 1982 ravivant en Europe irritation et inquiétude. Si son taux de change restait aux niveaux élevés où il se trouve que deviendraient les objectifs du plan de rigueur français ?

La question qu'on doit d'abord se poser est évidemment de savoir si la poussée du dollar va se poursuivre. Nombreux sont ceux qui escomptent un retour à 2,30 DM en fin d'année, soit à environ 7 F. Nous faisons nôtre cette prévision qui correspond à un dollar à 7,20 F en moyenne sur 1983. Mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir aux conséquences d'un dollar à 7,50 F.

Le billet vert peut se maintenir à son niveau actuel si les autorités américaines refusent — en relevant les taux d'intérêt — de prendre des risques du côté de l'inflation quitte à ne pas régler les déséquilibres commerciaux.

Les prix baisseraient aux Etats-Unis, mais la reprise n'en serait pas entravée pour autant : la croissance des dépenses budgétaires est, en effet, probablement assez largement sous-estimée ce qui laisse de ce côté un fort soutien à la conjoncture. Tentative maintenant de dépeindre les modifications apportées au paysage mondial par un dollar à 7,50 F en moyenne sur l'année 1983, hypothèse que nous n'estimons pas la plus probable, résumons-les. Les prix mondiaux traduits en monnaie nationale (pétrole, matières premières, biens d'équipement américains) seraient plus élevés d'environ 2 %. Es plus de cet effet, le restockage des produits de base et de biens intermédiaires serait compromis par la hausse des taux d'intérêt réels aux Etats-Unis, remontée qui se propagerait dans le monde. En termes nominaux la poussée des taux serait d'ailleurs bien plus forte en Europe qu'aux Etats-Unis.

Les prix de détail dans chaque pays augmenteraient selon l'importance des achats en dollars, et le jeu des indexations : 0,2 % à 0,3 % dans des pays tels que la R.F.A. et les Pays-Bas ; 1 % en Europe du Sud. Les prix à l'exportation des pays industrialisés (hors Etats-Unis) réagiraient moins au plus vivement. Les recettes de l'OFCE seraient amoindries, les quantités vendues ne se redressant pas autant que prévu. En conséquence les importations des pays pétroliers seraient réduites de 1 % supplémentaires. Il en serait de même pour les autres pays en développement. La reprise en Europe serait relativement peu touchée en 1983 (freinage de 0,1 %). Mais il ne s'agit là que des seuls effets à très

court terme d'une dérive du taux de change du dollar. Les effets complets à l'horizon d'un à deux ans seraient bien plus graves en ce qui concerne le ralentissement d'activité.

Les conséquences sur l'économie française ont été évaluées à l'aide du modèle économétrique OFCE.

### Poussée des prix

Un dollar plus fort accroîtrait le prix du pétrole et des matières premières importées exprimées en francs. Il en résulterait une augmentation immédiate du prix de la consommation des ménages et des consommations intermédiaires des entreprises se répercutant sur les prix à la production et touchant progressivement l'ensemble des produits.

L'indexation des salaires sur les prix se faisant avec un certain retard, l'augmentation des prix ne se traduirait pas immédiatement en hausses de salaires. Celles-ci devraient intervenir à partir de la rentrée. Si c'est effectivement le cas, l'incidence du dollar sur les prix serait assez sensible. La hausse des prix pourrait être supérieure à 10 % en 1983 (1) si des mesures de blocage n'étaient pas prises. De plus, compte tenu des effets dynamiques induits, le ralentissement de la hausse des prix serait plus difficile à obtenir l'année prochaine.

La hausse des prix entraînerait une chute supplémentaire du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages de 0,6 % au second semestre, ce qui se traduirait par une baisse du taux d'épargne (0,2 point) et un nouveau ralentissement de la consommation (0,4 %). En outre, la hausse des taux d'intérêt — environ 0,5 point pour le taux du marché monétaire — allée à la baisse du revenu réel exercerait un effet dépressif sur l'investissement des ménages (— 0,8 % au second semestre).

La détérioration des résultats des entreprises due à la hausse des coûts intermédiaires et financiers, conjuguée à la baisse de la demande interne engendrerait un recul supplémentaire de l'investissement de 1 % au second semestre, s'accompagnant d'une réduction des stocks.

En contrepartie, les importations seraient freinées de 0,8 % en volume au second semestre. L'évolution des exportations résulterait de plusieurs facteurs contradictoires : elles seraient stimulées par les gains de compétitivité et l'augmentation du surplus exportable résultant de la baisse de la demande interne, mais ces effets positifs seraient annulés par l'impact dépressif du ralentissement de la demande mondiale.

Au total, la croissance du PIB serait ralentie de 0,2 % au second semestre et 0,1 % en moyenne annuelle. Le PIB en volume baisserait donc légèrement par rapport à 1982. Il y aurait récession.

L'effet direct d'un dollar à 7,50 F sur le déficit énergétique se chifferrerait à environ 8,2 milliards de francs. Cependant, le ralentissement de l'activité en France et à l'étranger et la baisse en dollar du prix du brut permettraient de réduire celui-ci à 7 milliards environ. Le solde des

(1) L'OFCE estime à 9,5 % la hausse des prix de détail en moyenne annuelle pour 1983.

marchandises hors énergie s'améliorerait légèrement en raison de la baisse des importations en volume. Au total, le déficit des biens et services s'accroîtrait de 6,5 milliards de francs. Dans cette hypothèse, celui-ci dépasserait 65 milliards sur l'ensemble de l'année 1983. De plus, la hausse des taux d'intérêt entraînerait une augmentation du coût de l'ensemble des emprunts émis pour financer le déficit extérieur (une hausse du dollar a aussi pour effet d'accroître le coût du remboursement d'emprunts libellés en dollars). Compte tenu du montant de la dette extérieure, une hausse du dollar a des conséquences plus graves pour l'économie française qu'une augmentation équivalente du prix du pétrole. La décision gouvernementale de solliciter un emprunt de 4 milliards d'ECU auprès de la C.E.E. a l'avantage de limiter cette conséquence fâcheuse.

### Entreprises :

#### les comptes se dégradent

L'enquête effectuée en mai par l'INSEE sur la situation de trésorerie dans l'industrie fait apparaître une nouvelle dégradation des résultats d'exploitation pendant le premier semestre, notamment dans les grandes entreprises. On retrouve les niveaux les plus bas enregistrés en 1975. Comme en décembre, un tiers des industriels prévoient de ralentir leurs commandes d'investissement au cours du second semestre.

### LE C.N.P.F.

#### DEMANDE D'ÉTENDRE L'EXONÉRATION DE L'IMPOT SUR L'OUTIL DE TRAVAIL

Le C.N.P.F. a demandé, mardi 14 juin, au ministre de l'économie et des finances, de reporter du 15 juin au 15 octobre 1983 le règlement de l'impôt sur l'outil de travail (1).

Le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz, a déclaré, à l'issue de l'assemblée permanente de l'organisation patronale, que le gouvernement devrait exonérer de l'impôt sur les grandes fortunes les dirigeants d'entreprise possédant moins de 25 % des actions de leurs sociétés au même titre que les possesseurs d'objets d'art.

Le régime actuel de l'impôt sur les grandes fortunes, a indiqué M. Gattaz dans une lettre du 7 juin à M. Jacques Delors, constitue « une entrave au développement des entreprises ».

Selon le C.N.P.F., près de la moitié des titres des sociétés non cotées ne peuvent bénéficier du régime des biens professionnels et donc être exonérés de l'I.G.F.

(1) Le paiement de l'impôt sur les biens professionnels comme outil de travail est déjà reporté à 1985. M. Gattaz demande en fait le report du paiement de l'impôt pour les biens — et notamment les actifs financiers — qui ne sont pas considérés comme outil de travail par la législation. Selon le système actuel, les parus de société atteignant ou dépassant 25 % du capital détiennent à titre principal par une personne exerçant des responsabilités effectives de direction.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● Montefibre-France poursuit momentanément son activité. — Mise en liquidation de biens le 7 juin dernier, l'entreprise installée à Saint-Nabord dans les Vosges a été autorisée par le tribunal de commerce d'Epinal à continuer ses fabrications jusqu'au 30 juin, à la condition suspensive d'avoir un carnet de commandes assez fourni. Si aucune solution industrielle n'est trouvée d'ici là, les cinq cent soixante-dix personnes employées seront licenciées à la fin du mois.

Le syndicat a indiqué que des contacts avaient eu lieu à Paris en vue d'une reprise éventuelle des activités. Une réunion entre les responsables de l'usine, les syndicats et un représentant du ministère de l'Industrie est prévue jeudi 16 juin à 15 heures à la préfecture d'Epinal.

● Manurhin, la filiale à 34 % de Matra, actuellement en difficulté, va abandonner la fabrication de machines-outils confiée à des sous-traitants pour ne plus faire que du montage, a déclaré M. Antoine Veil, P.-D.G. de la firme. Un accord doit être signé avec l'italien Olivetti sur les ateliers flexibles.

### Social

● Un chef d'entreprise tire sur la voiture d'un inspecteur du travail. — Le patron d'une petite entreprise de poterie-céramique du Tronquay, près de Bayeux (Calvados), a voulu échapper à la visite de l'inspecteur du travail en le menaçant de son fusil et en tirant, le 14 juin, sur sa voiture vide. Estimant qu'il était plus opportun de se rendre à Caen pour être reçu au cabinet de M. Mexandeau afin de protester contre une grève du centre de tri de Caen que de recevoir l'inspecteur, arrivé « sans prévenir », ce petit entrepreneur n'a pas hésité à passer des menaces aux actes. Gardé à vue, il doit être déféré au parquet de Bayeux. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Bérégovoy, a engagé immédiatement des poursuites contre l'auteur de ce geste, qualifié d'« inadmissible », et a assuré que des dispositions seront prises pour assurer le respect des lois sociales.

● Accidents du travail dans les Landes et en Dordogne. — A la suite d'une explosion qui s'est produite lundi dans un atelier de préparation de colophane de l'usine de

dérivés résiniques et terpéniques de Vieille-Saint-Girons (Landes), un ouvrier de vingt-sept ans, M. Francis Lassure, est décédé le 14 juin de ses brûlures. Deux autres ouvriers blessés sont dans un état grave. A Saint-Vincent-Jalmoutiers (Dordogne), M. Victor Rousseau, un agriculteur de cinquante-neuf ans, est tombé le 13 juin devant une faucheuse, qui lui a tranché les deux pieds. Il a été hospitalisé à Libourne (Gironde).

### SOCIÉTÉ

#### DES RÉDACTEURS DU «MONDE»

Le conseil d'administration de la Société des rédacteurs du Monde annonce la convocation de l'assemblée générale annuelle ordinaire pour le mardi 28 juin 1983 à 15 h 15, salle des A.G.F., 87, rue de Richelieu, à Paris-2.

Ordre du jour :  
— rapport moral et vote ;  
— rapport financier et vote ;  
— propositions d'action pour l'année à venir et vote ;  
— élections au conseil d'administration ;  
— questions diverses.

FIN DU PAPIER FROISSE  
FIN DU PAPIER BROYÉ  
FIN DU PAPIER COINCÉ  
FIN DU PAPIER BRULÉ  
FIN DU PAPIER BOURRE

Les services de recherche de Toshiba ont doté leurs copieurs d'un écran de contrôle à cristaux liquides. De plus le papier suit un trajet linéaire simple, limitant au strict minimum les risques de plis, de froissement ou de blocage. Un copieur fiable, c'est original.

**TOSHIBA**  
DES COPIEURS ORIGINAUX

IMPORTATEUR REGIMA SYSTEMES 12 BIS RUE CHRISTOPHE COLOMB 75008 PARIS  
TEL 723 97 03 / 723 36 11

DAMÈLE ROUARD.



## AFFAIRES

### Le « mauvais chantier » de M. Clément

Bien désagréable aventure que celle qui arrive à M. Philippe Clément. Six mois à peine après avoir été élu président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, il s'est vu mis en cause par notre confrère le *Matin*, dans ses éditions du 13 juin. Président de la puissante et discrète Fédération nationale des trevoux publics (F.N.T.P.) de mars 1973 à février 1982 - en même temps ou à peu près qu'il était trésorier, puis vice-président du C.N.P.F. - il eut, en décembre 1977, sorti de la trésorerie de sa Fédération pour 16,5 millions de francs de bons de caisses anonymes. L'essentiel de ces sommes - 14,4 millions de francs - n'est revenu à la F.N.T.P. qu'en cours de 1980 et au tout début de 1981. La question posée est de savoir à quoi eut été employé cet argent et où sont passés les 2,1 millions de francs manquants.

M. Clément, que nous avons rencontré, est clair : les documents publiés par le *Matin* sont exacts. Exact aussi que, en 1977, la F.N.T.P. cherchait un placement : elle avait envisagé d'acheter l'immeuble qui le jointe, 1, rue de Berri, mais, dit M. Clément, l'assurance générale de Trieste et Venise, propriétaire des lieux, n'était pas vendeur. M. Clément confirme qu'il eut fait une « mauvaise opération financière » et reconnaît qu'un retrait de sommes eut été important. Mais, dit-il, il n'est pas sûr que ces sommes eut été utilisées à la F.N.T.P. Il se fait véhément : « Écoutez, je suis entrepreneur de travaux publics. Tout au long de ma vie, j'ai eu de bons chantiers et de mauvais chantiers. C'est un mauvais chantier. Mais, en neuf ans de gestion et y compris ce mauvais chantier, j'ai multiplié par cinq, ou moins, en francs constants, la trésorerie de la Fédération. » Et de nous assu-

rer, sur l'honneur, que la somme manquante a bien été « perdue » et non versée à un ou des partis politiques pour la campagne des municipales de 1978.

La vérité sur cette opération, il l'a dite à ses pairs en 1979 et a été réélue à l'unanimité. Il leur en reparlera le 24 juin, jour où le bureau se réunira, et n'en dira davantage qu'avec son accord. Il y eut de fortes chances pour que la loi du silence patronale soit encore observée.

On veut bien suivre M. Clément, mais cela veut dire, pour avoir perdu 2 millions de francs, dans une opération financière, qu'il eut mis les 16 millions de francs en cause « dans le même panier ». - ce qui ne ferait pas le plus naïf des bourgeois - ou seulement sur des valeurs à haut risque qui se sont toutes effondrées, ce qui est vraiment beaucoup de malchance.

Sauf à révéler le 24 juin les termes exacts de cette opération, M. Clément et ses pairs doivent être conscients que leur silence laissera, de toute façon, planer un doute et justifiera toutes les interprétations, y compris les plus défavorables. Sortir beaucoup plus d'argent qu'il n'en faut pour financer une campagne électorale et faire travailler le surplus pour que la caisse collective n'y perde rien doit être une méthode classique. L'expliquer au grand jour aurait le mérite d'aider à faire un peu de clarté dans le financement des partis politiques, clarté si nécessaire...

Mais il n'en est pas question. « Ce qu'il faut en la matière, dit encore M. Clément, c'est une ouverture totale et complète des comptes de tout le monde, partis politiques et syndicats ouvriers ». Chiche !

JOSÉE DOYÈRE.

## LA RÉFORME DE L'ASSURANCE AUTO

### Les mauvais conducteurs seront davantage pénalisés

Au terme d'une année de concertation avec les assureurs et les associations de consommateurs, les pouvoirs publics, à savoir le ministre de l'économie et des finances et sa direction des assurances, ont mis au point une série de mesures destinées à réformer l'assurance automobile. Les premières de ces mesures, présentées le 1<sup>er</sup> février 1983 au conseil national des

assurances et mises en application par décrets et arrêtés du 14 juin, portent sur le droit de résiliation des contrats, qui se pourra dorénavant, sauf ivresse et infraction commise par le conducteur, être exercé par l'assureur qu'à l'échéance desdits contrats, et sur l'amélioration du fonctionnement du fonds de garantie et du bureau central de tarification.

Les secondes, soumises le 15 juin 1983 à ce même conseil national des assurances, sont plus ambitieuses, puisqu'elles modifient la tarification du risque et la détermination des primes, avec trois préoccupations : rééquilibrer le système des bonus-malus, améliorer l'information des parties en présence et limiter certains abus.

Instauré en 1970, en échange d'une mise en liberté surveillée des tarifs, le système du bonus-malus revenait à insérer dans les contrats, une clause de majoration (malus) des primes pénalisant les mauvais conducteurs au prorata des accidents causés par eux et de réduction des primes (bonus) au bénéfice des bons conducteurs sans accidents qui se plaçaient, à juste titre, de payer pour les chauffards, les imprudents et les inconscients. Du fait de son imperfection et de l'anarchie qui accompagnait sa mise en application, ce système fut réformé et harmonisé par un arrêté de juin 1976 qui fixa un barème : 10 % de majoration de la prime de base pour le premier accident pendant la période annuelle du contrat, 40 % pour le deuxième, 100 % pour le troisième et chacun des suivants, quelle que soit la gravité de l'accident ; 10 % de réduction pour une année sans accident, 20 % pour deux années et 5 % par an pour les suivantes avec un maximum de 50 % au bout de sept ans.

Les résultats de cette réforme ont été spectaculaires : à l'heure actuelle, 86 % des assurés bénéficient d'un bonus (de 28 % à 30 % en moyenne), 4 % sont affectés d'un malus (de 25 % en moyenne) et 10 % paient le tarif de base.

D'un côté les Français conduisent mieux (un accident tous les neuf ans à l'heure actuelle au lieu de six ans au début des années 70) du fait, il est vrai, de la limitation de vitesse et de nouvelles mesures de sécurité ; de l'autre ils déclarent moins de petits sinistres (tôle trafiquée, etc.), afin d'éviter une coûteuse pénalisation. Ce qui a été, en revanche, aussi spectaculaire, c'est la dégradation des résultats financiers de la bran-

che assurance automobile : près de 1 milliard de francs de pertes en 1981 sur 23,2 milliards de francs de primes émises, un peu moins en 1982 pour la seule Fédération française de sociétés d'assurances.

Outre l'augmentation du coût des sinistres (+ 18 % pour la réparation automobile, + 14 % pour l'indemnisation des accidents corporels), plus rapide que celle des primes, le fait que la majorité des conducteurs bénéficient d'un bonus ramène, en quelque sorte, le compte à zéro, et oblige les assureurs à relever sensiblement leur tarif de base. La conséquence en est que les bonus sont moins importants qu'ils ne paraissent et, surtout, que les nouveaux conducteurs assurés à ses tarifs de base sont fortement pénalisés.

En outre les associations de consommateurs ont été unanimes à le souligner, certaines infractions, notamment l'ivresse au volant, ne sont pas suffisamment sanctionnées, sur le plan de l'assurance du moins.

Il est donc envisagé de diminuer l'avantage du bonus qui serait ramené à 5 % par an. Quant au malus, il est fixé uniformément à 25 % par accident et par an. De plus, et la modification est importante, ces taux s'appliqueront à la prime payée précédemment, et non plus à la prime de base. Conséquence : le bonus progressera moins vite, le maximum de 50 % étant atteint en douze ans au lieu de sept ans. Quant au malus, désormais cumulatif, il sera de plus en plus lourd : au deuxième accident dans l'année, il sera non plus de 40 % mais de 56 % de la prime de départ au réel.

Un tel mécanisme, il faut bien le dire, est moins injuste que celui en

vigueur actuellement, puisqu'il tient compte des antécédents en cas d'accident, pénalisant davantage le mauvais conducteur (avec un malus calculé sur une prime déjà majorée) et moins le bon, dont le malus ne sera calculé que sur une prime déjà réduite par les bonus successifs au lieu de l'être sur la prime de base, obligatoirement plus élevée.

#### Un malus accentué pour les alcooliques

Quant au malus lui-même, son régime est modifié, pour tenir compte à la fois des abus et de la nécessité de sanctionner davantage certains délits. Tout d'abord, ledit malus est plafonné à 250 %, soit trois fois et demi la prime de base, alors qu'il ne l'est pas actuellement, ce qui permet à certains assureurs de le majorer démesurément (jusqu'à 1 000 %) lorsqu'ils veulent dissuader un candidat à l'assurance. Ensuite, les « risques aggravés » sont tarifiés. L'alcoolisme au volant est taxé de 100 % de malus supplémentaire par gramme d'alcool dans le sang au-dessus de 0,80 gramme ; en cas de suspension de permis, le malus supplémentaire est de 50 % pour une durée de deux mois à six mois, de 100 % pour plus de six mois et de 200 % pour une annulation quand le conducteur est à nouveau admis à conduire ; 100 % de malus pour un délit de fuite, autant pour la dissimulation d'accidents antérieurs au moment de la signature d'un contrat ; enfin, un plafond de 50 % est fixé pour le malus supplémentaire en cas d'« excès de fréquence » (trois accidents ou plus dans l'année), en sus des 25 % réglementaires par accident.

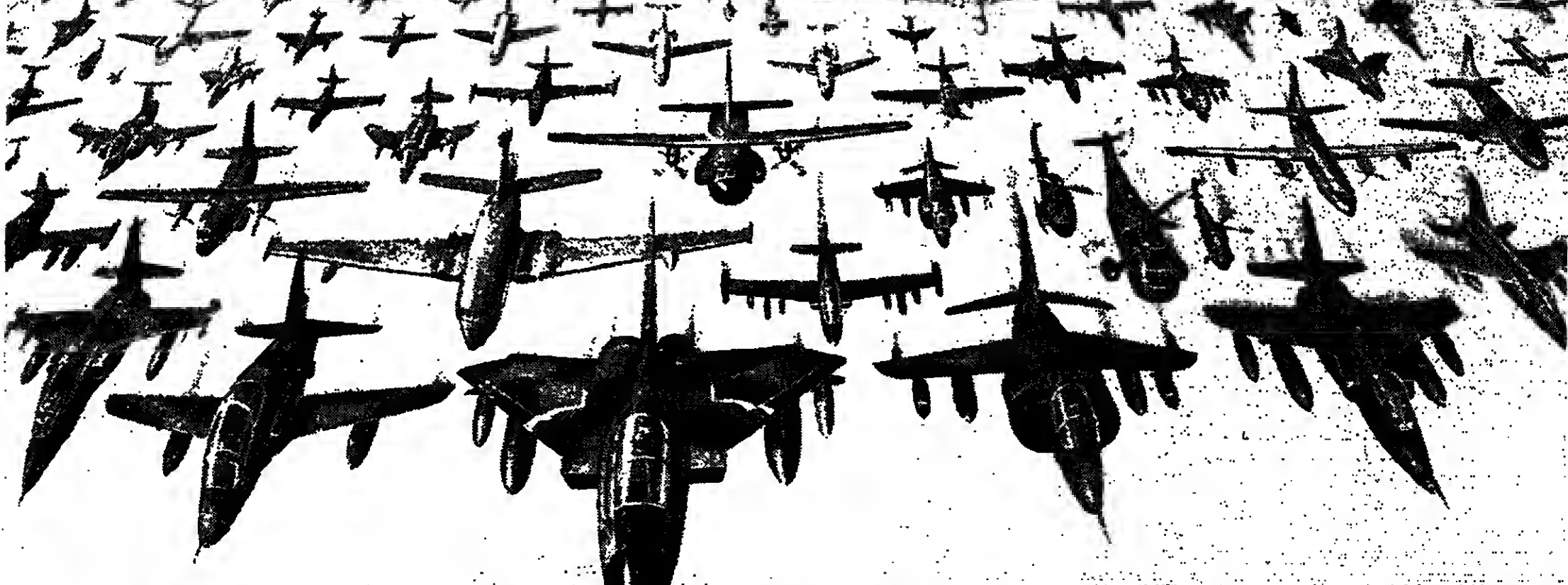
Toutefois, la réforme la plus attendue est celle de la tarification appliquée aux nouveaux conducteurs, essentiellement les jeunes ; actuellement surtaxés. Partant du principe que le risque est de trois fois à trois fois et demi plus élevé pour les jeunes conducteurs - d'avantage faibles d'accidents - les assureurs majoraient leurs primes en conséquence. Au nom de la solidarité, certains interlocuteurs, notamment l'Institut national de la consommation, demandent l'égalité pour tous : le résultat serait une augmentation de 30 % des primes payées par l'ensemble des conducteurs confirmés. Comme cela n'est guère envisageable, une solution moyenne est proposée, avec un plafonnement à 150 % de la prime de base, le retour à la dite prime étant assurée au bout de deux ans sans accident.

Enfin, il sera instauré un « relèvement d'information », début de dossier personnel du signataire de contrat, qui, outre l'assuré, relèvera les noms de tous les conducteurs du véhicule. Cela vise à dissuader les jeunes conducteurs, non déclarés au contrat, qui s'abritent derrière leurs parents et risquent la nullité dudit contrat en cas d'accident, ce qui engage leur responsabilité pénale directe et peut ruiner leur vie.

Restent en suspens les problèmes de tarification en fonction des zones et des professions, et celui, instamment dénoncé, de l'absence de modulation du malus en fonction de la gravité de l'accident : une aile cassée compte autant qu'un père de dix enfants écrasé sur un passage clouté. Ce sera pour plus tard, paraît-il.

FRANÇOIS RENARD.

# Voilà pourquoi 100 armées de l'air ont choisi Rolls-Royce



Rolls-Royce fournit les réacteurs de plus de 100 armées de l'air dans le monde. Sur plus de 60 types d'avions. Et c'est encore Rolls-Royce qui motorise les bateaux de 25 marines. C'est un record mondial inégalé.

Tous ces moteurs ont été choisis

pour leurs hautes performances reposant sur la technologie de Rolls-Royce, préférés pour leur fiabilité, leur sobriété, leur grande souplesse d'utilisation et leur technologie éprouvée en matière d'exploitation. Des recherches et des tests

approfondis se poursuivent incessamment afin de préserver demain notre avance d'aujourd'hui. Tels sont les atouts qui permettent à Rolls-Royce de se maintenir en tête de la compétition internationale.

Outre la motorisation des avions

civils et militaires et des navires de guerre, Rolls-Royce assure aussi le pompage du pétrole et du gaz et la production d'électricité.

ROLLS-ROYCE LIMITED, 65 BUCKINGHAM GATE, LONDON SW1E 6AT. Pour tous renseignements : Rolls-Royce (France) Ltd, 122 Avenue Charles de Gaulle, 92822 Neuilly-sur-Seine.



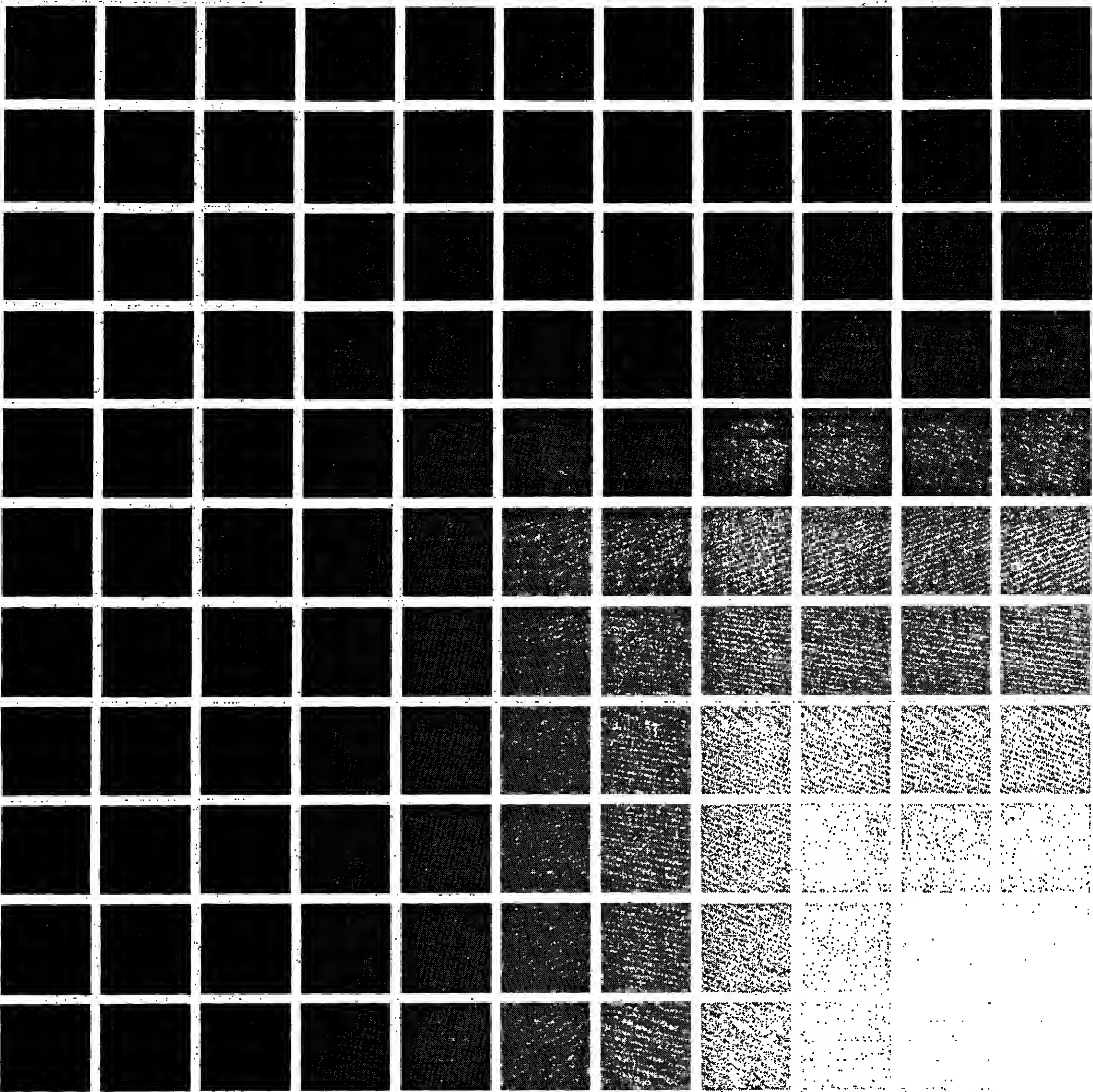
ROLLS-ROYCE MÈNERA TOUJOURS LA COURSE DU FUTUR.

UN GI



العدد 1550

# CISI ET WHARTON S'ASSOCIENT.



*Quand l'avenir économique est sombre, la compétence permet d'y voir plus clair.*

Plus que jamais, les grandes entreprises et les organismes économiques français ont besoin d'outils d'analyse et de prévision économiques pour assurer leur position et conquérir de nouveaux marchés à l'étranger.

WEFA (Wharton Econometric Forecasting Associates) est un des leaders de la prévision économique

mondiale. Son fondateur, Lawrence R. Klein, Prix Nobel d'Economie 1980, a fortement contribué à la fiabilité des travaux et au succès de cet organisme aux Etats-Unis.

Aujourd'hui, CISI associe son savoir-faire informatique et son expérience de la diffusion d'informations économiques en Europe, aux performances des modèles économétriques de WEFA, créant par un effet

de synergie un nouvel outil de prévision, précis et efficace, au service des économies nationales.

Dès le mois de septembre vous pourrez juger vous-même la variété et la pertinence des services offerts par CISI-WHARTON et apprécier tous les avantages de l'analyse et de la prévision économiques modernes.

## CISI-WHARTON

**UN GRAND SERVICE D'ANALYSE ET DE PRÉVISION ÉCONOMIQUES.**

CISI, 35, bd Brune 75014 Paris. Téléphone: 545.88.47 - 545.80.00

GREY



# ÉTRANGER

## AUX ETATS-UNIS

### M. Volcker serait reconduit à la tête du Système fédéral de réserve

De notre correspondant

Washington. — La Maison Blanche annoncerait prochainement que M. Paul Volcker est reconduit pour quatre ans à la présidence du Système fédéral de réserve (Fed.). C'est ce qu'annonce le *Washington Post* dans ses éditions du mercredi 15 juin, en précisant que tous les autres candidats potentiels ont été éliminés.

Jusqu'à une date récente, M. Volcker semblait être, au contraire, condamné à se trouver un nouvel emploi dans le secteur privé. On pensait que M. Reagan préférerait nommer un de « ses » hommes à la tête de la Banque centrale, en prévision de l'élection présidentielle de novembre 1984.

Au cours des derniers jours, la cote de M. Volcker était un peu remontée. On attachait de l'importance à sa rencontre du 8 juin avec le président Reagan. La Maison Blanche laissait entendre qu'il n'y avait plus que deux candidats en lice : M. Volcker et M. Alan Greenspan, qui fut le principal conseiller économique du président Ford.

Une double raison aurait joué en faveur de M. Volcker. D'abord, le fait que les milieux industriels et financiers réclament son maintien, car il est le symbole de la lutte contre l'inflation. Puis, la nécessité de traiter avec sérieux et continuité le problème de la dette internationale.

Quelques heures avant le *Washington Post*, la chaîne de télévision Cable news network avait également annoncé la reconduction de M. Volcker, en précisant que celui-ci s'engagerait à interrompre son mandat en juin 1985, après l'élection présidentielle. Cette information devait être aussitôt démentie par la Maison Blanche.

Selon d'autres rumeurs, M. Volcker aurait promis à demi-mot au président Reagan de se montrer un peu plus compréhensif vis-à-vis des demandes de crédit, c'est-à-dire concrètement, de favoriser la reprise et non d'apporter le même comportement rigide qu'en 1980, à la fin de la présidence de M. Carter. — R. S.

## LES TRAVAUX DE LA VI<sup>e</sup> CNUCED

### Pessimisme après le discours du délégué américain

Les pays du tiers-monde sont devenus assez pessimistes quant à l'issue des travaux de la VI<sup>e</sup> CNUCED après le discours du délégué des Etats-Unis. Ainsi les pays latino-américains font remarquer que M. Kenneth Dan n'a même pas mentionné la « plate-forme de Buenos Aires », le document mis au point par le « groupe des 77 ». Pour sa part, le groupe africain a fait savoir qu'il considérait le discours du représentant américain comme une « véritable douche froide ». « Notre déception est grande », a notamment déclaré un délégué indonésien, avant d'ajouter : « Notre seule chance, maintenant, c'est le Communauté européenne ». Cependant, les délégués de certains pays de la C.E.E. eux-mêmes, tout en reconnaissant que la conférence est loin d'être terminée, ne cachent pas leur scepticisme. — (A.F.P.)

De notre envoyé spécial

Belgrade. — Prenant la parole le lundi 13 juin, M. Kenneth W. Dan, sous-secrétaire au département d'Etat, a consacré tout son exposé à prôner les vertus du libre-échange, d'un système bancaire international fort et de l'effort interne. Néanmoins, les Américains jouent le jeu de la conférence, ce dont certains doutaient il y a peu de temps encore.

Il est intéressant que les Etats-Unis reconnaissent que la situation à laquelle fait face l'économie mondiale réclame que tous les Etats « travaillent impérativement ensemble à la recherche de solutions réalistes et exploitables ». De même est intéressant le fait qu'ils aient donné à Belgrade un coup de chapeau à la CNUCED, fût-il diplomatique.

Le rôle, plus ou moins important, que cette organisation internationale pourrait jouer dans la régulation des mécanismes de l'économie internationale est au centre des débats de la conférence. Or les Etats-Unis admettent que la conférence « a un rôle important à jouer », mais seulement « dans le cadre de son mandat », pour débattre des questions de développement — elle ne saurait empiéter sur les domaines de compétence des institutions monétaires, financières et commerciales (F.M.I., Banque mondiale, GATT) où devront avoir lieu « les négociations spécifiques pour résoudre les problèmes de Belgrade ». C'est là aussi l'avis de la majorité des pays industrialisés occidentaux.

Le commerce international est la clé de la reprise et la « courroie de transmission » par laquelle cette reprise se transmettra des pays développés aux P.V.D., a souligné le délégué américain. Aussi, selon lui, les achats américains de produits du tiers-monde n'ont cessé d'augmenter au cours des années 70, alors que les obstacles tarifaires et non tarifaires demeurent à un faible niveau. Pour assurer un « système commercial ouvert » et « résister au protectionnisme », M. Dan a proposé que

commence dès maintenant, sous les auspices du GATT — qui devra être renforcé — une nouvelle « libéralisation majeure » du commerce au bénéfice en particulier des P.V.D.

Cependant M. Dan a rappelé que les Etats-Unis ne sont pas favorables à une organisation des marchés des produits de base. Les accords mis sur pied dans le cadre de la CNUCED n'ont pas été un succès, a-t-il dit, et il n'est de l'intérêt de personne d'émettre des espoirs irréalistes à propos de nouveaux accords. Washington continuera en conséquence à juger ces accords au cas par cas, attribuant notamment « un rôle limité » à ceux qui portent sur la stabilisation des prix. C'est dans cet esprit que le gouvernement Reagan a décidé récemment de signer l'accord sur le jute, intéressant uniquement l'amélioration et la commercialisation, et non pas les cours de cette fibre.

Pour le moment, les Etats-Unis participent à trois accords internationaux sur le caoutchouc, le café et le sucre. Ils sont partie prenante aux négociations sur le renouvellement de ce dernier accord, a précisé M. Dan dans une conférence de presse au cours de laquelle il a exprimé aussi son scepticisme à l'égard du Fonds commun. Les Etats-Unis jugent trop modestes les ressources dont devrait disposer ce Fonds au regard des facilités offertes par le F.M.I. lorsqu'il y a perte des recettes des exportations de matières premières.

Mais cette explication dissimule mal en fait une objection de principe sans doute plus forte. Aussi bien dans le domaine financier fait-il, selon Washington, étendre les pouvoirs des institutions existantes (F.M.I., Banque mondiale et banques de développement régionales) qui fournissent de « bons conseils » et des « financements supplémentaires ».

GÉRARD VIRATTE

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
S.E.-U.	7,6838	7,6870	+ 175	+ 230	+ 355	+ 420	+ 1070	+ 1210
S. can.	6,2220	6,2265	+ 150	+ 285	+ 300	+ 362	+ 880	+ 1015
Yen (100)	3,1650	3,1680	+ 150	+ 185	+ 300	+ 340	+ 985	+ 1035
DM	3,0105	3,0130	+ 100	+ 210	+ 360	+ 390	+ 1080	+ 1150
Florin	2,8040	2,8070	+ 140	+ 170	+ 275	+ 310	+ 835	+ 905
F.R. (100)	15,0530	15,0570	+ 280	+ 425	+ 580	+ 770	+ 1825	+ 2150
F.S.	3,6130	3,6165	+ 220	+ 260	+ 440	+ 485	+ 1390	+ 1485
L. (1 000)	5,0720	5,0756	+ 260	+ 170	+ 470	+ 360	+ 1330	+ 1145
£	11,8395	11,8700	+ 240	+ 340	+ 525	+ 640	+ 1770	+ 2010

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 7/8	9 1/4	9 1/4	9 5/8	9 3/8	9 3/4	9 3/4	10 1/8
SE-IL	5 1/16	4 15/16	5 3/16	5 1/2	5 3/8	5 3/8	5 1/4	5 5/8
Flm	5 1/8	5 1/8	5 1/2	5 1/2	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/2
F.R. (100)	9 3/4	10 1/2	9 3/8	10 1/8	9 1/4	10 1/4	9 7/8	10 5/8
F.S.	3 3/8	4 1/8	4 15/16	5 3/16	4 13/16	5 3/16	4 13/16	5 3/16
L. (1 000)	14 3/4	16 1/4	16 7/8	17 3/4	17 1/8	18 1/8	17 7/8	18 3/4
£	9 7/8	10 3/8	9 5/8	10 1/2	9 5/8	10 1/2	9 15/16	11 1/8
F. franc	12 1/4	12 7/8	12 1/2	13 1/8	13 1/2	14 1/8	16 7/8	17 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

# AGRICULTURE

## UN AVERTISSEMENT DES DIRIGEANTS DE LA « BANQUE VERTE »

### Nous ne serons peut-être pas capables d'accompagner l'évolution de l'agriculture

« Il se peut que le Crédit agricole ne soit pas financièrement capable d'accompagner l'évolution de l'agriculture française. » Sous le couvert d'un exposé technique prononcé à l'occasion de l'assemblée générale de la Caisse nationale du Crédit agricole, mardi 14 juin à Paris, la direction générale de la « banque verte » vient de lancer un assez gros pavé dans la mare.

Le financement de l'agriculture de la fin des années 80 risque de ne plus pouvoir être assuré. Les besoins en crédit seront énormes : « Toutes les projections économiques montrent, a déclaré M. Michel Bon, directeur général adjoint, une demande en crédits d'équipement progressant beaucoup plus vite que le rythme de l'inflation, en gros un doublement en francs constants d'ici à 1990. » Dans le même temps, les capacités de remboursement des agriculteurs seront amoindries. Dans le même temps encore, si l'encadrement du crédit continue, la priorité agricole de la « banque verte » sera remise en cause.

Il y a quelques années déjà, la Caisse nationale avait mis en garde contre « un endettement de fuite en avant » manifesté par de nombreux agriculteurs. Les difficultés s'aggravent, les pouvoirs publics y répondant par une incitation à s'endetter, aucune réforme n'a été entreprise pour éviter cette situation dangereuse. Or l'agriculture sera plus touchée encore à l'avenir car les projections démographiques montrent que le temps des agriculteurs de tradition familiale s'achève, et que l'installation nécessaire des jeunes citoyens, fussent-ils diplômés, demandera une mise de fonds plus importante.

De surcroît l'optimisme de la compétitivité risque d'aboutir à une spécialisation de plus en plus poussée et aussi à une intégration des producteurs. Cette recherche de l'intensification demandera aussi plus de capitaux.

Enfin le marché européen est saturé, il faudra donc exporter sur le grand large, où les prix sont moins rémunérateurs, le marché plus instable et la volonté exportatrice de la Communauté absente. D'où une insécurité et une instabilité du revenu des agriculteurs.

Quant à l'encadrement, qui a atteint selon M. Bonnot, directeur général du Crédit agricole, « les limites du supportable », il risque de pénaliser l'agriculture. Pourquoi ?

JACQUES GRALL

(Publié)

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Société Centrafricaine de Développement Agricole B.P. 997 à Bangui — République Centrafricaine, lance un Appel d'Offres pour la fourniture des intrants en 8 lots indivisibles, à savoir :

- Lot 1 : 1 160 tonnes d'Urée
- Lot 2 : 500 tonnes de Sulfate d'Ammoniaque
- Lot 3 : 640 tonnes d'Engrais complexe NPKSB
- Lot 4 : 36 000 litres Insecticides EC
- Lot 5 : 280 000 litres Insecticides ULV
- Lot 6 : 150 000 litres Insecticides ULV
- Lot 7 : 560 Appareils de traitement ULV
- Lot 8 : 250 000 Filles électriques

Lieu de Livraison : Lot 1, 2, 3 Pointe-Noire, Lot 4, 5, 6, 7, 8 Sur camion Bangui.

Délai de Livraison : Lot 1, 2, 3 avant le 10 novembre 1983, Lot 4, 5, 6, 7, 8 avant le 31 mars 1984.

Participation : Concurrence ouverte à tous fournisseurs d'un pays membre de la BIRD, de SUISSE et de TAIWAN.

Offres : Les Offres en langue française doivent parvenir à la Société Centrafricaine de Développement Agricole B.P. 997 — BANGUI — République Centrafricaine, ou être déposées en ses bureaux pour les lots 1 à 6 compris le 12 juillet 1983 à 12 heures pour les lots 7 et 8 le 27 septembre 1983 à 12 heures, délai de rigueur.

Dossiers d'Appel d'Offres : Les dossiers peuvent être obtenus auprès de la SOCARA — B.P. 997 — BANGUI — (RCA) — TLEX 5212.

# Le Monde

## BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1982

UNE ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN FRANCE ET DANS PLUS DE CENT PAYS DE NOMBREUX GRAPHIQUES ET TABLEAUX

UNE BROCHURE DE 192 PAGES

## BON DE COMMANDE

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1982

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Nombre d'exemplaire(s) ..... x 32,50 F.  
(30 F + 2,50 F de frais de port) = ..... F.

Commande à faire parvenir avec votre règlement au MONDE service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

4,5 L. à 90 km/h, j'ai exigé d'être à la page économique, moi la Renault 5.

PRIX CLÉS EN MAIN AU 10.02.83 À PARTIR DE 32.900 F. MODÈLE PRÉSENTÉ : RENAULT 5 GTL 3 PORTES : 42 600 F. CONSOMMATIONS AUX 100 KM À VITESSE STABILISÉE 4,5 L À 90 KM/H - 6,1 L À 120 KM/H - 6,3 L EN CYCLE URBAIN.



MILLÉSIME 83.

RENAULT présente elf

la traduction

la traduction

la traduction



Peut-être pas...  
pour l'évolution de l'âge

## TRANSPORTS

UNE EXPÉRIENCE DE NAVIGATION «ÉCOLOGIQUE»

## Le bateau à vent... sans voiles

De notre correspondant

Marseille. — *Moulin à vent*, bateau prototype à propulsion éolienne, a fait l'objet d'une présentation publique par la Fondation Cousteau, il y a quelques jours à Marignane, au bord de l'étang de Berre. Ce prototype, un catamaran de 22,50 mètres sur 7,40 mètres, pesant 42 tonnes, est muni d'un cylindre orientable de 13,50 mètres de hauteur permettant de n'utiliser, avec un vent de 20 nœuds, que 8 % de l'énergie nécessaire à déplacer le bateau. Il ne s'agit donc pas d'un bateau à «voile rigide» comme on a pu le croire ou le dire, mais d'un système original pour économiser l'énergie.

Sur le plan esthétique, on ne peut pas ériger un miracle. C'est un énorme tuyau de paille qui n'a rien à voir avec la beauté d'un voilier. Mais il n'a pas l'intention de le concurrencer dans ce domaine. *Moulin à vent* est le résultat de trois années de recherches sur un procédé de propulsion éolienne que le commandant Cousteau a l'intention d'adapter sur le navire appelé à remplacer la célèbre *Calypto* après quarante ans de service sur toutes les mers du monde.

Le procédé de propulsion rétenue du phénomène appelé «effet Magnus», du nom du savant allemand qui étudia en 1854 l'écoulement des fluides autour d'un cylindre en rotation. L'ingénieur Anton Flettner l'appliqua à la propulsion éolienne des navires dans les années 20. Il démontra que le coefficient de portance des cylindres tournants était meilleur que celui des voiles conventionnelles.

Le système de *Moulin à vent* est nouveau, car il fait appel à un cylindre fixe orientable appelé «cylindre aspiré». Le cylindre se présente comme une cheminée munie sur toute sa hauteur de grilles qui peuvent être alternativement obturées par un volet mobile. Au sommet de la cheminée se trouve un ventilateur mû par une centrale hydraulique qui crée la dépression à l'intérieur du

cylindre, ce qui a pour effet d'aspirer l'écoulement du fluide. *Moulin à vent* possède en outre deux moteurs de 68 chevaux montés sur deux hélices classiques.

Plus de deux cents tests en soufflerie ont été effectués avant les essais sur l'étang de Berre. Le commandant Cousteau s'est déclaré très satisfait de la maniabilité du bateau, qui remonte aisément le vent selon un angle de 30 degrés et qui vire de bord à 70 degrés, ce qui est exceptionnel. On peut même passer en «marche arrière» ou bien, sur un bateau équipé de deux cylindres, tourner sur place en «positionnement dynamique», ce qui est impossible pour un voilier. *Moulin à vent* nécessite une dépense d'énergie qui n'excède pas le dixième de l'énergie éolienne récupérée. Un inconvénient sérieux : le système ne fonctionne pas — ou très mal — par vent arrière car, dans ce cas, la vitesse dépend de la surface de voilure offerte.

## Le financement

Un budget d'études de 7 millions de francs est offert par le ministère de la mer, le ministère de l'Industrie et de la recherche et par l'Agence pour la maîtrise de l'énergie. *Moulin à vent*, bien que prévu pour résister à des vents de 80 nœuds, n'a pas encore satisfait aux essais en haute mer. Le commandant Cousteau compte s'y consacrer bientôt et, si les résultats sont concluants, traverser l'Atlantique. Mais, dès à présent, une société industrielle et commerciale n'est créée, Enaergie S.A., qui va se lancer sans attendre dans l'industrialisation du procédé et sa commercialisation. Les aménagements éventuels continueront à être étudiés en vraie grandeur. Dès l'an prochain, deux bateaux commerciaux seront équipés du procédé en attendant que *Calypto II* soit spécialement construit pour recevoir un tel équipement.

JEAN CONTRUCCI.

LE XV<sup>e</sup> FESTIVAL DU FILM MARITIME A CHATEAUVALLON

## L'Ancre d'or de Sinbad

Donner la mer à voir — notamment aux Français, qui selon la célèbre formule britannique la connaissent surtout sous forme de plages de vacances — c'est depuis trente ans le propos du Festival international du film maritime. Ancré à Toulon après avoir été présentée dans diverses capitales étrangères et quatre fois à Paris, à la salle Pleyel, sa quinzième édition a convié un public record à Châteaueval. Du 6 au 12 juin, vingt-six films sélectionnés parmi les envois de douze nations — de la Norvège à la Grande-Bretagne, en passant par les États-Unis et la Chine — ont montré la mer sous toutes les latitudes et sous tous ses aspects : pôle Nord et Patagonie, conquêtes des profondeurs et performances des navigateurs sportifs, tempêtes et calme, pollution ou, au contraire, ressources inépuisables des océans.

Outre le patronage des ministères de la culture, de la défense et de la mer (1), le prix du président de la République est venu signifier cette année le renouveau de l'intérêt français pour les choses de la mer. Ce prix s'ajoutait à l'Ancre d'or du Festival décernée au *Voyage de Sinbad* (Emirat d'Oman), qui fait revivre les aventures du légendaire Sinbad le marin. A bord d'un voilier reconstitué à l'image exacte et selon les méthodes de l'époque, un équipage international a navigué deux cent vingt-sept jours durant pour relier l'Émirat à la Chine. *Basa* (Suède) a reçu l'Ancre d'argent et *Spele-ice* (Suisse) l'Ancre de bronze.

Outre divers prix et médailles, dont ceux de la marine nationale et de la presse, le public présent durant toute la semaine n'a pu émettre son vote et élire *Patagonie force 10* (France). Cette promotion du public au rôle de jury a été, semble-t-il, l'un des motifs du record d'affluence et d'intérêt pour cette quinzième édition.

Antenne 2 et FR 3 présenteront plusieurs séquences et films du Festival, lesquels seront, d'autre part, conservés à la Cinémathèque mondiale de la mer, qui réunit déjà près d'un millier de films.

JEAN RAMBAUD.

(1) Fondé par le docteur Baize, médecin de marine et cinéaste, le Festival est également patronné par le conseil général du Var, la préfecture maritime de la 3<sup>e</sup> région, la ville de Toulon et la chambre de commerce du Var. Secrétariat du Festival et de la Cinémathèque mondiale de la mer : 14, rue Fiebreuse, 83000 Toulon. Tél. : (94) 92-99-22.

## ENVIRONNEMENT

LA PROTECTION DU MONT-BLANC

## Le tribunal administratif stoppe la construction des télésièges des Grands-Montets

De notre correspondant

Chamonix. — L'extension du domaine skiable des Grands-Montets, qui aurait dû être réalisée sur les pentes du massif du Mont-Blanc et qui prévoyait d'amputer une partie de ce site classé, est, une nouvelle fois, remise en question.

Le tribunal administratif de Grenoble a, vendredi 10 juin, donné une suite favorable au recours déposé par l'Association de défense de la vallée de l'Arve. Celle-ci contestait le bien-fondé d'une lettre adressée le 7 septembre 1982 au préfet de la Haute-Savoie par le ministre de l'environnement, M. Michel Crépeau, et qui autorisait la Société d'aménagement du téléski de Lognon (SATAL) à reprendre les travaux de construction de trois télésièges.

Ce document faisait suite à un «coup de colère» poussé quelques semaines plus tôt par le ministre, qui avait conduit, le 4 août 1982, à revenir sur une autorisation accordée deux mois plus tôt. Le conseil municipal de Chamonix ayant accepté les conditions posées par le ministre, notamment la révision du plan d'occupation des sols de la commune, aucun obstacle ne semblait devoir retarder la réalisation d'un équipement reconnu indispensable par tous les acteurs économiques de la vallée comme par les services techniques pour l'aménagement de la montagne.

En effet, chaque hiver, Chamonix est submergée par des dizaines de milliers de skieurs attirés par un site exceptionnel et par un domaine skiable varié, mais beaucoup trop restreint. Le déficit des remontées mécaniques est inférieur à quinze mille skieurs/heure alors que la capacité d'hébergement de la vallée est trois à quatre fois supérieure. L'extension du réseau de remontées mécaniques des Grands-Montets était donc devenue un objectif prioritaire pour la commune de Chamonix.

L'Association de défense de la vallée conteste depuis de nombreuses années le bien-fondé de ce nouvel équipement et elle réfute l'argument avancé par la ville de Chamonix et par la SATAL selon lequel «seuls quarante-cinq mètres seront abîmés». Surtout, l'Association estime que le ministère de l'environnement a changé brusquement d'avis entre le 8 mai 1981 — date à laquelle M. Michel d'Ornano refusa le projet qui lui fut soumis — et le 7 juin 1982, jour où M. Crépeau autorisa l'engagement des travaux sur les pentes du Mont-Blanc. «Entre ces deux dates, il n'y a eu de changement substantiel du projet», objectait le vice-président de l'Association de défense, M. Léon Fourès, un enseignant marseillais propriétaire d'une résidence secondaire à Chamonix (1).

## Le maire de Chamonix : une décision «scandaleuse»

Le tribunal a estimé que les travaux qui devaient être menés aux Grands-Montets risquaient de créer un préjudice irréparable à un site classé et que le ministre n'avait pas agi en conformité avec les dispositions contenues dans la loi sur la protection de la nature. Le commissaire du gouvernement avait auparavant souligné que les travaux allaient apporter de telles modifications à l'environnement que le ministre aurait dû un préalable recourir à une procédure de

déclassement du site. «D'installations supplémentaires en installations supplémentaires, le cadre du Mont-Blanc finirait par être totalement détruit», avait-il conclu.

La décision prise par le tribunal administratif de Grenoble de suspendre les travaux déjà partiellement engagés aux Grands-Montets a été qualifiée de «scandaleuse» par le maire de Chamonix, M. Michel Charlet (R.P.R.). Il rappelle que, lors de l'extension du site classé du Mont-Blanc, en 1976, des assurances avaient été données aux Chamoniards promettant que cette procédure ne ferait pas obstacle à des équipements indispensables au développement de la vallée. «Les forces écologiques extérieures à Chamonix veulent nous briser», ajoute encore le nouveau maire de Chamonix, résolu à demander, s'il le faut, le déclassement de quelques hectares de forêts et de pelouses alpines pour construire des remontées mécaniques.

CLAUDE FRANCHILLON.

(1) La commission supérieure des sites s'est prononcée, à trois reprises, contre le projet d'extension du domaine skiable des Grands-Montets.

## CORRESPONDANCE

## La culture et les occitanistes

Après notre article sur la manifestation des occitanistes à Montpellier (le Monde du 8 juin), nous avons reçu de M. Jacques Sallois, directeur de cabinet du ministre délégué à la culture, les précisions suivantes :

A partir du rapport de M. Giordan (lui-même Occitan) et du discours de M. Jack Lang, à Orléans (Hérault), le ministère de la culture a pris l'initiative d'organiser plusieurs réunions de concertation sur la culture occitane, ouvertes aux élus, aux associations et aux créateurs, à Toulouse, à Limoges et à Marseille, en 1982 ; à Montpellier, en 1983. Une réunion interoccitane est prévue à Toulouse.

Des contacts étroits et durables sont pris, d'autre part, avec les principaux partenaires de la culture occitane, depuis seize mois. Ils ont amené le ministère à financer divers organismes et projets essentiels en 1982 : l'Institut d'études occitanes, le Centre d'information et de documentation occitan (Béziers), la Maison de la création de Nîmes (avec Robert Lafont), la Compagnie André Neyton (Toulon), le Centre de recherche sur l'espace occitan, le conservatoire occitan de Toulouse, les revues *Vent Terral* et *Réveil d'Oc*, les Talhiers d'Oc, les troupes de la Carriera et de la Rampe (Montpellier).

Les conventions culturelles signées avec les villes d'Arles, de Montpellier, de Béziers, les départements des Pyrénées-Atlantiques et de l'Hérault ont, en 1982, accordé une large place à la culture occitane. Pour le second semestre 1983, d'autres dossiers sont en cours de discussion. Ils concernent notamment Arles, Montpellier (Maison de l'Occitanie), les écoles occitanes en Béarn, et certaines radios locales (Radio-Narbonne).

Enfin, les propositions plus générales faites par le ministère de la culture (commission interministérielle des langues et cultures de France, Festival des cultures de France), répondant à une demande fréquente en Occitanie, doivent avoir des suites prochaines.

## Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »  
accueille en groupe  
les amateurs de 3 à 83 ans  
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5  
Téléphone (le soir) : 707-95-64

## Louez une voiture

TARIF TTC	15 JOURS	30 JOURS
1500 km	3 000 km	
P. Panda	1 800	3 500
P. 104 - Simba	1 950	3 800
P. 205 - RS GTL	2 400	4 700
T. Horizon	2 500	4 850
Renault 9	2 800	5 700
P. 505 Break	3 300	6 500

**autorent**  
PARIS-7<sup>e</sup> • 555.53.49  
PARIS-15<sup>e</sup> • 554.22.45



## SOLDES INCROYABLES MOINS 30, 40, 50 %

Fauteuils, chaises dactylo.  
Bureaux, bibliothèques.  
Armoires métalliques et bois.  
FIN DE SÉRIE (Stock limité).

## ROGER H. FRANCE

SPÉCIALISTE DU MOBILIER  
BUREAU DIRECTION  
59-61, rue La Fayette, 75009 Paris.  
Tél. : 285-42-41. Métro Cadet.  
Parking gratuit de 8 h à 18 h 30  
du lundi au samedi sans interruption.  
Expédition dans toute la France.

(Publicité)

## SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX (SONEDE)

## Avis d'appel d'offres international

Fourniture, transport et montage des équipements hydro-électromécaniques des forages de HAJEB EL AIOUN

La Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux lance un appel d'offres international pour la fourniture, le transport et le montage des équipements hydro-électromécaniques des forages de HAJEB EL AIOUN.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet financé partiellement par le Fonds arabe de développement.

Les entreprises qualifiées qui désirent participer à cet appel d'offres peuvent se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la SONED (Soc. Préparation des marchés) contre paiement de la somme de CINQUANTE (50) DINARS TUNISIENS en espèces ou par chèque barré libellé au nom de la SONED.

Les offres doivent parvenir à la SONED sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises au bureau de liaison contre reçu au plus tard le 29 juillet 1983 à 10 heures, au 23, rue Jawahar Lal Nehru Moncefary, à TUNIS.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

## ACQUISITIONS DE SOCIÉTÉS AVEC EFFET DE LEVIER

APPRENEZ — Comment acheter des sociétés à l'étranger sans sortir des capitaux de France par effet de levier (avec l'argent des autres) !

DECouvrez — Comment les mêmes techniques peuvent être utilisées en France (par les investissements privés et les directions de filiales «managements buyouts» !)

RESERVEZ — Aujourd'hui votre place à la conférence, le 16 juillet, 8-4-30 heures, 1795ff, déjeuner et livre (valeur 600ff compris). Téléphonez 320-1551 poste 6081

PARTICIPANTS — Arthur Andersen, Lazard Frères, Barclay's, Forlone Esq. n° S.G. Archibald, Walther investing, Buyout Publications, Inc.

Parc Montparnasse Hotel 19 Rue de Commandant Mouchotte, Paris 14 <sup>e</sup> France 320-1551 poste 6081 Nicholas Speeg	Nom _____ Titre _____ Compagnie _____ Adresse _____ Ville _____ Cédex _____ <input type="checkbox"/> VISA <input type="checkbox"/> MasterCard <input type="checkbox"/> American Express Card No. _____ Exp. _____ Signature _____
--	--

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU  
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION  
ET DU PATRIMOINE — BUREAU D'EXECUTION  
DU PROJET

B.P. 353 BISSAU - Tél. : 213738

PROJET DE CONSTRUCTION D'UN INSTITUT DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

- A. OBJET
- A.1. Le gouvernement de la République de Guinée-Bissau ayant bénéficié d'un crédit du Fonds Africain de développement (FAD), lance un Appel d'offres pour les travaux de construction d'un Institut de formation et de perfectionnement des personnels de l'éducation à Bissau.
- A.2. Les travaux comprennent la construction de bâtiments du type pavillon à un niveau totalisant une surface hors-couvre d'environ 5 700 m<sup>2</sup>.
- B. ELIGIBILITÉ
- B.1. La participation est ouverte à égalité de conditions à toute personne physique ou morale ou à tout groupement desdites personnes ressortissant des États membres ou des pays participants au Fonds Africain de développement (FAD).
- C. CONSULTATION ET ACQUISITION DU DOSSIER
- C.1. Le dossier complet d'appel d'offres rédigé en langue française peut être consulté à partir du 1<sup>er</sup> juin 1983 au Bureau d'exécution du projet — D.G.A.P. — Ministère de l'Éducation nationale à Bissau, tous les jours ouvrables de 8 h à 12 h et de 15 h à 18 h et le samedi de 8 h à 11 h.
- C.2. Les intéressés pourront retirer le dossier complet d'appel d'offres au Bureau d'exécution du projet — D.G.A.P. — Ministère de l'Éducation nationale, B.P. 353, Bissau, contre la somme de 500 \$ payable par chèque barré et certifié, établi à l'ordre du Ministère de l'Éducation nationale de Guinée-Bissau. Cette somme n'est pas remboursable.

- D. REMISE ET OUVERTURE DES OFFRES
- D.1. Les offres rédigées en langue française devront parvenir sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises en main propre contre récépissé au Bureau d'exécution du projet, Direction générale de l'Administration et du Patrimoine, Ministère de l'Éducation nationale, B.P. 353, Bissau, République de Guinée-Bissau, au plus tard le 31 août 1983 avant 18 h GMT.
- D.2. Les soumissionnaires qui expédient leurs offres par voie postale devront tenir compte des délais d'acheminement.
- E. MODE DE SOUMISSION DES OFFRES
- E.1. Les soumissionnaires sont invités à présenter leur prix d'offres par lot séparé, à savoir :
- lot école et ses annexes,
  - lot internat et logements de fonction.
- Remarque : a) Le Ministère se réserve le droit de faire exécuter les travaux par lot séparé.
- b) Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.
- E.2. Les soumissionnaires devront obligatoirement entacher leurs offres par les documents suivants sous peine de forclusion :
- Déclaration à soumettre ;
  - Statut de l'entreprise ;
  - Qualification et classification professionnelle de l'entreprise ;
  - Lettre de soumission ;
  - Bordereau des prix unitaires ;
  - Délai d'exécution avec planning des phases des travaux ;
  - Références justifiant le potentiel et la capacité technique de réalisation de l'entreprise ;
  - Situation financière et fiscale de l'entreprise ;
  - Liste des noms des sous-traitants éventuels avec leur statut et leur capacité technique de réalisation ;
  - Déclaration d'accepter et d'appliquer la législation du travail et le barème des salaires pratiqués en Guinée-Bissau.



CENTRE EUROPEEN de COOPERATION ECONOMIQUE  
le premier groupe européen  
de traduction technique spécialisée

plus de 2 000 ingénieurs, juristes et économistes, tenus au secret, vous apportent :

- une traduction de qualité
- une ponctualité exemplaire
- une exécution rigoureuse et rapide

## La traduction "clé en main"

traducteurs hautement qualifiés, spécialisés et confirmés  
traitement de textes

POUR NOUS Ecrire

36, rue Claude-Terrasse — 75016 PARIS

POUR NOUS TELEPHONER

525-45-32 lignes groupées

Télex : 250303 Public Paris en précisant pour CECE 525-45-32

DIRECTION GENERALE : STEPHANE KOBRYNER Ingénieur ESE



## cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du Comptoir des Entrepreneurs s'est tenue le 9 juin 1983.

Toutes les résolutions soumises au vote des actionnaires ont été adoptées. Parmi elles figure notamment l'affectation de bénéfice net de l'exercice de 17,5 millions de francs.

L'assemblée générale a fixé le dividende à 9,80 F par action auquel s'ajoutent 4,90 F d'impôt déjà payé au Trésor. Ce dividende, correspondant au coupon numéro 13, sera mis en paiement le 20 juin 1983.

Au cours de l'assemblée générale, M<sup>me</sup> Paule Dufour, président-directeur général du Comptoir des Entrepreneurs, a prononcé l'allocution suivante :

« L'activité et les résultats financiers de la société en 1982 ont subi l'influence de facteurs favorables pour certains, défavorables pour d'autres. »

« L'exercice a notamment été marqué par l'accord intervenu, sous l'égide de la direction du Trésor, entre le Crédit foncier de France et votre société, dans le domaine des prêts aidés pour l'accession à la propriété (PAP). Aux termes de cet accord, C.D.E. se voit confier la gestion, pendant toute la durée, des PAP du secteur groupé (promotion immobilière et acquéreurs), à l'exception des PAP globaux consentis aux organismes d'H.L.M. »

« Afin d'accompagner la mise en place de ce dispositif qui débouche sur une nouvelle répartition des tâches entre les deux établissements, C.D.E. continuera de gérer, pendant une période transitoire, tout ou partie des PAP du secteur diffus. Par ailleurs, des mesures financières ont été décidées à titre de compensation pour la société par le protocole d'accord : leur prise en compte dans la détermination de la marge brute du secteur public de l'exercice a permis à cette dernière de croître assez fortement alors que l'encours moyen annuel des prêts aidés est resté pratiquement stable cette année par rapport à l'an dernier. Assuré d'une gestion à long terme d'une partie des prêts aidés, C.D.E. confortera son assise financière dans les années à venir. »

« L'important effort financier consenti en 1981 par les pouvoirs publics en faveur des logements bénéficiant de prêts aidés pour l'accession à la propriété (PAP) a été poursuivi en 1982, ce qui a permis à la société d'accroître de 17,9 % sa production de prêts aidés. L'encours des prêts du secteur public a progressé de 0,8 % d'un exercice à l'autre : cette faible progression s'explique par un phénomène de compensation entre l'augmentation de l'encours des PAP en 1982 et une diminution à peu près égale des encours des anciens prêts spéciaux. »

« La marge brute des prêts aidés a augmenté de 20,4 % en 1982 : en plus de l'incidence des mesures financières compensatoires que l'on vient de mentionner, c'est le remplissage dans l'encours du secteur public des prêts spéciaux par des PAP diffus et groupés dont les taux de commission sont plus élevés qui explique cette progression des résultats du secteur public. »

« Dans le secteur privé de nos opérations, la production des prêts a diminué de 4,4 %. Le déclin des mises en chantier de logements neufs non aidés, la réduction sensible des transactions dans le secteur de l'ancien, ainsi que le manque de solvabilité des acquéreurs potentiels n'ont pas permis une reprise de la production de notre secteur concurrentiel. »

« L'encours des prêts a progressé dans le même temps de 4,5 %, dans les limites permises par l'encadrement du crédit, alors que la marge brute sur ces prêts n'a augmenté que de 1 % d'un exercice à l'autre : les charges des financements collectifs à taux élevés au cours du deuxième semestre 1981 et du premier semestre 1982 n'ont pu être compensées intégralement par les produits des nouveaux prêts mis en place. »

« Au total, les produits nets, tirés pour l'essentiel de la gestion des prêts, s'élevaient à 687 millions de francs en 1982 : ils ont augmenté de 12 %, contre 5,8 % il y a un an. »

« Avec 626 millions de francs fin 1982, les dépenses de gestion ont augmenté de 13,4 % ; elles avaient progressé de

14,9 % en 1981. Ce ralentissement de la croissance des dépenses de gestion est surtout imputable aux dépenses de personnel : les appointements proprement dits ne progressent en effet que de 11,3 % en 1982, contre 15,3 % en 1981. »

« Le bénéfice net de l'exercice, après des dotations aux comptes de provisions plus importantes qu'en 1981 (38,4 millions de francs en net, contre 33,6 millions de francs), s'établit à 17,5 millions de francs. »

« Ce résultat permet de maintenir le même dividende que l'an dernier, à savoir 9,80 F par action (plus avoir fiscal de 4,90 F). »

« Je souhaite encore vous donner quelques indications de tendance pour l'année en cours. »

« Dans le secteur des prêts aidés par l'État, les dotations budgétaires importantes de 1983 ainsi que le maintien en gestion à C.D.E. de PAP individuels qui devaient être transférés au Crédit foncier de France à l'issue de leur période moyen terme, assurent à notre établissement une progression sensible de ses encours dès cette année. Les résultats de ce secteur augmenteront également, mais à un rythme moins élevé, dans la mesure où les dispositions financières exceptionnelles prises à titre de compensation par les pouvoirs publics ne concernent que l'exercice 1982. »

« Dans le secteur privé de nos activités, malgré le durcissement récent de l'encadrement du crédit, les encours vont s'accroître plus rapidement qu'en 1982, grâce à une production plus élevée que celle enregistrée l'an dernier. Cette situation est rendue possible par les conditions clientèles actuellement en vigueur qui permettent à la société d'intervenir dans la plupart des secteurs du financement du logement, prêts conventionnés compris, et grâce également à un emprunt obligataire qui sera lancé d'ici à la fin de l'année. »

« Indépendamment de l'accord intervenu entre le Crédit foncier de France et votre société, l'exercice a été marqué, sur le plan social, par deux événements importants : »

« — la signature d'un contrat de solidarité, qui, tout en s'inscrivant dans les objectifs gouvernementaux de lutte contre le chômage, permet de renouveler une partie des effectifs dans une perspective dynamique, sans que cela altère la production ; »

« — la signature d'un protocole d'accord avec toutes les organisations syndicales relatif au droit nouveau d'expression des travailleurs, qui permettra de faire participer plus activement les salariés à l'organisation de leur travail et de favoriser, par là même, l'adhésion de tous à la bonne marche de la société. »

« De plus, tout au long de cette année, votre société a renforcé ses liens avec des partenaires financiers, dont le rôle essentiel dans la collecte de l'épargne complète celui non moins important de votre société dans le domaine de la distribution et de la gestion des prêts immobiliers. La présence des représentants de deux banques parmi les plus importantes à notre conseil d'administration concrétise d'ailleurs cette orientation que C.D.E. entend poursuivre. »

« C'est dans cet esprit que le conseil d'administration vous propose une modification des statuts entraînant la création de deux postes de censeurs, l'un réservé aux pouvoirs publics, l'autre à un représentant des actionnaires. »

« Si vous acceptez cette modification des statuts, qui sera ensuite soumise à l'agrément du gouvernement, la désignation de ces censeurs à ce niveau devra être faite par les représentants des actionnaires. Cette mesure d'élargissement de la place occupée à notre conseil par nos principaux partenaires. »

« En conclusion, et en dépit d'une conjoncture défavorable, je suis persuadée que C.D.E., grâce aux orientations prises et à l'image de marque qu'il a acquise et qui repose en grande partie sur la technicité de son personnel, s'affirmera de plus en plus comme un instrument efficace tant pour les pouvoirs publics que pour les professionnels de l'immobilier. »



### IMINVEST

L'assemblée générale ordinaire du 8 juin 1983 a approuvé les comptes de l'exercice 1982 et a fixé le dividende à 12,30 francs par action, contre 11 francs l'année précédente, soit une augmentation de 11,8 %.

Le bénéfice de l'exercice 1982 s'est élevé à 23,29 millions de francs, dont 9,79 millions de francs de plus-values qui ont été intégralement affectées à la réserve spéciale. Ces plus-values proviennent de cessions d'immeubles dans le cadre des arbitrages entrepris par Iminvest pour améliorer la rentabilité de son patrimoine.

## Champex

S.D.R. de Champagne Ardennes

Activité en progression depuis le début de l'année

L'Assemblée Générale, réunie à Reims, le 7 juin, a décidé le paiement le 1<sup>er</sup> juillet prochain d'un dividende brut de 14,33 F pour les actions anciennes et 3,58 F pour les actions nouvelles émises avec jouissance le 1-10-82 (impôt payé d'avance au Trésor 1,33 F et 0,33 F). La masse totale des bénéfices distribués est égale à celle de 1982 soit 3 387 735 F.

Pour les cinq premiers mois de l'exercice, CHAMPEX a enregistré une activité soutenue :

- Prêts à long terme ..... 52 305 000 F
- Prêts spéciaux de refinancement ..... 12 720 000 F
- Crédits à moyen terme (caution) ..... 26 404 000 F
- Concours sur fonds propres ..... 1 405 000 F
- Total ..... 95 784 000 F (187 976 000 F pour l'exercice 1982).

Depuis le début de l'exercice, le cours de l'action ancienne au Bourse de Nancy se situe entre 114 F et 124 F.

## Bâtiment Travaux Publics.

# SCREC

## au tout 1<sup>er</sup> rang en Europe.

### Chiffre d'affaires 1983: F 20 milliards

### dont 45% à l'exportation

pour le nouveau Groupe après intégration des sociétés Cales et Suez, venant renforcer les autres filiales : Dragages et Travaux Publics, SCREB Rénovés, S.M.C. Adénat, Prologis.

## UNE DOUBLE OPERATION FINANCIERE

### emprunt de F100 millions

en 689.301 obligations convertibles en actions  
Prix d'émission : F 143  
Jouissance : 1<sup>er</sup> juillet 1983  
Taux d'intérêt : 12,50 %  
Durée : 7 ans 6 mois 14 jours  
Taux de rendement actuariel brut : 14 % (en cas de non conversion)  
Droits de souscription de souscription : 100 actions pour 1 obligation  
Conversion des obligations : 11 actions pour 1 obligation  
Souscription des obligations : du 27 juin au 18 juillet 1983

### augmentation de capital de F55 millions

Prix d'émission : F 70  
Jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1983  
Droits de souscription de souscription : 100 actions pour 1 obligation  
Souscription des obligations : du 27 juin au 18 juillet 1983

Une note d'information sera reçue par voie postale, après avoir été adressée au siège de la Société SCREC, 10, rue Paul Lafargue, La Défense 92 500 Puteaux, Téléphone 722.20.00

## SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS (SOBI)

### (GROUPE BARCLAYS)

Réunie le 27 mai au siège social à Monte-Carlo, sous la présidence de M. Jean de La Chauvinière, l'assemblée générale des actionnaires de la Société de banque et d'investissements — SOBI — a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Au cours de l'année écoulée, l'activité de la banque en matière de crédits à long terme a été marquée par la permanence de la limitation des encours de crédits, la conjoncture particulièrement moutonnée dans le domaine des transactions immobilières et par la contrainte des taux élevés pour les refinancements à long terme. La production a néanmoins été maintenue à un niveau satisfaisant, les opérations à moyen et court terme augmentant leurs parts respectives dans la production.

Les financements se sont élevés à 133 millions, contre 99 millions en 1981.

L'encours global au 31 décembre s'établissait à 496.131.000 francs, contre 476.182.000 francs en 1981.

Le bilan totalise 936.817.000 francs et le bénéfice net s'élève à 2.555.569,60 francs, contre 2.675.199 francs en 1981.

Suivant les propositions du conseil, l'assemblée a décidé la répartition d'un dividende de 10 francs par action, soit 1.500.000 francs, et la mise en réserve de 128.000 francs au titre de la réserve statutaire et de 1.200.000 francs au titre de la réserve extraordinaire. La date de mise en paiement du coupon a été fixée au 15 juin 1983.

L'assemblée a pris acte des modifications intervenues au sein du conseil d'administration, en raison de la prise de contrôle de la SOBI par Barclays Bank S.A. Elle a donné qu'elle leur gestion aux administrateurs démissionnaires en cours d'exercice :

— le Dr Günter Storch, la Landesbank Rheinland Pfalz Girozentrale, la Société bancaire de Paris et France participation S.A.

Elle a ratifié la nomination comme vice-président de M. Pierre Gomont, directeur général, Affaires internationales et financières de Barclays Bank S.A., à la place de M. Pierre de Lalonde qui reste administrateur, et comme administrateurs de MM. Claude Andrieux, directeur central de Barclays Bank S.A., et Alain Méral, directeur général de la Société de crédit pour l'acquisition et l'exploitation des immeubles (S.C.A.M.). Elle a nommé administrateur M. Hubert Norari et pris acte de ce que M. Laurent Gastaud, dont le mandat arrivait à expiration avec cette assemblée, n'en sollicite pas le renouvellement.

### LA REDOUTE

#### LETTRE D'INFORMATION AUX ACTIONNAIRES (extraits)

Les résultats de l'exercice 1982-1983 sont satisfaisants pour une année loin d'être facile. Ce dernier exercice a vu en outre :

- le retrait opérationnel de Photo-Cinéma Redoute ;
- la cession de 65 % du capital de Maisons de la Redoute ;
- la prise de participation dans le capital des sociétés Tili et Balloon.

LA REDOUTE S.A. a enregistré, en 1982-1983, des produits d'exploitation pour 168 millions de francs et un bénéfice net de 33 millions de francs.

Les principales filiales et participations ont évolué ainsi :

REDOUTE CATALOGUE (V.P.C. EN FRANCE) : chiffre d'affaires T.T.C. de 5 309 millions de francs, bénéfice net 75 millions de francs (+ 19,2 %).

SINER (15 magasins de prêt à porter) : chiffre d'affaires T.T.C. 293 millions de francs (+ 19,3 %), le résultat d'exploitation 1,9 million de francs, le bénéfice net 1 million de francs contre une perte de 0,9 million de francs.

GROUPE ROMBALDI : les ventes consolidées 288 millions de francs (+ 37,3 %), le résultat d'exploitation 11 millions de francs, le bénéfice net 3,8 millions de francs contre 1,2 million de francs.

GROUPE PRÉMANAN (405 magasins) : les ventes 658 millions de francs (+ 20,6 %), le bénéfice net 25 millions de francs (+ 25,7 %).

PRÉMANAN a procédé à l'acquisition de 39 % du capital de Balloon Société (30 magasins) et de 15 % de Tili (17 magasins). La Redoute S.A. détient 35 % du capital de chacune de ces deux sociétés.

VESTINO (V.P.C. ITALIE) : chiffre d'affaires T.T.C. de 110 milliards de lire (+ 18,5 %), bénéfice net à 673 millions de lire.

FINAREF (ÉTABLISSEMENT FINANCIER) : produits encaissés 207 millions de francs (+ 14,9 %), bénéfice net 14,4 millions de francs (+ 36,2 %).

GROUPE REDOUTE (en consolidé) : le chiffre d'affaires ressort à 7,1 milliards de francs (+ 16 % à données comparables) en dépit de l'impact des mesures de blutage des prix.

Bénéfice d'exploitation 249 millions de francs (+ 15,4 %), bénéfice net 105 millions de francs (+ 19,9 %) après 108 millions de francs de provision pour impôt et 22 millions de francs de participation. La M.B.A. «réelle» s'élève à 182 millions de francs (+ 16 %).

Le directeur proposera à l'assemblée du 21 juillet de distribuer un dividende net de 46 F contre 40 F, soit un solde de 26 F compte tenu de l'acompte déjà versé.

# VOTRE POUVOIR D'ACHAT, ÇA VOUS PREOCCUPE ?

## CHOISISSEZ LES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES CAPABLES DE BATTRE L'INFLATION.

**BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE.**  
4, place de la Bourse, Paris 2<sup>e</sup>.  
Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi téléphoner : Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.58.20 / Lyon (71) 842.84.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (8) 336.56.97 / Nantes (40) 48.41.98.

## LES AGENTS DE CHANGE

### La clé de meilleurs placements.

Les actionnaires d'IMETAL réunis le 14 juin 1983, sous la présidence de M. Bernard de Villeneuve, ont approuvé les comptes de l'exercice 1982 qui se soldent par une perte de 103 095 223 F et décidé l'attribution de celle-ci sur le poste « Autres réserves » qui se trouve ainsi ramené de 994,3 à 491,2 millions de francs.

L'assemblée a nommé administrateurs M. François de Wissaegh, M. Christian Gobert, la Compagnie financière de Suez, en remplacement de M. M. de Boissieu, M. N. de Werra, Banque de l'Indochine et de Suez, et renouvelé le mandat des autres administrateurs pour la durée statutaire d'un an.

Le président a souligné que la crise profonde des métaux non ferreux qui se prolonge encore aujourd'hui avait soumis le groupe à une épreuve sévère qui a particulièrement affecté la S.L.N. puis Penarroya, et entraîné l'intervention de plans de redressement industriel et financier arrêtés par le conseil en concertation étroite avec les pouvoirs publics. Il a, à ce titre, rappelé qu'aux termes de l'accord passé avec l'ERAP, qui détient désormais 70 % du capital de la société Le Nickel, IMETAL, dont la participation se trouve ramenée à 15 %, abandonnera les avances consenties à S.L.N. avant 1983, dont le montant net s'élève à 402,5 millions de francs, et prendra à sa charge un montant de 200 millions de francs de dettes dont S.L.N. supportait auparavant la servitude. Bien que confiant dans le potentiel à long terme de la S.L.N., avec laquelle IMETAL garde des relations privilégiées, le président a précisé que, par mesure de prudence, la totalité des 402,5 millions de francs d'avances serait provisionnée dans les comptes de l'exercice 1983 d'IMETAL.

S'agissant de Penarroya, M. de Villeneuve a rappelé qu'un plan de redressement, en cours d'élaboration avec les principaux actionnaires d'IMETAL, et les pouvoirs publics, prévoit dans un premier temps qu'IMETAL achète à Penarroya, pour 219 millions de francs, ses titres de participation dans Minemet, pivot du réseau international d'IMETAL, et dans Mokta, qui porte les intérêts du groupe dans l'uranium. Le président a également indiqué que l'exercice 1983 de Copperweld serait sans doute encore défavorable mais que les activités dans l'uranium, les minerais de fer et de manganèse, les matériaux de construction, ainsi que dans le négoce des métaux et des produits énergétiques, devraient continuer de dégager des résultats satisfaisants.

Après avoir rappelé les modifications intervenues dans la structure actionnariale d'IMETAL, acquisition de 30 %

du capital par l'ERAP et accroissement à hauteur de 16 % de la participation de la Compagnie financière de Suez, le président a indiqué qu'il était prévu entre Copperweld et l'ERAP la constitution d'une société holding regroupant un peu plus du tiers du capital d'IMETAL, et dont la majorité reviendrait à Copperweld qui aura ainsi à exercer une responsabilité particulière dans l'ensemble actionnarial d'IMETAL.

Le président de Villeneuve a souligné que 1983 marque une étape importante dans l'histoire du groupe IMETAL, dans les intérêts industriels semblent avoir été adaptés à sa dimension et à ses capacités et dont la structure actionnariale nouvelle traduit l'intérêt certain des pouvoirs publics pour son rôle dans d'activités, parfois aventureuses mais d'importance nationale, que représentent la mine et la métallurgie des non-ferreux.

## Compagnie Générale des Eaux

### INAUGURATION DE LA PREMIÈRE USINE D'ÉLIMINATION DES NITRATES DANS L'EAU POTABLE

M<sup>me</sup> Huguette Bouchard, secrétaire d'État à l'environnement et à la qualité de la vie, a inauguré, à Éragry-sur-Oise (Val-d'Oise), la première usine d'élimination des nitrates dans l'eau potable construite en France.

Cette usine de dénitrification, conçue et réalisée par O.T.V. (Omnium de traitement et de valorisation), filiale de la Compagnie générale des eaux, est la première au monde à faire appel à la biotechnologie et aux « techniques douces ». Elle permet de rendre potable plus de 1 600 mètres cubes par jour.

À Éragry-sur-Oise le coût de l'installation s'est élevé à environ 3,5 millions de francs et a été pris en charge par l'entreprise de distribution d'eau (la S.F.D.E.), gestionnaire du service des eaux, et par l'agence de bassin de Seine-Normandie. De façon générale, on peut estimer que l'incidence sur le prix de l'eau d'une installation d'élimination des nitrates de taille comparable à celle d'Éragry est d'environ 1,20 franc par mètre cube.

Le procédé d'élimination des nitrates mis au point correspond à cette technologie de haut de gamme dont les Français se sont faits les champions dans le domaine de l'eau. Il peut être utilisé dans certaines régions atteintes par les nitrates dits en particulier aux engrais agricoles. Des négociations sont en cours avec plusieurs pays.

1550 1550







## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. POLICE : « Rendre la parole au peuple », par Jean-Marie Le Pen : « Les appareils de l'ombre », par Mithra ; « Expliquer, expliquer encore... », par Claude Michel.

### ÉTRANGER

- 3-4. EUROPE  
- ITALIE : avant les élections générales du 28 juin ; LU : l'ha. de Giorgio Amendola.  
5. ASIE  
6. AFRIQUE  
7. AMÉRIQUES  
8. PROCHE-ORIENT

### POLITIQUE

9. Le débat sur le IX<sup>e</sup> Plan à l'Assemblée nationale.  
10. La fin du voyage de M. Mitterrand en Corse.

### SOCIÉTÉ

12. La rôle de la mission permanente de lutte contre la toxicomanie.  
14. JUSTICE : la condamnation de J.-T. Recco à la réclusion criminelle à perpétuité.  
- POLICE : le congrès de la FASP.  
- ÉDUCATION.  
15. SCIENCES : le sixième vol d'Ariane.  
16. MÉDECINE : la prévention du SIDA en France.  
26. SPORTS. - Voile : la lutte estamiran-timaran.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

17. THÉÂTRE : le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc, aux Thermes de Clusay.  
17. DANSE : hommage à Balanchine.  
18. CINÉMA : Anney, capitale du film d'animation.  
18 à 20. EXPOSITIONS.  
19. PHOTO.  
20. Une sélection.  
21. Programmes des expositions.  
25. COMMUNICATION.

### SUPPLÉMENT

27. La fête des pères.

### ÉCONOMIE

31. Les chiffres du chômage.  
- CONJONCTURE : les conséquences de la hausse du dollar.  
- AFFAIRES : la réforme de l'assurance-voiture.  
- AGRICULTURE : un avertissement des dirigeants du Crédit agricole.  
35. TRANSPORTS.  
- ENVIRONNEMENT.

- RADIO-TÉLÉVISION (25)  
INFORMATIONS  
SERVICES (26)  
La mode : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.  
Annonces classées (28 à 30) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (22 à 24) ; Marchés financiers (37).

Le numéro du « Monde » daté 15 juin 1983 a été tiré à 488 529 exemplaires

### JACQUES GAUTIER



La Parure d'Essences  
L'Eau de toilette : OMAI  
aux mille senteurs de Provence  
La Cravate BIJOU : tête de cheval  
en velin argent - oeil bleu de Chine  
36, rue Jacob, Paris (6<sup>e</sup>)  
Téléphone : 260-84-33

A B C D E F G

## Mme Simone Veil se félicite du « tournant européen » du R.P.R. et n'exclut pas la constitution d'une liste unique de l'opposition en 1984

A l'occasion d'un déjeuner-débat organisé par la Maison de l'Europe de Paris (1), sous la présidence de M. Michel Jaton, adjoint au maire de Paris, Mme Simone Veil, membre et ancien président de l'Assemblée des Communautés européennes, a précisé, mardi 14 juin, les réactions que lui inspirent le « tournant européen » du R.P.R. et l'éventualité d'une liste unique de l'opposition lors du renouvellement du Parlement de Strasbourg.

Mme Veil a rappelé qu'à ses yeux « l'Europe doit reposer sur un projet et sur un programme », car « il ne s'agit pas seulement de s'exprimer au jour le jour sur telle ou telle proposition », lorsque l'on est membre de l'Assemblée européenne. Elle a insisté sur le fait qu'un tel programme devait comporter, à la fois, une analyse « de ce que l'on veut pour l'Europe et de ce que l'on en attend », et des références « qui permettent de situer les problèmes européens à l'intérieur de grands choix de politique générale ».

Mme Veil a en outre émis quelques doutes sur le mode de scrutin qui serait en vigueur au moment de ce renouvellement, au printemps 1984, estimant que le gouvernement ne retiendrait pas nécessairement le système de la proportionnelle nationale qui avait été appliqué en 1979.

Tout en refusant de s'engager formellement, à un an du scrutin, en faveur de la constitution de cette liste unique, l'ancien président de l'Assemblée européenne n'a pas excludu qu'un « examen approfondi de ces différentes questions avec le R.P.R. » permette « d'aboutir à un accord suffisant pour défendre ensemble un projet ». « Il faut voir », a ajouté Mme Veil, qui s'est félicitée des nouvelles positions affichées par M. Chirac en matière européenne, considérant que cette réorientation « marque un grand espoir pour l'avenir ».

Elle a estimé que le R.P.R. reconnaissait, par cette révision, s'être trompé en 1979 en craignant que la nouvelle Assemblée n'exécute ses pouvoirs du fait de son élection

au suffrage universel direct. « C'est un grand succès. Etant profondément européenne, je souhaite que les partis qui expriment les opinions des Français se rallient à cette idée », a-t-elle ajouté. Je ne suis pas vraiment étonnée de l'évolution de nos collègues du R.P.R. pour les avoir vus travailler à Strasbourg et, plus d'une fois, se désoler de devoir abandonner leur mandat en cours de route en application de la règle que s'étaient imposée les membres de leur liste en 1979.

Quant à l'éventualité d'une sortie de la France du système monétaire européen, Mme Veil a déclaré qu'elle avait appris « avec orgueil » qu'elle avait été envisagée le 21 mars dernier. Un tel comportement « impliquerait de telles mesures d'austérité qu'il serait un prétexte pour ne plus s'astreindre aux règles communautaires », et donc marquerait une sorte de rupture entre la France et ses partenaires.

Si elle ne s'est pas prononcée sur la suggestion de M. Chirac de consulter les Français par référendum si cette décision était prise, Mme Veil considère qu'une telle éventualité est de celles qui justifieraient tout particulièrement la constitution d'un front uni de l'opposition contre la politique économique gouvernementale, qui, selon elle, gouvernerait ainsi le dos à l'Europe et à un type de société libérale sur lequel reposent les institutions communautaires.

(1) 35-37, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris.

## Les élections de La Seyne-sur-Mer et de Draguignan sont annulées

De notre correspondant

Toulon. - Le tribunal administratif de Nice a annulé mardi l'élection municipale de La Seyne (Var). Faisant suite à une requête en annulation de M. Charles Scaglia (U.D.F.), tête de liste de l'opposition, le tribunal n'a retenu qu'un seul des dix griefs avancés par le plaignant : l'utilisation par le maire sortant, M. Maurice Blanc (P.C.), de papier à en-tête de la commune à des fins de propagande électorale.

Seconde ville du département (cinquante-sept mille habitants), La Seyne est placée sous gestion communiste depuis trente-deux ans. Le 13 mars dernier, la liste d'union de la gauche conduite par M. Blanc arrivait en tête avec 50,57 % des suf-

frages exprimés contre 49,43 % à celle de l'opposition. Trois cent quarante et une voix séparaient les deux listes.

Estimant que ce jugement est « une atteinte grave au suffrage universel et à la démocratie », M. Blanc a décidé d'introduire un recours au Conseil d'Etat. Les Seynois seront donc appelés à voter, vraisemblablement avant la fin de l'année.

Dans cette ville qui vote traditionnellement à gauche (76,52 % des voix aux municipales de 1945, 54,77 % en 1953 et 61,24 % en 1977), on note cependant un tassement de l'électorat P.C. dû à une mutation de la population et à un découpage électoral défavorable à la majorité dans les quartiers sud - la situation économique aux chantiers navals de La Seyne (quatre mille cinq cents employés, dont la moitié vote dans cette ville, sur trente-sept mille cent vingt-deux inscrits) risque d'être défavorable à la majorité. Avec un plan de charge actuellement nul, les chantiers navals sont dans une impasse et la dégradation sociale liée aux rumeurs de licenciements risque de faire la différence à l'occasion du prochain scrutin.

Second bastion de la gauche dans le département, Draguignan connaît aussi une situation difficile. Le tribunal administratif de Nice s'est prononcé mercredi 15 juin sur les invalidations de l'élection municipale demandées par M. Jean-Paul Clausen, qui conduisait la liste de l'opposition. M. Edouard Soldati, sénateur socialiste et maire de la ville depuis vingt-quatre ans, aura des difficultés encore à conserver son siège, n'ayant obtenu que vingt-neuf voix de plus que le plaignant lors du second tour des municipales et cela malgré une participation record de l'électorat (85,22 %) et l'intégration de six communistes sur sa liste jusqu'à lors exclusivement socialiste.

JOSÉ LENZINI.

## PRÉAVIS DE GRÈVE POUR LE 20 JUIN

### Les stations locales de Radio-France en effervescence

M. Jean-Noël Jeanneney, P.-D.G. de Radio-France, a mis fin mardi 14 juin aux fonctions de M. René Marchand, directeur du développement et responsable depuis 1979 du lancement des radios locales du service public en province. M. Didier Bérard, dont le président de Radio-France avait déjà fait son conseiller en novembre dernier pour les affaires de décentralisation, assurera l'intérim avant qu'une nouvelle organisation soit mise en œuvre. La C.F.D.T. a d'autre part lancé un préavis de grève pour le 20 juin en liaison avec les problèmes que rencontrent ces radios locales publiques.

« Une nouvelle étape dans la décentralisation de la maison », explique-t-on à la présidence de Radio-France. Une étape importante, évidemment, puisqu'elle met fin au travail de celui à qui Mme Jacqueline Baudrier avait confié la charge des actions de décentralisation de Radio-France et qui a présidé depuis au lancement d'une quinzaine de stations. Une étape décisive qui, sans être, selon la présidence, « une remise en cause de la politique menée jusqu'à présent », n'en est pas moins l'illustration d'importantes divergences entre M. Marchand et M. Jeanneney.

Une étape qui pourrait aussi signifier la fin d'une politique d'expansion sous auspices de Radio-France et l'abandon d'un programme qui ambitionnait la création de près d'une centaine de stations sur l'ensemble du territoire. L'intégration des stations de radio de FR 3 au sein de la société Radio-France le 1<sup>er</sup> janvier 1983 a conféré au secteur de la décentralisation une nouvelle dimension, à la fois sur le plan financier, social et politique ; et en a singulièrement compliqué la gestion.

La trentaine de radios qui émettent aujourd'hui ont bien besoin qu'on les consolide et les fortifie, et qu'on se préoccupe de leurs pro-

grammes. Cela exigerait des moyens sans doute plus importants que ce que le budget des stations permet actuellement (Radio-France compte désormais plus de journalistes en province qu'à Paris). Cela demanderait aussi que l'on définit mieux la notion de service public, la seule qui puisse justifier la cohabitation en province des stations de Radio-France et de la multitude des radios locales privées.

Les « petites décentralisées » essaient en tout cas de démontrer l'urgence de leurs revendications. Tour à tour plusieurs d'entre elles (Radio-la-Croix, Radio-Vanelus...) ont affronté crises et problèmes divers.

Un préavis de grève vient d'être déposé mardi par les sections C.F.D.T. de Radio-France au nom de l'ensemble du personnel, pour le lundi 20 juin. Son maintien dépendra de la réunion, le 17 juin, des délégués de ces radios locales, dont le mouvement revendicatif (problème des effectifs, jugés insuffisants ; conditions locales de travail ; rapports avec la hiérarchie et la maison-mère ; interrogations diverses sur leur vocation générale) est directement à l'origine.

A. Co.

## Des formule 1 dans Paris ?

A l'occasion du centenaire du sport automobile, un grand prix de formule 1 pourrait être disputé à Paris le 28 août 1984 sur un circuit de 3,250 kilomètres tracé entre la place Clemenceau et la place de la Concorde et empruntant la Cours-la-Reine et l'avenue des Champs-Élysées.

A la suite d'instructions données par l'Hôtel Matignon, le ministère de l'Intérieur étudie une modification au décret de 1955 interdisant les courses automobiles en ville, modification qui autoriserait des dérogations. Le nouveau texte pourrait être prêt dans quelques semaines. Il permettrait d'aboutir au projet, proposé en 1982 par l'association Omnisports et Mécanique, de l'ancien pilote Jean-Pierre Jabouille. Cette opération, dont le budget s'élèverait à 25 millions de francs environ, permettrait d'accueillir quelque trois cent mille spectateurs dont la moitié sur des gradins installés autour de l'obélisque.

« Le Grand Prix de Paris n'est pas encore officiel, malgré les différents accords déjà établis et la possibilité d'une dérogation. La commission des circuits et les pouvoirs publics réservent encore leur décision ; celle-ci sera prise après les différentes réunions qui doivent se dérouler dans les jours à venir », a précisé, le 14 juin, un

communiqué d'Omnisports et Mécanique.

Une réunion doit en effet avoir lieu, lundi 20 juin, entre les représentants des services de l'équipement, des services techniques de la Ville de Paris, des fédérations automobiles françaises et internationales et des promoteurs du Grand Prix pour régler les problèmes spécifiques à l'élaboration du circuit (chaussée, revêtement, sécurité, circulation). Les autorités sportives françaises, qui sont acquiesces au projet, devront ensuite prendre une décision définitive, le 6 juillet pour que la course soit inscrite au calendrier international. Cette inscription nécessitera en outre l'accord de la commission formule 1 de la Fédération internationale (FISA) et de l'association des constructeurs (FOCA).

« L'objectif prioritaire des différentes démarches sera la sécurité et la non-dégradation des sites », a déclaré M. Paul Violet, adjoint aux sports de la Ville de Paris. Toutefois, les mouvements écologistes ont estimé « qu'il serait incohérent, avec le prix élevé du dollar, des véhicules et des accidents, d'imposer aux Parisiens le spectacle d'un gaspillage bruyant, nuisant et encombrant de cet archaïsme automobile ».

## NOUVELLES BRÈVES

● Le Jordanien auteur de la prise d'otages de 1978 à l'ambassade d'Irak à Paris a été expulsé vers l'Algérie. - Hosni El Haj Eid Walid, le ressortissant jordanien, âgé aujourd'hui de trente et un ans, qui le 31 juillet 1978, s'était enfermé en compagnie d'un complice avec neuf otages dans l'ambassade d'Irak à Paris, puis avait finalement accepté de se rendre, a été libéré et expulsé vers l'Algérie le 6 mai, apprend-on le 15 juin.

Hosni El Haj Eid Walid avait été condamné en mars 1980 par la cour d'assises de Paris à huit ans de réclusion criminelle (Le Monde des 28, 30 et 31 mars 1980). Au cours de cette prise d'otages, des Irakiens du service de sécurité de l'ambassade

avaient ouvert le feu sur les deux terroristes, tuant par mégarde l'inspecteur de police Jacques Capela.

● Campagne de l'UNEF-I.D. pour les inscriptions universitaires. - Une campagne nationale d'accueil des bacheliers dans les universités va être organisée par l'UNEF indépendante et démocratique (animée par des trotskistes et des socialistes). A Paris, les militants de l'UNEF-I.D. diffuseront quotidiennement, à partir du 28 juin, les informations sur les possibilités d'inscription dans les universités, par le biais de la « C.B. » et de messages sur Radio-Canal 89.

## FORTE REMONTÉE DU DOLLAR :

7,75 F

La remontée du dollar sur les marchés des changes s'est confirmée, et même accélérée, mercredi 15 juin : la monnaie américaine passait de 2,55 DM à 2,575 DM et battait tous ses records à Paris à 7,75 F contre 7,70 F la veille.

Ce phénomène est dû à plusieurs facteurs.

Certes, les taux d'intérêt sont toujours tendus aux Etats-Unis où le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, a déclaré que la Réserve fédérale pourrait être « contrainte de restreindre légèrement le crédit » si la progression de la masse monétaire continuait.

Mais la raison principale avancée pour expliquer la hausse du dollar est la baisse de la livre sterling, revenue de 1,53 dollar à 1,51 dollar, à la suite de la généralisation de la réduction des taux d'intérêt des banques britanniques, qui, à l'initiative de la Banque d'Angleterre, ont abaissé leur taux de base ramené de 10 % à 9,50 %.

Une telle mesure a un double objectif : relancer l'économie et ne pas attirer les capitaux étrangers dont l'entrée a pour objet de gonfler les liquidités et de faire progresser trop rapidement la masse monétaire. Aux ventes de livres sterling correspondant des achats de dollars, ce qui favorise la hausse du « billet vert ». A Paris, le cours du mark est resté inchangé à 3,01 francs.

(Lire page 31 « Les conséquences de la hausse du dollar sur l'économie française ».)

## M. JEAN MARTINEAU EST ÉLU PRÉSIDENT DES BANQUES POPULAIRES

M. Jean Martineau, président de la Banque régionale d'épargne et de dépôts (BRED) a été élu, mardi 14 juin 1983, président du groupe des Banques populaires par le conseil syndical de cet établissement. Cette désignation doit être soumise à l'agrément des pouvoirs publics.

A la fin du mois dernier, et après sept mois de réflexion, ces mêmes pouvoirs publics avaient refusé la nomination de M. Robert Deloroy, élu à l'unanimité, en remplacement de M. Henri Barre, démissionnaire pour raison de santé.

Ce refus était, très vraisemblablement motivé par les attaques giscardiennes de M. Deloroy, ancien président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et député de l'opposition à l'Assemblée européenne.

Cette fois-ci, l'agrément officiel a été officiellement accordé à M. Jean Martineau.

(Né en 1921 à Limoges, M. Jean Martineau, outre ses fonctions de président de la BRED, la plus grosse des trente-neuf Banques populaires, est P.-D.G. de la Société d'exploitation de produits pour les industries chimiques (SEPPIC), filiale des Chaux réunies. Conseiller d'Etat en service extraordinaire, il a notamment présidé le tribunal de commerce de Paris de 1972 à 1975.)

## DES GENDARMES DE VINCENNES ENTENDUS PAR LE PARQUET GÉNÉRAL

La procédure engagée contre les gendarmes impliqués dans l'affaire des Irlandais de Vincennes suit son cours. Mardi 14 juin, M. Jean Libou-dan, avocat général, a entendu plusieurs gendarmes. Cette procédure devrait déboucher, à terme, sur le retrait par M. Pierre Arpaillange, procureur général, de l'habilitation de ces gendarmes à exercer leurs fonctions d'officier de police judiciaire dans le ressort géographique de la cour d'appel de Paris. D'autres gendarmes devaient être entendus pour le même motif par M. Libou-dan, ce mercredi 15. Une procédure parallèle a été engagée, en vue d'obtenir de la chambre d'accusation le retrait de sa qualité d'O.P.J. au capitaine Paul Barril, qui fut le chef par intérim du G.E.N. Cette procédure vise également d'autres gendarmes ayant participé à l'opération de Vincennes.

## L'année américaine après le BAC

Sur le campus d'une grande université de Floride

un avantage déterminant pour les études supérieures

CO CEEPS, 57, rue Ch.-Lafitte, 92 NEUILLY, 722.94.94

LIMITÉ D'INSCRIPTION : 5 JUILLET

## EX.CO.SUP

MÉDECINE - PHARMACIE

De la Terminale à la 2<sup>ème</sup> année

10 centres de préparation

CLASSES PRÉPARATOIRES

Recyclage - Encadrement - Révisions

125, bd Saint-Germain - 75006 PARIS - Tél. : 634.06.33

## SOLDES D'ÉTÉ

le bazar à tissus,  
le plus chic,  
le plus grand,  
le plus étonnant.

TISSUS «COUTURE» ET «DÉCORATION»

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## MARCEL LASSANCE

SOLDES

du jeudi 16 Juin  
au samedi 2 Juillet

17, rue du Vieux-Colombier

Paris (6<sup>e</sup>)

Galerie Point Show

66, Champs-Élysées

bleu conseil

## petit faune paris

Soldes exceptionnels

50 %

33, rue Jacob - Paris 6<sup>e</sup>